

CULTURE

CEUX DE DEMAIN

(Suite de la première page.)

Pour la première fois, depuis longtemps, dans l'histoire de France une génération n'a connu ni les bulletins de la Grande Armée proclamés au lycée, ni la révolution chaque quinze ans, ni la guerre avec l'Allemagne, ni même l'Algérie ou mai 68. L'hégémonie intellectuelle de la gauche a chiez eux — et peut-être par eux — pris fin: Brecht et Druon n'ont pas pour autant été de revanche. Bien nous en va aux âges où cela compte, mais plus souvent du cœur que du corps, ils n'ont pas d'habitudes: manger et boire est de l'amitié non un chef-d'œuvre; mais ils ont une liberté que nous n'avons pas eue pendant que nous sommes tramés-ônés ou ébattés-dix ans. Nos quarante et nos réves sont à leurs yeux antichroniques; s'ils ne sont pas changés le monde, n'ont pas débouché sur quel que ce soit qui tte concerne maintenant; elles se ressemblent que notre mémoire remonte à Dreyfus ou seulement à de Gaulle.

Leur culture est d'expérience et de quotidien; elle semblerait utilitaire si elle ne dessinait des mois énoncés des vies qui ont une étrange légèreté, une étrange et désarmante franchise; ils veulent le plaisir s'ils donnent leur corps; ils n'aiment un oeil que si leur cœur — même s'il se trompe — y consent le même temps. La vie est question de jours et de nuits, de semaines, rarement d'années, ils n'ont d'opinion que peu ne pas se reconnaître dans celles qui ont prévu ces derniers cent ans; ils ne sont révoqués contre rien et demandent à leurs parents plus de tendresse...

Pour la première fois dans notre civilisation d'après et de météorisme, une génération croit au talent, à la vocation et à ce qui talent et vocation nourrissent leur homme, leur femme. On va d'études en bouquins jusqu'à ce que l'on ait fait

une sorte de tour du monde; on prend ici et là aux guichets de la culture installée; deux ans de Grèce avec un copain qu'on n'aimera sûrement plus en fin de séjour sont jugés plus instructifs que deux ans de cours à Paris, en urbanisme ou en histoire; Chateaubriand et Montaigne n'y trouveraient rien à redire.

Ils seraient davantage pour l'ordre établi — qui ne les gêne pas, ne mord pas sur eux — que pour des révolutions dont ils n'ont vu que les médiocres péditions ou crayon-sauts dans les ruses platonnes et à rabat-loukoum d'un Paris d'été et de tourisme. Il n'y a plus de Vietnam ni de Chôli, ni de camps de concentration, ni de « petits Chinois », qui meurent de faim. Arènes et vieilles distilleries font saute comble et défontant; les dogmatiques d'été sont récupérés; Michel Rocard est intelligent; et pourquoi être systématiquement contre Giscard ?

Mais — de ceux de demain qui n'ont pas encore vingt-cinq ans — nul écrivain, nul peintre, n'est encore sorti que d'incertaines imitations des vedettes en place et qui se produiraient pour que les producteurs et les distributeurs ne les quittent plus. Alors un livre par an parce que le premier était bon, alors le portrait d'un héros arabe ou de l'Amérique à Paris, et les premiers intitulés gagnent le gris commercial; alors des graffiti et des aquarelles de science-fiction. Il manque des souffrances, une solidarité avec ceux qui n'ont plus ou pas encore vingt-cinq ans; il manque des palines et des naïvetés; l'humilité n'est ici que la tendresse dont on est frustré, une certaine indéfinissable absence.

Et pourtant, à cette génération un peu courte, un peu égociste, sans enfants, sans mode, sans penseur entré, devient la majesté, sans

pour autant changer de ce qu'elle est, cette fin de printemps-ci de de l'autre, quelle trajectoire contingente chez nous. Car, peut-être, pour la première fois depuis longtemps, on y vit dans l'instant, les paroles n'ont que ce poids, mala l'instant tout entier est donné. Le vie est tout, et il faut vivre à chaque seconde; tout le reste est accessoire, tréfilé.

Cette génération est hors du temps, sans héritage, sans avenir que le sien. Ils se suicident (et se ratent) s'ils sont seuls plus d'une semaine; ils ne pensent pas à changer le monde puisqu'ils s'y sont déjà trouvés leur coin; ils ont le regard bleu ciel de ceux qui attendent le grand amour, mais ne trichent pas, puisque cela ne durera pas et ne sera pas même consacré. Leur morale n'est pas celle d'Israël, brillante et pantalons Saint-Laurent ou bien semelles-crepe et chenilles sans manche, qui croyaient, comme Larbaud ou le Marquis des premiers « Bloc-Notes », que se donner à un idéal vaut tous les instants, toutes les patres, toutes les palres de fesses.

Ceux de demain n'ont d'ascosée que le quotidien, de code que le sincérité du moment, fit-elle cruelle; ils laissent de côté la société actuelle et, sans présentation enseignante ou universitaire, commencent de dresser une nouvelle échelle de valeurs; ce n'est sans doute pas un programme; ce n'est qu'un olivage d'éges qu'effacera à mesure l'éternel mariage — des cheveux blancs, des cheveux gris —; mais c'est peut-être une chance que quelques-uns parmi nous échappent à la sorte à ces endocrinements allus, à ces réalignements, à ces schémas de pensée, à ces emplois sclérosants de notre temps à longueur d'année et de vie. Peut-être une chance que ne craquent pas trop tard nos conformismes qui rassissent nos vies et notre époque avant l'âge.

B. FESSARD DE FOUCAULT.

LE BEL HABIT VERT

EN décembre 1836, Vigoy écrit dans son journal: « L'Académie a un grand malheur, c'est d'être la seule corporation au monde qui n'ait jamais cessé d'être ridicule. » Cela ne l'empêche pas, six ans plus tard, de s'y présenter avec un opéra-ballet en trois actes, puis d'être élu, en mai 1845. Dans le volume petit livre que M. Guillemin a consacré à Vigoy, l'aventure académique d'homme pas moins de trente pages. On y trouve, entre autres, une glose de Saint-Beuve: « Vigoy, qui se croit gentilhomme, lui, pour arriver à l'Académie, des choses qui ne sont même pas d'un plébeu. » (1)

par GABRIEL MATZNEFF

Les historiens de la littérature se moquent parfois sur les gens de lettres, quelques jours avant l'élection, se désolent de sa candidature au fauteuil de Lacordaire; il laisse le champ libre au prince de Broglie, candidat du gouvernement.

M. Villmain, avec insistance: « Je n'ai jamais eu d'originalité, moi, monsieur. » M. Baudelaire, avec insistance: « Monsieur, qu'en savez-vous ? » (2) A propos de cette candidature, Sainte-Beuve, encore lui, écrit: « On a eu à apprécier, à juger, le nom de M. Baudelaire et plus d'un membre de l'Académie, qui ignorait totalement son existence, a Baudelaire devant d'ailleurs, quelques jours avant l'élection, se désolent de sa candidature au fauteuil de Lacordaire; il laisse le champ libre au prince de Broglie, candidat du gouvernement.

« Une vanité comme une autre » Dans Port-Royal, la sœur Françoise fait malicieusement observer à l'archevêque qu'il est de l'Académie française, alors qu'Arnould d'Andilly, lui, a refusé d'en être, et non sans quelque éclat. Ce qui met en colère Mgr Pétafite, qui s'écrie: « Vous êtes une folle et une impertinente, qui ne savez ni que vous êtes, ni que vous n'êtes pas; mais est une vanité comme une autre: cela fait partie de ce faux honneur auquel vous vous entendez si bien. »

Port-Royal fut créé en décembre 1654. Il est amusant de noter que, quelques jours après cette

création, Mondonard écrivait à Henry Bordeaux: « (...) Je vous confirme que si l'Académie française manifestait par son élection le goût de m'accueillir, je le tiendrais pour un honneur. » (3) Honneur, faux honneur, ce sont que des mots. La vérité est que nous les désirons dans la nature et que le meilleur est celui qu'on a. Cinq de nous règle sa conduite selon sa sensibilité. C'est pourquoi l'irritation suscitée par la candidature académique de Jean-Etienne Hallier me semble intempérive. J'ai pour ma part un tempérament très différent de celui

d'Hallier, mais je respecte le sien et je me garde de porter un jugement sur sa conception de la vie littéraire, même si ce n'est pas exactement la même. Paris serait une ville plus agréable à vivre si les gens ce s'y plaignaient pas sans cesse de nous faire la leçon. Les sermons ne m'ennuient plus.

Conjuguer Académie et clandestinité

Si se présenter à l'Académie fait plaisir à Hallier, il a mille fois raison de s'offrir cette joie innocente. Le jour où cette fondation me traversera, je m'y abandonnerai sans hésiter. Il paraît, me dit-on, que nous sommes trop jennet pour révéler l'habit vert; mais Lacordaire avait quarante ans lorsqu'il a été élu à l'Académie, et Victor Hugo trente-neuf. On peut être immortel sans être cacochyme. Hallier appartient à la même famille que Mondonard, dont Brault écrit que depuis Barras personne n'avait eu un sens aussi sign de la publicité; pour ma part, j'appartiens plutôt à celle de Clémence. Faut-il la clandestinité? Mais l'Académie est la dernière institution qui permette de conjuguer honneur et clandestinité. L'Académie, dernier rempart de la subversion. Les commissaires de police ont, m'assure-t-on, le plus vil respect pour l'habit vert. A nous l'impuise!

(1) M. de Vigoy, homme d'ordre et poète, Gallimard, 1955. (2) Baudelaire devant ses contemporains, Edt, du Rocher, 1957. (3) Lettre publiée dans l'hebdomadaire Arts du 2 février 1955.

RÉPLIQUES... A FRANÇOIS DE CAMBRÉSIS...

A propos de la « créativité »

M. Jacques Depouilly, conservateur du musée municipal de Soissons, écrit: « C'est un fait que le mot « créativité » est de plus en plus employé, à tort ou à travers, dans les domaines les plus divers, chaque fois qu'il est question d'un acte différenciant quelque peu de ceux qui s'inscrivent dans le cadre des règles établies. On comprend que l'on puisse s'émouvoir, comme le fait M. de Cambrésis (Le Monde daté 21-22 mai), de la confusion actuellement entretenue, se us convert de ce mot entre autres, par la profusion d'ouvrages d'usage à la pseudo-créativité. Mais il n'y a pas lieu pour autant de considérer que les vols nouvelles offertes à la création constituent une imposture. On peut admettre que cette « libération d'énergie » dont parle M. de Cambrésis à propos de la création ait été, si l'on peut dire, apprivoisée au cours de l'histoire par des êtres d'exception pour en faire les monuments dont s'honore notre culture. Mais cela ne doit pas faire oublier que cette énergie existe chez tout individu, et que les enfants les premiers, mais non les seuls

maintenant, en ont montré les structures essentielles et les développements possibles dans des directions qui peuvent certes paraître tout d'abord déconcertantes, mais qui sont loin d'être arbitraires et gratuites. Il est en réalité possible de relever de multiples ressemblances entre des dessins ou peintures d'enfants na et se connaissant pas. Ce fait, observé par de nombreux chercheurs, a été confirmé outre autres par les travaux classiques de G.-H. Luquet, qui s'est essentiellement penché au départ sur les dessins de sa fille, mais qui a obtenu confirmation de ce qu'il avait constaté en rapprochant ses documents de dessins d'enfants de pays différents. (Cf. Les Dessins d'un enfant, Félix Alcan, 1913, et Le Dessin enfantin, même éditeur, 1933, réédité par Deschamps et Niestlé en 1968 et 1977.) D'autres travaux ont également contribué à montrer l'originalité de l'acte créateur enfantin en s'appuyant précisément sur les analogies manifestes existant entre des dessins de provenances différentes, à condition, bien entendu, qu'ils aient été exécutés dans des conditions

capables d'en assurer l'authenticité, ce qui est rare, il est vrai. Cela est certain en tout cas pour les documents qu'Arnould Sierra a pu rapporter de plusieurs missions auprès de diverses populations sauvages. Il est clair que l'enfant, qui n'est pas un adulte en miniature, a des schémas de pensée, à ces emplois sclérosants de notre temps à longueur d'année et de vie. Peut-être une chance que ne craquent pas trop tard nos conformismes qui rassissent nos vies et notre époque avant l'âge.

B. FESSARD DE FOUCAULT.

...ET A GILBERT CESBRON (Suite)

Une caricature

M. Sébastien Loste nous écrit: DURANT sept ans, de 1970 à 1976, j'ai contribué, auprès de M. Robert Borda, à la réalisation du Centre Pompidou. Je ne suis pas pour autant un admirateur inconditional de tout ce qui s'y passe et s'y fait: en 1976, j'ai quitté mes fonctions à la suite d'un désaccord sur certains principes de son organisation. J'ai, depuis lors, partagé diverses réserves exprimées dans vos colonnes.

Mais de là à traiter le Centre Pompidou de bas-trinquet! M. Cesbron n'a pas fait le portrait de ce Centre, il en a fait la caricature.

l'Etat, mon expérience est ici de peu de poids. Mais quand un centre culturel organise (en juin), par exemple, des expositions consacrées à Henri Michaux, Sam Francis, Jacques Lipchitz, des sessions musicales organisées par Pierre Boulez, sur l'« Improvisation », des lectures du poète Michel Deguy, un débat sur « deux mille ans de christianisme », est-ce là le programme d'un bas-trinquet? Dans ce terme, quel mépris aussi pour le public! Ainsi, les 5 600 000 visiteurs recensés en 1977 (dont 3 600 000 pour la bibliothèque, 2 000 000 pour le Centre, 6 % du public ayant moins de trente-quatre ans) ne seraient venus là qu'en badana, pour le plaisir de monter sur

l'escalator? L'immense succès du Centre auprès des jeunes ne s'explique-t-il que par le plaisir de « jouer au foot avec les sièges des qu'ils auraient dû occuper? » C'est méconnaître le développement considérable des besoins culturels qui marquent notre époque. Tout a changé d'échelle: la demande, les surfaces nécessaires, les modes de communication et, comme le montre l'exemple tout récent de la remarquable loi-programme sur les musées, les crédits nécessaires.

A l'heure où l'on parle tant d'ouvrir largement l'accès à la culture, peut-on qualifier de « bas-trinquet » le seul centre qui, dans une si grande échelle, tente à se pour l'instant réussir — cette ouverture ?

« Ce fut le T.N.P. De M. Jacques Alesi, professeur, (Crédit) L'article de Gilbert Cesbron sur le Centre Pompidou m'étonne et m'inquiète. Je ne connais pas assez le Centre pour pouvoir porter un jugement fondé. Je sais seulement, pour l'avoir visité avec des jeunes, qu'ils s'y sont trouvés fort à l'aise — moi aussi — et qu'ils pensaient à autre chose qu'à « jouer au foot avec les sièges bas ». Ce n'est pas sur des incidents de ce genre que l'on peut juger d'une œuvre pareille. Mais passons.

Plus inquiétante l'allusion faite au T.N.P. qui n'aurait dû son succès qu'à la présence de Gérard Philippe et devient ensuite, selon Cesbron, une « gare sinistre », une « salle de démocratie populaire » fréquentée par des « troupeaux » qu'y déversaient les comités d'entreprise — l'abominable de la désolation, n'est-ce pas ? Une telle affirmation conteste tout l'effort, toute la vie de ce que fut le T.N.P. C'est oublier que celui-ci fut une réalisation collective, animée par Jean Viljar — parler du T.N.P. sans parler de Viljar, un comble ! — dans laquelle Gérard Philippe joua certes un rôle important mais refusa toujours d'être la vedette. Quant à la « gratuité » de la culture, reilions Viljar, tout ce qu'il a obtenu en accord avec Gérard Philippe — sur la nécessité de pratiquer des tarifs modiques, reilions le Théâtre, services publics, pensons aux conditions financières qu'acceptait l'équipe de Viljar, Gérard Philippe en tête, pour permettre le fonctionnement du théâtre, rappela-tous les luttes de Viljar pour obtenir une aide décente de l'Etat.

Il n'y a pas en art de vérité absolue M. Edouard Guillon (Université de Haute-Bretagne) écrit: La réplique de Jean Patou à Gilbert Cesbron (Le Monde du 21 mai) me remet en mémoire l'impression que j'ai éprouvée lorsque j'ai vu Beaumont Newhall la première fois, impression que je résumais dans la formule suivante: « C'est laid comme une locomotive et beau comme une locomotive. » L'Acropole, Notre-Dame, Beaumont, en passant (pourquoi pas?) par le hall de la gare d'Orsay ou le palais du Trocadéro... Il n'y a pas, en art, de vérité absolue. Le créateur invente en fabriquant, comme on voudrait. La beauté vient ensuite. Mais elle ne vient pas forcément. Le style gothique a été déclaré laid par des générations entières d'esprits convaincus de détenir la définition infaillible du goût. Se réhabiliter, aux premières heures du dix-neuvième siècle, a été une pure affaire de mode. Celle du style roman, qui en est une autre, est contemporaine, est un phénomène plus récent encore. Je crois néanmoins qu'il existe en toute conscience une idée du beau que choquent, chez la majorité des hommes d'aujourd'hui, les lignes turboturées de Beaumont. Il faudra probablement plus de dix ans pour que ce monstre (de laid) ou de beauté? rallie autour de lui l'unanimité. Peut-être y parviendra-t-il des siècles, mais je pense que son émotion architecturale, que je comprends et que je partage presque, préfigure celle des folies de demain ou d'après-demain.

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE
objet: secrétariat de direction, secrétariat médical
note confidentielle: L'Ecole assure les connaissances pratiques indispensables... mais elle s'attache surtout à développer les qualités qui font d'une secrétaire, une véritable collaboratrice.
adresse: 40, rue de Liège - Paris 8e tél. 387.58.83 • 387.52.90

COLE de
N. BERNARD DORIN
AMBASSADEUR
REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE
Ecole de

Le Monde - LE CONFLIT DU TO
deux visages
approuve le projet de force intera
Camores
REPUBLIQUE NORMANDE
REPUBLIQUE PARIS. MORON
DES CONTACTS
NORMANDE
REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE
Ecole de

سكوت الاحول

étranger

LE CONFLIT DU TCHAD SUR TF1

Les deux visages d'une guerre

Il est décidément bien loin le temps où N'Djamena tenait les combattants du Front (Front de libération national du Tchad) pour de simples « voleurs de bétail ». Le caractère politique de la rébellion, aux intenses reportages nous l'ont rappelé, jeudi 8 juin, dans l'émission « L'événement », l'un tourné, côté rebelle, par une équipe de la télévision espagnole, l'autre réalisé, côté gouvernemental, à Paris par Alain Barreau et Maurice Allard. En complément, le départ de la Légion de Lubumbashi. Le guide-président-toucheur, dont des chœurs parodiaient les mérites, décora les officiers du 2^e REP, vaillamment plus gênés qu'imbus.

Avec le Front, on vit la guerre à hauteur d'homme, livrée ou simplement mimée : empires alibouettes rampant sur les dunes ou courbes face au vent brûlant, soldes rebelles brandissant leur F.M. en un alignement impeccable, visages écologiques de « météorites lunaires teintées » de l'éveuglante fumée du « défer » « maraichards » « apertures » deux litres d'eau et cinq dates par jour leur suffisent — évoluent dans un univers de localités, articles servant le D.C.A. ou les redoutables missiles soviétiques SAM.

A Faya-Largeau, préfecture du Bourkou-Erdi-Tibesti (B.E.T.), devenue le capitale des rebelles, dans un paysage de torins et de palmiers, fut le drapeau du Front. Assis devant le chef enturbanné, M. Goukou I Oueddi, pelabre avec un groupe de notables. La respon-

sa de opérations pour le centre du pays turgis « l'impérialisme » qui entraînent le vieux cliché d'un Front musulman, menant une guerre de religion — « Les gens qui se battent au sein du Front appartiennent à toutes les tribus », ajoute-t-il. M. Adoum Togo, le chef d'état-major, affirme, quant à lui, vouloir « de bonnes relations avec la papauté française ».

Dans la moitié nord du Tchad, le pouvoir a — définitivement ? — changé de mains. Pour les civils, il s'agit d'acquiescer à l'autorité du quinquagénaire, le « colonel » dans les écoles de brousse, les gamins apprennent, dans la langue des « impérialistes », à conjuguer le verbe « avoir » eu passé composé.

A N'Djamena, ce sont d'autres images d'une même guerre. Dès l'aube, commencent le ballet des Transils et autres Jeagu. Venues d'Orange et de Venne, légionnaires et « maraichards » se sont transformés en « gentils organisateurs » — comme les appela l'homme de la rue — d'une guerre, en théorie, purement défensive. Mels entre attaquer et séduire, la frontière est souvent floue. Les opérations de nettoyage dans des villages vidés de leurs habitants — rien n'est plus rapide que le téléphone arabe — font partie d'une routine apparemment valable.

Au Tchad, les journalistes n'ont guère la cote. A Alain Barreau, plus chevronné que ses confrères exposés de N'Djamena au cours de ces dernières semaines — on s'est aimé

Les travaux de la grande commission mixte de coopération

Tunis souhaite que Paris plaide sa cause auprès de la C.E.E.

M. de Guiringaud se rend tous les jours à Paris. Il dirige la délégation française aux travaux de la grande commission mixte de coopération franco-tunisienne qui se réunit dans l'après-midi. Samedi, tandis que se poursuivent les discussions entre experts, le ministre français des affaires étrangères sera reçu par le premier ministre tunisien, M. Hédi Nouria et vraisemblablement par le président Bourguiba.

La grande commission a réuni tous les ans, alternativement à Paris et à Tunis. Son activité ne revêt pas pour autant un caractère seulement technique. Organisme à l'échelon gouvernemental, elle aborde tous les problèmes politiques. Les événements qui se sont déroulés ces derniers mois en Afrique, les positions prises par Paris et les interventions directes de forces françaises au Tchad, au Zaïre et au Sahara occidental tiendront certainement une large place dans les entretiens entre les deux pays. Enfin, l'homologue, M. Fitorri. Les dirigeants tunisiens prônent une politique prudente tendant à éviter que le sautement en Afrique les divisions entre pays et progressistes et « modérés ». Dans les conflits en cours, ils préconisent, fidèles en cela à la tradition bourguibiste, le recours à la conciliation. Ils ne sont pas pour autant partisans de la faiblesse et ont apprécié la volonté manifestée par Paris de porter

secours aux gouvernements amis en difficulté. Ils sont sans doute aussi inquiets par le nouveau rapprochement intervenu ces derniers jours entre la Libye et l'Algérie au cours de la visite dans ce dernier pays du colonel Kadhafi.

Les responsables tunisiens font face actuellement à une situation délicate, et ils comptent plus que jamais sur la compréhension, voire le soutien de la France. Après la violente crise de l'hiver dernier résultant de l'opposition entre la centrale syndicale et le parti socialiste destourien, crise qui a atteint son apogée avec les manifestations du 30 janvier, durément réprimées par la police, l'armée et les miliciens du parti unique, le gouvernement de M. Nouria semble tenir en main la situation.

Il doit cependant faire face à une contestation larvée, et surtout il se trouve devant des problèmes économiques et financiers préoccupants. La Tunisie éprouve de grandes difficultés pour écarter l'une de ses principales ressources, l'huile d'olive. Elle est atteinte par la baisse persistante du cours des phosphates. Elle a été frappée en 1977 par les mesures restrictives adoptées par la Communauté européenne concernant les importations de produits agricoles. Les conditions climatiques défavorables ont entraîné une mauvaise récolte. La croissance, qui avait été voisine de 8 % les années précédentes, n'a atteint que 4,5 % en 1977 et à un mois et demi d'imprévisibilité — et le déficit commercial s'est accru.

La balance commerciale est particulièrement déséquilibrée avec la France, premier client et premier fournisseur de la Tunisie. Cette situation pèse de plus en plus sur les Tunisiens, et il ne fait pas de doute que M. Fitorri, qui fut ministre des finances de 1971 à 1977, ait eu à cœur de s'occuper des affaires étrangères de M. Habib Charty, s'entretienne longuement de ce problème avec M. de Guiringaud. En 1977, la France a exporté en Tunisie pour 2,8 milliards de francs et elle a importé pour 940 millions seulement. Le rapport est presque de 1 à 3. Au premier trimestre de 1978, il est par son frère à M. Messaoud Zeghar, qui serait entré illégalement par la Tunisie, même si l'on fait observer à Paris qu'elle est en grande partie compensée sur le plan financier par les transferts des travailleurs immigrés (123 millions de francs), les recettes réalisées grâce aux touristes français (250 millions) et les importations de produits agricoles. Des Tunisiens vont cependant tenter d'obtenir de leurs interlocuteurs français des compensations. Ils souhaitent d'abord que Paris les appuie dans leurs négociations avec la C.E.E., à laquelle ils sont liés depuis 1978 par un accord de coopération, qui a remplacé l'accord d'association de 1962. Ils souhaitent aussi que leurs deux produits, l'huile d'olive et les textiles puissent accéder plus largement au marché européen. Sur le plan strictement bilatéral, Tunis veut de nouveau faire appel à l'aide

DANIEL JUNQUA.

A Montréal

UNE PERSONNALITÉ ALGÉRIENNE EST ACCUSÉE D'AVOIR ENLEVÉ SA SEUR MARIÉE A UN CITOYEN FRANÇAIS.

Montréal (A.F.P.). — Une étrange affaire d'enlèvement, impliquant un millionnaire algérien qui aurait ramené de force en Algérie sa sœur mariée à un Français vivant à Montréal, fait depuis le début de la semaine la manchette des journaux.

Selon la police de Montréal, Dalia Maschino, vingt-six ans, aurait été transportée, vraisemblablement droguée, le 25 avril dernier à bord d'un DC-8 acheté par son frère, M. Messaoud Zeghar, qui serait entré illégalement au Canada. Elle se trouverait actuellement à El-Souma, petit village situé à 350 kilomètres au sud-est d'Alger, où elle devrait, selon le désir de son frère, épouser à la fin du mois l'homme auquel elle était destinée depuis sa naissance. Selon M. Denis Maschino, Messaoud Zeghar n'aurait eu effet jamais accepté le mariage de sa sœur avec un homme qui n'est ni Algérien ni musulman.

Toutefois, une lettre écrite le 19 mai dernier à M. Michel Froulx, l'avocat canadien de M. Zeghar, la jeune algérienne déclarant qu'elle avait quitté le mariage et s'était réfugiée au Canada, et qu'elle n'avait pas été menacée. Après une enquête de quarante jours, les policiers de Montréal sont cependant arrivés à la conclusion que M. Maschino a bel et bien été enlevé.

Pékin approuve le projet de force interafricaine

Alors que la force d'intervention interafricaine se met progressivement en place au Zaïre — un millier de soldats marocains étant dores et déjà stationnés à Lubumbashi, capitale du Shaba — la sécurité du continent et le jeu des grandes puissances continuent d'alimenter un vif débat en Afrique et hors d'Afrique.

Après la décision du Sénégal, du Gabon et du Togo de dépêcher des contingents au Zaïre, l'ambassadeur de Côte-d'Ivoire à

Kinshasa a déclaré, jeudi 8 juin, que son pays allait envoyer, à son tour, du matériel, des vivres, des médicaments et, « probablement », des soldats.

● A PEKIN, M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre, a apporté le soutien de son pays à une force armée interafricaine. Dans un discours qui a provoqué le départ des représentants de l'U.R.S.S. et de sept pays d'Europe de l'Est, lors d'un banquet donné en l'honneur du président du Rwanda, le général Habyarimana, M. Teng Hsiao-ping, sans citer nommément l'Union soviétique, l'a accusée de « chercher à semer la discorde partout en Afrique ».

CORRESPONDANCE

La lutte contre la sécheresse au Sahel

M. Doucoure Jovana, président de la Gambie, est en France, devant exposer vendredi 9 juin, au cours d'une conférence de presse au siège de l'O.C.P.E., les difficultés des pays sahélo-sahariens à faire face à la sécheresse dans le Sahel (C.I.L.S.S.). Mme Anne de Latre, chef du secrétariat du Club du Sahel, nous adresse le sujet de sa lettre dont voici des extraits :

En 1977, les pays du C.I.L.S.S. ont été de nouveau frappés par la sécheresse. Les récoltes de céréales et d'arachides ont été mauvaises, d'où un déficit vivrier important et un déficit croissant de la balance commerciale. Les gouvernements du C.I.L.S.S. ont fait appel à l'aide de la communauté internationale dès octobre 1977. Ils ont demandé 800 000 tonnes de secours vivriers (10 % de leur consommation de céréales).

La communauté internationale s'est organisée rapidement pour répondre à l'appel du Sahel. A la fin avril, les engagements pris par les pays et les organismes donateurs s'élevaient à environ 500 000 tonnes. L'aide alimentaire est coordonnée par le Bureau spécial pour les opérations d'urgence de la FAO qui tient le compte exact de la demande et de l'offre de céréales.

En théorie, les besoins du Sahel en aide alimentaire ne sont pas loin d'être couverts ; en pratique, les livraisons sont freinées par l'engorgement des ports, la médiocrité des routes, la pénurie de moyens de transport et la médiocrité des crédits disponibles pour la distribution des vivres.

Les experts ont proposé des objectifs ambitieux mais réalisables si tous les gouvernements du C.I.L.S.S. et bailleurs de fonds, travaillent dans le même sens pendant les vingt prochains mois : par exemple, le doublement de la production vivrière, en cultures pluviales, d'ici l'an 2000.

L'aménagement de nouvelles surfaces irriguées en vue de les porter à cette échéance à 500 000 hectares avec une maîtrise totale de l'eau (80 000 hectares en 1978), un programme de reboisement de 100 000 hectares et un appel de 8 % pour la production bovine, l'amélioration du système des transports, etc.

Pour obtenir des résultats durables, l'effort international pour le développement du Sahel doit être poursuivi pendant une longue période. Le Club du Sahel s'est engagé à soutenir un « contrat de génération » entre un groupe de pays très pauvres mais disposant de ressources naturelles et humaines importantes — et la communauté internationale. En créant le Club, les gouvernements du Sahel ont marqué leur volonté de coopérer pour qu'une nouvelle sécheresse n'ait pas pour le Sahel des conséquences aussi désastreuses que celle qui a frappé ces pays de 1968 à 1972.

* Club du Sahel, 2, rue André-Pascal, 19775 Paris Cedex 14, tél. 524-90-13.

Comores

EN VUE D'UNE « NORMALISATION » AVEC PARIS, MORONI ANNONCE « DES CONTACTS PRÉLIMINAIRES ».

Antananarivo (Reuter). — Le conseil des ministres de la République fédérale islamique des Comores, a étudié jeudi 8 juin, à Moroni, les « prochains contacts préliminaires » des Comores de ce pays avec la France », a annoncé Radio-Comores.

M. Said Mohamed Said Touré, directeur du cabinet de M. Mohamed Ahmed, coprésident du « directeur politique », l'instance suprême du pouvoir, va préparer, à Paris, le prochain voyage en France de M. Ahmed et de l'autre coprésident, M. Abdallah (entré au pouvoir le 13 mai qui a chassé M. Ali Solih, lui par la suite lors d'une « tentative d'évasion »).

Les deux dirigeants ont annoncé qu'ils entameront des négociations avec les responsables français en vue d'une « normalisation » des relations entre les deux États, à laquelle ils ne peuvent « aucun préalable », notamment en ce qui concerne l'île de Mayotte, restée sous administration française.

Les nouveaux dirigeants estiment que la formule fédérale adoptée par leur pays devrait pouvoir faciliter la réintégration de Mayotte au sein de la République comorienne.

● A DAR-ES-SALAAM, le président tanzanien, M. Julius Nyerere, a accusé jeudi les puissances occidentales, en particulier la France, de « provoquer et d'insulter l'Afrique » en voulant constituer une force de sécurité à l'échelle du continent.

● A BAMBAKO, le colonel Moussa Traoré, président du Mali, a souligné jeudi que « tous les conflits fratricides qui persistent encore en Afrique peuvent trouver leur solution équilibrée dans un cadre strictement africain, à l'abri de toute ingérence extérieure ». — (A.F.P., Reuter.)

Ecole des Attachés de Direction

Ecole supérieure de gestion. L'E.A.D. forme des cadres aptes à collaborer efficacement aux principaux services de gestion de l'Entreprise.

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations publiques
- Commerce international

Trois ans d'études après le baccalauréat Admission directe en troisième année ou par concours. Diplôme d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

Cinq options professionnelles définissent la finalité de sa formation et ouvrent des débouchés réels :

ÉCONOMIE ADMINISTRATION DÉVELOPPEMENT
Enseignement supérieur privé
8, rue Saint-Augustin 75002 Paris. - Tél. 261-81-14
Demande notre documentation

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Niveau d'études _____

M. BERNARD DORIN NOMMÉ AMBASSADEUR EN RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

M. Bernard Dorin est nommé ambassadeur en République Sud-Africaine, en remplacement de M. Jacques Schriek.

M. Dorin, qui est né en 1929, est ancien élève de l'ENA. Après avoir été en poste à Ottawa, puis à l'administration centrale, il a occupé les fonctions de conseiller technique auprès du directeur général de la recherche scientifique en 1966-1967, de l'éducation nationale en 1967-1968 et de nouveau à la recherche scientifique en 1968-1969. Après un an passé à l'université Harvard, puis un retour à l'administration centrale, M. Dorin a été nommé ambassadeur à Bulg (1972-1976) et en 1976, il a été nommé chef du service des affaires francophones, puis sous-directeur.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● UNE MANIFESTATION organisée par Amnesty International et la Ligue des droits de l'homme contre le régime militaire argentin a rassemblé de mille à deux mille personnes à Grenoble le jeudi 8 juin. Une importante délégation d'étudiants et de professeurs a participé à cette manifestation, à laquelle les communistes ne participent pas. Le F.E.N., le C.F.D.T. et le F.S.U., le COBA de Grenoble et les organisations d'extrême gauche avaient également participé à cette démonstration. — (Corresp.)

Chili

● LES GREVES DE LA FAIM de solidarité en faveur des parents de disparus chiliens ont cessé un peu partout dans le monde après la suspension du mouvement à Santiago. Les quelque deux cents personnes qui jeûnaient en quinze endroits du monde ont elles-mêmes recommencé à s'alimenter après avoir obtenu des autorités l'assurance que des informations leur seraient rapidement fournies sur le sort des disparus. — (A.F.P., Reuter.)

Pérou

● LE GOUVERNEMENT a levé « l'état d'urgence » le jeudi 8 juin. Cette mesure avait été prise le 18 mai dernier à la suite de violentes émeutes provoquées par une augmentation des prix et certaines mesures économiques adoptées par les autorités. Les restrictions des g.r.a. n'ont pas été levées, le gouvernement retient néanmoins, pour trente jours, certains pouvoirs d'arrestation et d'expulsion. Les autorités ont révoqué certains dirigeants de gauche dont huit candidats aux élections pour l'Assemblée constituante. Ces élections devaient avoir lieu le 18 juin. — (A.F.P., Reuter.)

Colombie

● LE CANDIDAT LIBÉRAL à l'élection présidentielle, le général César Turbay, s'est porté sur son rival conservateur, M. Betancur, a-t-on annoncé de source officielle le jeudi 8 juin. Le tour électoral sera néanmoins un autre décompte des bulletins de vote avant de proclamer officiellement le nouveau président de la République. M. Turbay a désormais 113 000 voix d'avance sur M. Betancur. — (A.F.P.)

États-Unis

● M. VIRON VAKY, ambassadeur des États-Unis au Venezuela, a été nommé le jeudi 8 juin, par le président Carter, secrétaire d'État adjoint pour les affaires interaméricaines en remplacement de M. Terence Todman, récemment nommé ambassadeur en Espagne. M. Vaky, qui appartient au département d'État depuis 1948, a effectué la plus grande

Bolivie

● QUELQUE TROIS CENTES MILIEURS ET CINQ CENTREMIERS ont commencé le 8 juin, une grève de la faim à La Paz, apprenant dans la capitale bolivienne. Ils entendent ainsi protester contre les impôts et contre des licenciements injustifiés. — (A.F.P.)

Roumanie

● M. WILLY BRANDT, chef du parti social-démocrate ouest-allemand, est arrivé, jeudi 8 juin, à Bucarest, à l'invitation de Ion Ceausescu, chef du parti et de l'État roumain. Auparavant, l'ancien chancelier avait été reçu à Sofia par M. Jivkov. — (A.F.P.)

Thaïlande

● QUATORZE GARDES-FRONTIÈRES ont été tués et une vingtaine d'autres blessés récemment par des maquisards, dans la province de Pathalung près de la Malaisie, ont indiqué, mercredi 7 juin, les autorités de Bangkok. — (A.F.P.)

ASIE

Hongkong

Les Chinois d'outre-mer dans l'expectative

Correspondance

Hongkong. — Pour les Chinois de Hongkong, les effets de la « nouvelle politique » suivra à l'égard des Chinois d'outre-mer, annoncée cette année par Pékin, ont commencé à se faire sentir. Nullement d'« outre-mer », mais né, pour Pékin, en terre chinoise, ce qui n'en doit pas moins obtenir une « lettre d'introduction » délivrée au poste-frontière de Shumchun pour pouvoir pénétrer sur le territoire chinois. Les formalités qui précèdent le délivrance de la « lettre » — interrogatoire serré, fouille minutieuse des bagages et des vêtements — étaient généralement décrites comme éprouvantes. Or la presse de Hongkong est à présent unanime à se féliciter du changement d'attitude des douaniers à l'égard des ressortissants chinois de la colonie. On parle même de la suppression prochaine de la « lettre d'introduction ».

Il reste à savoir si l'on verra s'amorcer, dans un proche avenir, un mouvement de retour définitif au pays. La plupart des Hua-ch'iao (Chinois d'outre-mer), installés à Hongkong, méritent une existence difficile. Tel médecin renommé ne peut exercer et vit d'expéditions : les diplômes de médecine chinoise ne sont pas reconnus dans la colonie. Tel ingénieur civil contrôle les bagages à l'aéroport : il parle mal l'anglais. Pour eux, sortir de Hongkong est un rêve, malheureusement difficile à réaliser. Contrairement aux « immigrants illégaux » qui arrivent à la nage, et à qui, s'ils parviennent en zone urbaine, on délivre l'équivalent d'un passeport, les émigrés légaux n'ont pour tout document qu'un « laissez-passer » interne au territoire chinois (dont, pour Pékin, Hongkong est partie intégrante) et auquel les consules étrangères n'accordent aucune valeur.

Un éditorial du *Quotidien du peuple*, consacré au problème des Chinois d'outre-mer, rappelle récemment que « les Hua-ch'iao ne sont pas des ennemis de classe ». Tout en imputant ces « erreurs » à la « bande des quatre », il reconnaissait que le fait d'être né hors de Chine suffisait à leur interdire le parti, la Ligue des jeunes communistes, l'armée, certains secteurs de l'université, certaines professions.

Les témoignages directs sont, bien sûr, encore plus éloquent. Lin, trente ans, ouvrier à Changhaï jusqu'en 1972, année où on l'a autorisé à partir pour Hongkong, avait quitté son Indonésie natale en 1965. « Pour contribuer à l'éducation du socialisme », nous dit-il. « Non, effirmit-il, la désillusion n'a pas été d'ordre matériel. Tout le monde me répétait que les conditions de vie étaient très dures en Chine, ce qui fait qu'à mon arrivée j'ai été plutôt agréablement surpris. Du reste, mes parents m'envoyaient parfois de l'argent. La désillusion a été d'ordre politique. C'est sur ce point que nous subissons une discrimination, nous, qui, précisément, allons vers la Chine pour de « raisons politiques ». Le cadre considérant les Hua-ch'iao comme suspects a priori : leur éloges était « il faut que les Hua-ch'iao se réforment ». A leurs yeux nous sommes contaminés par les pays non socialistes dans lesquels nous avons vécu. »

Chen, 34 ans, originaire des Philippines, arrivé à Changhaï trois ans avant Lin pour y faire des études, a vite compris que certains secteurs de l'université lui seraient interdits. « Pour le génie militaire, l'institut d'aéronautique, l'institut de télécommunications, un Hua-ch'iao pouvait toujours se présenter aux examens : il n'était jamais reçu. On aurait jugé imprudent de confier des responsabilités importantes à des gens « en liaison avec l'extérieur » ; et, de fait, c'est ce que nous étions : le correspondant avec ma famille, mes amis hors de Chine, et c'était très mal vu. J'ai eu conscience, dès cette époque, que nous étions, Hua-ch'iao, subissons une injustice ; mais je pouvais encore l'accepter. La Chine avait tellement de problèmes ! Seulement, la révolution culturelle a déstabilisé... »

Le traumatisme de la révolution culturelle

Celle-ci a été vécue par les Hua-ch'iao comme un véritable traumatisme. « Dès le mouvement « Détruisons les quatre vieilles » (1), reprend Lin, on m'a tout détruit : mes chemises indiennes rayées « exotiques et capitalistes » par les gardes rouges, ma guitare, jusqu'aux lettres de mes parents. « J'ai vu, nous dit Chen, certains de mes camarades rousés de coups. Moi-même on m'a accusé d'expressions d'être un espion. La sécurité publique m'a confisqué mon passeport. Je vivais dans la peur. C'est vers cette époque que Lin et Chen ont demandé l'autorisation de quitter la Chine. Comme ils auraient été considérés, dans leurs pays d'origine, comme « communistes », ils ont échoué à Hongkong. »

« Détruisons les quatre vieilles » est une directive émise par Lin Tiao aux gardes rouges, en 1966. Détruire : 1) les vieilles idées ; 2) les vieilles mœurs ; 3) les vieilles coutumes ; 4) les habitudes de vie des classes exploitatrices. »

A la question : « Retourneriez-vous en Chine ? », leur réponse est identique. « Il faut attendre... »

HENRI LEUWEN.

LE MINISTRE CAMBODGIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES VA FAIRE UNE VISITE OFFICIELLE AU JAPON

Tokyo (A.F.P.). — M. Teng Sary, vice-premier ministre cambodgien et ministre des affaires étrangères, fera une visite au Japon du 11 au 13 juin, à l'invitation du gouvernement japonais, à l'occasion de la session des Nations unies sur le désarmement, s'entretient avec le premier ministre japonais, M. Takeo Fukuda, et avec le ministre des affaires étrangères, M. Sunao Sonoda. Il doit aussi être reçu par l'empereur Hirohito.

Le Japon a reconnu le gouvernement de Phnom-Penh en avril 1975 et établi des relations diplomatiques avec lui en août 1976.

La réinstallation des Cambodgiens

HANOÏ COOPÈRE AVEC LE HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

M. Paul Hartling, haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), a annoncé, jeudi 8 juin, que ses services vont utiliser une contribution de 500 000 dollars fournie par les États-Unis pour aider cent cinquante mille réfugiés cambodgiens qui se trouvent actuellement dans le sud du Vietnam. L'aide leur sera fournie sous forme de vivres, de médicaments et d'autres articles de première nécessité.

Cette décision a été prise à la suite d'une mission que le H.C.R. et le P.A.M. (Programme alimentaire mondial) ont conjointement effectuée sur place, à la demande du gouvernement vietnamien.

Le H.C.R. poursuit en coopération avec le gouvernement vietnamien, l'évaluation des besoins à long terme et étudie la question de leur réinstallation dans des pays tiers. Le Vietnam s'est engagé à faciliter l'implantation, à des fins productives, en milieu rural, de certains Cambodgiens.

Il a aussi promis de collaborer avec le H.C.R. pour aider à réinstaller dans les pays tiers les réfugiés qui le souhaitent.

LES AUTORITÉS JAPONAISES, par dérogation spéciale, et dans un but « humanitaire », ont autorisé, mercredi 7 juin, cinquante-six réfugiés vietnamiens à débarquer à Tokyo. Il s'agit de deux originaires de l'Indochine et de trois sœurs en mer de Chine par un cargo japonais, ceux-ci seraient de port en port parés que le pays dont le bateau est originaire ne s'engageait pas à les prendre en charge au cas où ils ne trouveraient pas un pays d'accueil définitif (le *Monde* du 31 mai). — (Corresp.)

EUROPE

Italie

Les deux référendums du 11 juin déconcertent les électeurs

De notre correspondant

Rome. — Les Italiens sont appelés aux urnes le dimanche 11 et le lundi 12 juin pour deux référendums. Le premier concerne la loi de 1974 sur le financement des partis par l'Etat, et le second la loi de 1975 sur l'ordre public. Les partisans de l'abrogation de ces deux lois voteront oui et ceux qui souhaitent leur maintien voteront non. Ces derniers devraient largement l'emporter, puisque les cinq partis de la majorité (démocrates-chrétiens, communistes, socialistes, sociaux-démocrates et républicains), qui avaient obtenu près de 90 % des suffrages aux dernières élections législatives, sont opposés à l'abrogation. Mais les grande partie craignent des divisions internes et surtout une abstention plus forte que d'habitude, qui serait interprétée comme un désaveu.

La campagne électorale est bien morose. Ni les troupes du parti radical, promoteur des référendums, ni la mobilisation du parti communiste, ni le parti du « non », ne parviennent à intéresser vraiment les citoyens. Il existe un « parti des ni » qui rassemble, à la fois, les hésitants et les indifférents.

Au-delà des lois elles-mêmes, les votes des 11 et 12 juin risquent d'apparaître comme un oui ou un non ou « régime ». La campagne pour l'abrogation est aussi une machine de guerre contre la majorité. Le « oui », n'a, en effet, guère de chance de valence, et, même dans ce cas, sa victoire serait très vite annulée par le vote de nouvelles lois.

Le référendum sur le financement des formations politiques par l'Etat soulève le moins de problèmes. Mais il peut aussi donner lieu à la plus forte réaction négative. La population italienne est souvent très déçagée de ses dirigeants, donc tentée

de les « punir ». Beaucoup de citoyens viennent de découvrir, pendant cette campagne électorale, que l'Etat versait des milliards de lires non seulement aux partis pour lesquels ils votent, mais aussi aux formations adverses.

La loi contestée avait été adoptée le 2 mai 1974 dans un but de « moralisation » : plusieurs scandales venaient d'éclater, indiquant qu'après avoir reçu de l'argent de l'étranger pendant la guerre froide, des partis avaient été subventionnés par des compagnies pétrolières. Seul le parti libéral s'opposait à la loi.

Celle-ci attribue à chaque parti représenté au Parlement une subvention en fonction de ses résultats électoraux. En tout, 45 milliards de lires par an, représentant à peu près 0,5 % du budget de l'Etat. Ainsi, au cours des cinq années écoulées, les démocrates-chrétiens ont reçu 76 milliards de lires, les communistes 21 milliards, l'extrême droite 17 milliards. L'extrême gauche et le parti radical bénéficient aussi de cette somme depuis leur entrée au Parlement en juin 1976.

La consultation sur l'ordre public

Il ne s'agit que d'une « contribution au financement des partis ». En fait, si le C.I. s'abstient à 49 %, la quasi-totalité des recettes du parti républicain proviendrait de l'Etat. Ces subventions permettent notamment à toutes les formations politiques, grandes et petites, de posséder un quotidien.

La loi prévoit, d'autre part, des subventions pour trois élections, d'un montant total de 15 milliards de lires. Elle oblige chaque parti subventionné à publier son bilan annuel et lui interdit tout autre financement de la part d'organismes publics ou privés.

Les adversaires de la loi (libéraux, radicaux, extrême gauche) ne manquent pas d'arguments. Ils s'étonnent qu'on ait voulu « moraliser » le vie public, en offrant de l'argent à ceux qui avaient encaissé illégalement des bustarelles (soulèvements). Ils reprochent aussi que les syndicats vivent bien, sur des soutes cotisations de leurs membres. Ces opposants préfèrent que l'Etat fournisse aux partis un certain nombre de « services ». Prévoyaient toutefois que le « non » l'emporterait, les radicaux proposent deux réformes : financer les sections locales des partis et non les « bureaucraties nationales » ; enquêter sur les biens et sanctionner les falsifications.

Le référendum sur l'ordre public est plus délicat. Il crée d'étranges situations : l'extrême droite est pour l'abrogation, alors qu'elle avait voté en faveur de la loi Reale le 22 mai 1975 ; le parti communiste est contre l'abrogation, alors qu'il avait été le seul à s'opposer à cette loi ; le parti socialiste « invite » à voter non, mais il laisse aux électeurs « la liberté de conscience ». C'est ainsi qu'un de ses notables (M. Manuoli), son philosophe le plus éminent (M. Bobbio), et le président de sa fédération de jeunesse (M. Bosselli), font campagne pour le « oui ».

La loi Reale — prolongée en mars dernier par des dispositions antiterroristes — a beaucoup augmenté les pouvoirs de la police. Celle-ci peut, dans certains cas, arrêter sans mandat, assigner à résidence des personnes jugées dangereuses et user de ses armes pour empêcher la consommation de certains crimes. La loi de 1975 a réduit, d'autre part, les cas de mise en liberté provisoire et interdit aux manifestants de masquer leur visage. Le P.C.I. mène une campagne intensive contre l'abrogation. Il tente d'expliquer aux électeurs pourquoi il faut voter contre la loi Reale en 1975 et pourquoi il faut le réaffirmer aujourd'hui. C'est une mauvaise loi, affirment les communistes, mais le Parlement est en train de l'améliorer. En l'abrogant, on crée un vide législatif bien dangereux alors que le pays est en proie au terrorisme. De plus, la loi Reale a l'avantage de

punir plus sévèrement que par le passé le délit de « reconstruction du parti fasciste ». Veut-on voir resurgir « l'Ordre nouveau » au lendemain du référendum ?

Les radicaux et l'extrême gauche balancent ces arguments. En faisant valoir trois choses : d'une part la loi Reale viole des droits constitutionnels et aggrave la législation héritée du fascisme. D'autre part, elle ne punit pas vraiment les néofascistes : la meilleure preuve en est que le Mouvement social italien l'avait adoptée. Enfin, elle n'a servi à lutter efficacement ni contre le criminalité ni contre le terrorisme qui, l'un et l'autre, se sont aggravés depuis 1975. Ils ajoutent — sans craindre la contradiction — que le danger du vide législatif n'existe pas, puisque le président de la République a la faculté de maintenir en vigueur la loi abrogée pendant soixante jours. D'où là, la nouvelle législation aura été adoptée par le Parlement. Mais les radicaux n'hésitent pas à se contredire une deuxième fois en affirmant que cette nouvelle législation serait pire que la précédente.

On comprend que les Italiens soient un peu perdus. Et tentés d'aller à la plage dimanche prochain. Les militants du P.C., armés de haut-parleurs, appellent d'ailleurs les cotes depuis deux semaines pour vanter les mérites du « non ». Les radicaux, eux, n'ont pas hésité à engager les brigades rouges en adressant aux journaux d'inquiétants messages téléphoniques, ou non d'un mystérieux C.P.R. Vérification faite, ce n'étaient que les communistes du « comité promoteur des référendums ».

ROBERT SOLÉ.

Espagne

LE CLIMAT SOCIAL S'ALOURDIT

Des mouvements de grève, d'ampleur et de signification différentes, ont eu lieu jeudi 8 juin en Espagne. En Catalogne, environ cent mille employés de l'hôtellerie et de la restauration ont commencé une grève de trois jours. Selon des sources syndicales, le taux de participation est de 80 % dans la province de Barcelone et de 40 % dans les stations touristiques de la Costa Brava et de la Costa Dorada. Les grévistes réclament un salaire minimum, selon les catégories, allant de 25 000 à 28 000 pesetas (1 500 à 1 680 francs). Le patronat s'est réuni, jeudi dans la soirée, à un chiffre de 24 000 à 25 000 pesetas.

Dans la province de Séville, la grève était quasi générale jeudi dans les secteurs de la construction et de la métallurgie. A Séville même, des policiers ont été légèrement blessés à la suite d'affrontements avec les grévistes. Là, les négociations pour les conventions collectives intéressant de nombreux travailleurs sont dans l'impasse.

À Alcoy, dans la province de Tarragone, deux mille ouvriers ont occupé jeudi le chantier de la centrale nucléaire. Ils réclament la réduction de l'horaire hebdomadaire de travail de cinquante à quarante-quatre heures et l'attribution de primes de risque.

L'Union générale des travailleurs (socialiste) et les Comités ouvriers (communistes) ont appelé à une grève générale en Andalousie le 20 juin pour protester contre le chômage qui touche, selon les syndicats, environ deux cent cinquante mille personnes dans cette région, une des moins développées de l'Espagne. — (A.F.P. - Reuter.)

Parachutistes et légionnaires dans un grand raid en Chine.

Un fabuleux récit de guerre du temps de Dien-Bien-Phu.

ALBIN MICHEL

Nouveaux : 8 vols sans escale* au départ de Paris Charles de Gaulle

* sauf lundi et vendredi vols SV 774 et SV 770

Service	LUN.		MAR.		MÉR.		JEU.		VEN.		DIM.	
	SV 774	SV 770	SV 774	SV 770	SV 774	SV 770	SV 774	SV 770	SV 774	SV 770	SV 774	SV 770
Paris CDG	11,35	14,10	11,35	14,10	11,35	14,10	11,35	14,10	11,35	14,10	11,35	14,10
Gatwick	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00
Orly	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00
Madrid	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00
Amsterdam	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00
Bruxelles	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00
Frankfurt	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00
Wien	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00
Zurich	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00
Geneve	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00	11,35	13,00
Paris CDG	11,35	14,10	11,35	14,10	11,35	14,10	11,35	14,10	11,35	14,10	11,35	14,10

saudia SAUDI ARABIAN AIRLINES

Nous ouvrons les portes du Moyen-Orient.

Informations et réservations passagers : 55, av. George-V - 75008 Paris
Tel. 720.68.20 (jonctions multiples) - Tél. 63.09.67 F

سكنا من الامم

Republique démocratique allemande
Republique fédérale d'Allemagne
Reconstruction militaire est introduite dans l'enseignement scolaire

صحة من الاصل

EUROPE

République démocratique allemande

L'instruction militaire est introduite dans l'enseignement scolaire

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — A partir de la prochaine rentrée scolaire, l'instruction militaire figurera au programme des écoles d'enseignement général de la R.D.A. En outre, des démonstrations entreprises par la Fédération des Eglises évangéliques est-allemandes, auprès des autorités du pays, le gouvernement de Berlin-Est est décidé à maintenir ses intentions en ce sens.

Au cours d'une entrevue, la semaine dernière, avec M. Selgesser, secrétaire d'Etat pour les affaires du culte, les représentants des Eglises avaient exprimé leur ferme opposition à ce sujet et le trouble que l'introduction de cette nouvelle discipline scolaire causait dans de nombreuses familles chrétiennes. Tout en reconnaissant le droit fondamental de l'Etat à assurer l'organisation de la défense du pays, ils auraient fait valoir qu'ils ne comprennent pas pourquoi, à l'heure où les tensions poussaient à l'enseignement de l'instruction militaire dans les écoles, précisément à un moment où il est fait question de désarmement et de poursuite de la détente.

Selon un document publié le mercredi 7 juin par le journal ouest-allemand, *Frankefurter Allgemeine Zeitung*, et émanant du parti chrétien démocrate (C.D.U.) de la R.D.A., cet enseignement sera obligatoire à partir du 1^{er} septembre prochain pour

Union soviétique

Moscou se plaint de l'activité des experts de l'ambassade des États-Unis qui découvrent des systèmes d'écoutes

De notre correspondant

Moscou. — Le gouvernement soviétique a officiellement protesté le 28 mai dernier — mais cette protestation n'a été rendue publique que le jeudi 8 juin par une déclaration autorisée de l'agence Tass — contre la découverte la semaine dernière par les Américains d'un système d'écoutes électroniques soviétique dans les sous-sols de leur ambassade à Moscou.

Les Soviétiques ne se contentent pas de protester « vigoureusement ». Ils s'indignent et menacent. Selon Tass, la déclaration américaine n'est qu'une « accusation provocatrice » qui fait partie de la « campagne hostile à l'Union soviétique ». Ils ne nient pas l'existence d'appareillages, mais il s'agit uniquement, selon eux, d'un « système de garde qui représente une simple mesure de protection contre les activités d'espionnage et de subversion des services secrets américains ».

Les Soviétiques accusent les fonctionnaires américains d'avoir détourné le système de chauffage de l'immeuble voisin afin d'avoir accès à l'équipement dans les installations, d'avoir obtenu un conduit de fumée « en infraction aux clauses du bail » et de se livrer à « l'écoute des conversations téléphoniques, des communications radio-électroniques soviétiques depuis les locaux de l'ambassade ». Tass affirme que la « partie soviétique » dispose de témoignages convaincants prouvant que les Américains se livrent depuis longtemps à l'espionnage radio-électronique dans un quartier de Moscou.

Les Soviétiques menacent d'autre part de rendre publiques les activités des services spéciaux des États-Unis et exigent l'indemnisation complète des dégâts occasionnés par les fonctionnaires américains. « Dans le cas contraire les mesures qui s'imposent seront prises », conclut l'agence Tass, qui ajoute que les Américains de parler atteinte aux rapports entre l'U.R.S.S. et les États-Unis en « aggravant artificiellement toutes ces questions ».

L'ARROSÉ ARROSEUR

Il y a quelques jours déjà, l'agence Tass avait transcrit un accusateur en accusé : le jeudi 1^{er} juin, M. Vladimir Slepak et sa femme Maria, à qui les autorités soviétiques refusaient la permission d'émigrer en Israël depuis 1970, avaient manifesté en même temps que d'autres juifs soviétiques. Leur action consistait à brandir à la fenêtre de leur appartement des banderoles réclamant le droit de quitter l'U.R.S.S. Pour leur faire lâcher prise, on les arossa d'eau bouillante d'un étage supérieur. M. Slepak fut d'ailleurs brûlé au bras et au visage. Les policiers pénétrèrent dans l'appartement et arrêtèrent M. Slepak.

Dès le lendemain, l'agence Tass, qui, généralement, passe sans peine de telles manifestations, accusait M. Slepak d'avoir « insulté les passants » et de leur avoir « versé sur la tête de l'eau bouillante ». Mme Slepak a annoncé peu après que son mari était accusé d'« insulte publique ». Selon M. Sakharov, les époux Slepak risquent d'être condamnés à des peines allant d'un à cinq ans de prison.

Suisse

Le gouvernement fédéral justifie le rôle des multinationales

De notre correspondant

Berne. — Répondant, jeudi 8 juin, aux questions de deux députés socialistes, M. Felix Honegger, chef du département fédéral de l'économie publique, a qualifié d'« insoutenable et sans fondement » les reproches adressés à son ministère par un groupe d'études sur le thème de la « déclaration de Berne ».

Dans un dossier rendu public il y a quelques jours (voir *Le Monde* du 8 juin), cette organisation avait réuni une centaine de lettres et de notes pour la plupart confidentielles, dénonçant les interventions des sociétés multinationales helvétiques dans certains organismes de l'ONU ; ce document faisait également état des étroites relations entretenues par ces firmes avec de hauts fonctionnaires et mettait directement en cause le rôle joué par M. Hans Schaffner, ancien président de la Confédération, au sein d'une commission de l'ECOSOC chargée d'examiner les activités des multinationales.

Rappelant la place de choix qu'occupent les multinationales dans l'économie suisse, M. Honegger a reconnu que la division du commerce n'avait pas ménagé ses efforts pour faire entrer une personnalité helvétique dans cette commission. Mais, en dernier ressort, M. Schaffner a été nommé par le secrétaire général de l'ONU, qui, d'après M. Honegger, n'ignorait pas ses attaches avec l'économie privée. D'ailleurs, l'ancien président de la Confédération, devenu vice-président du groupe chimique Sandoz, n'aurait jamais représenté le gouvernement helvétique. Tout en se défendant de se faire l'avocat des multinationales, M. Honegger a estimé qu'« il était tout à fait normal que l'administration contribue à placer une personnalité suisse à un tel poste ».

Interrogé par la presse, M. Schaffner a jugé « absurde » les reproches et a estimé qu'on « lui cherchait une mauvaise querelle ».

De son côté, le président du conseil d'administration de Nestlé, M. Liotard-Vogt, a déclaré qu'il était « judiciaire que les multi-

nationales se défendent contre les attaques dont elles étaient l'objet au sein de l'ONU, de même qu'il était de l'intérêt de ce groupe d'experts de compter parmi ses membres une personnalité connaissant les multinationales de l'intérieur pour pouvoir en parler en connaissance de cause ».

Pourtant, divers documents reproduits par la « déclaration de Berne » sont révélateurs des tentatives des multinationales pour « neutraliser certains opposants ». Ainsi, dans le procès-verbal d'une réunion du groupe de coordination des sociétés multinationales suisses, deux des membres de la commission des Nations unies, MM. Sisco et Maraboli, ancien président de la C.E.R., et Hans Matthäfer, actuel ministre ouest-allemand des finances, sont présentés « comme des personnalités d'extrême gauche ». Dans une lettre datée du 22 février 1974, M. Schaffner prie la direction de la firme Philips de « conseiller M. Jean Rey pour chercher à influencer l'extrême gauche du député hollandais, M. Mansholt, vers des positions plus raisonnables ».

Le débat entamé dans la presse suisse tourne autour de la question de savoir si les activités des multinationales sont conformes aux intérêts bien compris du pays : « Supprimez-les, et vous réduisez d'un tiers le revenu national », a averti M. Hans Schaffner. Cependant, tout le monde n'est pas de cet avis. Ce qui émeut une partie de l'opinion, c'est le secret qui entoure les activités des multinationales. Le dossier de la « déclaration de Berne », constate l'hebdomadaire *Coopération*, « aura montré qu'un élément important de notre politique a été élaboré sans débat parlementaire, sans possibilité pour le peuple de se prononcer. L'enseignement de notre démocratie est ainsi conçu que chacun peut donner son avis sur un sujet aussi anodin que l'heure d'été. Le peuple suisse n'a, en revanche, jamais la possibilité de se prononcer sur l'attitude à adopter envers les multinationales ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.

République fédérale d'Allemagne

Un plaidoyer de Joseph Rovon

(Suite de la première page.)

Son nouveau livre est d'une tout autre tonalité. C'est presque un manuel, tout les choses y sont dites clairement et simplement, même si, à l'occasion, l'écrit d'une formule vient attester, au-delà du talent de l'auteur, le profondeur de sa réflexion.

Cette dernière observation s'applique surtout au chapitre sans doute le plus original : « L'Allemagne est révolutionnaire ». En quelques mots, Rovon situe l'importance fondamentale du nazisme. La nouvelle classe dirigeante, se renouvelant sans cesse au sein du peuple allemand par un système permanent de sélection biologique, physiologique et morale, aurait, après la victoire, dirigé la nation vers la domination sur les peuples soumis qu'une politique non moins rigoureuse de contre-sélection aurait exclu de toute possibilité de promotion. Cette « révolution biologique raciste », pour laquelle l'histoire avait créé en Allemagne un terrain particulièrement réceptif, ne peut aujourd'hui s'y maintenir en vie, ou plutôt en hibernation, que dans des coins obscurs. De ce fait, le « mouvement révolutionnaire gauchiste », qui se veut aux antipodes du nazisme dans la mesure où il suppose à la consécration d'une domination la fin de toute domination, occupe, parce qu'il se développe sur le même terrain, et se nourrit parfois des mêmes aspirations émotionnelles... en quelque sorte les deux places, la sienne propre et celle du concurrent raciste ».

Quand il explique la naissance de ce mouvement révolutionnaire, porté à d'autant plus d'extrémisme qu'il se sent davantage isolé au sein de la nation, « en appelant au peuple porteur d'une conscience (morale) éveillée au peuple à venir lui aura la conscience correcte », Rovon constate, sans condamner, dans une large mesure il comprend. Quand il s'agit en revanche de la défense de la démocratie de l'Est, il est catégorique. L'indignation provoquée dans certains secteurs de l'opinion française par la pression autoritaire du Rhin ne peut s'expliquer à ses yeux que par l'ignorance, fruit du soupçon, ou par des motivations moins désintéressées.

Ce n'est pas qu'il défende le

faux « Berufsverbot », le statut des interdits professionnels dont on a tant parlé. Il lui voit, au contraire, beaucoup d'inconvénients, d'une part parce qu'une armée de fonctionnaires se voit amenée à constituer des dossiers sur des centaines de milliers de candidats à la fonction publique, d'autre part parce que ce lourd appareil n'a nullement empêché les services d'espionnage de l'Allemagne de l'Est de placer leurs hommes jusque dans les plus hauts postes de l'Etat. Mais pour Rovon, et il n'a pas de peine à le montrer, c'est se méprendre totalement que de croire que la République fédérale est un Etat moins démocratique que la France. C'est le contraire qui est vrai. Et d'en donner de nombreux exemples, trop souvent ignorés, qui vont de la cogestion à l'élection des sous-préfets, en passant par le fait que c'est la Cour constitutionnelle et non le gouvernement qui décide de l'interdiction éventuelle d'une organisation. La nomination des dirigeants des chaînes de radio-télévision échappe totalement au pouvoir. Les députés partagent avec celui-ci l'initiative des dépenses. Les commissions parlementaires ont un droit de regard sur l'exécution des lois.

Tout cela gagnait certes à être rappelé, d'autant plus que Rovon sait se montrer sévère, à l'occasion, sur la manière dont nos voisins traitent les travailleurs immigrés — les « Gastarbeiter » — et qu'il décrit en le caractère perçu d'autres matérialistes, par trop limités, des ambitions de la plupart des Allemands d'aujourd'hui. Mais ce qu'il retient surtout, c'est que jamais, dans son histoire, l'Allemagne n'a été gouvernée de manière aussi démocratique, que les assauts dont elle est l'objet de l'extérieur et de l'intérieur ont les mêmes que ceux qui menacent la démocratie en France également, et que plus que jamais, par conséquent, nos deux pays doivent s'épauler.

L'auteur rassurera-t-il pour autant ceux de ses amis de gauche qui ne peuvent s'empêcher d'éprouver, devant l'eau froide, le complexe du chat échaudé ? Tout ce qu'il dit sur l'union nécessaire est bel et bon, et l'on ne peut imaginer sans frémir une Europe au sein de laquelle la France et l'Allemagne reviendraient à la querelle qui les a conduites à se faire la guerre trois fois en soixante-neuf ans. Mais n'aurait-il pas fallu aussi répondre aux questions qu'on ne peut manquer de se poser à propos de la croissance du poids et du rôle spécifiques de l'Allemagne au sein du monde occidental, de son attrait manifeste sur sa soeur séparée, de l'attitude qu'elle adopterait demain au cas trop probable où se confirmerait la tendance à la prolifération des armements nucléaires ? Beaucoup de ceux qui seraient assez disposés à donner raison à Joseph Rovon sur le présent ne peuvent se dispenser de certaines craintes pour l'avenir.

ANDRÉ FONTAINE.

* Joseph Rovon, *L'Allemagne n'est pas ce que vous croyez*, un volume aux Editions du Seuil, 110 p., 28 p.

meubles

Chapo

en bois massif

Galerie Chapo, 75005 Paris, 2, rue de Valenciennes, tél. 381 23 16

Rue, 75300 Poissy, tél. 21 01 21 00, tél. 285 52 73

STOCK La diversité dans le succès

Anais Nin
Venus Erotica



Pour la première fois les textes érotiques d'un très grand écrivain.

PETER USTINOV



L'autobiographie éblouissante de verve et d'humour d'un grand comédien, dramaturge, metteur en scène...

Cher Moi

Philippe Boegner
LES PUNIS



"Un récit plus efficace que n'importe quelle campagne."
Simone Veil

Guy Gilbert
UN PRÊTRE CHEZ LES LOUBARDS



Témoignage coup de poing qui se lit d'une traite."
Le Monde

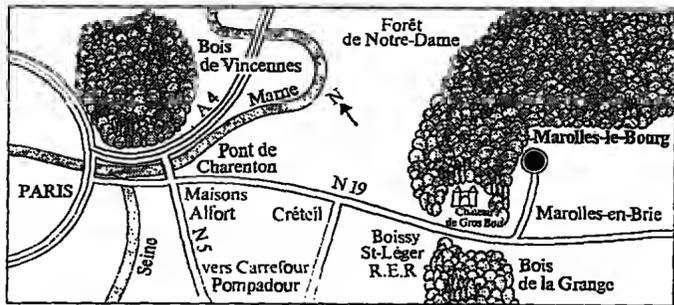
Appréciez le cadre. Appréciez la maison.



Marolles-le-Bourg c'est la campagne, la vraie. A seulement 23 kilomètres de Paris (*). A l'est. Dans la Brie. Une campagne avec des champs, la forêt, de vieilles fermes, et quelques signes particuliers : un château du 17^e siècle, le domaine de "Gros Bois", où s'entraînent dans les allées du parc les vedettes du trot attelé ; un ranch, en lisière de la forêt, qui propose des chevaux de selle car les promenades ne manquent pas sous les futaies centenaires ; entre bois et prés, un club de tennis ; et, couronnant le très ancien village de Marolles,

le clocher carolingien de l'église. Pour faire honneur à un cadre si noblement rustique, nous construisons à Marolles-le-Bourg de très confortables maisons en harmonie avec le style du pays. Leur toit, par exemple, est en ardoise véritable.

Ces maisons - de 6 ou 7 pièces - ont toutes un très vaste salon qui se distingue aussi par une importante hauteur sous plafond. Quant au jardin, il est également très grand, exceptionnellement grand : de 1.000 à 2.000 m². Pour que la campagne vous appartienne un peu plus.



(* Marolles n'est qu'à 6 km du R.E.R. de Boissy-St-Léger. Vous êtes à Paris, station Nation en 20 minutes, station Gare de Lyon en 23 minutes, station Châtelet en 26 minutes, station Opéra

en 29 minutes, station Étoile en 32 minutes. Si vous prenez votre voiture, la N19 vous permet de rejoindre soit la rive gauche, soit la rive droite, via le Pont de Charenton.

Marolles-le-Bourg

De 118 à 146 m².
De 472.000 à 600.000 F.
Prêt Immobilier Conventioneux : 11,80 %
Ici, maison "Magnolia" de 6 pièces :
146 m² + garage/atelier de 29 m²
+ jardin de 1.240 m²



Renseignements et vente sur place à Marolles-en-Brie tous les jours de 14 à 19 heures. Tél. 386.69.07
Samedi et dimanche de 10 à 19 heures. Ou, GEFIC, 4 Place d'Iéna 75116 PARIS. Tél. 723.78.78. Livraison 3^e trimestre 78.

Réalisation SEPIMO

PROCHE-ORIENT

POINT DE VUE

L'O.M.S. ET ISRAËL

UN comité d'experts a été chargé par l'O.M.S. d'étudier la situation sanitaire des Arabes dans les territoires administrés (voir l'article d'Isabelle Vichnic dans le Monde du 24 mai). Ce comité a reçu toutes facilités pour accomplir sa mission, mais n'est resté que neuf jours au cours desquels il a visité : 9 hôpitaux, 25 dispensaires, 6 centres divers, 1 banque de sang, 1 école et 1 prison.

Le rapport ayant servi de base à la condamnation du gouvernement de Jérusalem, par l'Organisation mondiale de la santé, mérite d'être analysé.

par ANDRÉ LWOFF (*)

Depuis 1967, 2 hôpitaux et 27 services nouveaux ont été créés dans les territoires administrés, et de nombreux services rénovés et rééquipés. Conclusion du comité : « Dans le domaine de l'assistance hospitalière, l'évolution de l'infrastructure n'a pas créé une dynamique significative. » Pourquoi n'avoir pas donné de chiffres ?

Entre 1967 et 1976, le nombre des médecins dans les territoires administrés est passé de 194 à 304 ; pourquoi ne pas l'avoir dit ? Le nombre des infirmières est passé de 482 à 1.056, celui du personnel paramédical de 132 à 328. Le comité se limite à dire que « les infirmières sont en petit nombre ».

Le comité a bien voulu reconnaître que son rapport « ne donnait pas une vue complète de la situation sanitaire dans les territoires administrés ». Il est certain que, si le rapport avait été complet et objectif, il aurait été, comme celui du comité de 1976, rejeté parce que favorable à Israël.

La résolution votée par l'O.M.S. comporte le paragraphe suivant : « Tenant compte du fait que le rapport de cette commission fait état du court délai durant lequel elle a visité les régions et du manque de statistiques complètes en matière de prestations de santé, chose qui ne lui a pas permis de prendre connaissance d'une manière suffisante de la situation sanitaire de la population en question », il suffit de noter, d'une part, que c'est la commission elle-même qui a fixé la durée de sa visite et, d'autre part, qu'elle a disposé de statistiques. Elle a simplement oublié d'en tenir compte.

La mauvaise foi du rapport de la commission et du texte de la résolution est évidente. Que la présence d'Israël dans les territoires administrés pose des problèmes est incontestable. Ce ne sont toutefois pas des problèmes relatifs à la santé, mais des problèmes politiques.

Dans la zone de Gaza, il n'y a pas eu, depuis quelques années, de nouveaux cas de trachome ni de nouveaux cas de paludisme. Seul des cas rares de choléra,

d'importation, ont été signalés. Des campagnes systématiques de vaccinations ont été menées à bien. La mortalité infantile a diminué. Le comité reconnaît « que l'incidence des maladies contagieuses continuerait de baisser ».

A la prison d'Ashkelon, le comité a jugé que « les installations sanitaires qui existent dans chaque cellule semblent satisfaisantes ». Pourquoi semblent-elles satisfaisantes ? Il a constaté aussi que la plupart des prisonniers sont déprimés et « déplore que les souffrances psychiques aient remplacé le bonheur et la liberté dont tout être humain devra jouir ».

La privation de liberté est-elle vraiment propre aux territoires administrés ?

Le comité s'est également intéressé au niveau de vie. Il aurait pu mentionner à cette occasion que, en Judée-Samarie, le produit national brut aurait augmenté de 102 %, la consommation par habitant de 73 %, le gain moyen quotidien de 40 %, les constructions de 64 %, les équipements électriques et sanitaires de 49 %, la production de viande de 80 %, de lait de 52 %, de miel de 51 %.

Enfin, le nombre d'enfants scolarisés a augmenté de 68 %. Ceux-ci ne sont pas du ressort de l'O.M.S.

Regrettons, une fois de plus, que l'O.M.S. comme l'UNESCO et le Bureau international du travail soient transformés par « majorité automatique » en champ clos destiné à l'assouvissement des passions politiques.

(*) Président du Comité international pour l'université de l'UNESCO. Prix Nobel.

CORRESPONDANCE

Les travailleurs arabes des territoires occupés

An nom du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), dont il est le président, M. Alain de Rothschild nous écrit pour protester contre le titre d'un article de votre correspondante à Genève (le Monde du 24 mai) : « Selon un rapport du Bureau international du travail : les travailleurs arabes des territoires occupés par Israël s'estiment victimes de discrimination. »

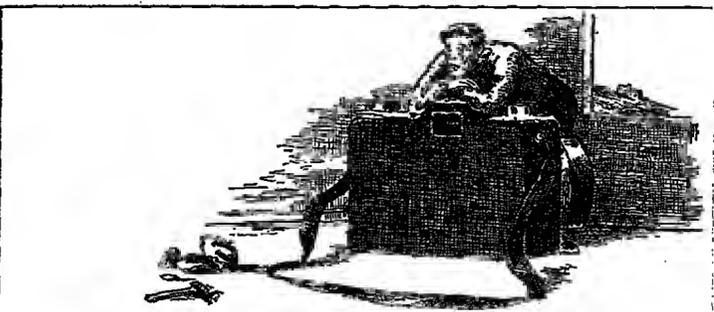
Dans l'article, écrit le président du CRIF, il n'est question que de « sentiment d'inégalité », et ce terme de « discrimination » n'est employé qu'à propos de « nombreux pays », avec une allusion aux travailleurs immigrés dans les pays industrialisés. En revanche, l'article souligne les « facilités reçues des autorités civiles et militaires israéliennes », « le taux élevé de croissance globale et de revenus par tête », le progrès de la qualification professionnelle, la libération de dirigeants syndicaux, l'égalité des salaires et des retenuës sociales, la protection des travailleurs arabes par la loi, le droit, alors qu'ils ne lui sont pas affiliés (et, s'ils l'étaient, ne parlerait-on pas alors d'annexionnisme ?), leur participation aux comités d'entreprise, etc.

Le rapport de B.I.T. insistait clairement sur le fait que le « sentiment d'inégalité » éprouvé par les travailleurs arabes des territoires occupés correspondait, dans une large mesure, aux discriminations pratiquées dans de nombreux autres pays.



Israël
le mystérieux voyage à l'ouest
de M. Ezer Weizman

TEGDIY KOLLEK ANNONCE QUE M. S. BERDA A JERUSALEM AU PRINTEMPS



Pour le prix d'un excellent 24x36, vous pouvez avoir un excellent 24x36 et une semaine de soleil.

Les vacances approchent. C'est le moment de faire des photos. De préférence réussies. Pour cela, rien ne vaut un appareil 24x36. Voici l'Optima electronic. C'est un 24x36 : il utilise la plus large gamme de films. Il possède un excellent objectif 2,8/40 mm à 4 lentilles et un obturateur électronique qui va de 15 secondes à plus de 1/500ème. Mais il a aussi ce que la plupart des 24x36 n'ont pas : il pèse moins de 300 grammes, il coûte moins de 800 F et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire tout une série de manœuvres pour prendre une photo. Une seule manette à bouger pour avancer, amener et même rembobiner le film, le déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : lorsque le signal placé dans le viseur est vert, vous pouvez prendre votre photo; lorsqu'il est rouge, vous devez utiliser un flash ou un pied. C'est tout.

En fait, l'Optima electronic a vraiment de quoi donner des regrets à tous ceux qui ont payé leur 24x36 bien plus cher.

Agfa Optima electronic : la perfection du 24x36 dans son plus simple appareil.

Agfa Optima 535 electronic, moins de 800 F.



AGFA-GEVAERT

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS



Quand le jeu double

Pour les décisions...
En 20 ans d'expérience...
qualités de nos emprunts et services

Actuellement, 5 formules de placement sont à votre disposition vous offrant de

8,25 à

Taux annuel actuel



SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
26, boulevard d'Italie, 06100 NICE
MONTÉ-CARLO (Principauté de Monaco)
Affiliée à la Société Générale de France et à la Lande...
et à la Lande...

مكتبة الأهل

صحة من الاصل

PROCHE-ORIENT

Israël

Le mystérieux voyage à Londres de M. Ezer Weizman

(Suite de la première page.)
 Aujourd'hui il s'agit du ministre de la défense, M. Ezer Weizman, et l'affaire est plus étrange. Le voyage lui-même était tout à fait imprévu. Il n'a duré que vingt-quatre heures. Le ministre de la défense s'est rendu à Londres et est revenu à Tel-Aviv jeudi soir dans un avion en provenance de Zurich. Il s'est refusé à toute déclaration à son arrivée, se contentant d'entretenir les mystères en évitant les questions des journalistes par des réparties évasives telles que « nous serons », « le temps n'était pas trop mauvais... ». Ce qui est sûr, c'est que M. Weizman, à l'aéroport, a immédiatement contacté par radio l'entourage du premier ministre, qui se trouvait à Tel-Aviv pour une réunion politique. Il a rencontré peu après M. Begin. Selon des sources politiques bien informées, citées par la presse israélienne, M. Weizman a notamment rencontré, à Londres, le lord Victor Rothschild, ancien conseiller du gouvernement conservateur, et sir Marcus Sleaf,

Liban

APRÈS LA DÉFECTION DE M. FRANGIÉ La droite chrétienne est menacée d'éclatement

De notre correspondant
 Beyrouth. — Le Front libanais, qui regroupe les principales formations de la droite chrétienne, traverse une crise très grave, qui risque, à terme, de provoquer son éclatement. À l'origine de cette crise, les divergences apparues sur l'attitude à adopter à l'égard des Syriens. Depuis février dernier, les deux principales formations du Front, le parti phalangiste, dont le chef est M. Pierre Gemayel, et le Parti national libéral (P.N.L.), sous l'impulsion de M. Camille Chamoun, sont en conflit ouvert avec la Syrie, alors que l'ancien président de la République, M. Solaïman Frangié, fidèle à la politique qu'il s'était fixée au moment de la guerre civile, continue d'entretenir d'excellents rapports avec Damas.

M. TEDDY KOLLEK ANNONCE QUE M. CHIRAC SE RENDRA A JÉRUSALEM AU PRINTEMPS DE 1979

À l'occasion de sa visite officielle à Paris, M. Teddy Kollek, maire de Jérusalem, a réuni, jeudi 7 juin, à l'ambassade d'Israël, une conférence de presse au cours de laquelle il a annoncé que M. Jacques Chirac se rendrait probablement en visite officielle à Jérusalem au printemps de 1979. Répondant aux questions des journalistes, M. Kollek a déclaré qu'il souhaitait faire de la Ville Sainte un « modèle » pour la paix au Proche-Orient. « Ce que nous voulons, a-t-il dit, c'est établir entre les deux communautés de la ville des conditions qui rendent leur coexistence la meilleure possible. Jérusalem aurait très bien pu devenir un deuxième Belfast. Cela n'a pas eu lieu... Je peux me promener dans la ville comme je veux, la nuit n'est pas gardée, ni ma maison. Certes, nous avons des cas de terrorisme, mais ce terrorisme est importé. Il vient d'ailleurs. La communauté

Lors des affrontements de février, M. Frangié avait joué le rôle de médiateur entre le Front libanais et Damas et était parvenu à imposer un compromis. Mais le conflit qui oppose la droite chrétienne aux Syriens a rebondi après l'invasion israélienne du Sud. Les dirigeants du Front, déçus par les malheureux résultats obtenus sur le terrain par les Israéliens, réagissent violemment à l'efflux de volontaires arabes venus soutenir la résistance palestinienne, et menacent d'« internationaliser » la crise libanaise, c'est-à-dire d'avoir recours aux Nations unies, au lieu de la dissuasion, composée en majorité de troupes syriennes, n'aurait pas l'œuvre commencée par les Israéliens, en prenant le contrôle de toute la région située au nord du Liban, où se trouve l'essentiel des forces palestiniennes. Les Syriens refusent, et de violents combats éclatent alors dans la banlieue chrétienne d'Aïn-Romanah. Phalangistes et nationaux-libéraux furent alors forcés de céder. Mais ils compensèrent leur défaite en obtenant la démission du gouvernement Hoss, rendu responsable du bombardement d'Aïn-Romanah et un problème que l'ordre et la sécurité seraient désormais assurés dans les régions chrétiennes par les milices conservatrices.

AMÉRIQUES

États-Unis

Le déclin de l'Occident selon Soljenitsyne

De notre correspondant
 Washington. — Alexandre Soljenitsyne n'était pas sorti de sa propriété du Vermont depuis plusieurs mois et n'avait pas pris la parole en public depuis près de trois ans. Aussi le discours qu'il avait accepté de prononcer jeudi 7 juin — au moment où le troisième tome du *Goûlard* vient de sortir dans sa version américaine — à la cérémonie de remise des diplômes de l'université Harvard était-il attendu avec intérêt : le prix Nobel de littérature, quatre ans après son expulsion d'U.R.S.S., s'était-il réconcilié avec la société occidentale ?
 La réponse est plus que jamais négative. L'allocution de l'écrivain, prononcée devant quelque dix-huit mille personnes rassemblées sous la pluie, a repris tous les thèmes de ses discours de 1975, en les développant encore. Après avoir dénoncé le « déclin du courage » et le « culte du bien-être matériel » qui sévit en Occident, Soljenitsyne s'est écrié : « Les forces du mal ont commencé leur offensive décisive, vous pouvez sentir leur pression ; et pourtant, vos écrans et vos publications sont pleins de sourires de commande et de verres levés. De quoi se réjouit-on ? »
 L'écrivain s'en est pris tout particulièrement à la presse, qui, tout en démentant la puissance principale dans les pays occidentaux, « vit sous le signe du slogan fallacieux selon lequel « chacun a le droit de tout savoir ». Les hommes ont aussi le droit de ne pas savoir, a-t-il dit. Le droit pour leur âme créée par Dieu de n'être pas encombrée de bagages, de simplicités et de banalités. »
 Aussi bien, tout en précisant qu'il parlait « en ami, non en adversaire », Soljenitsyne n'a pu que rejeter ce

« modèle » : « Non, je ne pourrais recommander votre société sous sa forme actuelle comme un modèle à suivre pour la transformation de la nôtre. Au travers d'immenses souffrances, notre pays est parvenu à un développement spirituel d'une telle intensité que son système occidental dans son état présent d'épuisement spirituel, ne paraît pas attrayant. Un fait incontestable est l'affaiblissement des âmes humaines à l'Ouest, dans le même temps qu'il devient à l'Est plus fortes et plus fortes. »
 L'écrivain n'a pas changé d'avis non plus sur le Vietnam. Devant une audience de mille étudiants, et à l'endroit même où s'étaient déroulées de nombreuses manifestations contre la guerre, il a vivement déploré « l'erreur la plus cruelle » qu'a été « l'incapacité de comprendre la guerre du Vietnam ». Le petit Vietnam a été un avertissement et une occasion de mobiliser le courage du pays, a-t-il dit, mais le mouvement contre la guerre « a débouché sur la trahison des pays d'Extrême-Orient, le génocide et les souffrances imposées à trente millions de personnes. »
 L'accueil réservé à ce discours a été variable, quelques sifflets se mêlant parfois aux applaudissements. À un moment, une pancarte a surgi de la foule, proclamant : « Vous ne pouvez pas combattre le communisme par le fascisme ». Soljenitsyne a répondu que cette accusation était « facile » de la part de ceux qui n'ont pas connu l'expérience des camps soviétiques.

MICHEL TATU.

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ACCORDE UNE AIDE FINANCIÈRE A NEW-YORK

Washington (A.F.P., Reuter). — La Chambre des représentants a approuvé, jeudi 8 juin, par deux cent quarante-sept voix contre cent cinquante-cinq, l'octroi d'un prêt fédéral de milliards de dollars à la ville de New-York qui souffre de difficultés financières chroniques. Le Sénat se prononcera à son tour, vraisemblablement à la fin du mois de juin, et devrait, selon le *Wall Street Journal*, suivre l'avis des représentants, bien que le sénateur démocrate du Wisconsin, M. William Proxmire, qui dirige

la commission des affaires bancaires du Sénat, ait exprimé son hostilité à cette mesure. Si celle-ci est adoptée, New-York bénéficierait d'un prêt sur quinze ans au taux d'intérêt annuel de 0,5 %. Les représentants ont été notamment sensibles à l'argument selon lequel leur redonner confiance aux hommes d'affaires et aux institutions qui sont susceptibles d'acquiescer des dons de caisse et des obligations émises par New-York, un prêt à long terme était préférable à un renforcement « ponctuel » des finances de la ville par le Trésor fédéral.

Le vote de la Chambre des représentants est un succès pour le maire de New-York, M. Edward Koch, et pour le gouverneur de l'État, M. Hugh Carey, qui ont fait un grand effort de relations publiques au Capitole. Le déficit actuel de la ville s'élève à environ 1 milliard de dollars.

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS



Quand le temps joue doublement.

- Pour nous qui prêtons à long terme pour l'achat de résidences principales ou secondaires, le temps sécurise nos garanties par la valorisation de la "pierre construite".
- Pour les déposants, le temps récompense leur patience, car plus longue est la durée du placement, plus forte est la rémunération.

En 20 ans d'expérience, une double constatation :
 qualité de nos emprunteurs et fidélité de nos déposants.

8,25 à 11,60%

Taux annuel actuariel brut

Actuellement, 5 formules de placement sont à votre disposition vous offrant de

Adressez-nous cette carte de visite complétée, vous recevrez sans engagement le dossier Epargne SOBI.

Nom _____
 Prénom _____
 Adresse _____
 801 A

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
 26, boulevard d'Italie, 801 A /B.P. 31
 MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)
 Inscrite sur la liste des banques sous le n° LBM 7.
 Affiliée à la Société Bancaire de Paris
 et à la Landesbank Rheinland Pfalz.

ARNYS SOLDE



Costumes non doublés, 100 % coton, 100 % laine, laine et coton, polyester et coton, laine et polyester à partir de 890 F, 650 F.

Costumes en laine et mohair à partir de 1.450 F, 1.050 F.

Vestes 100 % coton, polyester et coton à partir de 690 F, 470 F.

Blazers 100 % laine à partir de 950 F, 695 F.

Pantalons coton, polyester et laine, fibrane à partir de 210 F, 170 F.

Chemises col anglais, sans col, col à barrettes, 100 % coton, coton et polyester à partir de 150 F, 85 F, 210 F, 130 F.

Solde sur la collection féminine.

ARNYS
 14 rue de Sévres
 75007 Paris. Tél. 548.76.99



LEONIDAS
 by Clarks

LEONIDAS BOOT

Leonidas
 pied plume

PRODUCTION CLARKS SHOES FRANCE

Un bachelier a besoin de connaître les débouchés qui s'offrent à lui.

Ecole Pigier
 Institution d'enseignement privé
 53 rue de Rivoli 75001 PARIS
 333.44.88

Quelles sont les carrières du commerce et de la gestion ?
 Venez vous informer à l'école Pigier.

Ecole Pigier
 Institution d'enseignement privé
 53 rue de Rivoli 75001 PARIS
 333.44.88

NT
 E VUE
 ISRAËL
 excellent 24x36
 excellent 24x36
 eil.
 ima 535 electron
 de 800 F.

LA XI^e COUPE DU MONDE DE FOOTBALL EN ARGENTINE

Au rendez-vous des « folles de la place de Mai »

Buenos-Aires. — L'horloge de la cathédrale qui domine la place de Mai indique 15 heures, jeudi 8 juin. A l'autre extrémité de la place, deux gardes sont à l'entrée de la Casa Rosada, cette fade copie rose de la Maison Blanche, siège du gouvernement argentin. Sur les terrasses du toit, trois militaires en armes surveillent les abords immédiats. Sur la place, quelques personnes profitent du pâle soleil hivernal pour occuper les bancs. Quelques minutes plus tard arrivent sept ou huit jeunes gens blonds, vêtus du même blouson jaune et bleu, sont des footballeurs de l'équipe nationale suédoise. Il y a là Björn Norqvist, qui vient de battre un record du monde en disputant son cent dixième match international. Rommie Hellström, le talentueux gardien de but, Ralf Edström, l'avant-centre, Staffan Tapper, etc. Des caméras à la main et appareils photo en bandoulière, ils ont l'air de parafistes touristes.

Et puis, petit à petit, le terre-plein central s'anime. Il y a des journalistes et surtout des femmes, beaucoup de femmes, qui discutent en petits groupes. L'une d'elles s'approche de nous et nous glisse discrètement : « Méfiez-vous quand vous parlez. Il y a beaucoup de policiers en civil ». L'horloge marque maintenant 15 h. 30. En quelques secondes trois cents à quatre cents femmes sortent un foulard ou un simple mouchoir blanc et se le mettent sur la tête en signe de ralliement. Une procession silencieuse commence vers l'extrémité de la place où se trouve la Casa Rosada.

Deux policiers non armés, accourus à la hâte, bloquent maintenant l'allée. Les photographes se précipitent. Les footballeurs suédois filment la scène. Le défilé des « folles de la place de Mai », comme on les surnomme ici, forme maintenant un large cercle autour de la colonne qui commémore la révolution du 25 mai 1810, qui a forcé l'autorité espagnole à accorder l'indépendance à l'Argentine.

Un rassemblement s'est opéré autour d'elles. Les discussions s'enrangent avec certains passants. Antennes.

« C'est un scandale, tonne l'un d'eux. Voilà l'image que vous allez donner de l'Argentine. Regardez ces journalistes, ils n'attendent que ça pour pousser nous à la critique en France. »

« Le scandale, ce sont les disparitions », répond l'une des femmes.

« Je n'ai pas revu mon fils depuis des années. Je ne sais pas où il est ni même s'il est encore vivant. Nous sommes aussi des Argentins. Vous trouvez ça normal ? »

« Evidemment, si c'était un révolutionnaire ! »

« Non, monsieur. C'était un militaire chrétien. Il était le déshérité de la paroisse. »

« Alors, il passera en justice. »

« Quelle justice ? Seule la main de Dieu a le droit de faire justice. »

« S'il vous plaît, messieurs, dames. Circulez ! »

Personne ne les écoute. Des femmes vont même leur parler de leur fils, de leur mari disparu. Eux n'osent pas répondre. Ils les supplient de circuler. Plusieurs fois les manifestantes ont été dispersées sans ménagement.

L'horloge indique maintenant 15 h. 55. Profitant de la présence de journalistes, les « folles de la place de Mai » s'enhardissent.

« A LA TELEVISION SAMEDI 10 JUIN »

FRANCE-RONGRE, 18 h. 35, TF1 (direct), et 22 h. 48, A 2 (différé).

ITALIE-ARGENTINE, 24 h. 10, A 2 (direct).

Toujours en cortège, elles se dirigent maintenant vers la rue Florida, la rue piétonnière élégante de Buenos-Aires. En ce milieu d'après-midi, la rue est très animée. Le cortège atteint 200 ou 300 mètres de long. Il suscite la curiosité générale. Chacune raconte pour la dixième fois son histoire à des passants scandalisés ou compatissants. Une scène difficilement imaginable dans un autre contexte que celui de la Coupe du monde.

Arrivées au bout de la rue Florida, les femmes se dispersent.

Chacune reploie son foulard ou son mouchoir blanc. Quelques-unes reviennent vers nous, les sanglots dans la voix : « Merci, il faut parler de nous. Nous voulons revoir nos fils. »

Jeudi prochain, elles se retrouveront peut-être place de Mai. Comme tous les jours, jusqu'au jour où elles auront, enfin, des nouvelles de leur fils, de leur mari, d'un proche disparu.

Quelques heures plus tard, on apprend que la police avait profité de la dispersion générale pour opérer des arrestations.

GERARD ALBOUY.

« C'est un scandale, tonne l'un d'eux. Voilà l'image que vous allez donner de l'Argentine. Regardez ces journalistes, ils n'attendent que ça pour pousser nous à la critique en France. »

« Le scandale, ce sont les disparitions », répond l'une des femmes.

« Je n'ai pas revu mon fils depuis des années. Je ne sais pas où il est ni même s'il est encore vivant. Nous sommes aussi des Argentins. Vous trouvez ça normal ? »

« Evidemment, si c'était un révolutionnaire ! »

« Non, monsieur. C'était un militaire chrétien. Il était le déshérité de la paroisse. »

« Alors, il passera en justice. »

« Quelle justice ? Seule la main de Dieu a le droit de faire justice. »

« S'il vous plaît, messieurs, dames. Circulez ! »

Personne ne les écoute. Des femmes vont même leur parler de leur fils, de leur mari disparu. Eux n'osent pas répondre. Ils les supplient de circuler. Plusieurs fois les manifestantes ont été dispersées sans ménagement.

L'horloge indique maintenant 15 h. 55. Profitant de la présence de journalistes, les « folles de la place de Mai » s'enhardissent.

« A LA TELEVISION SAMEDI 10 JUIN »

FRANCE-RONGRE, 18 h. 35, TF1 (direct), et 22 h. 48, A 2 (différé).

ITALIE-ARGENTINE, 24 h. 10, A 2 (direct).

« C'est un scandale, tonne l'un d'eux. Voilà l'image que vous allez donner de l'Argentine. Regardez ces journalistes, ils n'attendent que ça pour pousser nous à la critique en France. »

« Le scandale, ce sont les disparitions », répond l'une des femmes.

« Je n'ai pas revu mon fils depuis des années. Je ne sais pas où il est ni même s'il est encore vivant. Nous sommes aussi des Argentins. Vous trouvez ça normal ? »

« Evidemment, si c'était un révolutionnaire ! »

« Non, monsieur. C'était un militaire chrétien. Il était le déshérité de la paroisse. »

« Alors, il passera en justice. »

« Quelle justice ? Seule la main de Dieu a le droit de faire justice. »

« S'il vous plaît, messieurs, dames. Circulez ! »

Personne ne les écoute. Des femmes vont même leur parler de leur fils, de leur mari disparu. Eux n'osent pas répondre. Ils les supplient de circuler. Plusieurs fois les manifestantes ont été dispersées sans ménagement.

L'horloge indique maintenant 15 h. 55. Profitant de la présence de journalistes, les « folles de la place de Mai » s'enhardissent.

« A LA TELEVISION SAMEDI 10 JUIN »

FRANCE-RONGRE, 18 h. 35, TF1 (direct), et 22 h. 48, A 2 (différé).

ITALIE-ARGENTINE, 24 h. 10, A 2 (direct).

« C'est un scandale, tonne l'un d'eux. Voilà l'image que vous allez donner de l'Argentine. Regardez ces journalistes, ils n'attendent que ça pour pousser nous à la critique en France. »

« Le scandale, ce sont les disparitions », répond l'une des femmes.

« Je n'ai pas revu mon fils depuis des années. Je ne sais pas où il est ni même s'il est encore vivant. Nous sommes aussi des Argentins. Vous trouvez ça normal ? »

« Evidemment, si c'était un révolutionnaire ! »

« Non, monsieur. C'était un militaire chrétien. Il était le déshérité de la paroisse. »

« Alors, il passera en justice. »

« Quelle justice ? Seule la main de Dieu a le droit de faire justice. »

« S'il vous plaît, messieurs, dames. Circulez ! »

Personne ne les écoute. Des femmes vont même leur parler de leur fils, de leur mari disparu. Eux n'osent pas répondre. Ils les supplient de circuler. Plusieurs fois les manifestantes ont été dispersées sans ménagement.

L'horloge indique maintenant 15 h. 55. Profitant de la présence de journalistes, les « folles de la place de Mai » s'enhardissent.

« A LA TELEVISION SAMEDI 10 JUIN »

FRANCE-RONGRE, 18 h. 35, TF1 (direct), et 22 h. 48, A 2 (différé).

ITALIE-ARGENTINE, 24 h. 10, A 2 (direct).

Au café de la rue Houdon

Il y a toujours eu une télévision au café de la rue Houdon, dans le quartier de Pigalle, à Paris. Ce n'était pas assez, et le patron en a installé une deuxième, pour le temps du Mondial (1). Les travestis, les quelques prostituées qui travaillent à côté et viennent boire un petit coup de temps à autre ont fait place à une autre clientèle, et le café n'a jamais été si achalandé que depuis le début de la Coupe du monde.

Francis, Alcaïcas, Yougoslaves, viennent chaque jour, on allume, suivent l'heure, « Télé-Foot 1 » ou « Télé-Foot 2 » : matches en direct, matches en différé, sans compter les informations, les magazines, les débats, les émissions tournant autour du ballon rond (« Apoptrophes », « Les plus riches heures de la Coupe du monde... »), plus celles sur les internationaux de tennis, les Vingt-Quatre Heures du Mans ; il y a depuis le 29 mai de deux à dix heures de sport à la télévision chaque jour — plus de trente heures dans la semaine du 27 mai au 4 juin, plus de cinquante entre le 5 et le 11 juin, près de cent heures en moins de trois semaines : si mai 68 c'était la plage sous les pavés, mai-juin 78, c'est le foot à la télé.

Bret, au café de la rue Houdon, café populaire et cosmopolite, on ne se lève pas du grand théâtre, du vrai nouveau théâtre, et il faut se féliciter pour trouver ce plaisir, 30 centimètres carrés que l'on libère en poussant de gauche et de droite. Après le léger remous que provoque l'entrée du nouveau fidèle dans les rangs, la foule d'hommes (pas de femmes) reprend son immobilité.

« Ho ! » (un but), « hooo... » (un penalty), « c'est pas possible ! », « c'est pas vrai ! », « arrête ton cinéma ! » (Bettega gémit à terre)... Rien de trop, les réflexions sont leoniques, on parle pour soi, à la rigueur pour son voisin, qu'on ne connaît pas, mais on pourra toujours lui dire à la mi-temps que les Hongrois doivent gagner pour que les Français aient une chance, lui donner son avis (mitigé) sur les équipes de France, d'Italie, de Pologne, de Hongrie.

Perte, ça « chauffe » dans les deux salles. On hurle, un spectateur s'arrache les cheveux debout au milieu des autres, mais enfin il n'y a pas de délire nationaliste, pas d'explosion chauvine. Ceux qui sont là viennent par amour du sport, pour suivre ce qui est en train de constituer le grand mythe prochain — le « futur mémoire collective », dit le magazine « Téléciné », qui évalue à près d'un milliard le nombre d'étrangers humains qui regardent simultanément le même match de foot. Selon d'autres sources, on dit même deux milliards.

Un petit milliard qui crie « Ho ! » ou « Hoooo ! » en même temps, un quart de milliard qui s'arrache les cheveux debout au milieu des autres, c'est impressionnant. Les nouveaux venus du cirque prennent une dimension inimaginable grâce à une lucarne un peu plus grande qu'un mouchoir de poche, juin 1978 ou le sport à la télé. On torture, par-à-hi, les enfants devant leurs parents en Argentine. On ne peut pas parler de tout, semble-t-il, à la télévision.

CATHERINE HUMBLLOT.

(1) L'entreprise Locatit dit avoir augmenté son taux de location de 120 % par rapport au mois de juin de l'année précédente. Faut-il en conclure qu'il n'est comptable qu'à cette entreprise en 1969, lors de la première marche sur la Lune.

Le penalty contesté contre la France

L'ARBITRE SUISSE RECONNAÎT AVOIR SIFFLÉ PAR ERREUR

Buenos-Aires. — « Après avoir revu plusieurs fois l'action à la télévision, je me dis qu'aujourd'hui je ne sifflerais pas le penalty contre l'Argentine », a avoué M. Jean Dubach, l'arbitre suisse du match France-Argentine le 6 juin. Moins, sous sa voix, sur le terrain, tout se vit. Il faut prendre une décision en quelques secondes.

« (...) Trésor a tout d'abord fait une faute sur Luque, me semble-t-il. J'étais très loin de l'action, et je n'ai pas très bien vu. Par contre, j'ai parfaitement aperçu Trésor boitant le ballon de la main. C'est cette main que je voulais sanctionner (...). Les documents, c'est vrai, prouvent que Trésor n'a pas intentionnellement touché le ballon de la main. »

Enfin, M. Dubach a déclaré : « Lorsque je rentre sur un terrain, je n'ai pas de préséance. Qu'est-ce que cela peut bien me faire que ce soit un let du let autre qui gagne. Mon désir est tout simplement de laisser jouer le plus possible sans hacher la rencontre de coups de sifflet. » (A.F.P.)

Selon M. Sastré

LES DÉMARCHES EN FAVEUR DES FRANÇAIS POURRAIENT ABOUTIR

Des démarches menées en collaboration avec l'ambassade et le consulat de France à Buenos-Aires, concernant la situation des Français disparus ou détenus en Argentine, n'auraient pas été vaines. C'est ce qu'a indiqué M. Fernand Sastré, président de la Fédération française de football, au cours d'une conférence de presse, réunie le jeudi 8 juin. Une femme qui figurait parmi les détenues aurait été libérée récemment (1).

La démarche française, a-t-il précisé, n'a jamais visé à se substituer à la justice argentine, mais à obtenir des informations sur les motifs d'accusation et des garanties sur le respect des droits de l'homme et de la défense lors des procès. La délégation française publiera, très prochainement, les informations qu'elle a pu recueillir dans un communiqué qui sera remis à la presse, mais ne sera pas commenté. — G. A.

(1) N.D.L.R. — Il s'agit vraisemblablement de Mme Cantusso, libérée vers la mi-mai.

« Désastre national » pour les Ecossais

De notre correspondant

Londres. — Les mauvaises performances de l'équipe écossaise, battue par les Péruviens puis obtenant un humiliant match nul avec les Iraniens, sont assimilées dans les commentaires des journaux à un véritable « désastre national », rappelant la retraite de Dunkerque ou la prise de Singapour par les Japonais. L'exagération naturelle, la jactance romantique des Ecossais, galé-

jeurs et habileurs, se sont donnés libre cours en prenant pour cible l'infortuné Ally McLeod, capitaine de l'équipe nationale, appelé inévitablement à perdre son emploi et en même temps des revenus importants de la publicité.

Déjà, une marque d'autorité a retiré ses placards publicitaires, associant les joueurs écossais aux mérites de ses voitures.

Mais les mêmes supporters et journalistes, qui l'avaient ridiculisé par leurs critiques, entraînent maintenant dans la boue le pauvre entraîneur qui, victime de son tempérament, avait imprudemment crié sur tous les toits que son équipe ne ferait qu'une bouchée de ses adversaires. A dire vrai, ce n'est pas tant sa vantardise qu'il faut reprocher à McLeod, mais plutôt son ignorance ou son dédain (partagés dans une large mesure par tous les Britanniques) de ces Péruviens, Iraniens et autres sous-développés. Mais il est aussi victime d'une adulation démesurée : « Glasgow », il est le roi des Ecossais et presque un dieu, écrivait le Daily Express, qui n'hésitait pas à ajouter : « L'Écosse a le monde devant elle, prêt à être conquis. »

Maintenant, Ally McLeod est devenu le bouc émissaire, déformant sur lui toutes les rancœurs et les frustrations de supporters fanatiques et aveugles. La presse anglaise est particulièrement féroce à son égard en faisant délibérément, et avec méchanceté, un éloge des Péruviens et des Iraniens, au point qu'un commentateur jugerait nécessaire de rappeler que « les Ecossais sont nos frères ou au moins nos cousins et plus près de nous que le chah d'Iran ». — H. P.

« Les Brésiliens furieux. — « Farsseux ou incapables ? ». Cette manchette sur huit colonnes du quotidien de Rio-de-Janeiro Última Hora traduit le sentiment de fureur qui s'est emparé des Brésiliens devant le comportement de leur équipe de football, après le match nul le 7 juin contre l'Espagne. Panique de football, en administration béate devant la sélection nationale, l'homme de la rue se répand en propos vengeurs : « On devrait tuer (les joueurs) les arrêter », entend-on dire, « et jeter de l'argent et ne font rien. Une honte. » Les plus acharnés sont descendus dans les rues de Rio-de-Janeiro, brandissant des pancartes avec l'inscription : « A bas Coutinho ! », « A bas la sélection ! ». — (A.F.P.)

Administration de l'Entreprise

Programme de formation polyvalente avancée, accueillant 30 stagiaires par an, ouverts aux candidats sérieux et étrangers, sans distinction de race, de sexe ou de religion. Durée : 9 mois, à plein temps. Formation intensive, basée uniquement sur la pratique, couvrant tous les domaines du management moderne, préparant à l'obtention d'une « Maîtrise en Administration d'Entreprise ». Coût du programme : FS 18'500. Enseignement dispensé exclusivement par des praticiens, cadres, conseils ou dirigeants d'entreprises. Méthodes actives et participatives. Contrôle continu et systématique des connaissances. Langue de travail : français.

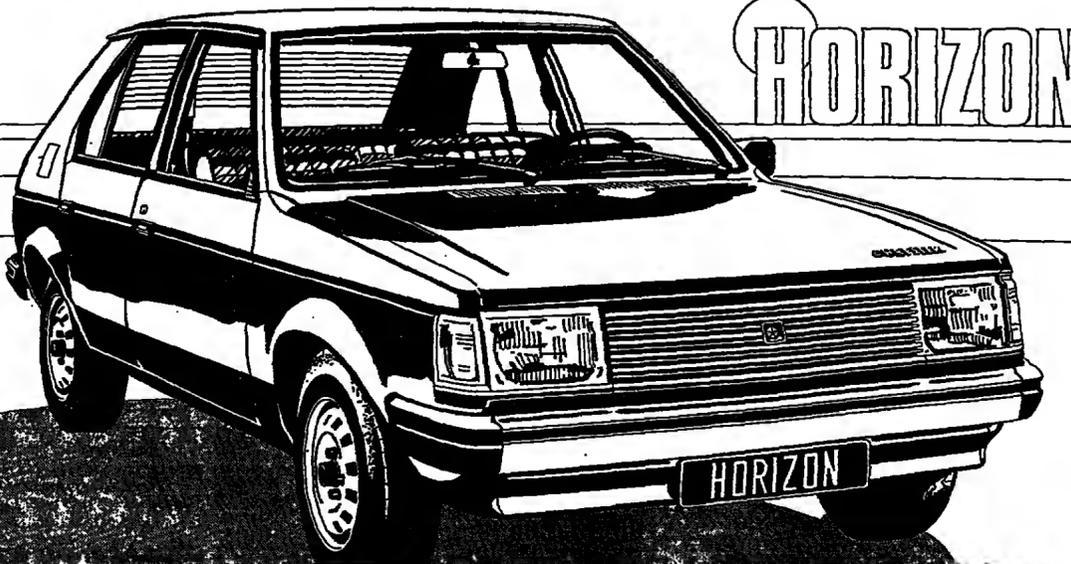
Prochaine session : octobre 1978. Inscriptions sur dossier et entretien. Documentation complétée sur simple demande au Secrétaire de l'École, ch. de Morax 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), 021/232992, en précisant la référence.

Ecole de Cadres de Lausanne
Centre international de formation et perfectionnement en administration d'entreprise, fondé en 1963 43-50

Si vous pensez que toutes les voitures se ressemblent, Horizon vous fera changer d'avis.

Aujourd'hui, il ne suffit plus d'avoir une traction avant avec une cinquième porte pour posséder une bonne voiture. Horizon vous offre bien davantage : suspension à 4 roues indépendantes, double circuit de freinage assisté avec disques à l'avant et témoin d'usure des plaquettes ; allumage transistorisé, 20 informations au tableau de bord, climatisation 3 vitesses, et bien d'autres équipements de confort et de sécurité que vous ne trouverez réunis sur aucune de ses concurrentes. Pour juger Horizon, une visite s'impose, un essai est recommandé.

Modèle présenté Chrysler Group Horizon Ltd. Prix du tarif (véhicule) : 25 220 F. Financement par Chrysler Credit/Leasing. Location longue durée Locatit. Concessionnaire en Europe et Asie à 50 km/7 vitesses stabilisé : 1211 A 130 km/h vitesse stabilisée : 18,1. Les paramètres de type urbain : 10,3 L/SIMCA A CROSS BIELLA.



HORIZON

CHRYSLER SIMCA HORIZON. A partir de 25.220 F. Chez votre concessionnaire.

Assemblée nationale

« Hélas, le livre dramatique de... »

argen dossier d'un g...

Lavis de l'éditeur.

FLAMMARION

سكندرية الاحول

حكاية من العالم

politique

L'Assemblée nationale juge la politique étrangère

Maigre bilan pour un débat-fleuve

Décidément les débats que l'Assemblée nationale a consacrés à la politique étrangère sont vécus, une fois les témoins épuisés, faut-il qu'ils soient dans un bon jour, ce qui, jeudi au Palais-Bourbon, ne fut vraiment le cas que de l'un d'entre eux — ayant d'entrée infligé à l'assistance un pensum aussi exaltant qu'un indicateur de chemin de fer, cherche en général à prouver que, au fond de la lassitude qui semble constamment l'habiter, brûle une petite flamme de passion. Jeudi, ce ne fut même pas le cas.

Même, le débat de mai 1978 l'avait été, morne, le débat de juin 1978 le fut.

Pourtant, M. Jacques Chirac avait, dès jeudi matin, donné le « la » d'une confrontation au

cours de laquelle le R.P.R. aurait pu exprimer sa réticence vis-à-vis d'une politique étrangère où son président avait cru humer « un relatif atlantisme très affirmé », et décider de « possibles glissements par accommodements ». On ne peut que regretter pour l'institution parlementaire que l'ancien premier ministre (dont la présence dans l'hémicycle est, il est vrai, rarissime) ait préféré, le jour même d'un grand débat au Palais-Bourbon, s'exprimer en une autre enceinte.

Ainsi, à défaut des grandes orgues, le groupe gaulliste s'en tint à la petite musique de chambre de M. Couve de Murville, dont la subtilité des fausses notes volontaires ne pouvait être réellement appréciée que par les vétérans du Foreign Office. Il est vrai qu'une fois décryptée et traduite, son intervention n'était pas des plus tendres pour une politique qui appelait de sa part, et sur certains points, de

sérieuses réserves, voire suscitant de graves préoccupations. Mais le ton en était plutôt de communication face à une France un peu trop engagée à son goût dans des interventions militaires.

De M. Debré, second grand orateur du R.P.R., que dira, sinon que son antenne sur le « complot antidémocratique » des « supra-nationaux » semble ne plus guère susciter de frissons indignés dans les rangs gaullistes. Pas plus d'allégresse que les traditionnels complaisants des orateurs U.D.F. brandissant la menace communiste avant de se réfugier dans le giron européen ne semblent vraiment stimuler les troupes giscardiennes.

Quant à la sempiternelle analyse politique du « redéploiement multinational du grand capital », (jointe à la dénonciation d'une rechte colonialiste, elle ne paraissait pas, elle non plus, en mesure d'éveiller la vigilance et de susciter

la riposte de l'opinion qu'appelaient de ses vœux M. Marchais.

Restait donc le talent de M. Mitterrand. Il en fallait pour plaider un dossier complexe — celui de la présence militaire française en Afrique — obscurci davantage encore par des considérations humanitaires qui, le leader socialiste le reconnut, ne pouvaient faire que l'unanimité. Du talent, M. Mitterrand en eut même trop, le vertige de l'éloquence l'emportant parfois sur la rigueur de l'exposé oral. Les questions n'en furent pas moins, précises, brèves, acérées. Qui défendons-nous ? Pourquoi ? Contre qui ? An nom de qui ? Avec qui ? Leur clarté appelait la clarté. On ne peut dire que dans sa réponse nocturne M. de Guiringaud y contribua vraiment. Tout au plus apaisa-t-il peut-être, sur certains bancs, certaines craintes.

Maigre bilan pour un débat-fleuve.

PATRICK FRANCIS.

Jeudi 8 juin, sous la présidence de M. Chaban-Delemas et en présence de M. Raymond Barre, premier ministre, l'Assemblée nationale entend une déclaration du gouvernement sur sa politique étrangère, déclaration suivie d'un débat.

M. DE GUIRINGAUD, ministre des affaires étrangères, observe que la France est un des rares pays qui ait une politique extérieure. Il rappelle les principes « simples et rigoureux » sur lesquels elle se fonde et il les développe :

- 1) Etre indépendant et le rester. C'est d'abord être en mesure d'assurer la défense du pays et la sécurité de nos ressortissants. En France, l'acceptation d'un effort de défense important, notamment en matière nucléaire, et l'indépendance de nos moyens militaires, acquise par notre retrait de l'O.T.A.N., ne sont plus guère controversés. A l'extérieur, la crédibilité de nos moyens militaires est reconnue. Quels que soient les procès d'intention qui nous sont parfois faits, il est clair que le gouvernement s'en tient aux principes qui conditionnent une politique étrangère indépendante.

« Celles qu'elle entretient enfin avec le continent africain : « Cette solidarité s'exprime avant tout par une politique de coopération culturelle, technique et économique. L'objectif d'une aide publique au moins égale à 0,7 % de notre P.N.B. devrait être atteint prochainement. Ces relations économiques doivent s'accompagner d'un véritable dialogue politique tant avec les Etats francophones qu'avec les autres Etats. Les lignes directrices de notre politique africaine restent constantes et peuvent se résumer par cette formule : l'Afrique aux Africains. Cela veut dire que l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats africains, pour être respectés, doivent être mises à l'abri des ingérences extérieures ; qu'ils doivent rester libres de définir eux-mêmes leurs options politiques ; que chacun d'entre eux doit disposer du droit à la sécurité à l'intérieur de ses frontières. »

Mais souligne le ministre, l'Afrique aux Africains, ce n'est pas renoncer à toute solidarité ni

légitime de ce pays nous a demandé un appui face à l'agression caractérisée qui se développe en violation des accords de cessez-le-feu et qui recourent de manière évidente à un appui important de l'extérieur. Nous sommes renforcés notre présence militaire également assurés certains éléments de nos forces à intervenir en appui de l'armée israélienne, y compris des appareils Jaguar. »

Mais, insiste-t-il, les efforts engagés n'ont jamais dépassés deux trois cents hommes. On est donc loin des titres à sensation de la presse. « Qu'aurait dit nos critiques, demandait-il, si nous n'avions pas fait le nécessaire pour rassembler nos compatriotes ? Fallait-il attendre une situation semblable à celle de Kohébat ? « Notre action, estime-t-il, pour l'objet de permettre au gouvernement israélien de procéder, dans des conditions équitables pour toutes les parties, à la réconciliation nationale. Une fois la sécurité rétablie, notre présence cessera d'être nécessaire et seuls demeureront sur place les éléments indispensables à l'assistance technique. »

Qui peut affirmer, demande-t-il encore, que

2) Les relations Est-Ouest : « On peut être contre la détente, on n'a pas le droit d'être contre le désarmement. Qu'il s'agisse de l'un ou de l'autre, la sécurité et celle dernière est fondée d'abord sur l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest, mais aussi sur la position de forces adéquates et suffisantes qui nous appartiennent en propre. C'est cela, estime-t-il, qu'il nous appartient de préserver. Aussi, en ce qui concerne la question des expériences nucléaires, M. Couve de Murville affirme que notre pays ne peut rien céder sur ce point capital : « Nous attendons du gouvernement un « fermet inflexible. »

Pour l'ancien premier ministre, l'origine immédiate de la détérioration actuelle se trouve en Afrique, où se manifeste « un capitalisme soviétique d'ont on observe les ravages et les objectifs ». A son avis, la France doit se garder de chercher à transporter cette situation dans l'alliance atlantique. Il faut, précise-t-il, bien marquer que les responsabilités qui doivent être assumées de toute arrièrepensée de néo-colonialisme. Aussi se félicite-t-il que le rapatriement de nos forces, fût-il tardif, ait enfin commencé, et il souhaite savoir quand il sera terminé.

2) Etre fidèles aux solidarités internationales :

Celles qui unissent d'abord la France à ses partenaires de la Communauté européenne. Nous poursuivons l'action entreprise pour renforcer et approfondir la construction européenne. Parmi bien des déceptions nous avons peut-être aujourd'hui davantage de motifs d'espérer dans la mesure où nous voyons se dessiner les signes d'une prise de conscience et d'une volonté d'agir en matière de coordination des politiques économiques et de renfor-

« Dans l'affaire du Sahara occidental, précise M. de Guiringaud, nous souhaitons qu'une solution pacifique puisse être finalement trouvée entre toutes les parties au conflit. Dans l'affaire du Tchad, le gouvernement

l'existence d'Irak, mais les modalités de sa coexistence avec les pays arabes font le cadre d'un règlement global.

M. de Guiringaud évoque un autre défi : l'accumulation des armements nucléaires en Asie, menace pour la paix et gaspillage essentiel des ressources. La France note le ministre, propose aujourd'hui une approche nouvelle et réaliste. Il en rappelle les traits principaux et déclare : « Il ne s'agit pas d'un plan de désarmement mais d'une approche nouvelle qui se donne pour objectif non pas un monde sans armes, mais un monde où les tensions et les possibilités de guerre seraient progressivement écartées. »

Il ajoute : « Nous sommes engagés directement en Mauritanie et au Tchad. Certes, le sort de nombreux compatriotes est directement menacé mais il ne nous sommes gravement préoccupés de cette situation, surtout après les récents combats au Tchad. Une telle situation ne peut se prolonger indéfiniment sans répercussions sérieuses dans nos opérations et sans mettre en cause notre position internationale à l'égard du tiers-monde. De plus, si dans ce cas ni dans l'autre une solution ne peut être attendue d'une action militaire. Qui dit solution politique dit action diplomatique et c'est donc vous qui êtes en cause. Des actions sont-elles engagées ? Qu'entendez-vous ? Quels sont vos desseins ? »

Hélas, le livre le plus dramatique de l'année.

Commission des droits de l'homme en Argentine

Argentine dossier d'un génocide

L'avis de l'éditeur.

Témoignages ! Accusations irrefutables ! En réunissant ce dossier implacable et dramatique, la Commission argentine des Droits de l'Homme témoigne à la face du monde qu'en Argentine la barbarie sévit encore.

Flammarion.

FLAMMARION



(Dessin de KONE.)

l'action de la France en Afrique ait jamais eu pour motif de créer une situation conflictuelle.

Evoquant ensuite l'action récemment menée à Kolwezi, il en rappelle les motifs strictement humanitaires, et « nous n'oublions pas l'intention d'exercer un rôle de gendarme de l'Afrique. L'initiative doit être prise par les Etats africains. L'entente est attendue de ce débat, car elle ne peut être que le fruit d'un effort conjugué qui devrait être limité dans le et dont le seul dessein est de donner au gouvernement de

Pour terminer, M. Couve de Murville, évoque les efforts au Proche-Orient. Sans critiquer la décision de participer à la Force d'urgence des Nations unies envoyée au Liban, il reproche au gouvernement de ne pas avoir tiré les conséquences pour intervenir activement sur le plan politique pour la mise en œuvre des décisions prises.

M. MITERRAND : contre qui, avec qui la France se bat-elle ?

Pour M. MITERRAND (P.S.), ce débat doit permettre d'apprécier ce que veut et ce que fait le gouvernement. Pourquoi notre présence militaire en Afrique ? demande-t-il avant de rappeler que cette intervention sur le sol africain, ou ailleurs, ne peut se faire qu'en vertu d'accords diplomatiques. Certes, nous avons avec l'Afrique de nombreux accords (environ une trentaine) mais ils ne traitent que de coopération militaire ou d'assistance technique militaire. « Voilà, observe-t-il, les limites de notre intervention. Ainsi, les interventions militaires au Tchad, en Mauritanie, au Sahara occidental n'entrent pas dans le cadre des accords d'assistance technique militaire. »

« Non, affirme-t-il, il n'y a pas de traité permettant d'envoyer l'armée française dans les opérations en cours. »

M. COUVE DE MURVILLE (R.P.R.) : nous sommes gravement préoccupés

M. COUVE DE MURVILLE (R.P.R.), président de la commission des affaires étrangères, relève d'abord l'impénitence avec laquelle l'Assemblée nationale tout entière attendait ce débat.

Evoquant l'accord de coopération militaire conclu en 1974 avec le Zaïre, accord ni soumis au Parlement ni publié (il n'y avait peut-être de votre part qu'un peu de négligence...), il rappelle que les accords internationaux ne peuvent entrer en vigueur qu'après approbation parlementaire. Ainsi devraient être, à son avis, soumis d'urgence au Parlement les accords conclus avec la République de Djibouti.

Abordant la politique extérieure proprement dite, il évoque successivement :

- 1) L'Europe : « L'élection de l'Assemblée des Communautés est considérée surtout comme une bataille de politique intérieure, car nulle passion européenne ne dévore l'opinion publique, dans la

Alors, de quoi s'agit-il ? Une première réponse reconnaît M. Mitterrand fait l'unanimité : il s'agit d'une action humanitaire. « Pour ce qui est du Zaïre en particulier, chacun d'entre nous déclare-t-il, ne peut que se réjouir d'une action courageuse qui visait à sauver des vies humaines et des vies françaises. Encore faudrait-il, ajoute-t-il, que le gouvernement n'ait pas invoqué d'autres objectifs et ne se soit pas montré notamment préoccupé par certains desseins de désarmement en Afrique. L'armement, admet-il, est acceptable, mais il est de nature politique et non pas humanitaire. »

(Lire la suite page 10.)

صحة من الاموال

POLITIQUE

AU SENAT

Les congés de formation professionnelle seront multipliés par vingt

Le Sénat a voté vendredi 9 juin à 2 heures du matin l'ensemble du projet de loi visant notamment à étendre à tous les salariés les facilités de formation professionnelle qui découlent de l'accord paritaire de juillet 1976.

Le projet a indiqué le rapporteur M. SERUSCLAT (P.S., Rhône), article après article, autour de deux points essentiels : prolongation des dispositions de l'avenant du 9 juillet 1976 et simplification des conditions de rémunération des stagiaires. Personne ne pourra être écarté du bénéfice des stages. Complètement à un ensemble de dispositions contractuelles, ce texte fondé aussi dit le rapporteur, les règles de l'exercice effectif du droit au congé de formation.

Pour M. SALLENAVE (C.N.I.P., Pyrénées-Atlantiques), qui exprime l'avis de la commission des affaires sociales, ce projet répond à un besoin, mais le législateur ne doit pas trop dépasser les limites de l'accord intervenu entre partenaires sociaux sous peine de porter atteinte à la politique contractuelle.

M. SERUSCLAT (P.S., Rhône) estime que le projet est bien généraliste à l'égard des entreprises puisque l'Etat prend à sa charge les deux tiers des frais de formation. Les sommes qu'il dépense ici, il ne les aura plus dit-il, pour l'enseignement public. Quant au respect de la politique contractuelle, il ne faut pas oublier que la C.G.T. et la C.F.D.T. n'ont pas signé l'avenant de 1976. C'est du côté du patronat, souligne M. Serusclat, que « pence ce projet ».

M. MOREAU (Indre-et-Loire) apporte l'appui du groupe R.P.R. à ce texte tandis que Mme LUC (R. Val-de-Marne) en démontre les faux semblants. Il s'agit, selon elle, d'un projet qui satisfait aux exigences du patronat et vise à camoufler le chômage, en particulier celui des quatre cent cinquante mille demandeurs d'emploi de moins de vingt-cinq ans.

Puis M. LEBONURE, secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, apporte quelques précisions supplémentaires : « Le nouveau régime permettra d'assurer environ 600 000 mois de formation par an en titre de congé de formation, soit vingt fois plus que dans la situation actuelle. Le congé de formation spécifique en faveur des jeunes est porté de cent à quatre cents heures par an, pendant deux ans. L'expérience a prouvé qu'un véritable effort de promotion ne pouvait être mené sérieusement par un jeune moins de quatre cents heures de formation. »

« Système de rémunération des stagiaires par l'Etat : actuellement

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL ANNULE L'ELECTION DE Mme GOUTMANN (P.C.) A L'ASSEMBLEE NATIONALE

Le Conseil constitutionnel a statué mercredi 7 juin, sur sept recours relatifs à la 9^e élection législative de mai dernier. Il a décidé le rejet de six recours qui visaient les élections de MM. Jean Delaneau (U.D.F., Indre-et-Loire 1^{er} circ.), André Foren (R.P.R., Vendée 2^e circ.), Maxime Gremetz (P.C., Somme 1^{er} circ.), Raymond Julien (M.R.G., Gironde 5^e circ.), Paul Laurent (P.C., Paris 19^e circ.) et Lucien Villa (P.C., Paris 31^e circ.).

En revanche, le Conseil constitutionnel a fait droit au recours de M. Raymond Valenet, R.P.I. contre Mme Marie-Thérèse Goutmann, P.C., en annulant l'élection de cette dernière dans la 9^e circonscription de la Seine-Saint-Denis.

Il a considéré que le cumul des nombreuses irrégularités qui ont entaché la propagande électorale législative de mai dernier, a vicié l'élection compte tenu du faible écart des voix séparant les candidats (1). Parmi les irrégularités citées, et qui étaient favorables à Mme Goutmann, figurent la distribution massive de tracts le matin même du scrutin, la pose d'affiches sur des panneaux attribués à des candidats du premier tour, l'arrachage d'affiches favorables à M. Valenet dans la nuit précédant le scrutin, la présence d'un véhicule portant une banderole à proximité d'un bureau de vote l'après-midi du scrutin et celle de véhicules motorisés faisant les élections à voter pour la candidate communiste.

Mme Goutmann, maître de Noisy-le-Grand, qui siègeait au Sénat avant son élection à l'Assemblée nationale contre M. Valenet, député sortant, retrouve son mandat de sénateur, en attendant l'élection législative partielle, qui doit avoir lieu dans un délai de trois mois.

(1) Les résultats du second tour sont : M. Valenet, 50 827 voix (50,96 %); M. Valenet, 50 827.

LES RELATIONS ENTRE LES PARTENAIRES DE LA MAJORITE

M. Jacques Blanc (P. R.) déplore les critiques contre le gouvernement

M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a déclaré, jeudi 8 juin, au terme de la réunion du bureau politique de son parti, les critiques formulées dans les autres formations de la majorité sur la politique économique du gouvernement. Il a déclaré : « On n'a pas le droit de tromper les Français en suggérant que l'on peut traiter du problème de l'emploi autrement qu'en permettant que se développent des entreprises dynamiques. Ceux qui tiennent le tels propos agissent par malice ou par tactique. Ils se laissent prendre au jeu de l'opposition en faisant croire aux Français qu'il existe d'un côté la politique économique, et de l'autre la politique sociale, et qu'il y a le choix entre les deux. »

« Je m'étonne avec beaucoup d'indignation contre ceux qui prétendent se préoccuper de l'emploi, il y a toujours un décalage entre le lancement d'une politique et son résultat. Il nous appartient de montrer aux Français que c'est bien pour traiter de leurs problèmes qu'on développe la politique économique actuelle. »

Ces remarques s'adressaient tout d'abord aux porte-parole du R.P.R., qu'à ceux du C.D.S., qui avaient regretté à plusieurs reprises récemment que la politique économique du gouvernement ne soit pas accompagnée d'une politique sociale plus hardie (le Monde du 7 juin). C'est en particulier aux centristes qu'était destinée, semble-t-il, la phrase suivante : « De grâce, espérez que ceux qui se sont fait élire,

La deuxième cible de M. Barre

Depuis son arrivée à l'hôtel Malignon, M. Raymond Barre a deux cibles favorites. L'une clairement désignée, toujours citée dans ses discours, publiquement vus, sur laquelle le premier ministre ne laisse passer aucune occasion de s'acharner, à coups de pique, parfois outrancièrement décochés : M. François Mitterrand. Lequel, il est vrai, ne se montre pas manchot quand il s'agit de riposter.

L'autre est toujours plus ou moins camouflée sous des situations ou des périphrases, jamais nommée, représentée en pointillés elliptiques, mais toujours assez distinctement pour qu'on puisse la reconnaître aisément, et devant laquelle M. Raymond Barre abandonne la technique brutale du pistolet pour celle, plus subtile, mais tout aussi efficace, du bandierella. C'est M. Jacques Chirac. Qui, lui non plus, ne manque pas d'expérience dans l'art de la réplique.

La première cible, M. Barre l'a tenue dans sa ligne de mire tout au long de la campagne électorale. La gauche ayant connu l'échec, elle lui est devenue moins visible pour ses démonstrations.

La deuxième, en revanche, continue d'être les assauts du premier ministre, et il en sera vraisemblablement ainsi tant que M. Jacques Chirac dirigera la politique économique et sociale conduite par son successeur à l'hôtel Malignon, politique dont le président du R.P.R. estime qu'elle n'est ni assez « hardie » ni assez « volontariste » et qu'elle érige aujourd'hui de façon « inacceptable » le sous-emploi en « règle d'or ».

A quoi M. Barre répond inlassablement que ce genre de propos relève de l'« inconscience », d'une « méconnaissance des réalités », et ce n'est simplement de la désagogie.

Il ne s'agit pas seulement, toutefois, d'une controverse d'école entre deux conceptions de l'économie. C'est aussi un contentieux personnel, alimenté par un dialogue de sourds, entre deux fortes personnalités très différentes. M. Raymond Barre, notamment, n'a pas gardé un bon souvenir de ses multiples réserves exprimées à son endroit par M. Jacques Chirac sur le rôle du premier ministre dans la préparation des élections. Il ne lui pardonne pas non plus d'avoir suggéré son remplacement à l'hôtel Malignon, lors de l'entrevue du 7 décembre 1977 à l'Élysée au cours de laquelle le président du R.P.R. avait demandé au chef de l'Etat de changer le cap de ses orientations économiques et sociales.

Son rôle de maintien de la cohésion de la majorité parlementaire s'obligeant à manœuvrer en douceur bien qu'il ait été conforté dans cette fonction par le résultat des élections, le premier ministre se garde bien d'affronter directement M. Jacques Chirac. Il préfère contourner l'obstacle en multipliant les occasions de dialogue avec les députés du mouvement gaulliste dont les principaux leaders, en particulier M. Claude L'Ébe, président du groupe, ont devenus ses interlocuteurs assidus. Et autant M. Barre laisse-t-il percer souvent son agacement à l'égard de M. Chirac, autant se montre-t-il conciliant avec les parlementaires de la formation gaulliste. Cette attitude ne fait qu'irriter davantage le maître de Paris qui estime, non sans raison, que le chef du gouvernement voudrait bien l'isoler de ses troupes.

ALAIN ROLLAT.

DANS LES GABINETS MINISTÉRIELS

JUSTICE

M. Xavier Nicot, conseiller à la Cour d'appel de Paris, est nommé conseiller technique au cabinet de M. Feyreille, garde des sceaux.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

M. Jean Benoît-Frèches, auditeur à la Cour des comptes, et Didier Quentin, secrétaire aux affaires étrangères, sont nommés conseillers techniques, et M. Patrick Martin-Lalande est nommé chargé de mission (relations avec le Parlement) au cabinet de M. Jean-Philippe Lecat.

Le 22 juin

LE PREMIER MINISTRE VISITERA LES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

M. Raymond Barre commencera par une visite dans le département des Pyrénées-Atlantiques, le jeudi 22 juin, la série de « voyages de contacts et de travail » qu'il se propose de faire en province « afin d'étudier sur place, avec les responsables locaux, la situation économique et sociale ». Indique-t-on à l'hôtel Malignon.

M. Raymond Barre présidera le 19 juin à l'hôtel Malignon une réunion de travail consacrée à « l'ensemble des problèmes d'actualité économique et sociale » du Rhône, à laquelle participeront les quatre parlementaires de la majorité de ce département.

dans L'Express cette semaine

Que se passe-t-il au Vietnam?



Doan Van Toai. Pair est pur mais irrespirable

Autrefois, l'air était vicié, mais le peuple respirait. Aujourd'hui, l'air est pur, mais c'est irrespirable.

Voilà le témoignage terrible d'un revenant. Il a connu tour à tour les prisons de l'ancien régime et celles du nouveau. Christian Hoche de L'Express a rencontré M. Doan Van Toai, ancien président du Comité des Étudiants sous le régime Thieu. Libéré grâce à la nationalité française de sa femme, il vient d'arriver en France.

Raymond Aron explique

Dans son éditorial de L'Express, il dit comment à la suite des interventions plus ou moins inévitables en Mauritanie et au Tchad, l'action au Zaïre met la France en tête de l'effort européen pour résister à la déstabilisation en

Afrique. Voilà qui devrait convaincre le Rpr que le Général de Gaulle aussi aurait défendu la communauté franco-africaine.

Corse : un voyage présidentiel

Le président de la République s'est rendu dans la région la plus explosive de France. L'Express analyse les conséquences des événements de l'été 1975 à Aléria.

Michel Jacques de L'Express ouvre le dossier du conflit Renaud. Grève exemplaire ou grève à contretemps? Un mouvement revendicatif peut-il s'étendre en juin à l'approche des vacances. Qu'en pensent les syndicats?

Cette semaine dans L'Express, Bernadette Lafont : Cinéma a été sa bible. Les Cahiers du Cinéma son bateau-lavoir. Elle vient d'écrire un livre : « Le cinéma auquel je participe est le reflet profond de notre société ».

Le document de L'Express pose une question fondamentale : quelle est actuellement la différence exacte entre la vie et la mort? Et qui a le pouvoir d'en décider? Depuis trois ans, Karen Quinlan est cérébralement morte. Les médecins, les avocats, l'Église même sont intervenus tour à tour.

La réponse n'est pas simple. Une famille et un État, l'action au Zaïre met la France en tête de l'effort européen pour résister à la déstabilisation en

Cette semaine dans les nouvelles littéraires

LE VRAI DÉBAT DES INTELLECTUELS COMMUNISTES

- Louis Althusser
- Christine Buci-Glucksmann
- Francis Cohen
- Pierre Daix
- Jean Elluin
- Jacques Frémontier
- Roger Garaudy
- François Hincker
- Raymond Jean
- Jean Ristat
- Jorge Semprun
- Lucien Sève
- Antoine Spire
- André Sill

étrangère

olutions politiques

ministre des Français

de loi sur

POLITIQUE

Le centralisme démocratique de Lénine à Staline

II. — Un nouveau modèle d'organisation

par PHILIPPE ROBRIEUX

Dans un premier article (« Le Monde » du 9 juin), Philippe Robrieux a montré comment était née la notion de centralisme démocratique et comment elle fut appliquée jusqu'en 1921.

Après le X^e congrès et jusqu'à sa terrible maladie, Lénine devait rester encore quatorze mois aux affaires. Qu'advint-il du droit de tendance pendant cette période ? Quel fut alors concrètement le sort réservé aux minoritaires et aux minorités ? En voici d'abord une illustration saisissante. En plein X^e congrès, tandis que Lénine se précipitait à décrire la désintégration des usines et la désintégration de la classe ouvrière, saignée sur les champs de bataille, mobilisée dans le nouvel appareil d'Etat ou réfugiée à la campagne pour survivre, un vieux bolchevik l'avait interrompu de sa place : « Laissez-moi vous féliciter, Vladimir Ilitch, d'exercer la dictature au nom d'une classe qui n'existe plus... Or l'auteur de cette boutade personnelle n'était autre que Chliapnikov, la seule parmi les dirigeants importants à avoir été un authentique ouvrier métallurgiste, en même temps que le leader de l'opposition ouvrière... Et il fut réélu au comité central par le X^e congrès sur l'insistance de Lénine. Peu après, en août 1921, ce dernier l'accusa d'avoir gravement contrevenu à la résolution sur l'unité du parti et demandait au comité central son exclusion. Mais le « Parlement du parti » la refusa. Au congrès suivant, le XII^e, en 1922 — les congrès sont alors annuels — le dernier auquel il participa, Lénine refusa sa demande d'expulsion et fut à nouveau élu.

jamais dans les faits rien d'autre que le primus inter pares à la tête d'un parti qui exerçait alors seul la dictature au nom du prolétariat. En les communistes de vote, dans le comité central ou dans le congrès annuel, une minorité ou parfois même une majorité critique ou désavouait le premier de leurs leaders. Il en fut bien ainsi jusqu'à l'extrême fin de la vie politique de Lénine, même un peu au-delà, bien que l'on rencontre déjà lors des derniers mois d'activité du grand révolutionnaire, fin 1921, début 1922, des opposants pour se plaindre du régime intérieur du parti. C'est que Lénine est alors haï par la menace de la désintégra-

tion qui pèse sur la Russie révolutionnaire. D'où la désignation par le X^e congrès d'un homme à poigne au secrétariat général. Staline est déjà à l'œuvre et il peut en rajouter, car les esprits sont à l'indis et mobilisés à l'extrême par l'impérieuse nécessité de la discipline.

Moins de deux mois après le XI^e congrès, le 28 mai 1922, Lénine était tué par le mal qui devait l'emporter. Désormais, il ne reviendra plus aux affaires et devra se borner à quelques incursions de plus en plus brèves et de plus en plus désespérées.

La bureaucratisation du parti.

A l'automne, en effet, émergeant une première fois de la maladie, il découvre la bureaucratisation de l'Etat et du parti. Traumatisé par l'ampleur de cette glaciation silencieuse, Lénine tente de réagir. D'abord dans son dernier et bref discours devant le IV^e congrès mondial de l'Internationale : il fait machine en arrière et, au lieu de mettre l'accent sur la discipline, il s'attaque à l'examen des fautes commises.

Quelques semaines de plus et, malgré son isolement et ses rechutes, il fait des découvertes de plus en plus pénibles. Le danger se cristallise, se précise et se personnalise : dans une direction économique-sociale, tout un engrenage politique, qui bappe et entraîne des hommes fatigués, fabriqués ou hésitants, avec au milieu le pouvoir « quasi illimité » d'un Staline trop isolé, trop capricieux, trop dénué de sensibilité et « trop brutal ». Un Staline qui tisse déjà sa toile d'araignée. Pour son « dernier combat » (1), Lénine concentre ainsi tout ce qu'il lui reste d'énergie et se voit dans une direction unique : écarter Staline du secrétariat général du parti tout en rinvant sa politique. Trop tard ! Et sans doute, comme il le reconnaît lui-même en lançant son « je suis fort coupable devant les ouvriers de Russie », sa responsabilité historique est-elle exagérée.

Reste à savoir ce que cet examen historique impartial n'a pu encore faire. Mais il est évident que les questions de ces inter-

ventions ? A quel Kamenev répondit : « Oui, intervenez comme vous le voulez sur les questions de la cellule et des autres questions. » Et Zinoviev d'ajouter : « Rassemblez-vous à deux, à trois, comme vous le voulez, pour discuter ces questions. »

En janvier 1924, à Lyon, le congrès du parti communiste français a, lui aussi — et comme les précédents — donné lieu à un débat démocratique et notamment se sont affrontés, publiquement, deux des principaux dirigeants : Souvarine et Treint, restés ensuite ensemble au comité central.

En décembre 1925, encore, au XIV^e congrès du parti russe, après la rupture de la troïka, Staline, aidé à Souvarine, présente le rapport au nom de la majorité, mais le congrès entendit aussi un contre-rapport de Zinoviev et de Troïsky, au bureau politique, et il faudra attendre encore quelques années pour que se fasse de l'unité vers le monolithisme et les votes unanimes. A l'extrême fin des années

Une forme de religiosité

Un cloisonnement vertical isole chaque cellule, chaque comité de section ou de fédération du voisin, et confine chaque membre du comité central ou même du bureau politique à l'intérieur d'une zone d'attribution et d'action étroitement délimitée. Ainsi, le secrétaire général est le seul à dispenser de l'ensemble et à pouvoir intervenir partout. A qui devrait de la rigueur extrême de ce système, il suffira de rappeler, entre autres, le déroulement de l'affaire Martv-Tilov au sein du P.C.F. en 1926. La preuve pale matricielle de travail fractionnel figurant dans l'acte d'accusation dressé par la direction, est là pour prouver, en conversation privée, un peu libre, quoique dans les limites de l'orthodoxie, entre ces deux dirigeants historiques du parti, alors membres du bureau politique (Martv était même le numéro trois après Thorez et Duclos). Maintenant plus l'on monte, plus le secret règne et, moins l'on descend, plus le blanc, et, une équation à plusieurs degrés transformée en postulat fondamental : la classe ouvrière, c'est le parti ; le parti, c'est la direction ; la direction, c'est le secrétaire général.

monarchie absolue a parachevé le transformisme de la nature du parti ? Qui pourra nier que ce parti qui vote toujours à l'unanimité sur une plate-forme politique unique proposée par la direction, et qui élit ses dirigeants à l'unanimité, sur une liste unique, proposée par la direction, et avec autant de candidats que de postes à pourvoir, n'est plus celui de Lénine et de Troïsky ? En réalité, il n'y a pas un, mais deux centralismes démocratiques successifs. Et il n'y a pas un parti de type nouveau, mais deux : celui de Lénine et celui de Staline.

Le massacre par Staline de l'ensemble de la vieille garde bolchevique est là pour prouver, en conversation privée, un peu libre, quoique dans les limites de l'orthodoxie, entre ces deux dirigeants historiques du parti, alors membres du bureau politique (Martv était même le numéro trois après Thorez et Duclos). Maintenant plus l'on monte, plus le secret règne et, moins l'on descend, plus le blanc, et, une équation à plusieurs degrés transformée en postulat fondamental : la classe ouvrière, c'est le parti ; le parti, c'est la direction ; la direction, c'est le secrétaire général.

Reste à s'interroger sur ce qui a permis le succès de cette greffe sur le mouvement ouvrier français, sur ce qui a produit cette force, cette sorte de religiosité moderne qui constitue pour le marxiste une forme d'aliénation.

FIN

Ce qu'ils sont devenus

Léon ROSENFELD KAMENEV, beau-frère de Troïsky, responsable de la Pravda, arrêté en novembre 1914, libéré en 1917, il joua un grand rôle dans le parti et sa haine vis-à-vis de Lénine en 1917. Membre du bureau politique jusqu'en 1927, membre de la troïka secrète de direction. Il se heurta à Staline en 1925, s'allia à Troïsky et il fut exclu en 1926. Condamné à mort en 1936. Il est exécuté.

Boris SOUVARINE, figure centrale de la naissance et des premières années du communisme français. Membre du comité directeur au congrès de Tours (1920), membre du secrétariat de l'Internationale communiste, exclu en 1924 pour avoir pris la défense de Troïsky.

Albert TREINT, l'un des fondateurs du P.C.F., secrétaire général avec Frossard en 1922, il fut l'ennemi de Zinoviev et contribua à éliminer Souvarine. Il est exclu en 1929 en raison de son opposition à Staline et Boukharine. Il est mort à Paris en 1971.

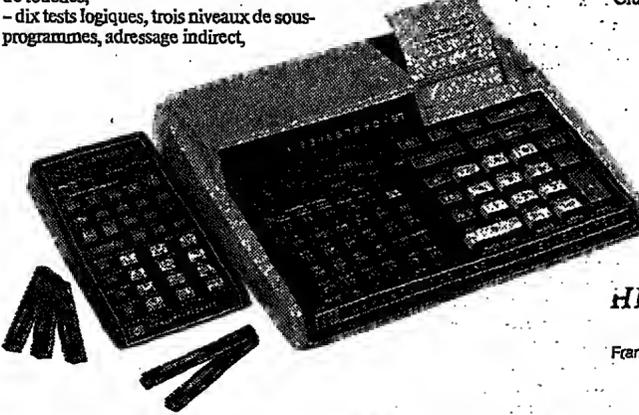
Une large gamme de logiciels pour 2 calculateurs professionnels programmables. HP-67 & HP-97

Des calculateurs de poche qui vous permettent d'enregistrer vos programmes, il en existe. Nos HP-67 et HP-97, programmables, sont eux, accompagnés d'un choix complet de bibliothèques de programmes spécialisées dans de nombreux domaines. Si dans votre activité, vous utilisez souvent les mêmes données chiffrées, vous pourrez ainsi les enregistrer une fois pour toutes sur carte magnétique. Les HP-67 et HP-97 pourront les utiliser, les interpréter, quelle que soit leur importance. Deux calculateurs qui ont fait leurs preuves : - 224 lignes de programmes regroupant jusqu'à 3 pressions de touches, - dix tests logiques, trois niveaux de sous-programmes, adressage indirect,

- électronique, topographique, financier/commercial, béton armé/structures, applications mathématiques, statistiques, etc.

- cartes magnétiques compatibles, stockant les programmes aussi bien que les données numériques, - une logique de calcul permettant de résoudre sans ambiguïté, sans hiérarchie, les expressions les plus complexes des calculateurs HP-67 et HP-97 : la notation polonaise inverse, HP-67 ou HP-97 ? Tous deux ont la même précision ; le HP-67 tient dans votre poche, tandis que le HP-97, qui dispose d'une imprimante, est autonome et portatif ; il ne mesure que 22,8 cm x 20,3 cm. Pour avoir plus de détails sur les nombreuses bibliothèques d'applications du HP-67 et HP-97 et sur le Club des Utilisateurs Européens, rendez-vous chez nos distributeurs agréés.

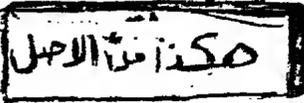
Ces deux calculateurs sont livrés complets avec manuels détaillés d'utilisation et d'application, batterie rechargeable et chargeur.



HEWLETT hp PACKARD France: B.P. 70, 91401 Orsay Cedex - Tél. 907 78 25

Calculateurs disponibles chez les distributeurs agréés Hewlett-Packard :

- Paris et Région Parisienne : Paris : Brenet 37, av. de l'Opéra, 7^e - Fnac - 6, bd de Sébastopol, 6^e - Sotemec - 8, rue St-Martin, 4^e - La Ripelle - 65, bd St-Germain, 5^e - Duriez - 132, bd St-Germain, 6^e - Fnac - 136, rue de Rennes, 6^e - L.P.S. - 49, bd Latour-Maubourg, 7^e - Fnac - 26, av. de Wagram, 8^e - L.P.S. Bureau - 49, rue La Fayette, 9^e - Conso - 35, rue Bobillot, 15^e - Bureau Sélection - 26, rue R. Lindet, 15^e - Dimab - 12, rue A. Chabriat, 15^e - L.T.A. - 154, rue Cardinet, 17^e - Ambroise - E.A.C. - 15, rue Louis-Fourier - Boulogne : Compta France - 3, rue de la Reine - Orsay - Hewlett-Packard - 21, de Courcouronnes - Puteaux : B.O.M. - 4, rue des Bas-Rogers - Arcs-Prevois - Els Allouvi - 35, cours Marbeuf - Hewlett-Packard - « Le Ligot », place René-de-Villemeur - Angers : Librairie Richer - 6, 8, rue Clément-Buisson - Angoulême : Inter Bureau Charvonnat - 172, rue de Béranger - Angoulême : Canavella - 46, rue des Lices - Bayonne : Arpaïou-Organisation - 12, place de la Cathédrale - Biarritz : Robert Ledoux - 5, 7, 9, bd de l'Assommoir - Biarritz - Dubich - 18, rue de Bellfort - Bordeaux : Bernard - 8, rue Vital-Carles - Inter Bureau - 66, rue Fendautou - Caen : O.M.B. - Vassard - 30, rue Courcouronnes - Clermont-Ferrand : Le Bureau Modernes - 1, av. du Gal-de-Gaulle - Chartres : Librairie Jean-Léves - 10, rue Noël-Bailly - Chasse/Rhône : Le Pont Equipement - rue Copernic - Clément-Ferrand : Librairie Noyard - 3, bd Desaix - Colmar : Mon Bureau - 12, rue Stanislas - Dijon : Librairie de l'Université - 17, rue de la Liberté - Fontenay-aux-Roses : Vmserrot - 44, rue Boucaut - Gisors : D.O.M. Alpes - 45, av. d'Alsace-Lorraine - Reims France - 3, Grand Place - Ude Idées - 55, bd Joseph-Vallier - Fontenay-aux-Roses : O.M.B. - Le Havre - R.N. 18 bis, Gennevilliers - Orléans : Els Olivier - 1, rue des Minimes - Paris : Adour Bureau - 106, bd Tournasse - Perpignan : M.A.B. - 2, place de Catalogne - Prédrom - A. Rodriguez Narvaez - Carre Saint-Antoni - Reims : Equipement Bureau Champagne - 12, rue Montlaurier - Equipement Bureau Champagne - 7, cours J.-B.-Langlet - Librairie Michard - 9, rue du Cadrant St-Pierre - Rennes : Hewlett-Packard - 2, allée de la Bourgonnière - Vicinal - 25, place du Colombier - Rouen : Scripta - 27, rue Jean-de-Beauvais - Rouen - 3, av. de la Liberté - Strasbourg : Meschenmoser - 35, rue du Vieux-Marché-aux-Vins - Fnac - Place Kléber - Thionville : Gerio Thionville - 6, place de la République - Toulouse : S.P.C.B. Photo Liberté - 3, place de la Liberté - Toulouse : Le Miroir - Hewlett-Packard - Pézenas : Le Centre de la Cécité - Toulouse : M.A.B. - 25, rue Rémusat - S.L.C. - 64, rue Matabiau - Tournai : Papeterie Martier - 22, rue de Bordeaux - Valenciennes : Bureau Service - Raon-sur-Bois - et dans les grands magasins suivants : Au Printemps, B.H.V., Galeries Lafayette, Nouvelles Galeries et les papeteries « Tête de Caille » agréées.



LE M. Jacques Chirac

Quatre po

Advertisement for 'L'Ecosse des firths' featuring a map of Scotland and text about travel and tourism. The text includes 'L'Ecosse des firths 7 jours pour moins de...', 'L'Ecosse avec votre voiture', and 'L'Ecosse à pied'. It also mentions 'L'Ecosse en train' and 'L'Ecosse en avion'.

سكينة الامل

POLITIQUE

LE CONFLIT ENTRE L'ÉTAT ET PARIS

M. Jacques Chirac réunit les représentants des élus à l'Hôtel de Ville

Le maire de Paris réunit, lundi 12 juin, les présidents des différents groupes du Conseil de Paris pour connaître leur position après l'adoption par le préfet de Paris...

282 millions aux frais de police en application de la loi. Estimant que les Parisiens supportent une charge financière quatre fois supérieure à celle qui est imposée aux habitants de Marseille ou de Lyon...

Long (P.R.) approuvait le maire dans ce démarche. Le 3 mai, un arrêté préfectoral inscrivait d'office en dépenses les 142 millions complémentaires...

Les difficultés de la Ville ne s'arrêtent pas là, et le conflit qui l'oppose à l'Etat rebondit à l'occasion de la répartition des dépenses de transports en commun et d'aide sociale...

Une entrevue orageuse a réouvert sur ce sujet entre M. Christian de La Malène (R.P.R.), premier adjoint, chargé des finances, et le préfet de Paris.

De tels conflits étaient finalement inévitables à partir du moment où Paris retrouvait un statut de droit commun et où le contact politique général conduisait le maire de Paris et les représentants de l'Etat à ne pas éviter — et parfois à rechercher — les occasions de s'opposer.

Quatre points de friction

● Dépenses de police. L'article L 132-10 du code des communes prévoit que « les communes dans lesquelles a été instituée la police d'Etat ont droit, aux dépenses de ces services ».

place du nouveau statut. — Le Conseil de Paris a limité son inscription budgétaire à 248 millions, somme inférieure de 20 millions à celle qui était demandée par l'Etat (268 millions).

fielle effectivement la Ville de Paris et celle dont elle bénéficierait sur la base des taux minimaux appliqués aux autres départements s'élève à 238 millions.

estime, enfin, que la progression des sommes qui lui sont demandées au titre de la S.M.C.P. est excessive et injustifiée.

Le président et les vice-présidents du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, qui ont été reçus à déjeuner, jeudi 8 juin, à l'hôtel Maitzonn, ont demandé au premier ministre d'intervenir personnellement dans le conflit qui oppose la Ville de Paris à l'Etat afin de parvenir à une solution qui mette fin à la discrimination dont est victime à leurs yeux la municipalité de la capitale (Le Monde du 9 juin).

« Nous pensons qu'il faut que de nouveaux contacts soient pris entre le maire de Paris et l'Etat pour sortir d'une situation qui nous paraît tout à fait dommageable pour l'harmonie des rapports entre notre groupe et le gouvernement. Nous nous votés un texte qui donne à Paris un statut de droit commun, il faut que l'esprit de ce texte soit respecté ».

Dans la pratique, ce texte n'est appliqué qu'à Paris. Dans les autres communes disposant d'une police d'Etat — et du fait de l'opposition des municipalités concernées, — le gouvernement a accepté, depuis de nombreuses années de subventionner la contribution de 25 % prévue par le code des communes une contribution forfaitaire déterminée au prorata du nombre d'habitants.

En vertu du décret n° 87-1082 du 15 décembre 1987, les participations versées par l'Etat à la Ville de Paris au titre des dépenses d'aide sociale sont calculées selon le barème suivant :

● Transports parisiens. Il s'agit d'un problème infiniment plus complexe que les précédents. Pour l'année 1976 — dernière année pour laquelle les comptes sont connus — la répartition du financement des charges d'exploitation des transports parisiens a été la suivante :

● Sapeurs-pompiers. La brigade des sapeurs-pompiers de Paris bénéficie, en 1978, d'un concours de l'Etat de 254 millions, dont 251 au titre du fonctionnement, 3 au titre de l'investissement. 75 % des dépenses de fonctionnement de la brigade sont couvertes par la subvention de l'Etat.

Le président du groupe R.P.R. a regretté qu'il ait été pris « très brutalement un arrêté préfectoral qui met Paris dans une situation extrêmement délicate, ce que vraisemblablement l'Etat ne ferait pas pour une grande ville de province ».

Le président du groupe R.P.R. a regretté qu'il ait été pris « très brutalement un arrêté préfectoral qui met Paris dans une situation extrêmement délicate, ce que vraisemblablement l'Etat ne ferait pas pour une grande ville de province ».

En 1977, la contribution mise à la charge de la Ville de Paris, en application de l'article du code des communes, s'est élevée à 268 millions. Si la Ville de Paris avait disposé du même régime que les autres grandes villes dotées d'une police d'Etat, cette contribution aurait été limitée à environ 7,6 millions de francs.

Ces taux sont sans commune mesure avec ceux qui sont appliqués aux autres départements français. En 1977, les dépenses d'aide sociale de la collectivité parisienne (ville et département) se sont élevées à 1.437 millions de francs, selon la décomposition suivante :

Sur la base des taux actuellement appliqués à Paris, la participation correspondante de l'Etat s'élève à 453 millions. Sur la base des taux appliqués aux départements qui — après la Ville de Paris — bénéficient de la participation de l'Etat la plus faible, cette participation se serait élevée à 692 millions.

La Ville de Paris considère que ce pourcentage n'est que la contrepartie du droit que s'est réservé l'Etat de fixer lui-même les tarifs des transports parisiens. Elle fait valoir, en outre, que la part de 72,7 % qui lui est imputée sur la fraction incombant aux collectivités locales n'a pratiquement pas varié, en dépit des profonds changements démographiques qui sont intervenus depuis trente ans en région parisienne avec, notamment, la dépopulation de la capitale. Elle

« Nous n'avons pas, en principe, le droit de nous occuper de cette affaire. Nous n'avons pas à nous immiscer dans un problème qui concerne à peu près exclusivement la Ville de Paris et l'Etat. Mais ce problème est devenu politique et nous avons insisté auprès du premier ministre pour qu'il soit réglé ».

« Nous n'avons pas, en principe, le droit de nous occuper de cette affaire. Nous n'avons pas à nous immiscer dans un problème qui concerne à peu près exclusivement la Ville de Paris et l'Etat. Mais ce problème est devenu politique et nous avons insisté auprès du premier ministre pour qu'il soit réglé ».

En 1977, la contribution mise à la charge de la Ville de Paris, en application de l'article du code des communes, s'est élevée à 268 millions. Si la Ville de Paris avait disposé du même régime que les autres grandes villes dotées d'une police d'Etat, cette contribution aurait été limitée à environ 7,6 millions de francs.

Ces taux sont sans commune mesure avec ceux qui sont appliqués aux autres départements français. En 1977, les dépenses d'aide sociale de la collectivité parisienne (ville et département) se sont élevées à 1.437 millions de francs, selon la décomposition suivante :

Sur la base des taux actuellement appliqués à Paris, la participation correspondante de l'Etat s'élève à 453 millions. Sur la base des taux appliqués aux départements qui — après la Ville de Paris — bénéficient de la participation de l'Etat la plus faible, cette participation se serait élevée à 692 millions.

La Ville de Paris considère que ce pourcentage n'est que la contrepartie du droit que s'est réservé l'Etat de fixer lui-même les tarifs des transports parisiens. Elle fait valoir, en outre, que la part de 72,7 % qui lui est imputée sur la fraction incombant aux collectivités locales n'a pratiquement pas varié, en dépit des profonds changements démographiques qui sont intervenus depuis trente ans en région parisienne avec, notamment, la dépopulation de la capitale. Elle

« Nous n'avons pas, en principe, le droit de nous occuper de cette affaire. Nous n'avons pas à nous immiscer dans un problème qui concerne à peu près exclusivement la Ville de Paris et l'Etat. Mais ce problème est devenu politique et nous avons insisté auprès du premier ministre pour qu'il soit réglé ».

« Nous n'avons pas, en principe, le droit de nous occuper de cette affaire. Nous n'avons pas à nous immiscer dans un problème qui concerne à peu près exclusivement la Ville de Paris et l'Etat. Mais ce problème est devenu politique et nous avons insisté auprès du premier ministre pour qu'il soit réglé ».

En 1977, la contribution mise à la charge de la Ville de Paris, en application de l'article du code des communes, s'est élevée à 268 millions. Si la Ville de Paris avait disposé du même régime que les autres grandes villes dotées d'une police d'Etat, cette contribution aurait été limitée à environ 7,6 millions de francs.

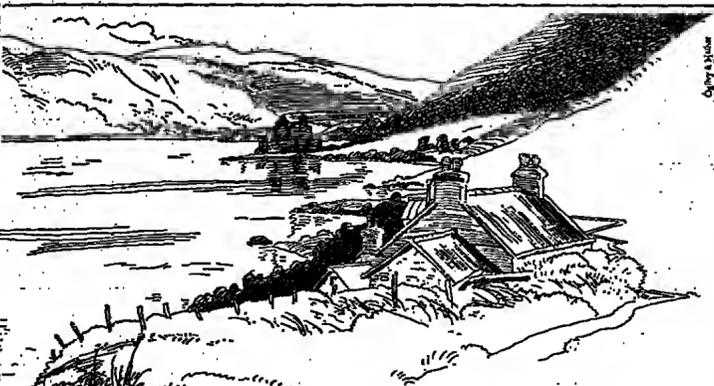
Ces taux sont sans commune mesure avec ceux qui sont appliqués aux autres départements français. En 1977, les dépenses d'aide sociale de la collectivité parisienne (ville et département) se sont élevées à 1.437 millions de francs, selon la décomposition suivante :

Sur la base des taux actuellement appliqués à Paris, la participation correspondante de l'Etat s'élève à 453 millions. Sur la base des taux appliqués aux départements qui — après la Ville de Paris — bénéficient de la participation de l'Etat la plus faible, cette participation se serait élevée à 692 millions.

La Ville de Paris considère que ce pourcentage n'est que la contrepartie du droit que s'est réservé l'Etat de fixer lui-même les tarifs des transports parisiens. Elle fait valoir, en outre, que la part de 72,7 % qui lui est imputée sur la fraction incombant aux collectivités locales n'a pratiquement pas varié, en dépit des profonds changements démographiques qui sont intervenus depuis trente ans en région parisienne avec, notamment, la dépopulation de la capitale. Elle

« Nous n'avons pas, en principe, le droit de nous occuper de cette affaire. Nous n'avons pas à nous immiscer dans un problème qui concerne à peu près exclusivement la Ville de Paris et l'Etat. Mais ce problème est devenu politique et nous avons insisté auprès du premier ministre pour qu'il soit réglé ».

« Nous n'avons pas, en principe, le droit de nous occuper de cette affaire. Nous n'avons pas à nous immiscer dans un problème qui concerne à peu près exclusivement la Ville de Paris et l'Etat. Mais ce problème est devenu politique et nous avons insisté auprès du premier ministre pour qu'il soit réglé ».



L'Ecosse des firths et des lochs. 7 jours pour moins de 1.500 francs.

Et découvrez les grands déserts bruns, écouter les légendes et croyez les fantômes. Embarkez-vous au large des firths et découvrez les îles du Nord.

Grand tour d'Ecosse. Grand circuit de 10 jours couvrant la totalité de l'Ecosse jusqu'au point le plus extrême John O'Groats. 3.125 F par personne.

Si vous souhaitez des renseignements plus complets, renvoyez ce bon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME, 16, place Vendôme 75001 Paris, vous recevrez une documentation complète sur la Grande-Bretagne, accompagnée d'une brochure République Tours.

Cette année, République Tours vous propose 7 jours de liberté en Ecosse. Repos. Sports. Amitiés. Soins. Choisissez les vacances que vous aimez.

Aviemore: petite ville très animée, au centre d'une région de lacs et de montagnes. La porte d'entrée des Cairngorms. Aviemore, c'est en été, un paradis pour les promeneurs et les alpinistes avec toutes sortes d'activités possibles (sports, pêche, équitation).

Si vous souhaitez des renseignements plus complets, renvoyez ce bon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME, 16, place Vendôme 75001 Paris, vous recevrez une documentation complète sur la Grande-Bretagne, accompagnée d'une brochure République Tours.

Parcourez l'Ecosse avec votre voiture personnelle ou une voiture location. Routes librement sur très bonnes routes. Séjournez dans de bons hôtels en bordure de mer.

Ille de Barra: Prix: 7 nuits pension complète, 5 jours de pêche en mer: 2.085 F par personne.

Si vous souhaitez des renseignements plus complets, renvoyez ce bon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME, 16, place Vendôme 75001 Paris, vous recevrez une documentation complète sur la Grande-Bretagne, accompagnée d'une brochure République Tours.

Ille de Bute: Petite île dans l'estuaire de la Clyde. Accueil à l'Hôtel Glenburn, établissement luxueux dont les jardins dévalent jusqu'à la mer. Rethesay sur l'île de Bute est l'un des lieux de vacances les plus beaux et les plus recherchés d'Ecosse.

Ille de Barra: Prix: 7 nuits pension complète, 5 jours de pêche en mer: 2.085 F par personne.

Si vous souhaitez des renseignements plus complets, renvoyez ce bon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME, 16, place Vendôme 75001 Paris, vous recevrez une documentation complète sur la Grande-Bretagne, accompagnée d'une brochure République Tours.

Ille de Bute: Petite île dans l'estuaire de la Clyde. Accueil à l'Hôtel Glenburn, établissement luxueux dont les jardins dévalent jusqu'à la mer. Rethesay sur l'île de Bute est l'un des lieux de vacances les plus beaux et les plus recherchés d'Ecosse.

Ille de Barra: Prix: 7 nuits pension complète, 5 jours de pêche en mer: 2.085 F par personne.

Si vous souhaitez des renseignements plus complets, renvoyez ce bon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME, 16, place Vendôme 75001 Paris, vous recevrez une documentation complète sur la Grande-Bretagne, accompagnée d'une brochure République Tours.

Ille de Barra: Prix: 7 nuits pension complète, 5 jours de pêche en mer: 2.085 F par personne.

Ille de Bute: Petite île dans l'estuaire de la Clyde. Accueil à l'Hôtel Glenburn, établissement luxueux dont les jardins dévalent jusqu'à la mer. Rethesay sur l'île de Bute est l'un des lieux de vacances les plus beaux et les plus recherchés d'Ecosse.

Si vous souhaitez des renseignements plus complets, renvoyez ce bon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME, 16, place Vendôme 75001 Paris, vous recevrez une documentation complète sur la Grande-Bretagne, accompagnée d'une brochure République Tours.

Ille de Barra: Prix: 7 nuits pension complète, 5 jours de pêche en mer: 2.085 F par personne.

Ille de Bute: Petite île dans l'estuaire de la Clyde. Accueil à l'Hôtel Glenburn, établissement luxueux dont les jardins dévalent jusqu'à la mer. Rethesay sur l'île de Bute est l'un des lieux de vacances les plus beaux et les plus recherchés d'Ecosse.

Si vous souhaitez des renseignements plus complets, renvoyez ce bon à l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME, 16, place Vendôme 75001 Paris, vous recevrez une documentation complète sur la Grande-Bretagne, accompagnée d'une brochure République Tours.

dans L'Express cette semaine

Faut-il perdre des kilos?

Est-il dans la nature de l'homme (ou de la femme) d'être gros ou de grossir en vieillissant?

Dans nos sociétés occidentales, 15 kilos de plus entre 25 et 55 ans est malheureusement banal. L'obésité est-elle une maladie? En tout cas, elle tue: diabète, accidents cérébraux et cardiovasculaires, athérosclérose.

Lénine. On croyait tout connaître de la Révolution russe. Pourtant un album l'a fait redécouvrir, au présent.

Des photos de reporters du début du siècle, dont L'Express vous propose un choix que commente Arlette Murchal. Des images vraies, crues, étonnamment modernes.

Pierre Accoce, de L'Express, répond à toutes les questions. Il étudie un à un les régimes et médicaments « miracles », qui, souvent, tiennent du charlatanisme et peuvent parfois causer la mort du patient. Il fait le point des toutes dernières recherches médicales sur l'obésité. Un seul remède à cette « maladie de l'abondance »: le rationnement. Mais pas n'importe lequel.



Pierre Mauroy, Michel Rocard... ou François Mitterrand? La guerre de succession est bien ouverte. La bataille peut paraître de mauvais goût à François Mitterrand. Mais que dirait-il si les deux se mettaient d'accord entre eux? Robert Schneider de L'Express, analyse cette partie difficile.

François Mitterrand et Michel Rocard à Conflans, cette semaine

Les reporters des années rouges 1904-1924: des premiers craquements de la Sainte Russie à la mort de



POLITIQUE

LE VOYAGE EN CORSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Les efforts pour la mise en valeur de l'île seront poursuivis < quelles que soient les vicissitudes de la conjoncture >

déclare M. Giscard d'Estaing à Ajaccio

Dans son discours-programme, M. Giscard d'Estaing a défini « une nouvelle politique pour la Corse », s'engageant à consacrer les ressources nécessaires au développement harmonieux de l'île.

Cet effort, le dit-il solennellement, sera poursuivi et amplifié, quelles que soient les vicissitudes de la conjoncture nationale. Vous qui connaissez les difficultés actuelles de notre économie et de notre société (...), vous mesurez l'importance d'un tel engagement de la part du chef de l'Etat.

UNE POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Le programme de développement économique de la Corse continuera d'être appliqué. Des dotations majorées seront prévues pour les équipements urbains tels que le tunnel sous le viaduc de Bastia, la station d'épuration d'Alajaccio, les équipements liés à l'implantation de l'université à Corte.

Le chef de l'Etat a, d'autre part, demandé au ministre de la Santé de prendre les dispositions nécessaires pour que le financement du nouvel hôpital de Bastia comprenne quatre cents lits mis en place en 1978. Il en sera de même pour les crédits nécessaires à la modernisation de l'hôpital de Corte.

Le crédit et la confiance

(Suite de la première page.)

Dans le passé, il n'en a pas toujours été de même. La liste est longue de promesses non tenues par des gouvernements sans suite dans les idées, longue de décisions arrachées à chaud sous le coup de la violence. Maintenant, Paris semble vouloir prendre la Corse au sérieux, engager avec elle un dialogue fécond, entre que de circonstances.

Le président de la République — il le dit — n'ignore pas les limites « d'une générosité imprévue, mais aussi d'une honnêteté d'Etat » qui ne peut que se traduire par la confiance et la coopération.

La majorité des Corseos ne fait pas grief à Paris de sa pingrerie. « Des crédits, nous n'en manquons pas », affirment les insulaires. Ce dont ils souffrent, c'est de voir cet argent mal utilisé, souvent mis au service d'une croissance spéculative, d'un modèle de développement, dont ils ne veulent à aucun prix pour leur île.

Qu'en sera-t-il demain ? Paris « riche au volant de travailler » avec les Corseos, de ne pas commander à distance, de se fixer un cap et de s'y tenir, étant tout de même entendu, selon le chef de l'Etat, que « ces solutions doivent être trouvées dans le cadre institutionnel et administratif de droit commun ».

Pays pauvre ?

La solution du problème corse passerait-elle donc par une simple distribution de crédits ? Le vote de la Charte de développement économique de l'île, au début du mois de juillet 1975, n'a pas empêché le drame d'Aléria à la fin du mois d'août de cette même année. L'ouphorie des uns n'a pas tempéré l'exaspération des autres.

A force de penser la question corse en termes d'équation budgétaire, on en viendrait à la penser, comme l'agence soviétique Tass, que les insulaires vivent « dans des conditions proches de la misère ». Cette île n'offre pas le visage acca-

pourvu de l'assainissement de la production agricole et de la commercialisation du vin. Cette politique, à mon sens, par un effort de restructuration rigoureuse, c'est pourquoi j'ai demandé au gouvernement d'augmenter à la charge de l'Etat, s'ajoutera à la prime de 9000 francs déjà versée par la Communauté économique européenne.

Le chef de l'Etat a, d'autre part, demandé au ministre de l'Équipement et de la Construction de prendre les dispositions nécessaires pour que le financement du nouvel hôpital de Bastia comprenne quatre cents lits mis en place en 1978. Il en sera de même pour les crédits nécessaires à la modernisation de l'hôpital de Corte.

Le chef de l'Etat a, d'autre part, demandé au ministre de la Santé de prendre les dispositions nécessaires pour que le financement du nouvel hôpital de Bastia comprenne quatre cents lits mis en place en 1978. Il en sera de même pour les crédits nécessaires à la modernisation de l'hôpital de Corte.

Le chef de l'Etat a, d'autre part, demandé au ministre de la Santé de prendre les dispositions nécessaires pour que le financement du nouvel hôpital de Bastia comprenne quatre cents lits mis en place en 1978. Il en sera de même pour les crédits nécessaires à la modernisation de l'hôpital de Corte.

Le chef de l'Etat a, d'autre part, demandé au ministre de la Santé de prendre les dispositions nécessaires pour que le financement du nouvel hôpital de Bastia comprenne quatre cents lits mis en place en 1978. Il en sera de même pour les crédits nécessaires à la modernisation de l'hôpital de Corte.

Ce plan comportera l'engagement d'un financement de l'Etat de 3 millions de francs pour une première tranche. Il comprendra notamment les bénéfices d'un régime exceptionnel d'aide à l'installation et au développement des entreprises artisanales.

UNE POLITIQUE DES HOMMES

Promotion des meilleurs aux postes des responsabilités. La nomination du nouveau président de la mission interministérielle d'aménagement de la Corse est une première application de cette doctrine. D'autres suivront dans les semaines à venir.

Développement des moyens de formation et d'enseignement. L'équipement scolaire et de formation professionnelle se poursuivra avec les travaux de construction du lycée de Sartène, des lycées de Bastia et de Corte, de l'Institut régional d'administration qu'il faudra adapter, dans sa conception et dans son fonctionnement, aux conditions locales.

Création de nouveaux emplois tertiaires. Le ministre de la République a entériné l'exemple. Des 1978 sera créé à Bastia un service du bureau de la recherche géologique et minière. Un autre sera créé à Ajaccio, un laboratoire de l'IN.R.S. consacré à certaines applications de l'énergie solaire, sera installé en Corse. Le prototype d'une centrale solaire sera construit à Ajaccio.

Le chef de l'Etat a, d'autre part, demandé au ministre de la Santé de prendre les dispositions nécessaires pour que le financement du nouvel hôpital de Bastia comprenne quatre cents lits mis en place en 1978. Il en sera de même pour les crédits nécessaires à la modernisation de l'hôpital de Corte.

Le chef de l'Etat a, d'autre part, demandé au ministre de la Santé de prendre les dispositions nécessaires pour que le financement du nouvel hôpital de Bastia comprenne quatre cents lits mis en place en 1978. Il en sera de même pour les crédits nécessaires à la modernisation de l'hôpital de Corte.

compagnies, Air France et Air Inter, sur les liaisons entre la Corse et le continent. Ainsi devraient être créées les premières situations des listes d'attente. Simultanément, les horaires seront aménagés pour augmenter l'offre de vols et améliorer le confort de ceux-ci.

Pour ce qui est des tarifs, l'harmonisation du régime des réductions avec les conditions générales du réseau national est en cours ; en particulier les réductions de 50 % pour les groupes touristiques seront appliquées dès le 1er juillet.

Une protection des sites et du caractère de la Corse. Pour M. Giscard d'Estaing, « une politique de raison n'a pas toujours empêché la dégradation de sites patrimoniaux naturels, le développement de l'immobilier et parfois même de certains travaux publics. C'est pourquoi il a demandé au ministre de l'Environnement et du Cadre de vie de lui « proposer un programme d'aménagement concerté du littoral corse. Ce programme comportera un échéancier financier pluriannuel. Il s'agira d'abord de redéfinir les zones de protection et les pôles de développement touristique littoraux ».

La protection du patrimoine culturel doit compléter celle du patrimoine naturel. Il s'agit d'accueillir le chef de l'Etat et de lui offrir un cadre de vie qui reflète le caractère de la Corse. Le gouvernement examinera avec vous l'intérêt d'une charte culturelle corse.

Le chef de l'Etat a, d'autre part, demandé au ministre de la Santé de prendre les dispositions nécessaires pour que le financement du nouvel hôpital de Bastia comprenne quatre cents lits mis en place en 1978. Il en sera de même pour les crédits nécessaires à la modernisation de l'hôpital de Corte.

Le chef de l'Etat a, d'autre part, demandé au ministre de la Santé de prendre les dispositions nécessaires pour que le financement du nouvel hôpital de Bastia comprenne quatre cents lits mis en place en 1978. Il en sera de même pour les crédits nécessaires à la modernisation de l'hôpital de Corte.

A GROSETTO

< Nous vous attendions... >

De nos envoyés spéciaux

A Grosseto-Frugus, ils sont venus des fermes et des villages avoisinants — paysans endimanchés, chapeau broché et col amoncelé, enfants des écoles en culottes courtes et socquettes blanches — pour crier « Vive le président ! », entre l'église et le presbytère, sous les drapeaux qui entourent le buste du général Graciano. Les habitants du village ont accueilli le chef de l'Etat avec les lampons de la fête, celle de la Saint-Césaire qui, le 3 septembre, voit revenir les jeunes mariés à la ville ou sur le continent.

M. le curé, quatre-vingts ans et « lot de la retraite », a accroché le drapeau au rebord de ses fenêtres et fait battre les cloches à la volée. Les anciens combattants ont ressorti toutes les médailles et M. le maire, la lame à l'œil, lit et relit les cinq feuilles de son speech. Il ne sonne pas alléluia à la ville hier, puisque, cette fois, c'est le président, qui se déplace dans leurs montagnes, sur les flancs arrondis du col Saint-Georges de la Soudane. Enfin, « il » arrive, le Chant du départ. Les enfants crient et lancent les poignées de riz généralement distribuées par la mairesse. Au micro, M. Grossetti, le maire du village, se jette à l'eau. « A Grossetto, comme dans toute la Corse, nous vous attendions, monsieur le président, car dans notre île, troublée par les changements économiques et sociaux de vingt dernières années, les Corseos, et surtout les plus jeunes, s'interrogent sur l'avenir de leur île. Ils attendent de vous quelques notes, l'unité pour nous Corseos, reprend le maire, c'est l'affirmation de notre appartenance pleine et entière à la patrie française. Du lendemain de l'arrivée du chef de l'Etat sur la Corse, « Par votre fonction, concitoyen, vous êtes, monsieur le président, le symbole et le garant de l'unité nationale. Nous nous tournons naturellement vers vous pour obtenir le maintien de l'unité de l'Etat. Nous vous faisons confiance ».

En réponse, M. Giscard d'Estaing, laissant ses notes, se dit « impressionné par la qualité du discours » qui vient d'être prononcé. « Vous avez porté le diagnostic le plus sûr sur les problèmes de la Corse, ajoute-t-il : une région troublée comme toutes les régions de France et tous les pays d'Europe qui, en l'espace d'une génération, ont connu tant de changements économiques et sociaux ». M. Grossetti remercie le président et le maire pour son accueil spontané, démocratique et national. Le président se voit remettre par deux petites filles ses manchettes. Mme Giscard d'Estaing recevra, quant à elle, une tapisserie de l'artisanat local. A la minute prévue, le cortège défilera devant le maire. M. Giscard d'Estaing a prévu une demi-heure plus tôt, notre île, troublée par les changements économiques et sociaux de vingt dernières années, les Corseos, et surtout les plus jeunes, s'interrogent sur l'avenir de leur île. Ils attendent de vous quelques notes, l'unité pour nous Corseos, reprend le maire, c'est l'affirmation de notre appartenance pleine et entière à la patrie française. Du lendemain de l'arrivée du chef de l'Etat sur la Corse, « Par votre fonction, concitoyen, vous êtes, monsieur le président, le symbole et le garant de l'unité nationale. Nous nous tournons naturellement vers vous pour obtenir le maintien de l'unité de l'Etat. Nous vous faisons confiance ».

A LEVIE

< La seule protection, l'amitié >

Levie. — Au cœur de la montagne, à l'orée du parc naturel régional, M. Giscard d'Estaing est reçu par le maire de Levie, M. Dominiati, et le maire du village où il célèbre, chaque année, l'anniversaire de son élection à la présidence de la République. Les drapeaux sont hissés, mais ne sont peut-être pas tous sur la place du marché où le maire, M. Louis-Ferdinand de Rocca-Serra, conseiller général, accueille le chef de l'Etat et le félicite. Les jeunes de l'Alta Rocca « trouvent des paroles nouvelles d'espérance ».

Le président de la République fait d'abord remarquer que les paroles présentes autour du cortège officiel sont une belle nombre. « La seule protection dont l'île a besoin en Corse, dit-il, c'est celle de l'amitié des Corseos ». M. Dominiati rappelle à la table présidentielle les deux musiciens, un chanteur dont le voix de ténor s'exprime en dialecte corse. Avec des accents d'opéra-comique, il annonce le rôle passé, qui évoque la tristesse de l'Algaion, le souvenir de la gloire impériale.

M. Giscard d'Estaing prie les convives de lever leur verre à la santé des jeunes travailleurs avant de changer en coupe d'Algaion, à la gloire de la République. M. Dominiati, chargé de mission à l'Élysée, lance avec conviction les quatre notes du Napoléon.

Le président du conseil régional : « Entourée d'eau, de monopoles et de préjugés »

Ajaccio. — Le conseil régional de Corse, le comité économique et social et les conseils généraux des deux départements étaient réunis dans la salle des débats du conseil général de la préfecture d'Ajaccio pour entendre, le jeudi 8 juin en fin d'après-midi, les réponses qu'apportait M. Giscard d'Estaing aux problèmes de développement de la Corse.

« Vous êtes un climat entouré par la violence et la contestation, qui contraste étrangement avec les signes évidents de la croissance », a déclaré M. Jean-François Rocca-Serra, député (R.P.R.) et président du conseil général de la Corse du Sud.

M. Emile Arrighi de Casanova, président du comité économique et social, a exprimé le vœu que le développement de l'île soit assuré par des énergies douces et nouvelles. Mais elle a aussi des besoins énergétiques importants qui ne seront pas satisfaits sans un accroissement de capacités et d'installations traditionnelles. C'est pourquoi j'ai demandé au ministre de l'Industrie d'établir une prévision de consommation de la région pour le moyen et le long terme. A partir de là, un programme d'investissement et d'équipement sera dressé en concertation avec les autorités régionales et en tenant compte des potentialités particulières de l'île.

« Dans tous les domaines relatifs à l'aménagement économique, social et culturel de la Corse, je vous invite à définir avec l'Etat une politique d'ensemble cohérente après avoir établi un dialogue de la situation et des aides déjà apportées. (...) Je pense, par exemple, à la politique de l'énergie. La Corse a une situation particulière pour les énergies douces et nouvelles. Mais elle a aussi des besoins énergétiques importants qui ne seront pas satisfaits sans un accroissement de capacités et d'installations traditionnelles. C'est pourquoi j'ai demandé au ministre de l'Industrie d'établir une prévision de consommation de la région pour le moyen et le long terme. A partir de là, un programme d'investissement et d'équipement sera dressé en concertation avec les autorités régionales et en tenant compte des potentialités particulières de l'île.

« Dans tous les domaines relatifs à l'aménagement économique, social et culturel de la Corse, je vous invite à définir avec l'Etat une politique d'ensemble cohérente après avoir établi un dialogue de la situation et des aides déjà apportées. (...) Je pense, par exemple, à la politique de l'énergie. La Corse a une situation particulière pour les énergies douces et nouvelles. Mais elle a aussi des besoins énergétiques importants qui ne seront pas satisfaits sans un accroissement de capacités et d'installations traditionnelles. C'est pourquoi j'ai demandé au ministre de l'Industrie d'établir une prévision de consommation de la région pour le moyen et le long terme. A partir de là, un programme d'investissement et d'équipement sera dressé en concertation avec les autorités régionales et en tenant compte des potentialités particulières de l'île.

« Dans tous les domaines relatifs à l'aménagement économique, social et culturel de la Corse, je vous invite à définir avec l'Etat une politique d'ensemble cohérente après avoir établi un dialogue de la situation et des aides déjà apportées. (...) Je pense, par exemple, à la politique de l'énergie. La Corse a une situation particulière pour les énergies douces et nouvelles. Mais elle a aussi des besoins énergétiques importants qui ne seront pas satisfaits sans un accroissement de capacités et d'installations traditionnelles. C'est pourquoi j'ai demandé au ministre de l'Industrie d'établir une prévision de consommation de la région pour le moyen et le long terme. A partir de là, un programme d'investissement et d'équipement sera dressé en concertation avec les autorités régionales et en tenant compte des potentialités particulières de l'île.

« Dans tous les domaines relatifs à l'aménagement économique, social et culturel de la Corse, je vous invite à définir avec l'Etat une politique d'ensemble cohérente après avoir établi un dialogue de la situation et des aides déjà apportées. (...) Je pense, par exemple, à la politique de l'énergie. La Corse a une situation particulière pour les énergies douces et nouvelles. Mais elle a aussi des besoins énergétiques importants qui ne seront pas satisfaits sans un accroissement de capacités et d'installations traditionnelles. C'est pourquoi j'ai demandé au ministre de l'Industrie d'établir une prévision de consommation de la région pour le moyen et le long terme. A partir de là, un programme d'investissement et d'équipement sera dressé en concertation avec les autorités régionales et en tenant compte des potentialités particulières de l'île.

« Dans tous les domaines relatifs à l'aménagement économique, social et culturel de la Corse, je vous invite à définir avec l'Etat une politique d'ensemble cohérente après avoir établi un dialogue de la situation et des aides déjà apportées. (...) Je pense, par exemple, à la politique de l'énergie. La Corse a une situation particulière pour les énergies douces et nouvelles. Mais elle a aussi des besoins énergétiques importants qui ne seront pas satisfaits sans un accroissement de capacités et d'installations traditionnelles. C'est pourquoi j'ai demandé au ministre de l'Industrie d'établir une prévision de consommation de la région pour le moyen et le long terme. A partir de là, un programme d'investissement et d'équipement sera dressé en concertation avec les autorités régionales et en tenant compte des potentialités particulières de l'île.

« Dans tous les domaines relatifs à l'aménagement économique, social et culturel de la Corse, je vous invite à définir avec l'Etat une politique d'ensemble cohérente après avoir établi un dialogue de la situation et des aides déjà apportées. (...) Je pense, par exemple, à la politique de l'énergie. La Corse a une situation particulière pour les énergies douces et nouvelles. Mais elle a aussi des besoins énergétiques importants qui ne seront pas satisfaits sans un accroissement de capacités et d'installations traditionnelles. C'est pourquoi j'ai demandé au ministre de l'Industrie d'établir une prévision de consommation de la région pour le moyen et le long terme. A partir de là, un programme d'investissement et d'équipement sera dressé en concertation avec les autorités régionales et en tenant compte des potentialités particulières de l'île.

Le Monde
EDUCATION
LE PALMARÈS D
Près de la moitié d

Portrait of a man in a suit, looking slightly to the side.

Portrait of a man in a suit, looking forward.

Portrait of a man in a suit, looking forward.

Portrait of a man in a suit, looking forward.

Portrait of a man in a suit, looking forward.

Portrait of a man in a suit, looking forward.

Portrait of a man in a suit, looking forward.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

Le Monde

Société

EDUCATION

LE PALMARÈS DU CONCOURS GÉNÉRAL

Près de la moitié des prix n'ont pas été décernés

Les résultats du concours général des lycées pour 1978 sont parmi les plus mauvais enregistrés depuis plusieurs années. Sur un total de quatre-vingt-un prix mis au concours, trente-six, soit près de la moitié, n'ont pas été décernés. Les jurys des différentes disciplines ayant jugé les candidats insuffisants. En 1977, vingt-sept prix sur quatre-vingt-un n'avaient pas été décernés. Trente-deux sur soixante-douze en 1976 et vingt-neuf sur soixante-douze en 1975. Onze premiers prix n'ont pas été décernés, notamment en philosophie pour les élèves des terminales A (Littéraire). Le jury le plus sévère a été celui de la version grecque où il n'y a aucun prix. Quatre prix sur six n'ont pas été décernés en latin.

Il est de tradition de comparer les résultats des lycéens de province et des Parisiens. Cette année, la compétition tourne au désavantage de ces derniers : dix-neuf prix contre vingt-sept aux provinciaux et lycéens français à l'étranger. Les grands lycées de la capitale ont perdu des plumes dans ce combat : le lycée Henri-IV, qui avait dix prix l'an dernier, n'en a obtenu que trois cette année et le lycée Janson-de-Sailly brille par son absence au palmarès. La tendance la plus nette de ces résultats concerne la répartition des prix entre les jeunes filles et les garçons. Avec vingt prix, les premières (alors qu'en 1977 on comptait encore quarante et un) ont obtenu plus de la moitié des prix (soixante-douze) en 1978.

Les résultats du concours général auquel ont participé cette année trois mille sept cents lycéens dans l'enseignement public sont-ils significatifs de l'évolution de l'enseignement français ? Triomphe de l'élitisme, ils ne peuvent guère que rendre compte du plus ou moins bon niveau de cette élite et les variations sont soumises — dans le domaine de la notation — à un subjectivisme qui n'est plus à démontrer. La baisse de qualité dont se plaignent les jurys peut s'interpréter de deux manières : ou les lycéens d'aujourd'hui sont plus médiocres que leurs aînés, ou le concours général n'est plus un instrument de mesure adapté. La réponse à cette question pourrait faire l'objet d'un sujet de dissertation au concours général. — Br. P.

Classe de première

Composition française (premières A, B, C, D, E). — 1er prix : Gisèle Babaret (lycée Colbert, Nantes-de-Seine); 2e prix : Catherine Pradelle (lycée G. lycée Maurice Genevoix, Margnana, Bouches-du-Rhône); 3e prix : non décerné. — 4e prix : non décerné. — 5e prix : non décerné. — 6e prix : non décerné. — 7e prix : non décerné. — 8e prix : non décerné. — 9e prix : non décerné. — 10e prix : non décerné. — 11e prix : non décerné. — 12e prix : non décerné. — 13e prix : non décerné. — 14e prix : non décerné. — 15e prix : non décerné. — 16e prix : non décerné. — 17e prix : non décerné. — 18e prix : non décerné. — 19e prix : non décerné. — 20e prix : non décerné. — 21e prix : non décerné. — 22e prix : non décerné. — 23e prix : non décerné. — 24e prix : non décerné. — 25e prix : non décerné. — 26e prix : non décerné. — 27e prix : non décerné. — 28e prix : non décerné. — 29e prix : non décerné. — 30e prix : non décerné. — 31e prix : non décerné. — 32e prix : non décerné. — 33e prix : non décerné. — 34e prix : non décerné. — 35e prix : non décerné. — 36e prix : non décerné. — 37e prix : non décerné. — 38e prix : non décerné. — 39e prix : non décerné. — 40e prix : non décerné. — 41e prix : non décerné. — 42e prix : non décerné. — 43e prix : non décerné. — 44e prix : non décerné. — 45e prix : non décerné. — 46e prix : non décerné. — 47e prix : non décerné. — 48e prix : non décerné. — 49e prix : non décerné. — 50e prix : non décerné. — 51e prix : non décerné. — 52e prix : non décerné. — 53e prix : non décerné. — 54e prix : non décerné. — 55e prix : non décerné. — 56e prix : non décerné. — 57e prix : non décerné. — 58e prix : non décerné. — 59e prix : non décerné. — 60e prix : non décerné. — 61e prix : non décerné. — 62e prix : non décerné. — 63e prix : non décerné. — 64e prix : non décerné. — 65e prix : non décerné. — 66e prix : non décerné. — 67e prix : non décerné. — 68e prix : non décerné. — 69e prix : non décerné. — 70e prix : non décerné. — 71e prix : non décerné. — 72e prix : non décerné. — 73e prix : non décerné. — 74e prix : non décerné. — 75e prix : non décerné. — 76e prix : non décerné. — 77e prix : non décerné. — 78e prix : non décerné. — 79e prix : non décerné. — 80e prix : non décerné. — 81e prix : non décerné. — 82e prix : non décerné. — 83e prix : non décerné. — 84e prix : non décerné. — 85e prix : non décerné. — 86e prix : non décerné. — 87e prix : non décerné. — 88e prix : non décerné. — 89e prix : non décerné. — 90e prix : non décerné. — 91e prix : non décerné. — 92e prix : non décerné. — 93e prix : non décerné. — 94e prix : non décerné. — 95e prix : non décerné. — 96e prix : non décerné. — 97e prix : non décerné. — 98e prix : non décerné. — 99e prix : non décerné. — 100e prix : non décerné.

Composition française (premières A, B, C, D, E). — 1er prix : non décerné; 2e prix : non décerné; 3e prix : non décerné; 4e prix : non décerné; 5e prix : non décerné; 6e prix : non décerné; 7e prix : non décerné; 8e prix : non décerné; 9e prix : non décerné; 10e prix : non décerné; 11e prix : non décerné; 12e prix : non décerné; 13e prix : non décerné; 14e prix : non décerné; 15e prix : non décerné; 16e prix : non décerné; 17e prix : non décerné; 18e prix : non décerné; 19e prix : non décerné; 20e prix : non décerné; 21e prix : non décerné; 22e prix : non décerné; 23e prix : non décerné; 24e prix : non décerné; 25e prix : non décerné; 26e prix : non décerné; 27e prix : non décerné; 28e prix : non décerné; 29e prix : non décerné; 30e prix : non décerné; 31e prix : non décerné; 32e prix : non décerné; 33e prix : non décerné; 34e prix : non décerné; 35e prix : non décerné; 36e prix : non décerné; 37e prix : non décerné; 38e prix : non décerné; 39e prix : non décerné; 40e prix : non décerné; 41e prix : non décerné; 42e prix : non décerné; 43e prix : non décerné; 44e prix : non décerné; 45e prix : non décerné; 46e prix : non décerné; 47e prix : non décerné; 48e prix : non décerné; 49e prix : non décerné; 50e prix : non décerné; 51e prix : non décerné; 52e prix : non décerné; 53e prix : non décerné; 54e prix : non décerné; 55e prix : non décerné; 56e prix : non décerné; 57e prix : non décerné; 58e prix : non décerné; 59e prix : non décerné; 60e prix : non décerné; 61e prix : non décerné; 62e prix : non décerné; 63e prix : non décerné; 64e prix : non décerné; 65e prix : non décerné; 66e prix : non décerné; 67e prix : non décerné; 68e prix : non décerné; 69e prix : non décerné; 70e prix : non décerné; 71e prix : non décerné; 72e prix : non décerné; 73e prix : non décerné; 74e prix : non décerné; 75e prix : non décerné; 76e prix : non décerné; 77e prix : non décerné; 78e prix : non décerné; 79e prix : non décerné; 80e prix : non décerné; 81e prix : non décerné; 82e prix : non décerné; 83e prix : non décerné; 84e prix : non décerné; 85e prix : non décerné; 86e prix : non décerné; 87e prix : non décerné; 88e prix : non décerné; 89e prix : non décerné; 90e prix : non décerné; 91e prix : non décerné; 92e prix : non décerné; 93e prix : non décerné; 94e prix : non décerné; 95e prix : non décerné; 96e prix : non décerné; 97e prix : non décerné; 98e prix : non décerné; 99e prix : non décerné; 100e prix : non décerné.

Classe de terminales. Composition française (terminales A, B, C, D, E). — 1er prix : non décerné; 2e prix : non décerné; 3e prix : non décerné; 4e prix : non décerné; 5e prix : non décerné; 6e prix : non décerné; 7e prix : non décerné; 8e prix : non décerné; 9e prix : non décerné; 10e prix : non décerné; 11e prix : non décerné; 12e prix : non décerné; 13e prix : non décerné; 14e prix : non décerné; 15e prix : non décerné; 16e prix : non décerné; 17e prix : non décerné; 18e prix : non décerné; 19e prix : non décerné; 20e prix : non décerné; 21e prix : non décerné; 22e prix : non décerné; 23e prix : non décerné; 24e prix : non décerné; 25e prix : non décerné; 26e prix : non décerné; 27e prix : non décerné; 28e prix : non décerné; 29e prix : non décerné; 30e prix : non décerné; 31e prix : non décerné; 32e prix : non décerné; 33e prix : non décerné; 34e prix : non décerné; 35e prix : non décerné; 36e prix : non décerné; 37e prix : non décerné; 38e prix : non décerné; 39e prix : non décerné; 40e prix : non décerné; 41e prix : non décerné; 42e prix : non décerné; 43e prix : non décerné; 44e prix : non décerné; 45e prix : non décerné; 46e prix : non décerné; 47e prix : non décerné; 48e prix : non décerné; 49e prix : non décerné; 50e prix : non décerné; 51e prix : non décerné; 52e prix : non décerné; 53e prix : non décerné; 54e prix : non décerné; 55e prix : non décerné; 56e prix : non décerné; 57e prix : non décerné; 58e prix : non décerné; 59e prix : non décerné; 60e prix : non décerné; 61e prix : non décerné; 62e prix : non décerné; 63e prix : non décerné; 64e prix : non décerné; 65e prix : non décerné; 66e prix : non décerné; 67e prix : non décerné; 68e prix : non décerné; 69e prix : non décerné; 70e prix : non décerné; 71e prix : non décerné; 72e prix : non décerné; 73e prix : non décerné; 74e prix : non décerné; 75e prix : non décerné; 76e prix : non décerné; 77e prix : non décerné; 78e prix : non décerné; 79e prix : non décerné; 80e prix : non décerné; 81e prix : non décerné; 82e prix : non décerné; 83e prix : non décerné; 84e prix : non décerné; 85e prix : non décerné; 86e prix : non décerné; 87e prix : non décerné; 88e prix : non décerné; 89e prix : non décerné; 90e prix : non décerné; 91e prix : non décerné; 92e prix : non décerné; 93e prix : non décerné; 94e prix : non décerné; 95e prix : non décerné; 96e prix : non décerné; 97e prix : non décerné; 98e prix : non décerné; 99e prix : non décerné; 100e prix : non décerné.

RELIGION

AVANT LA CONFÉRENCE ÉPISCOPALE DE PUEBLA

Plus de soixante personnalités chrétiennes plaident en faveur des pauvres et des opprimés d'Amérique latine

Plus d'une soixantaine de personnalités chrétiennes ont signé un texte intitulé « A nos frères d'Europe et à ceux d'Amérique latine », à propos de la conférence générale de l'épiscopat latino-américain qui se réunira à Puebla (Mexique), du 12 au 28 octobre, et des tensions qui ont marqué la préparation de cette assemblée. Le Monde du 22 février. Voici le texte intégral de ce manifeste.

« Oui, nous dénonçons les compromissions de nos pays riches, exploitent la situation d'Amérique latine. Aussi voulons-nous nous interroger nous-mêmes ainsi que nos Églises : « Chrétiens, sommes-nous assez attentifs à tout ce qui se vit et se travaille et souffre en Amérique latine ? L'argent de nos collectes contribue-t-il réellement à promouvoir l'homme bafoué dans sa dignité ? »

« A Medellin (2), une voix puissante s'est fait entendre : celle des théologiens d'Europe : annoncer l'Évangile, ce n'est pas seulement réfléchir sur le dogme ou inviter à peupler les églises, mais aussi lutter pour la libération des peuples opprimés sous tant de jougs divers : voilà ce qu'on entend, sous la forme impulsion du concile Vatican II, les évêques délégués de toute l'Amérique latine.

« Occidentaux, nous sentons la valeur et la portée pour nous-mêmes de la réflexion de ces collègues qui cherchent à élaborer une théologie issue de leur riche de souffrance et d'avenir ? Comprendons-nous que leur réflexion sur les implications de la langue de la foi, mise dans la pauvreté, doit nous provoquer, par exemple, à ne plus porter du règne de Dieu sans proclamation immédiate que les pauvres en sont les premiers invités ?

« L'esprit de Medellin a continué de souffrir dans les années qui ont suivi : renouvellement de la pastorale, efflorescence des communautés de base, diversification des ministères, appel donné aux laïques pour la justice et à partir de cette prise, une réflexion théologique originale. Ainsi se dessinait un nouveau visage de l'Église, manifestant l'éternelle jeunesse de l'Évangile.

« Peuples nantis, sommes-nous prêts à un partage équitable des ressources, des pouvoirs et des biens, quel qu'il en coûte ?

DES ÉTUDIANTS OCCUPENT LES BUREAUX DE LA RÉSIDENCE D'ANTONY (Hauts-de-Seine)

Les locaux administratifs de la résidence universitaire d'Antony (Hauts-de-Seine) sont occupés depuis mercredi 7 juin par plusieurs dizaines d'étudiants. L'occupation a débuté le 7 juin, après de fermer le restaurant de la résidence le 15 octobre pour y effectuer des travaux de sécurité. Le restaurant, le plus proche de l'école centrale à Châtigny-Malabry, sera fermé du 21 juillet au 4 septembre. Les occupants regroupent dans l'occupation les étudiants originaires de départements d'outre-mer et de départements qui ne quittent pas la résidence pendant les vacances. Ils ont déclaré la nécessité des travaux de sécurité qui pourraient s'effectuer entre le 1er juillet et le 15 septembre et réclament pendant ce délai l'ouverture de l'école centrale à Châtigny-Malabry.

LES MOUVEMENTS DE GRÈVE À L'ÉCOLE BERLITZ

« Les offres proposées à l'École Berlitz ont décliné des salariés qui ont déclaré des enseignants, le 8 juin, au cours d'une conférence de presse organisée à Paris par le Syndicat national des professeurs de l'enseignement privé (S.N.P.E.P.-C.G.T.), dont les responsables étaient venus soutenir des enseignants en grève — une trentaine — pour la plupart professeurs à l'École Berlitz-Opéra.

LES ÉTUDIANTS FRANÇAIS AU QUÉBEC SERONT DISPENSÉS DES DROITS DE SCOLARITÉ

M. Jacques-Yvan Morin, ministre de l'éducation et vice-premier ministre du Québec, a annoncé vendredi 7 juin une visite officielle d'une semaine en France de l'ambassadeur de M. Christian Beaulac, ministre de l'éducation, et de M. Jacques Pelletier, secrétaire d'État. Au cours de son séjour, M. Morin a notamment rencontré M. Jacques Lepeu, secrétaire d'État auprès du ministre du travail, avec lequel il s'est entretenu de la formation permanente. M. Morin a également rencontré M. Jacques Lepeu, secrétaire d'État auprès du ministre du travail, avec lequel il s'est entretenu de la formation permanente.

PROFITS

« Je suis comme tout le monde »

« La moins que l'on puisse dire de Johan Yebou, premier prix de mathématiques, c'est que ses études se sont déroulées sans grands problèmes... Élève de terminale C au lycée Jacques-Décour, à Paris-9, il n'a pas suivi la classe de première : il a passé les épreuves de transition du baccalauréat en seconde puis est entré directement en terminale. Tout simplement... Il est âgé de dix-sept ans, ses parents sont hôteliers dans le 18e arrondissement. Né de père algérien et de mère néerlandaise, il est premier de sa classe en mathématiques, bien sûr, mais aussi en physique, en philosophie, en anglais, dans les autres matières, il n'est que très bon. Il a d'ailleurs passé, aussi, le concours général en philosophie, « pour le plaisir ».

« Les mathématiques, pour lui, sont une passion. Quand il a terminé le travail scolaire, il essaye de retrouver les théorèmes qui ne sont pas au programme. N'opposant pas les études aux loisirs, il n'accorde que peu d'importance à ces derniers. Quand il ne travaille pas, il regarde les sports à la télévision, sans en pratiquer lui-même; il lit les journaux ou va se promener au Centre Pompidou. La politique l'intéresse, mais « en tant que spectateur ».

« Le bac, mon gros souci »

« Je n'y suis pour rien, dit modestement son professeur, M. Christian Plot, jeune agrégé de philosophie. Je ne le vois que trois heures par semaine. Au lycée polyvalent d'Évry (Essonne), un bâtiment moderne en pleine campagne, à deux pas des pyramides colorées de la ville nouvelle, on est agréablement surpris du succès de Florence Caron, élève de terminale C, âgée de dix-sept ans, qui vient de recevoir le premier prix du Concours général de composition en philosophie fébrile B, C, D, pour une dissertation sur le sujet suivant : « Quelle idée le fantasme se fait-il de la vérité ? »

« Une fille espagnole, intelligente, travailleuse, sans problème », dit son professeur. Atteinte de deux enfants, Florence a la chance de vivre dans une famille où on lui fait confiance. « C'est moi qui choisis ce que je veux faire », dit-elle avec un sourire. Le Concours ? Elle l'a passé parce qu'on le lui a proposé. « Une épreuve de philosophie en six heures, c'est intéressant. A la fois douce et travaillée, Florence se torse le cou pour les maths, bien qu'elle veuille faire Sciences-Po. « Mais je me suis inscrite en allemand à la Sorbonne, dit-elle, au cas où je ne serais pas admise à Sciences-Po. »

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

école des cadres "JEUNES FILLES"

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

école des cadres du commerce et des affaires économiques

INSTITUT LE ROSENBERG

JUSTICE

A LA COUR DE CASSATION

Groupe ou rassemblement illicite?

Les juges correctionnels peuvent rechercher la qualification exacte des faits incriminés retenus contre les prévenus et modifier au besoin celle qui leur est proposée par le parquet en appliquant un texte de loi autre que celui visé initialement dans la poursuite, mais à la condition qu'aucun fait nouveau ne soit ajouté à la prévention.

C'est ce principe que la chambre criminelle de la Cour de

cassation, présidée par M. Pierre Monégis, a énoncé pour casser, mercredi 7 juin, l'arrêt de la cour d'appel de Rennes du 20 décembre 1976, ayant infligé des peines de prison avec sursis (deux à trois mois) à vingt-cinq étudiants. Ceux-ci avaient participé, le 13 mai 1976, à Nantes, à une manifestation qui avait dégénéré en des scènes d'immobilité des victimes de magasins, des parcmètres, avaient subi des dégradations.

DEUX MÉDECINS DE CAMBRAI RELAXÉS

APRÈS LA MORT D'UNE FILLETTE

Deux médecins, les docteurs Robert Laude et Jean Machon, ainsi qu'une infirmière, Mme Marie-Thérèse Cardonnet, inculpés d'homicide involontaire (le Monde du 23 mars 1976), après le décès d'une fillette de sept ans, Béatrice Lamorille, des suites d'un accident de la route à Cambrai (Nord), en 1975, ont été relaxés, mercredi 7 juin, par le tribunal de grande instance de Cambrai.

Le 18 décembre 1975, Béatrice Lamorille avait été renversée par un cycliste sur le chemin de l'école. Le docteur Laude, qui l'avait examinée après l'accident, dans l'après-midi, n'avait rien constaté d'anormal. Lorsqu'il avait été rappelé, dans la soirée, au chevet de l'enfant, qui se plaignait de douleurs dans le ventre, il n'avait prescrit que des calmants. Dans la nuit, l'état de l'enfant s'était aggravé et, inculpés, M. et Mme Lamorille avaient transporté leur fille dans une clinique de Cambrai, vers une heure. C'est seulement vers trois heures que l'infirmière de garde, Mme Cardonnet, avait appelé un chirurgien, le docteur Machon, qui, venu examiner la petite Béatrice, avait demandé son transfert immédiat au C.H.U. de Lille. L'enfant était morte avant son admission à l'hôpital (le Monde du 29 novembre 1975).

● Mort par overdose. — Un jeune homme âgé de vingt ans est décédé à Reuzé, mardi 6 juin, des suites d'une piqûre contenant un mélange de barbituriques.

A BÉTHUNE

Manifestation des P. M. E. après la condamnation de M. Roger Leleu

Lille. — Quatre cents représentants des petites et moyennes entreprises ont manifesté jeudi à Lille, en début d'après-midi, devant le palais de justice de Béthune, où M. Roger Leleu, ex-P.D.G. des Cartonniers Leleu, à Lestrem (Pas-de-Calais), avait été condamné, la semaine dernière, à un an de prison pour entrave au bon fonctionnement du comité d'entreprise et à l'exercice des droits des délégués syndicaux. M. Leleu avait été arrêté à la fin de l'audience; il a été libéré mercredi 7 juin sur décision de la cour d'appel de Douai (« le Monde » du 9 juin).

De notre correspondant

Si la grande majorité des manifestations était originaire du Nord et du Pas-de-Calais, on remarquait cependant des délégations venues d'autres régions, notamment de l'Alsace-Franche-Comté. Plusieurs orateurs se sont félicités de la décision de la cour d'appel. Parmi eux, M. Léon Gillingham, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises. M. Léon Gillingham, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises. M. Léon Gillingham, président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises.

● Huit cents francs d'amende pour un directeur d'entreprise accusé d'homicide involontaire. — M. Langellé, ancien directeur de la Compagnie française métallurgique de Fos-sur-Mer, a été condamné, jeudi 8 juin, par le tribunal d'Albi-en-Provence, à 800 francs d'amende et à 1 franc de dommages-intérêts à verser au syndicat C.G.T., partie civile. M. Langellé avait été inculpé pour homicide involontaire après la mort, le 12 juillet 1976, d'un employé de l'entreprise, des suites d'un accident de travail.

● Entrevue aux libertés syndicales : trois relaxés. — Les trois directeurs de la société Solmer de Fos-sur-Mer cités par le syndicat C.G.T. pour entrave aux libertés syndicales ont été relaxés, jeudi 8 juin, par le tribunal d'Albi-en-Provence qui avait été saisi par le syndicat C.G.T. de la plainte déposée le 1er mai 1977. Le syndicat C.G.T. devra verser 1 franc de dommages et intérêts à chacun des trois directeurs auxquels il reprochait d'avoir refusé de participer à un séminaire de la prime d'assiduité après une grève.

AU TRIBUNAL DE NANTERRE

Coups et blessures volontaires...

Après un accident de travail, M. Mostapha Necir, ressortissant algérien installé en France depuis quinze ans, a perdu son emploi d'aide boucher. Agé de trente-trois ans, il a quatre enfants à sa charge. Le 22 août 1977, M. Necir, inquiet d'un retard de plusieurs mois dans le versement de ses indemnités de chômage, se présente à l'Agence nationale pour l'emploi. Son dossier étant égaré, l'attente est longue au guichet.

Derrière lui, M. Félix Costier, venu accompagner deux travailleurs immigrés dans leurs démarches, commence à s'impatienter. M. Costier, rapatrié d'Afrique du Nord, dirige un foyer de travailleurs immigrés. Au bout d'un certain temps, il s'en prend violemment à M. Mostapha Necir : pourquoi celui-ci vient-il « réclamer », alors que lui-même a dû attendre de longues années avant d'être indemnisé ? Le ton monte entre les deux hommes.

Le directeur de l'ANPE tente de soustraire M. Necir aux investissements de M. Costier en l'emmenant dans un bureau. Ce qui n'empêche pas ce dernier de l'y suivre et de continuer ses propos racistes et malveillants. M. Necir, perdant son calme, finit par décocher un coup de poing au visage de son interlocuteur avant de s'enrouler lui-même, en proie à une crise de nerfs. M. Costier porte plainte.

pour coups et blessures volontaires.

La onzième chambre correctionnelle de Nanterre, présidée par M. Gérard Pierrat, a examiné cette affaire jeudi 8 juin en l'absence de plaignant, pourtant convoqué à l'audience.

M. Necir défendu par M. Stanislas Mangin, a été condamné à une amende de 500 francs avec sursis. Deux employés de l'ANPE étaient venus spontanément témoigner en sa faveur.

ARMÉE

Selon le mouvement I.D.S.

UN SOLDAT A ÉTÉ PUNI POUR AVOIR PARTICIPÉ EN CIVIL AU DÉFILE DU 1^{ER} MAI

Militaire au 4^e régiment du génie, stationné au camp de La Valbonne (Ain), M. Dominique Péré, qui avait voulu se présenter aux élections législatives à Lyon et qui s'est finalement inscrit dans la deuxième circonscription du Puy-de-Dôme après acceptation de sa candidature par le tribunal de Clermont-Ferrand, a été puni, mercredi 7 juin, de quinze jours d'arrêts et a été muté à Wislitch, une des garnisons françaises d'Europe-Rhône.

Selon le mouvement information pour les droits du soldat (I.D.S.), cette sanction a été notifiée avec les motifs suivants : participation à la manifestation du 1^{er} mai. En fait, M. Dominique Péré a participé à la manifestation des soldats de Paris au sein d'un cortège syndical de la région parisienne. Le 1^{er} mai, mais en civil et à visage découvert, ce qui n'est pas une faute au regard du règlement de discipline générale, souligne le mouvement I.D.S.

D'autre part, un autre soldat, M. Jean-Claude Falot, du 40^e régiment de transmissions de Sarrebourg, est aux arrêts depuis le jeudi 1^{er} juin.

Selon I.D.S., on lui reproche d'avoir participé à la rédaction d'un tract demandant « des conditions de vie décentes, une solide corvée de transport, dans une armée réellement démocratique ».

SOIXANTE-DEUX APPAREILS SONT ENDOMMAGÉS DANS VINGT STATIONS DE MÉTRO

Soixante-deux appareils de contrôle automatique des billets de la R.A.T.P. ont été endommagés jeudi 8 juin, vers 5 h. 45, par des « bandes organisées » (environ deux cents membres), dans vingt stations de métro situées aux quatre coins de Paris. Ces appareils, appelés « péages », ont de la sorte été mis momentanément hors de service. Cette action a été revendiquée, dans un communiqué parvenu à notre rédaction, par un groupe de résistance à l'augmentation des tarifs publics (R.A.T.P.).

● En tant que prolétaires et militants autonomes du mouvement de classe, nous n'acceptons pas que l'on entame encore plus notre faible niveau de survie, indique le communiqué. En conséquence, nous avons décidé d'attaquer directement les hausses sur les terrains où elles se produisent, et d'appeler à la mobilisation tous ceux qui, insensibles aux incitations réformistes et gauchistes, ne veulent pas baisser les bras.

Dans un communiqué, l'Union syndicale C.G.T. de la R.A.T.P. a condamné sans appel ces dégradations.

(PUBLICITE)

2 337 journalistes français écrivent au général Videla « Libérez les journalistes argentins emprisonnés »

L'Argentine est à l'ordre du jour. A cause de la Coupe du monde de football qui s'y déroule actuellement. A cause aussi de la situation qu'on y constate au regard des droits de l'homme : répression de libertés fondamentales (entre autres la liberté de la presse), nombreux emprisonnés pour délit d'opinion, disparition de très nombreuses personnes, enlevées par des groupes relevant de l'armée ou de la police, et dont on n'a plus eu de nouvelles.

Tout cela ne peut laisser indifférents ceux qui sont soucieux de la liberté. Les syndicats de journalistes français s'en sont depuis longtemps inquiétés — comme ils l'avaient fait aussi pour d'autres pays. Il y a un an, notamment, ils ont effectué une démarche auprès de l'ambassade d'Argentine à Paris pour plaider en faveur d'une totale liberté de la presse et pour demander la libération des journalistes argentins emprisonnés et des informations sur le sort des disparus. L'ambassade avait promis une réponse, qui n'est jamais venue.

Bien entendu, s'il est naturel que les syndicats de journalistes français interviennent spécialement en faveur des journalistes argentins, cela ne signifie pas que leur protestation se limite là. C'est la question des libertés du peuple argentin dans son ensemble qui se trouve posée à l'arrière-plan de ces démarches.

A l'approche de la Coupe du monde, l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.) a lancé une pétition dont le texte figure ci-dessous et qui a obtenu, en moins d'un mois, 2.337 signatures de journalistes.

Cette pétition a été portée le 29 mai à l'ambassade d'Argentine à Paris par une délégation de l'Union nationale des syndicats de journalistes. Ses responsables avaient téléphoné auparavant pour annoncer leur visite. Mais la délégation a trouvé la rue Cimarosa, où se trouve l'ambassade, interdite par d'importantes forces de police françaises.

Un commissaire a indiqué que l'ambassadeur se trouvait là, mais qu'il avait demandé à la police française de ne laisser approcher personne.

La pétition, avec les signatures, a donc été directement envoyée au général Videla, président de la République d'Argentine. Les syndicats de journalistes, dont les noms figurent ci-dessous (C.F.D.T., C.G.T., F.O.), ont voulu faire connaître très largement le texte de cette pétition, ainsi que la liste des journalistes argentins assassinés, déteus ou disparus : l'expérience prouve que la publicité donnée aux noms des victimes d'opinion rend plus difficile leur liquidation éventuelle et même leur maintien en détention.

C'est pourquoi ces syndicats de journalistes ont décidé de publier cette demi-page dans « le Monde », celui-ci étant le journal français qui a la plus importante audience internationale.

Dans sa deuxième partie, la pétition demande que les journalistes de tous pays puissent librement effectuer des reportages en Argentine. Plusieurs exemples récents montrent que la crainte exprimée ici n'est pas illusoire : le journaliste Jean-Pierre Clert, du « Monde », à la fin d'un reportage en Argentine, arrêté par la police de ce pays, qui le garde une journée et photographie toutes ses notes et ses documents; le philosophe Bernard-Henri Lévy, également retenu plusieurs heures et interrogé par la police à son arrivée en Argentine, uniquement parce qu'il avait dans ses bagages un « Nord-Observateur » et des documents d'Amnesty International; la tentative de policiers d'empêcher une équipe d'Antenne 2 de transmettre à Paris des images qu'elle avait tournées sur les familles de disparus.

Les syndicats de journalistes français restent donc attentifs à toute entrave au libre exercice de leur profession par les autorités de tous pays.

La lettre des journalistes français au général Videla

Monsieur le Président,

Nous, journalistes français, sommes très inquiets de la situation de nos confrères et de celle de la presse dans votre pays. En effet, selon les informations fournies par l'Union des journalistes argentins en France à l'Union nationale des syndicats de journalistes français, on compte actuellement en Argentine, outre 31 journalistes assassinés depuis mai 1976, 40 disparus et 68 emprisonnés.

D'autres journalistes sont victimes de brimades dans leur travail, et plusieurs journaux ont été fermés.

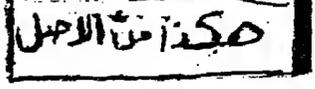
Nous nous adressons à vous pour réclamer la libération des journalistes emprisonnés, des informations sur le sort des disparus, la restitution des droits syndicaux aux journalistes argentins et le rétablissement d'une totale liberté de la presse comme de toutes les libertés.

A l'occasion de la Coupe du monde de football, de nombreux journalistes français vont se rendre en Argentine. Nous affirmons notre vigilance pour empêcher toute discrimination de caractère politique dans la délivrance des visas. Nous demandons que les journalistes, envoyés spéciaux de tous pays, disposent de la liberté nécessaire pour effectuer des reportages objectifs sur les manifestations sportives et aussi, à cette occasion, sur la réalité sociale, culturelle, économique et politique de l'Argentine.

139 JOURNALISTES ARGENTINS VICTIMES DE LA RÉPRESSION DEPUIS MARS 1976

- 31 ASSASSINÉS
- BARRAZA Pedro Leopoldo,
 - BETTANIN Cristina, BETTANIN Guillermo, BETTANIN Leopoldo, BIA SCO Eduardo,
 - BURNICHON Alberto, CARRASCO Dardo, COLOMBO Juan Carlos, COULAIN NOVILO Hugo, DOMÍNGUEZ Eduardo, ESTEVAO Ana María, FERREIRO Hector, FUMAROLA Julio Cesar, GOLDBERG Mario, GOLDMAN Hugo, GUTIERREZ RUTZ Hector, HERNANDEZ Enrique, HERNANDEZ Daniel, HERRERA María W. JAIME Luciano, LOYOLA Miguel Angel, MARIN Francisco, MASTROGIACOMO Marta, MONACO Alfredo, MICHELINI Zelmar, OUBI Pablo, PERIER Alicia, RAAB Enrique, URGONDO Francisco, WALSH María Victoria, ZAVALA RODRIGUEZ Miguel Angel.
- 40 DISPARUS
- ALVAREZ Lucina, AMADIO María Elena, BARADINO Rodolfo, BARRIOS Oscar, BERNARDINI María, BERNARDINI Abel, CANZANI Ariel, CERRETI Conrado, CONTI Haroldo, DEFIERI Eduardo, DEMARCHEI Hector, DOMINGUEZ Mabel K., DORIGO Pablo, FERNANDEZ PONDAL Rodolfo, FOSSATTI Ernesto Luis, GELMAN Marcelo, GLEYZER Raymond, GUARINO Luis, HERNANDEZ María, HERRERA María, HIGA Juan Carlos, IDELMAN Hugo, IKONICOFF Ignacio, KOLLIKER FERRERES Mario, LAGORIO Carlos, LIZAZO Miguel, LUGONES Susana, NAZAR Juan, PASTORIZA DE JOZAMI Lidia, FERREZ Carlos, FERROTA Rodolfo, SAJON EDGARDO, SORRUCO BARBA Luis, STIVEL Angel, WALSH Rodolfo, WENNER Tilia.
- 68 DETENUS
- AGUIRRE David, ALARCON Lidia, ALCOBA Daniel, ALPIER Guillermo, ALVAREZ Joaquín, BONNARDEL Jorge, BRIZUELA PELLUPO Rafael, CAZES CAMARERO Pedro, COSTA Alberto, COSTA Emiliano, COSTA Juan Alberto, D'ATHY Raúl Carlos, DEDEU RUIZ, JAMES Luis, DIAZ Alberto, DESSI MONE Carlos, DIAZ VALENZANO Eduardo, DOMINGUEZ Roberto L., CULTELLI Andrés, FERNANDEZ Miguel Angel, FIORETTI Antonio, FONTA NAROSSA Carlos, GAIDO Enrique Delfor, GALLEGO Angel A., GANGEME Ricardo, GATTAS, SARGIA EAMILTON Jose, GHOLITO Ruben, GONZALES Oscar Amilcar, GONZALES Ovidio, JAROSLAVSKY Cesar, JOSAMI Eduardo, JURADO Ricardo, LEON René Emilio, LEVIN Gregorio, LANGHELLA Carlos, LEIVA MONTELL Ramon, MAMONDE Carlos, Hugo, MARANO Enrique, MORELLI Elias, NICOLA Felipe, NICOLETTI Nelson, OYERO Delfor, PAOLETTI Mario Carlos, PEREZ CASTELLANO Juan, PEREZ Ventura, RAMACIOTTI Jose A., REYNA Roberto, RODRIGUEZ LARRETA Enrique, ROSSI Raúl, SABINI FERNANDEZ Jose Luis, SANCHEZ MON Juan Ramon, SCHALLER Plutarco, SIBILA Norma, SKLITH Julio Federico, ORTIZ Carlos, TALLASONE René, TIMMERMAN Jacobo, TOGNELLI Lidiana Ines, TORRES Raúl Ernesto, TULA Jorge, VAZQUEZ Nardo, VERDUN Ramon, WIELAND Alier Beatriz, WINFERNITZ Juan Carlos, ZANOTTI Lidia.

Document réalisé par le Syndicat des Journalistes Français C.F.D.T., le Syndicat National des Journalistes C.G.T., le Syndicat Général des Journalistes C.G.T.-F.O. Les sections syndicales C.F.D.T. et S.N.J. de la rédaction du « Monde » s'associent à la publication de ce document qu'elles approuvent pleinement.



Deux élections

UN des quatre « hussars »

Entre la majorité et...

Entre la majorité et...

Entre la majorité et...

Est-ce qu'une gentille femme aujourd'hui?

est-ce qu'une gentille femme aujourd'hui?

est-ce qu'une gentille femme aujourd'hui?

est-ce qu'une gentille femme aujourd'hui?

صحة الإنسان

INSTITUT

Deux élections à l'Académie française

L'Académie française a fait coup double avec une élection jumelée qui était attendue et qui s'est déroulée sans heurt. C'est au premier tour de scrutin que les vingt-huit membres présents de la Compagnie se sont prononcés en majorité pour MM. Michel Déon et Edgar Faure.

Candidat au fauteuil précédemment occupé par Jean Rostand, M. Michel Déon a obtenu seize voix contre une au professeur Jean-Albert Wall (ancien médecin des prisons), onze bulletins blancs, dont dix marqués d'une croix.

à Budapest — Ce n'est qu'un coup de clairon... a-t-il déclaré en entendant le score de son fils. — L'Académie a déclaré ouverte la vacance du siège de Jacques Chastenet, décédé. L'élection de son remplaçant est fixée à la rentrée d'octobre.

MICHEL DÉON

Un des quatre « hussards »

Le vert sied à Michel Déon. Il est tentant de céder à la facilité et de rencherir sur le titre d'un de ses romans en évoquant les « trois fois vingt ans du jeune homme vert ». Avec une discrète allusion à la couleur dominante de l'Irlande, une des patries d'élection du nouvel académicien.

Palmas, promenade d'île en île : le Balcon de Spézi, M'galanose, courts de conte philosophique peu amène, dans la lignée des Voyages de Gulliver, et les neuf nouvelles d'Un parfum de jasmin, dont Pierre-Henri Simon vante dans ses colonnes la pureté du style, la forme serrée, tout en trouvant dans le contraste entre la cruauté des thèmes et le détachement du ton une certaine « édisivulture dans l'amoralisme ».

Un écrivain voyageur

A la libération nonchalant et désabusé, il préfère voyager en rédigeant ses premiers essais littéraires. L'ouvrage dont il écrit dès 1945 la première partie s'intitule Tout l'amour du monde. On peut voir dans cette formule un programme réalisé sans retard, peut-être pour s'éloigner le plus souvent possible d'une France peu conforme à ses idées, qu'il observe sans complaisance. Il se rend en Allemagne, en Suisse, en Italie (il composera plus tard une anthologie touristique : Visitez l'Italie du Nord).

Entre le mépris et la pitié

Cet « exilé volontaire », ce « sybarite réfractaire » entre autres qualités qui cherchent à le définir, qui a renoncé au célibat et fondé une famille, s'installe alors en Irlande, près de Galway, avec des aller et retour à Paris pour revoir ses amis et signer ses services de presse. En 1969, l'O.R.T.F. diffuse une de ses pièces, l'Égoïste. En Irlande donc naissent les Poney sauvages, que le prix Interallié couronne en 1970. A travers les aventures de quatre personnages se répartissent les échecs des événements qui, à partir de 1940, ont ébranlé l'Occident et précipité son écroulement. Événements vus « entre le mépris et la pitié ».

Un roman qui, comme ceux qui vont suivre, est bâti selon la recette du succès : une histoire romantique et des héros d'exception.

Ainsi la Corrida, les Gens de la nuit, le Dieu pâle, Fleur de Colchique, les Trompeuses Espérances... En 1958 — année d'un pamphlet, Lettre à un jeune Rastignac — il est au Portugal, puis sur le Tessin. Mais c'est en Grèce, dans l'île de Spézi, que, après la Carotte et le Edon, il se fixe. Il en sortira le Rendez-vous de

JEAN-MARIE DUNOYER.

EDGAR FAURE

Un artiste du verbe

De tous les personnages qu'a incarnés successivement ou simultanément M. Edgar Faure sur la scène publique depuis bientôt trente-cinq ans, quel est celui qui vient d'être élu à l'Académie ?

L'homme politique ? Il partage avec une bonne douzaine de personnalités le titre d'ancien président du conseil ou d'ancien premier ministre. Et s'il suffisait, pour accéder à soixante-dix ans à l'immortalité, d'avoir appartenu à douze gouvernements sous deux Républiques, d'avoir été un quart de siècle au Parlement, de collectionner les présidences et les honneurs, alors ils ne seraient pas quarante mais cent au moins sous la Coupoles.

Des formules fameuses

Quant au plaisir d'entendre aux joutes du quel Conté ce causeur éblouissant qui est mieux que personne à décrire, à dire et à pérorer, le dossier le plus complexe, l'affaire la plus embrouillée, avec tout le pragmatisme de l'efficacité et l'esprit de finesse d'un champion du compromis, ce n'est pas davantage une suffisante justification.

Force est donc d'en venir à une autre explication. Nul ne joue plus habilement avec les riens qui, bien souvent, en politique, comptent plus que les actes. Acrobate et artiste du verbe, il fut le meilleur inventeur de ces formules qui servent à appeler un chat d'un autre nom et à cacher le grisé des choses. On lui doit par exemple « l'indépendance dans l'interdépendance », « l'idéal de fumée à l'abri duquel il rétablit le roi du Maroc sur son trône et pousse à la décolonisation. Et encore la « débudgétisation des investissements » qui couvre une manipulation savante des règles comptables de l'Etat. Il a lancé aussi la fameuse « diplomatie pareille » qui autorise une action menée à l'abri de tout contrôle, inventé « l'impasse » qui a fait fortune, imaginé « l'expansion dans la stabilité » qui va de pair avec « la terreur dans la modération » parce que les deux expressions peuvent se retourner comme un gant et devenir, si les circonstances l'exigent, « la stabilité dans l'expansion » et « la modération dans la terreur ». Il a découvert le « oui mais » — bien avant M. Giscard d'Estaing et épuisé, aussi bien avec le « oui » qu'avec le « non », presque toute la liste des conjonctions, si, ou, donc, or, car...

Alors l'écrivain ? Voici d'Edgar Sanday un roman policier, M. Langois n'est pas toujours égal à lui-même qu'Edgar Faure, préfacier des Six histoires éponymiques, de Gasparin Leroux, le père de Rouletabille et de Chéri-Bibi, ne saurait renier. Voilà l'historien de la Disgrâce de Turgot et de la Banqueroute de Law. L'expert de la Politique française du pétrole. Le politologue qui voulait Prévoir le présent ou retrouver l'Âme de combat. Le négociateur qui, avant d'ouvrir la voie à la reconnaissance de la Chine communiste, la décrivait dans le Serpent et la Tortue. Le ministre de l'éducation de juin 1968 qui pèle pour l'éducation nationale et la Participation, puis tire la Philosophie d'une réforme. L'inspirateur de tant de numéros, perlois algue, de la Nal, la revue que dirigeait sa femme, Lucie, étroitement associée à toutes ses carrières et pourtant elle-même indépendante

PIERRE VIANSSON-PONTE.

Qu'est-ce qu'une gentilhommière aujourd'hui ? ... et peut-on encore en trouver ?

Une gentilhommière aujourd'hui, c'est la noblesse traditionnelle de la belle et vaste demeure d'autrefois avec tout ce que le confort actuel offre de plus raffiné et de plus luxueux. C'est un haut niveau de vie dans un immense parc boisé entouré de hauts murs avec un grand jardin gazonné enclos autour de la maison. C'est aussi tous les moyens de

DEVIO, 60, avenue Joffre, 69500 CHANTILLY. Tél. : (1154) 457.12.02. Veuillez m'envoyer, sans engagement, une documentation sur les GENTILHOMMIÈRES DU HARAS AU BOIS. Nom : Prénom : Adresse : Tél. :

stages de tennis jouez les Arcs

1555 F (par personne) Stage + hôtel 3 étoiles + restaurant + nurserie-garderie + piscine (la semaine tout compris). Les Arcs c'est aussi le golf, le cheval, la piscine, l'escalade, le tir à l'arc, les promenades, la pêche... Réservations : Christine Petit Maisons des Arcs 98, bd du Montparnasse - 325.24.53 et 322.43.32

stages de golf jouez les Arcs 1255 F (par personne) Stage + hôtel 3 étoiles + restaurant + nurserie-garderie + piscine (la semaine tout compris). Les Arcs c'est aussi le tennis, le cheval, la piscine, l'escalade, le tir à l'arc, les promenades, la pêche... Réservations : Christine Petit Maisons des Arcs 98, bd du Montparnasse - 325.24.53 et 322.43.32

ODOUL Garde-meubles 208 10-30 16 Rue de l'Atlas - PARIS XIXe

Travail d'orfèvre Depuis 1912, Sheaffer assemble ses stylos à la main car le travail d'orfèvre ne tolère pas la précipitation. Les stylos Sheaffer existent en version plume, bille, feutre ou mine. Laque, or, argent ou acier. SHEAFFER SHEAFFER EATON TETRON

MAL DE NANTERRE assurances volontaires ARMÉE UN SOLDAT A RECHERCHER POUR AVOIR PARTI EN EXIL AU DÉBUT DU XIXe

Vidéo annés

INS VICTIMES MARS 1976

SPORTS

AU MANS Les Vingt-Quatre Heures de Porsche et de Renault

C'est au définitive Jacky Ickx, sur une Porsche 936, qui a réalisé le meilleur temps des essais des Vingt-Quatre Heures du Mans devant le plus rapide des prototypes Renault confiés à Patrick Depailler et à Jean-Pierre Jabouille. Sur un circuit de plus de 13 km, c'est-à-dire d'un très long développement, et pour des essais qui ont une valeur plus théorique que pratique, à cause de la durée de la course, l'écart minime des performances montre cependant que les voitures engagées par

Porsche et Renault ont un potentiel comparable. À la Régie, pour résoudre au plus vite les problèmes de tenue de route apparus mercredi 7 juin lors de la première séance d'essai, il a été décidé de rechercher en priorité une solution de compromis pour exploiter au mieux la possibilité des voitures dans les passages relativement lents comme dans les zones rapides. En somme, pour les essais du jeudi 8 juin, l'essentiel de la mise au point a été de donner de l'appui aérodynamique, quité à perdre quel-

ques kilomètres en vitesse de pointe. Porsche avait déjà choisi ce compromis pour la première séance d'essai, et c'est principalement la raison pour laquelle des voitures capables de rouler à 380 km-heure n'ont pas « dépassé » les 360 km-heure. Si les Porsche ont produit une forte impression en allant aussi vite, tout de suite, sans trop de réglages, on sait que les Vingt-Quatre Heures du Mans se sont le plus souvent gagnées à la régularité. De sorte que, après les essais,

rien n'a changé dans les chances respectives des deux constructeurs, jugés comparables pour une course de vingt-quatre heures au cours de laquelle tout peut arriver. Le seul avantage de la Régie est lié à la loi du nombre : elle dispose de six voitures (avec les deux Mirage) contre quatre Porsche. Ce n'est pas une surprise de noter que les huit meilleurs temps, aux essais, ont été accomplis par les quatre Porsche (11^e, 3^e, 4^e et 6^e) et les quatre Renault (12^e, 5^e, 7^e et 8^e).

DUEL

De notre envoyé spécial

Le Mans. — Aux Vingt-Quatre Heures du Mans, pour la septième fois, il y a de bonnes et de mauvaises années. Les bonnes années ont un point commun : chaque fois qu'un moins deux constructeurs sérieux avec pignon sur rue ont décidé d'en découdre, chaque fois Le Mans a connu la réussite et le feu du public. Il en a été ainsi dans le passé avec Jaguar, Aston-Martin, Ferrari, Ford, Porsche, Metra, Alfa Romeo. La bonne recette et toujours tenue dans cette opposition de marques de prestige qui veut qu'à l'arrivée il y ait un vainqueur et un vaincu, que le succès comme l'échec aient une pleine signification. Au Mans, comme ailleurs, on juge essentiellement le valeur du vainqueur par rapport à la qualité du vaincu.

Dans cet ordre d'idées, la confrontation en 1978 entre Porsche et Renault est dans la bonne catégorie. Nul n'en discute. Il s'agit de deux constructeurs de renom, et de leur philosophie et de leur philosophie sont différentes encore à l'intérieur. Porsche a conquis sa réputation par une longue marche vers la maîtrise dans la construction de voitures à hautes performances, sophistiquées. Au contraire, Renault est avant tout un constructeur de voitures de grande consommation. Ce sont les 1750000 voitures construites par an par Renault contre les 55000 de Porsche. D'un côté, la voiture de luxe, toujours performante, de l'autre la voiture populaire, même si le haut de la gamme de la Régie est devenu progressivement beaucoup plus séduisant. En achèvement, on pourrait dire que le mot « chère » est Porsche coûte à peu de chose près le prix de la plus chère des Renault.

Porsche comme Renault ne viennent pas au Mans pour emporter une simple victoire. C'est une image de marque qui est à entretenir pour Porsche, à créer pour Renault. Lorsque deux grands constructeurs « viennent » à en découdre ainsi publiquement, l'enjeu dépasse de beaucoup le simple résultat d'une épreuve, même s'il s'agit des Vingt-Quatre-Heures du Mans.

Les deux constructeurs ont choisi en travers de la même épreuve technique le même enjeu pour se rencontrer au Mans. Ils ont engagé des prototypes sur lesquels on aurait presque chèrement gagné sans provoquer un trop grand choc. Châssis tubulaire (chez Porsche pour les prototypes), moteur d'une cylindrée voisine de 2 litres et turbocompressé. Bien sûr, des différences existent. Porsche n'a pas spécialement construit un moteur de course : un « vieux » groupe, six cylindres à vilebrequin, moderne, qui ne marque donc pas trop son âge, équipe ses voitures. Renault, nouveau venu à la haute compétition, a tout naturellement dessiné spécialement un moteur six cylindres en V. C'est la conséquence logique du passé des deux firmes. Porsche est depuis vingt-cinq ans un habitué des circuits ; la vocation de la Régie est encore toute fraîche, dans un domaine où elle n'a jamais que celui des Vingt-Quatre Heures du Mans, pour la victoire et la distance.

Le meilleur des uns... Pour l'essentiel, c'est aussi au Castellet que Porsche et Renault se préparent. Le Mans. On sait que des courses se sont produites sur les nouveaux moteurs à refroidissement mixte air et eau, plus que les incidents moins graves, mais néanmoins préoccupants. C'est en partie ce qui a incité Jacky Ickx, quatre fois vainqueur au Mans, chef de file des pilotes de Porsche, à dire qu'à son avis Renault devait être considéré comme le favori des Vingt-Quatre Heures. Chez Porsche comme chez Renault, on écoute à priori l'opinion de la victoire pourrait échoir à l'une des dix voitures des deux équipes. Dans une course aussi longue que Le Mans et qui réserve toujours de surprises, il convient pourtant de mentionner les possibilités de quelques prototypes à moteur 3 litres Ford-Cosworth et celles des meilleurs Porsche 935 engagés à titre privé.

Le meilleur des uns fait le bonheur de nos lecteurs. Les organisateurs du Mans craignent beaucoup la concurrence télévisée de la Coupe du monde de football, samedi 10 juin, avec la transmission de France-Hongrie. L'annulation de l'équipe nationale, après sa défaite contre l'Argentine, en étant une grande part de l'attrait que pouvait représenter le match contre la Hongrie, a en partie chassé cette préoccupation. On retiendra pour la petite histoire que même des pilotes avaient calculé leurs relais pour ne pas manquer l'événement, devant un poste de TV. F. J.

685000 F de déficit en 1977

De notre correspondant

LE MANS. — L'Automobile Club de France (ACF) est financièrement en déficit. C'est une situation qui persiste depuis plusieurs années et inquiète singulièrement M. Gontoum, président de l'ACF, qui envisage si nécessaire certaines activités du club, lequel organise entre autres vingt épreuves sportives par an dans l'Ouest. Aussi étonnant que cela puisse paraître, une des raisons essentielles à cette situation est l'organisation des Vingt-Quatre Heures du Mans.

C'est que l'épreuve, en l'absence de sa notoriété internationale, s'avère de plus en plus coûteuse, nécessitant de permanents investissements au titre de la sécurité, investissements qui sont pénalisés avant d'être amortis, nécessitant aussi de gros frais pour son organisation matérielle, son service d'ordre et de la protection contre l'incendie. Ainsi, ce poste a coûté plus de 100 millions de francs en 1977, ce qui est énorme pour une course, surtout si l'on considère que les dépenses de l'événement, devant un poste de TV, s'élevaient à 100 millions.

En 1976, le déficit de l'ACF était estimé à 2 millions de francs. L'an dernier cependant, avec le retour à une conception plus saine et avec 35 000 voitures engagées, ce déficit était réduit à 655 000 F. On espère à l'ACF que cette année ce seront 100 000 spectateurs qui viendront assister au Grand Prix de l'Automobile, une des raisons essentielles à cette situation est l'organisation des Vingt-Quatre Heures du Mans.

Il n'empêche que, pour voir clair, l'ACF, outre les mesures qu'il envisage, comme la réduction des cotisations de ses 140 000 adhérents de 190 à 175 F, et une augmentation aussi du nombre de ses adhérents avec pour objectif de passer de 100 à 150, aura besoin de l'aide des pouvoirs publics. Cette aide, le club ne manquera pas de solliciter, mais surtout organise les Vingt-Quatre Heures du Mans, une épreuve d'où formidablement impact sur l'économie nationale et que nul dans la région ne voudrait voir disparaître. — J. B.

Préparation et budget

Pour ce qui concerne la préparation et le budget engagé, il semble que l'effort de Renault a été supérieur à celui de Porsche. Il en va de même pour le challenger qui est dans ce domaine d'habitude plus motivé, qu'il n'a jamais gagné les Vingt-Quatre Heures du Mans, alors que l'adversaire à battre a déjà fait son plein de succès. Deux victoires avec le 917 (1970 et 1971), deux autres ces deux dernières années avec la 936.

Ce sont, au demeurant, des retrouvailles. L'an dernier, Renault était resté à la tête de la course jusqu'à la dix-septième heure et la Porsche victorieuse avait franchi la ligne d'arrivée clopin-clopant, après un long arrêt au stand pour isoler un cylindre. C'est dire que les adversaires se connaissent et ont pris leur mesure. Voilà sans doute la raison pour laquelle Porsche a quand même développé un programme de préparation plus important que celui des années précédentes. Il y aura quatre voitures officielles au lieu de trois en 1977 — plus puissantes, plus rapi-

« Moby-Dick »

La quatrième Porsche officielle est un objet de curiosité. Baptisée Moby Dick, cette bête marine ruine sera la plus puissante voiture engagée au Mans. Classée dans la catégorie « Silhouette » tout juste acceptée mardi 6 juin, lors des vérifications techniques, à cause des libertés que Porsche a prises avec le règlement, la 936, plus lourde de 250 kilos que les prototypes, a un moteur suralimenté de 3200 cm³ et développe presque 800 ch. Porsche aurait le projet d'en faire la « tête » des Vingt-Quatre Heures, et l'on pense que Moby Dick est capable de rouler à 380 kilomètres à l'heure dans la ligne droite des Hunaudières.

Pour disposer d'une riposte, Renault a préparé deux voitures

100 km-h de plus que les F1

Personne ne s'annoncera sans doute que les hautes performances dont sont capables ces voitures, aussi bien chez Porsche que chez Renault, les rendent « poissés » à conduire. Il s'est d'ailleurs trouvé des pilotes, même parmi les plus téméraires, pour ne pas souhaiter être à leur volant le jour de la course. Pour Ickx les idées, on peut remarquer que les voitures du Mans les plus rapides pourront rouler 100 kilomètres à l'heure plus vite que les monoplace de formule 1. Comment dès lors ne pas penser qu'il s'agit peut-être d'une prise de risque euphorique, dans une course de vingt-quatre heures, où la régularité, plus que l'extrême performance, a presque toujours désigné le vainqueur. Les apprentis corseurs ont-ils bien pesé le pour et le contre, l'écla-

tement d'un pneu, la faute d'un concurrent doublé, un incident mécanique ? Les garçons qui monteront dans ces voitures, le cœur vaillant, sont-ils bien rudes gaillards.

Comme l'année dernière, Renault est adjoint à son équipe deux Mirage. L'avantage du nombre sera au total pour la Régie : six voitures contre quatre.

Les Mirage à moteur Renault, qui appartiennent à une écurie américaine basée à Phoenix, dans l'Arizona, ont subi d'importantes modifications pour ne pas être pénalisés comme l'année dernière par une vitesse de pointe insuffisante. Les châssis ne sont pas sans rappeler ceux des Renault et il est évident qu'une bonne collaboration entre les parties est à l'origine de cette évolution. La force

UN ENTRETIEN AVEC M. BERNARD HANON

En cas de victoire, la Régie ne reviendra pas au Mans

La Régie Renault ne fait pas de la course au plus haut niveau pour le seul plaisir de faire de la course. Sa démarche sportive correspond à une estimation objective de ses intérêts actuels. Avant les Vingt-Quatre Heures du Mans, il était opportun de demander quel était le prix de la décision de lancer Renault dans la haute compétition. M. Bernard Hanon, directeur général adjoint de la Régie, les raisons qui l'ont poussé à diriger dans cette voie. En somme, qu'est-ce qui fait courir la Régie ?

C'est effectivement une décision qui a été difficile à prendre, mais Renault a toujours été intéressé par le sport automobile. Il croit que c'est dans ses intérêts de continuer à développer une partie de la culture de l'entreprise. M. Pierre Dreyfus et Bernard Vernier-Paillet, l'ancien et l'actuel P-D-G de la Régie, ont toujours été préoccupés par les jeunes et l'idée qu'ils se font de nous. Nous croyons que l'image que la jeunesse a de Renault est une image jeune et dynamique et il était logique de la consolider en nous engageant dans des disciplines aussi prestigieuses que la formule 1 et les courses de prototypes.

« Pourquoi les Vingt-Quatre Heures du Mans et la formule 1 ? » — Parce que ce sont les courses les plus connues, celles où il est le plus difficile de gagner à cause du niveau de la concurrence, celles aussi et surtout qui bénéficient de la meilleure couverture des médias. Ce qui nous permet de nous engager à fond, nous avons effectué une longue enquête. Ses résultats convergent avec nos objectifs.

« Pourquoi les Vingt-Quatre Heures du Mans et la formule 1 ? » — Parce que ce sont les courses les plus connues, celles où il est le plus difficile de gagner à cause du niveau de la concurrence, celles aussi et surtout qui bénéficient de la meilleure couverture des médias. Ce qui nous permet de nous engager à fond, nous avons effectué une longue enquête. Ses résultats convergent avec nos objectifs.

« Cela veut-il dire que vous n'avez pas d'intérêt à la formule 1 ? » — C'est une analyse cohérente. Sans doute est-ce un peu gênant de le dire aujourd'hui, juste avant la course, mais oui, et Renault gagne, nous en aurons fini avec Le Mans, du moins pour un temps. Le Mans, ce n'est pas pour nous un objectif prioritaire.

« Il existe deux catégories de constructeurs : ceux qui choisissent la course pour un

coût temps et ceux, par exemple comme Ferrari, qui sont des permanents de la compétition. Dans quelle catégorie entre Renault ? » — La course automobile est pour Renault un engagement à long terme. Le sport fait désormais partie de notre politique, complètement, et je l'ai dit pour l'avenir. Mais les formes peuvent évoluer. Rien n'est figé, c'est un domaine flexible. Nous aurons toujours à évaluer handicap et avantage de faire ceci ou cela. Aujourd'hui, ce qui est sûr, c'est que notre seul engagement durable, c'est la formule 1.

« La compétition automobile coûte cher, très cher. Il semble que Renault considère un très fort budget et même qu'il s'agit du plus important budget dans le sport automobile mondial. » — En valeur absolue, la compétition coûte très cher, c'est vrai, mais dans un contexte relatif, c'est-à-dire en concurrence avec d'autres moyens de promotion de l'entreprise, c'est un investissement qui correspond parfaitement à ce que nous en attendons. Chaque année, je fixe une règle d'or qui est de ne dépasser sous aucun prétexte un certain budget. Encore que les constructeurs n'aient donné aucune précision à ce sujet, pour beaucoup de raisons et notamment pour ne pas renseigner nos adversaires et concurrents — c'est une information qu'ils peuvent exploiter. — Je peux vous dire que j'ai fixé au service course de la Régie de ne pas dépasser le millième de notre chiffre d'affaires. Faites vos comptes.

F1 : trois ans pour faire ses preuves

« Vous avez choisi la technique de la suralimentation. Pourquoi ? Et surtout, croyez-vous que ce soit l'avenir en course ? » — Le choix de la suralimentation repose sur notre philosophie de course. Elle nous permet d'obtenir une projection sur la production de série. Nos moteurs de course six cylindres à suralimentation peuvent parfaitement figurer dans le garage de demain. C'est aussi une technique que nous connaissons peu, et l'expérience que la course apporte, notamment pour ses applications commerciales ultérieures, nous semble plus qu'intéressante. Quant à savoir si la suralimentation représente en course l'avenir, et surtout en formule 1, les informations que nous possédons ne nous permettent pas de nous prononcer.

« Par conséquent, ce serait plutôt le constat éventuel que les moteurs atmosphériques répondent mieux aux besoins de la formule 1 à cause du temps de réponse qui doit être instantané et de la puissance qui doit être disponible en permanence. » — Alors, dans cette hypothèse, ce que je ne crois pas aujourd'hui, la Régie pourrait, pourquoi pas, construire un moteur atmosphérique de 3 litres pour la formule 1.

« Avec-vous fixé une échéance ? » — Oui, je considère que le ré-

« En valeur absolue, la compétition coûte très cher, c'est vrai, mais dans un contexte relatif, c'est-à-dire en concurrence avec d'autres moyens de promotion de l'entreprise, c'est un investissement qui correspond parfaitement à ce que nous en attendons. Chaque année, je fixe une règle d'or qui est de ne dépasser sous aucun prétexte un certain budget. Encore que les constructeurs n'aient donné aucune précision à ce sujet, pour beaucoup de raisons et notamment pour ne pas renseigner nos adversaires et concurrents — c'est une information qu'ils peuvent exploiter. — Je peux vous dire que j'ai fixé au service course de la Régie de ne pas dépasser le millième de notre chiffre d'affaires. Faites vos comptes.

« Vous avez choisi la technique de la suralimentation. Pourquoi ? Et surtout, croyez-vous que ce soit l'avenir en course ? » — Le choix de la suralimentation repose sur notre philosophie de course. Elle nous permet d'obtenir une projection sur la production de série. Nos moteurs de course six cylindres à suralimentation peuvent parfaitement figurer dans le garage de demain. C'est aussi une technique que nous connaissons peu, et l'expérience que la course apporte, notamment pour ses applications commerciales ultérieures, nous semble plus qu'intéressante. Quant à savoir si la suralimentation représente en course l'avenir, et surtout en formule 1, les informations que nous possédons ne nous permettent pas de nous prononcer.

« Par conséquent, ce serait plutôt le constat éventuel que les moteurs atmosphériques répondent mieux aux besoins de la formule 1 à cause du temps de réponse qui doit être instantané et de la puissance qui doit être disponible en permanence. » — Alors, dans cette hypothèse, ce que je ne crois pas aujourd'hui, la Régie pourrait, pourquoi pas, construire un moteur atmosphérique de 3 litres pour la formule 1.

« Avec-vous fixé une échéance ? » — Oui, je considère que le ré-

« En valeur absolue, la compétition coûte très cher, c'est vrai, mais dans un contexte relatif, c'est-à-dire en concurrence avec d'autres moyens de promotion de l'entreprise, c'est un investissement qui correspond parfaitement à ce que nous en attendons. Chaque année, je fixe une règle d'or qui est de ne dépasser sous aucun prétexte un certain budget. Encore que les constructeurs n'aient donné aucune précision à ce sujet, pour beaucoup de raisons et notamment pour ne pas renseigner nos adversaires et concurrents — c'est une information qu'ils peuvent exploiter. — Je peux vous dire que j'ai fixé au service course de la Régie de ne pas dépasser le millième de notre chiffre d'affaires. Faites vos comptes.

« Vous avez choisi la technique de la suralimentation. Pourquoi ? Et surtout, croyez-vous que ce soit l'avenir en course ? » — Le choix de la suralimentation repose sur notre philosophie de course. Elle nous permet d'obtenir une projection sur la production de série. Nos moteurs de course six cylindres à suralimentation peuvent parfaitement figurer dans le garage de demain. C'est aussi une technique que nous connaissons peu, et l'expérience que la course apporte, notamment pour ses applications commerciales ultérieures, nous semble plus qu'intéressante. Quant à savoir si la suralimentation représente en course l'avenir, et surtout en formule 1, les informations que nous possédons ne nous permettent pas de nous prononcer.

« Par conséquent, ce serait plutôt le constat éventuel que les moteurs atmosphériques répondent mieux aux besoins de la formule 1 à cause du temps de réponse qui doit être instantané et de la puissance qui doit être disponible en permanence. » — Alors, dans cette hypothèse, ce que je ne crois pas aujourd'hui, la Régie pourrait, pourquoi pas, construire un moteur atmosphérique de 3 litres pour la formule 1.

« Avec-vous fixé une échéance ? » — Oui, je considère que le ré-

SPO

TENNIS
INTERNATIONAL DE ROLAND
Borg sans problème

Stockhol
me resté de Vies

MÉDEC

Effort prioritaire va être en recherche pharmaceutique

« encore plus douces...
lentilles de contact
Souples
On ne les sent plus sur l'œil
Un pas considérable...
permettent à l'œil de voir sans gêne...
Essayez YSOPTI

Essayez YSOPTI
60, Bd Malesherbes
75008 PARIS
Documentaire et livre sur les lentilles de contact
France et étranger sur demande

صحة الإنسان

سكنا من الالوجن

AUJOURD'HUI

SPORTS

TENNIS

AUX INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS Borg sans problème

Quel régal de voir jouer Bjorn Borg dans la plénitude de ses moyens ! Les spectateurs de Roland-Garros y avaient cette impression de confort moral absolu que décrit Stendhal écoutant dans son fauteuil d'opéra une belle voix, dont il est exclu qu'elle puisse se briser. Dans un fauteuil, c'est la formule qui s'applique à Bjorn Borg lui-même, assignant, le jeudi 8 juin, la demi-finale des Internationaux sans perdre un set devant le Mexicain Raúl Ramírez, relégué au rôle de faire-valoir.

A vingt-deux ans, le Suédois, possesseur de deux titres les plus prestigieux du tennis à son palmarès - Internationaux de France et Wimbledon, obtient chaque année des reprises, - déjà en passe, d'être rapporte ces championnats, d'égaliser le record d'Henri Cochet, le premier vainqueur du cinquantenaire, Borg est un phénomène à abîmer complet. Il pourrait ainsi briguer le titre de champion olympique dans n'importe quelle discipline : course à pied, cyclisme, ski, lancement du marteau, tir au pistolet, et qui l'a prouvé à y a quelques années dans une épreuve olympique.

Stockton sur la route de Vilas

Le plus étonnant est que son jeu sur le court est affreux, déhanché, tourné, à 10 mètres au-dessus du filet, souvent sans point commun avec celui de stylistes comme Ashe ou Orantes. En outre, son masque hermétiquement clos, que n'éclairait aucun sourire, ses yeux cachés par un bandeau à la limite des sourcils, qui ne révèlent rien d'autre que des regards bégayés à force de concentration, lui interdisent toute communication avec le public. Pourtant, le Suédois diffuse un pouvoir magique sur la jeunesse, dont il est l'idole, à l'âge des vedettes du pop. Mais d'est avant tout sur ses adversaires que s'exerce ce pouvoir dont ils restent inhibés.

Circulation

PARIS - LE MANS PAR AUTOROUTE LE 14 JUILLET

La société Cotifroune aura construit en août prochain 465 km d'autoroute sur les axes Paris-Le Mans (Orléans) et Paris-Orléans-Tours-Poitiers (L'Aquitaine). Elle va commencer un deuxième programme portant sur 200 km environ et intéressant les autoroutes Angers-Nantes, Le Mans-La Gravelle (vers Rennes) et Orléans-Bourges. M. Pierre Chatelet, président de Cotifroune, vient de donner les précisions suivantes :

Les deux premières liaisons seront terminées en 1980, mais la construction d'Orléans-Bourges est retardée par suite de l'opposition d'associations d'écologistes. Pourtant, un pont autoroutier, qui sera terminé en 1978, est en construction à l'ouest d'Orléans, qui reliera les autoroutes Paris-Orléans et Orléans-Bourges. La section de l'autoroute A 11, entre La Ferté-Bernard et Le Mans-ouest, sera ouverte en totalité vers le milieu d'août. Pour faciliter les départs en vacances, une chaussée sera ouverte graduellement entre La Ferté-Bernard et Le Mans les 30 juin, 1er, 2 et 3 juillet. Le 14 juillet, l'autoroute sera ouverte en totalité de La Ferté-Bernard à Vichangeur du Mans-est.

P. T. T.

Vandalisme dans les cabines téléphoniques publiques

LE 19 NE RÉPOND PLUS Les appareils à préparation des cabines installés sur la voie publique, dans la région parisienne, subissent de plus en plus de méfaits. On obtient l'international par la voie automatique, sont actuellement l'objet d'actes de vandalisme permettant de nombreuses fraudes.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 9 juin 1978 : UN DÉCRET Modifiant les décrets portant statut particulier du corps des officiers et des sous-officiers de gendarmerie.

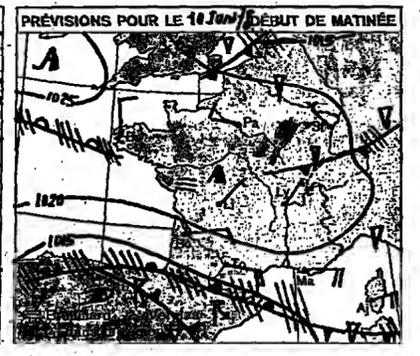
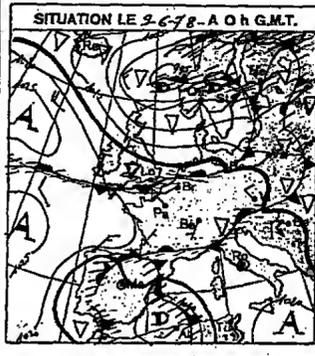
MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2085

Grid for crossword puzzle with horizontal and vertical clues. Horizontal clues include: I. Abandonna Charles VI au cœur de la forêt; II. Faible quand elle est discrète; III. Symbole; IV. Abimé; V. Court dans les steppes; VI. Moyens de progression; VII. Preuve d'amour; VIII. Sur le point d'être rendu; IX. Nombre anglais; X. Point historique; XI. Note; XII. Mortes, dans le Gard; XIII. Note; XIV. Parfum plus d'un balser en Espagne; XV. En tête de liste; XVI. Pour s'assurer d'une présence; XVII. Mode d'exécution très personnel; XVIII. Comme une gourde; XIX. Préposition; XX. Nombre anglais; XXI. Est sucrée; XXII. En

Solution du problème n° 2084 Horizontalement: I. Laideur; II. Vlan; III. Val; IV. Va; V. Euler; VI. Réussites; VII. Eu; VIII. Ré; IX. Blanc; X. Bâ; XI. Tan; XII. Scies (travaux). Verticalement: I. Avare; II. Aviateur; III. En; IV. Ecru; V. De; VI. Aï (synonyme du potage); VII. Ennui; VIII. Ope; IX. Le; X. Blanc; XI. Ver; XII. Par; XIII. En; XIV. Mille (millet); XV. Assies.

MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 9-6-78 A 0 h G.M.T. PRÉVISIONS POUR LE 10 Juin DÉBUT DE MATINÉE Lignes d'égalité hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm) Zone de pluie ou neige Vaverses Rorages Sans de la marche des fronts Front chaud Front froid Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 9 juin à 0 heure et le samedi 10 juin à 24 heures: La faible perturbation d'origine océanique qui affecte les régions proches de la Manche et de la mer du Nord se désagrège en se déplaçant lentement vers le sud. Une zone de pression relativement élevée tendra à s'établir sur la moitié nord de la France, tandis que nos régions méridionales seront sous l'influence de la perturbation qui se déplace au sud-ouest de la France.

Les températures minimales seront en léger baisse; les maximales, stationnaires ou en légère hausse. Températures de premier chiffre indiquent le maximum enregistré au cours de la journée du 9 juin; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10; le troisième, le maximum du 10 au 11. Brest, 17 et 13; Caen, 17 et 11; Cherbourg, 16 et 10; Clermont-Ferrand, 16 et 13; Dijon, 16 et 14; Grenoble, 16 et 13; Lille, 15 et 13; Lyon, 16 et 14; Marseille, 16 et 13; Nancy, 16 et 13; Nantes, 16 et 10; Nice, 16 et 11; Paris-Le Bourget, 16 et 13; Pau, 16 et 11; Perpignan, 16 et 13; Rennes, 16 et 11; Strasbourg, 16 et 13; Tours, 16 et 11; Toulouse, 16 et 13; Poitiers-Puy, 16 et 13. Températures relevées à l'étranger: Alger, 16 et 17 degrés; Amsterdam, 16 et 12; Athènes, 30 et 19; Berlin, 22 et 11; Bonn, 20 et 12; Bruxelles, 22 et 11; Casablanca, 22 et 16; Copenhague, 19 et 11; Genève, 22 et 12; Lisbonne, 23 et 15; Londres, 20 et 9; Madrid, 22 et 18; Moscou, 22 et 15; New-York, 21 et 20; Palma-de-Majorque, 22 et 19; Rome, 22 et 11; Stockholm, 21 et 11; Téhéran, 22 et 23.

MÉDECINE

Un effort prioritaire va être entrepris en recherche pharmaceutique

Le remise du prix Roussel, destiné à récompenser des travaux de recherche sur la biochimie des hormones stéroïdes, et qui a été remis à deux chercheurs américains, Ronald Breslow et Gilbert Shore, a donné l'occasion au secrétaire d'Etat à la recherche, M. Pierre Aigrain, d'annoncer une série de mesures destinées à favoriser la recherche pharmaceutique. C'est le désir que soit encouragée la signature de contrats de recherche mixte entre les secteurs public et privé, accordés ou non sous des différentes actions de soutien chimie ou biochimie et pharmacologie a déclaré le secrétaire d'Etat, qui a annoncé la création d'un comité de médicaments nouveaux dans le cadre de la délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.). Ce comité sélectionnera des projets de financement de recherche à moyen ou à long terme, présentés ou communs par une entreprise et un laboratoire public. Enfin, un groupe de travail mixte déjà constitué, doit étudier les problèmes de formation des chercheurs et techniciens afin d'orienter l'allocation des bourses gouvernementales de troisième cycle vers les secteurs susceptibles de développement.

Un message de confiance

De son côté, le ministre de la santé et de la famille, Mme Simone Veil, qui inaugure, jeudi prochain, le nouveau centre de recherche des laboratoires Merck-Sharp et Dohme, près de Riom, (Puy-de-Dôme), a annoncé la publication d'un document et des mesures précises les règles de bon usage des médicaments dans la fabrication des médicaments, rédigé par un groupe d'étude composé d'industriels, d'universitaires et de pharmaciens inspecteurs de la santé. La semaine précédente, le ministre de la santé avait assisté à une visite du Centre de recherches des laboratoires Clin-Midy, à Montpellier, où elle avait tenu à exprimer aux chercheurs de l'industrie pharmaceutique un message de confiance.

encore plus douces... Lentilles de contact souples. On ne les sent plus sur l'œil. Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact: fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (donc aux jarnes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles. Elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles... Essayez YSOPTIC. 80, Bd Malesherbes 75008 PARIS TEL. 522.15.52. Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

LOTO TIRAGE N° 23 DU 7 JUIL 1978. 1 8 13 21 35 43. NUMERO COMPLEMENTAIRE 24. RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 10): 6 BONS NUMEROS 454 100,50 F; 5 BONS NUMEROS 62 103,90 F; 5 BONS NUMEROS 3 271,20 F; 4 BONS NUMEROS 86,70 F; 3 BONS NUMEROS 8,00 F. PROCHAIN TIRAGE LE 14 JUIL 1978. VALIDATION JUSQU'AU 13 JUIL 1978 APRES-MIDI.

la détente est aux BAHAMAS. oubliez vos soucis... laissez-vous vivre au soleil. Camino vous propose 4 départs garantis chaque semaine. durée des séjours au choix (du long week-end aux vraies vacances); grand éventail d'hôtels (du Tourisme au Grand Luxe); ex. de prix: de 2.490 F à 3.220 F (pour une semaine Paris/Paris transport, transferts et hôtel) tout renseignement et documentation chez votre agent de voyages ou CAMINO, 21, rue Alexandre Charpentier, 75017 Paris-tél. 755.77.90-380.55.58.

Notre berline la plus sportive

L'ALFETTA 2000



CE MODELE BENEFICIE DE 3 GARANTIES

6 rue Duplex, Paris 15
duplex 566.09.09

EUROPLASTIQUE EUROCAOUTCHOUC



EXPOSITION INTERNATIONALE DES PLASTIQUES ET CAOUTCHOUCS

PARIS 13-21 JUIN 1978

PORTE DE VERSAILLES
tous les jours de 9 h 30 à 18 h 30



Dans 7 secteurs d'application, une sélection d'objets exceptionnels :
**un toit plastique de 5000 m²,
 un atelier de machines
 en fonctionnement de 33.000 m²**
 plus de 1300 exposants de 30 nations

matières premières - machines et équipements - engineering - produits finis

52.000 m² de stands couverts

CARNET

Réceptions

— A l'occasion du départ de M. Curt Lidgard, ministre plénipotentiaire, et de l'arrivée de son successeur, M. Orian Barter, l'ambassadeur de Suède, M. Sverker Aström, a donné, le jeudi 8 juin, une réception dans les salons de l'ambassade.

— A l'occasion de la visite à Paris de M. Abdel Aziz Al-Bawas, secrétaire d'Etat à l'Information du Sultanat d'Oman, l'ambassadeur et Mme Annick Nadez ont offert, jeudi 8 juin, une réception en leur résidence.

Naissances

— M. Bernard ALBOU et Mme, née Viviane Bousnak, ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur fils.

Arnaud Samuel Jacques, le 24 mai 1978, 45, avenue Poeh, Paris (18^e).

Mariages

Jacqueline SPANJAARD et Robert VEIL sont heureux de faire part de leur mariage, célébré à Versailles, le 10 juin 1978.

Rambervillers (81), 8, rue Saint-Charles, 78000 Versailles.

Décès

— Le Révérend Père supérieur général des missionnaires Oblats de Marie-Immaculée, Les Oblats de Marie-Immaculée de Paris, font part du retour à Dieu de

R.P. Roger BULLARD,

missionnaire des Esquimaux. Les obsèques ont lieu dans sa paroisse natale, Le Russey (Doubs), mercredi 7 juin.

Un service solennel aura lieu à la basilique du Sacré-Coeur à Montmartre, le jeudi 12 juin, à 19 h. 30.

— Le Père Bullard, de la congrégation des Oblats de Marie-Immaculée, est resté dix-sept ans au pôle Nord, Grand spécialiste de la vie des Lapons, conférencier à succès, il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont certains destinés aux enfants.

— M. André Deflène, son épouse, M. et Mme Jacques Deflène, Jean-Christophe, Benoit, Hugues et Bertrand.

Le colonel et Mme Xavier Deflène, Valérie, Frédéric, Laura et Arnaud, M. et Mme Marc Deflène, Marie, Mathieu et Martin.

M. et Mme Philippe Deflène, Romain et Eric.

MM. Yves et Guy Deflène, M. et Mme Philippe Bergot, Marie-Victoire et Cécilia.

M. et Mme Louis Deflène, Olivier, Camille et Rodica.

M. et Mme Jean-Claude Delloye, Renaud et Eric.

M. et Mme Michel Lebbaye, Jérôme, Florence et Marc, ses neveux et nièces.

Les familles Deflène, Viotte, Cayrac, Allard, Feronnière, Houel, Farnetier et Lotèvre, ont le plaisir de faire part du rappel à Dieu de

Mme André DEFLÈNE, née Paule Viotte, ancien adjoint au maire de Lille, ancien conseiller général du Nord, pleureusement décédée à Lille, le 8 juin 1978, dans sa 83^e année.

— Il vous prie d'assister à la cérémonie religieuse, qui aura lieu le samedi 10 juin 1978, à 15 heures, en l'église Saint-Martin d'Esquermes, suivie de l'inhumation au cimetière de Douai.

Assemblée à la chapelle de l'église à 14 h. 45.

L'offrande tiendra lieu de condoléances.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

16, place du Maréchal-Leclerc, 59000 Lille.

LATREILLE
SON RAYON
GRAND TAILLEUR
Coupe "CRÉATION", 3 essayages
Costumes et pardessus
de 1950 à 2500 F
62 r. St-André-des-Arts, 6^e
Parking attenant à nos magasins

A L'HOTEL DROUOT

Samedi
EXPOSITION
S. 1. - Peuples d'outre-mer.
S. 2. - Tableaux anciens, estampes, meubles, objets d'art 18^e et 19^e.
S. 3. - Céramique, et boucles en arg. princ. caennaises.
S. 4. - Biblioth. Robert Voo Hirsch, orig. des auteurs français du 19^e au début du 20^e.
S. 5. - Armes, souvenirs historiques.

DROUOT-RIVE GAUCHE
Ld 12 juil. 9 h. à 14 h. (exp. sans fin)
SUCCESSIONS MARIA CALAIS
Vaseau, verr., ling. maison, Orv. bibel., pierres dures, MOB. mod., canap., tabl. basses, etc. Objets stér. marquet. valér., app. minag.
M^{rs} BOISGARD, de HESCHEREN
C.P. 2, r. de Provence, 770-81-82
M^{rs} CHAYTTE, 10, rue Rossini, 779-38-89

M^{rs} P. et J. MARTIN, C.P. 88, 3, imp. Cheval-Léger, 950-58-08
DIMANCHE 11 JUIN à 14 heures
Palace anc. encl. mobilier africain en bois de Normandie (4^e vente) - Meubles bois fruitier.
EXPO : vendredi et samedi.

M^{rs} P. et J. MARTIN, C.P. 88, 3, imp. Cheval-Léger, 950-58-08
DIMANCHE 11 JUIN à 14 heures
Palace anc. encl. mobilier africain en bois de Normandie (4^e vente) - Meubles bois fruitier.
EXPO : vendredi et samedi.

Visites et conférences

SAMEDI 10 JUIN

— Mme André Dufourt à la grande tristesse de faire part du décès de son fils.

Christian DUFOURT,
survécu le 3 juin 1978, à l'âge de quarante-trois ans, à la suite d'une douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 12 juin, à 10 h. 30, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, Paris (7^e).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Lisses (Essonnel), dans la plus stricte intimité.

Il est rappelé le souvenir de son père,

le général André DUFOURT, décédé en 1967.

M^{rs} fleurs de couronnes, des messes, 18, square Albert, 75018 Paris.

Mme Michel Magat, son épouse, M. et Mme S. de France, MM. Yves, Michel et Nicolas Magat, ses enfants et son grand-père, Pierre, Claude, Jean-Christophe, Paul, Thibault, ses petits-enfants, Mme Valérie Gueguen-Magat, sa sœur.

Ainsi que toute sa famille et ses amis, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Michel MAGAT, survenu le 6 juin 1978.

Les obsèques auront lieu le samedi 10 juin 1978, à 11 heures, au cimetière de St-James, où l'on se réunira. Ces avis tiennent lieu de faire-part.

47, rue de Paris, 91370 St-James.

— Le président, Le bureau et le conseil de la Société de chimie physique, ont le regret de faire part du décès de

M. Michel MAGAT, professeur à l'université de Paris-Sud-Orsay, ancien président et président d'honneur de la Société de chimie physique, de la division Faraday de la Chemical Society de Londres, 10, rue Vauquelin, 75005 Paris.

— Le Laboratoire de chimie macromoléculaire sous patronage du C.N.R.S., à Bellevue, a la douleur de faire part du décès de son ancien directeur.

M. Michel MAGAT, professeur à l'université de Paris-Sud, survenu le 9 juin 1978. (Le Monde du 9 juin).

— Mme Paul Roy, M. et Mme Louis Roy et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de leur époux, père et grand-père.

M. Paul ROY, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance. La cérémonie religieuse a été célébrée le 1^{er} juin 1978 en l'église Saint-Martin-des-Champs à Beaumont.

12, rue de Chalesse, 25000 Besançon, 72, route de Montsaunoy, 1208 Genève.

— Mme René Tirant, ses enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

M. René TIRANT, ancien gouverneur de la France d'outre-mer, survenu le 7 juin 1978 à Cannes. La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 10 juin, à 15 heures, au temple de Chay (Deux-Sèvres).

— Mme Paul Bon, ses enfants et sa famille, dans l'impossibilité de répondre à tous les témoignages de sympathie qui leur ont été exprimés lors du décès de

M. Paul BON, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur de leur exprimer de leur profonde gratitude.

9, rue Jean-Pellet, 69200 Caluire.

— Un service en souvenir de Nicolas NABOKOV sera célébré le lundi 12 juin, à 18 heures, en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru.

Not abonnés, bénéficiez d'une réduction sur les inscriptions de « Carnet du Monde », sans frais de journal à leur avoir de la date des dernières livraisons pour justifier de cette qualité.

Messes

— M. René TIRANT, ancien gouverneur de la France d'outre-mer, survenu le 7 juin 1978 à Cannes. La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 10 juin, à 15 heures, au temple de Chay (Deux-Sèvres).

Remerciements

— Mme Paul Bon, ses enfants et sa famille, dans l'impossibilité de répondre à tous les témoignages de sympathie qui leur ont été exprimés lors du décès de

M. Paul BON, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur de leur exprimer de leur profonde gratitude.

9, rue Jean-Pellet, 69200 Caluire.

Messes

— Un service en souvenir de Nicolas NABOKOV sera célébré le lundi 12 juin, à 18 heures, en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru.

Not abonnés, bénéficiez d'une réduction sur les inscriptions de « Carnet du Monde », sans frais de journal à leur avoir de la date des dernières livraisons pour justifier de cette qualité.

Messes

— Un service en souvenir de Nicolas NABOKOV sera célébré le lundi 12 juin, à 18 heures, en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru.

Messes

— Un service en souvenir de Nicolas NABOKOV sera célébré le lundi 12 juin, à 18 heures, en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru.

Messes

— Un service en souvenir de Nicolas NABOKOV sera célébré le lundi 12 juin, à 18 heures, en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru.

Messes

— Un service en souvenir de Nicolas NABOKOV sera célébré le lundi 12 juin, à 18 heures, en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru.

Visites et conférences

SAMEDI 10 JUIN

— Mme André Dufourt à la grande tristesse de faire part du décès de son fils.

Christian DUFOURT,
survécu le 3 juin 1978, à l'âge de quarante-trois ans, à la suite d'une douloureuse maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 12 juin, à 10 h. 30, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard, Paris (7^e).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Lisses (Essonnel), dans la plus stricte intimité.

Il est rappelé le souvenir de son père,

le général André DUFOURT, décédé en 1967.

M^{rs} fleurs de couronnes, des messes, 18, square Albert, 75018 Paris.

Mme Michel Magat, son épouse, M. et Mme S. de France, MM. Yves, Michel et Nicolas Magat, ses enfants et son grand-père, Pierre, Claude, Jean-Christophe, Paul, Thibault, ses petits-enfants, Mme Valérie Gueguen-Magat, sa sœur.

Ainsi que toute sa famille et ses amis, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Michel MAGAT, survenu le 6 juin 1978.

Les obsèques auront lieu le samedi 10 juin 1978, à 11 heures, au cimetière de St-James, où l'on se réunira. Ces avis tiennent lieu de faire-part.

47, rue de Paris, 91370 St-James.

— Le président, Le bureau et le conseil de la Société de chimie physique, ont le regret de faire part du décès de

M. Michel MAGAT, professeur à l'université de Paris-Sud-Orsay, ancien président et président d'honneur de la Société de chimie physique, de la division Faraday de la Chemical Society de Londres, 10, rue Vauquelin, 75005 Paris.

— Le Laboratoire de chimie macromoléculaire sous patronage du C.N.R.S., à Bellevue, a la douleur de faire part du décès de son ancien directeur.

M. Michel MAGAT, professeur à l'université de Paris-Sud, survenu le 9 juin 1978. (Le Monde du 9 juin).

— Mme Paul Roy, M. et Mme Louis Roy et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de leur époux, père et grand-père.

M. Paul ROY, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance. La cérémonie religieuse a été célébrée le 1^{er} juin 1978 en l'église Saint-Martin-des-Champs à Beaumont.

12, rue de Chalesse, 25000 Besançon, 72, route de Montsaunoy, 1208 Genève.

— Mme René Tirant, ses enfants et petits-enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

M. René TIRANT, ancien gouverneur de la France d'outre-mer, survenu le 7 juin 1978 à Cannes. La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 10 juin, à 15 heures, au temple de Chay (Deux-Sèvres).

— Mme Paul Bon, ses enfants et sa famille, dans l'impossibilité de répondre à tous les témoignages de sympathie qui leur ont été exprimés lors du décès de

M. Paul BON, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur de leur exprimer de leur profonde gratitude.

9, rue Jean-Pellet, 69200 Caluire.

— Un service en souvenir de Nicolas NABOKOV sera célébré le lundi 12 juin, à 18 heures, en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru.

Not abonnés, bénéficiez d'une réduction sur les inscriptions de « Carnet du Monde », sans frais de journal à leur avoir de la date des dernières livraisons pour justifier de cette qualité.

Messes

— M. René TIRANT, ancien gouverneur de la France d'outre-mer, survenu le 7 juin 1978 à Cannes. La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 10 juin, à 15 heures, au temple de Chay (Deux-Sèvres).

Remerciements

— Mme Paul Bon, ses enfants et sa famille, dans l'impossibilité de répondre à tous les témoignages de sympathie qui leur ont été exprimés lors du décès de

M. Paul BON, prient toutes les personnes qui se sont associées à leur douleur de leur exprimer de leur profonde gratitude.

9, rue Jean-Pellet, 69200 Caluire.

Messes

— Un service en souvenir de Nicolas NABOKOV sera célébré le lundi 12 juin, à 18 heures, en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru.

Not abonnés, bénéficiez d'une réduction sur les inscriptions de « Carnet du Monde », sans frais de journal à leur avoir de la date des dernières livraisons pour justifier de cette qualité.

Messes

— Un service en souvenir de Nicolas NABOKOV sera célébré le lundi 12 juin, à 18 heures, en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru.

Messes

— Un service en souvenir de Nicolas NABOKOV sera célébré le lundi 12 juin, à 18 heures, en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru.

Messes

— Un service en souvenir de Nicolas NABOKOV sera célébré le lundi 12 juin, à 18 heures, en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru.

Messes

— Un service en souvenir de Nicolas NABOKOV sera célébré le lundi 12 juin, à 18 heures, en la cathédrale orthodoxe Saint-Alexandre-Nevski, 12, rue Daru.

Le Monde

L'ALS

Les voisins et leurs

— CRAYON LIBRE

Cela vous étonne



— MINISTRE ALSACIEN

M. Daniel Hoeffel

pour toutes les en

صحة في الاصل

صحة من الاصل

Le Monde

une semaine avec

L'ALSACE

Les voisins, avec leurs bons et leurs mauvais côtés

« Il est pratiquement scanda-
leux que des dizaines
de milliers de travailleurs
alsaciens soient obligés, s'ils veulent
continuer à habiter leur
région, aller travailler chaque
jour de l'autre côté du Rhin, en
étant suspendus au bon vouloir
de patrons allemands et à la
propriété économique de la
R.F.A. », indique l'un. « Entre
nous, avoir le même chiffre au
bas de sa feuille de paye, mais
en francs français d'un côté, et
en Deutschmarks de l'autre, cela
fait bien des gens », soupire
Yvonne, qui ajoute perfidement :
« Il est vrai que le mark vient
de baisser : il n'a plus qu'à
deux francs et demi... »

rapidement dépeuplé, s'il ne l'est
déjà.
Rapportés à l'ensemble de la
population active des deux dé-
partements alsaciens, de tels ré-
sultats, au demeurant, semblent
rester dans les limites du raison-
nable. Mais ces limites sont allè-
grement franchies si l'on consi-
dère la situation particulière de
certains cantons. Dans le Bas-
Rhin, le record appartient à
Seitz, avec près de 34 % de la
population active, talonné par le
canton de Lauterbourg (31,3 %,
et plus de 40 % pour la seule
maison-d'œuvre féminine). Sont
sons-forêts et Wissembourg
comptent encore quelque 30 %
de travailleurs frontaliers — ou
plutôt, pour user d'une termi-
nologie plus exacte, celle qui est
employée par l'INSEE, de tra-
vailleurs « trans-frontaliers ».
Dans le Haut-Rhin, on en
compte près de 27 % dans le
canton de Huningue, 28 % dans
celui de Ferrette et plus de 22 %
dans celui de Sierentz. Mais,
dans les deux départements, la
proportion tombe, dans de nom-
breux cantons, à moins de 1 %;

Eternel objet de controverses,
la question des travailleurs fron-
taliers ne semble pas échapper
à l'ambiguïté qui pèse souvent
sur les relations entre l'Alsace
et ses voisins. Son voisin alle-
mand en particulier : si le pro-
blème du travail des Alsaciens
en Suisse, bien qu'ils y soient
un peu plus nombreux, est moins

VU DE BALE
Patrons, Suisses...
et diplomates

CIBA-GEIGY, à Bâle, on ne
voit que ça. Il y a d'abord
tous ces bâtiments, tout
ce monument industriel, gris et
clair, dominant sur la rive
droite du Rhin, sûr de sa solidité
dans un marché international où
se vendent bien ses produits
pharmaceutiques, agrochimiques,
ses colorants et ses plastiques,
ses huiles spéciales et ses
ingrédients ménagers. Il y a
aussi et surtout, pour fabriquer,
étudier, placer et distribuer au
mieux cette production, 12 000 à
13 000 salariés, parmi lesquels
1 000 à 4 000 « étrangers », et,
sur ce chiffre, 1 200 nom-
més français.
Citoyens suisses, M. Ehrman
et M. Helzer sont, eux, des
sardes de la direction du per-
sonnel de Ciba-Geigy. Seulement
— serait-ce un effet de la
fameuse neutralité suisse ? —

il ne faut pas attendre du « sen-
sationnel ». Pourquoi ? Parce
que l'entreprise a besoin de
diplomates, dès lors qu'il y a
multinationalité dans l'emploi.
« Nous employons des Fran-
çais d'Alsace, des Allemands
mais aussi des Anglais, des Ita-
liens, des Américains, des Égyptiens,
et même des Suisses qui
habitent... l'Alsace. »
Ce que font ces Français ?
Ils sont chimistes, techniciens,
dessinateurs, hommes de « mar-
keting ». Voilà déjà pour
220 d'entre eux. On en compte
encore 200 dans les laboratoires.
Quant aux 800 autres, le gros
de la troupe, ils sont à la pro-
duction, plus ouvriers que cadres.
On dit, ici — personnel à contrats
collectifs...
Jean-Marc THEOLLEYRE.
(Lire la suite page 23.)



La « Regio » ou l'envie d'une Europe à trois

DEPUIS qu'à une date rela-
tivement récente on s'est
mis, de part et d'autre des
frontières, à débattre des pro-
blèmes soulevés par la construc-
tion des centrales nucléaires de
Wyhl en Allemagne, de Kaiserslautern
en Suisse, de Bessenheim
en France, le concept d'une
coordination suprafrontalière des
plans de développement — une
préoccupation déjà ancienne des
autorités — est devenu l'affaire
de tous. Un mot est né : la
Regio, terme employé en commun
par les Allemands, les Suisses et
les Français, pour désigner le
carrefour des trois États.
C'est que le contour du Rhin
supérieur, lieu de rencontre de
trois pays — dont les systèmes
politiques sont à certains égards

très différents et dont le dévelop-
pement présente des écarts très
sensibles dans un espace écono-
miquement clos — se note sans doute
mieux que la plupart des régions
à la poursuite des réalités et des
rêves européens.
Depuis que, en premier, les
Suisses, et en particulier ceux de
Bâle et du nord-ouest de l'Hel-
vétie ont compris l'intérêt
qu'eux, mais aussi leurs voisins
alsaciens et belges — et par-delà,
la France et la République fédé-
rale d'Allemagne — avaient à
s'asseoir autour d'une même
table pour aborder des problèmes
communs et trouver des solutions
communes dans le cadre d'ac-
cords transfrontaliers, l'idée d'une
telle coordination a fait son
chemin.

la nation helvétique (...) prendra
quelque jour dans le concert eu-
ropeen la place qui lui revient ;
il sera possible, alors, de créer
au confluent de trois États, de
part et d'autre du Rhin, un
« district fédéral » qui aurait
l'immense avantage d'être placé
à la charnière physique, humaine
et économique de l'Europe. »
Bernard Lederer.
(Lire la suite page 24.)

« MINISTRE ALSACIEN »
M. Daniel Hoeffel : une région d'accueil
pour toutes les entreprises sans exception

« Nommé il y a deux mois
secrétaire d'Etat auprès du mi-
nistre de la santé et de la fa-
mille, vous êtes en outre consi-
déré comme le porte-parole de
l'Alsace au sein du gouverne-
ment. Comment concevez-vous
ce rôle de « ministre alsaci-
en » ?
— Mon premier devoir est
d'assumer la charge de l'action
sociale auprès du ministre de
la santé et de la famille, et cette
fonction est à la fois importante
et absorbante. Cela étant, les
circonstances veulent que je
sois actuellement considéré
comme le représentant de l'Al-
sace au gouvernement. Cette
responsabilité, je l'accepte.
« Il ne s'agit pas d'assumer
seul tous les problèmes qui
peuvent se poser en Alsace ;
mais je veux m'acquitter de
cette mission en liaison étroite
avec tous les élus, les respon-
sables des assemblées régio-
nales et départementales, les
milieux socio-économiques. Je
suis persuadé qu'en unissant
nos efforts nous pourrions obtenir

qu'un certain nombre de nos
dossiers soient pris en consi-
dération et que l'Alsace soit
écoutée.
Parmi ces dossiers, les plus
urgents concernent le dévelop-
pement économique et la main-
tien de l'emploi dans la région.
En dépit d'une grande
diversification industrielle, plus-
ieurs secteurs géographiques
et branches professionnelles
sont, chez nous, durablement
touchés. Il nous faut, à la fois,
essayer d'éviter que certaines
entreprises, voire certaines pro-
grammes, ne disparaissent, et
difficilement ne disparaissent,
et obtenir la venue
d'entreprises nouvelles. Il nous
faut insister sur le fait que l'Al-
sace a besoin de structures in-
dustrielles, agricoles, tertiaires
qui lui évitent de perdre sa
substance. Pour cela, l'Alsace
doit, rester accueillante pour
toutes les entreprises nouvelles,
de qualité nationale qu'elles
soient. Car nous ne pouvons
nous payer le luxe d'être autre-
ment.

Pas assez de volonté
pour exploiter l'or du Rhin
Lire l'article de FRANÇOIS GROSCHARD pages 22 et 23
L'école menaçait le bilinguisme
voudra-t-elle le sauver ?
Lire l'article de ROGER CANS page 24

Advertisement for 'Le bonbon de vos rêves' (The candy of your dreams) by CFCC - STRASBOURG GEISPOLSHHEIM. It features the brand name in a stylized font and describes the candy as being made from pure tradition and natural components. The text includes: 'fabriqué dans la plus pure tradition, uniquement aux composants naturels.' and 'de nouvelles étoiles alsaciennes. Un Nom à retenir.' The address is 'Fabriqué par CFCC - STRASBOURG GEISPOLSHHEIM BP 121 67048 STRASBOURG Cedex tél. (88) 66.14.23'.

صحة من الاجل

L'or du Rhin

départ, une constatation : il faut éviter une trop rapide érosion du lit du Rhin et empêcher que le niveau de l'eau ne baisse de manière importante, tout en régularisant les conditions de navigation.

le fleuve ou par passage du lit du Rhin. Attendons les résultats de ces expériences avant de nous engager dans la construction d'un ouvrage.

Mais les autorités allemandes, pour des motifs politiques, financiers et écologiques, traitent les problèmes de l'érosion du Rhin de « technocrates apatrides », mais aussi une réalité profondément populaire, c'est là un élément qui ne peut être négligé.

En outre, les retombées de cette augmentation du pouvoir d'achat local profitent à de nombreux commerces et entreprises extérieures alsaciennes. Elles permettent par ailleurs que des villages entiers, au lieu d'être laissés plus ou moins à l'abandon, soient entretenus sur le plan architectural, restaurés, modernisés — sinon toujours embellis.

De surcroît, la possibilité d'aller travailler « de l'autre côté » a permis à de nombreux jeunes foyers alsaciens de demeurer au pays. On peut certes prendre le problème par l'autre bout, et déplorer qu'il leur faille, pour ce faire, offrir leurs bras et leur savoir-faire à une économie qui n'est pas nationale, étrangère et même redoutablement

concurrente de l'économie française. Mais il reste que, sans le travail frontalier, ces jeunes foyers ruraux auraient émigré, au mieux vers la Lorraine ou le Strasbourg, au pis vers Paris, pour ne pas dire vers Bâle, Rome ou Singapour.

leurs mauvais côtés

Politique et psychologie

l'agrégé de géographie s'est autant passionné pour ces problèmes que l'élu local, les entreprises de plus de vingt salariés sont allemandes dans leur majorité. En 1975, ces entreprises à capitaux allemands ont distribué quatre milliards d'anciens francs de salaires dans une commune et ses environs immédiats, et ont payé quelque quatre cents millions — toujours en anciens francs — de pensions et autres dépenses. Elles ont en outre permis à des capitaines, français eux-mêmes, qu'on en trop facile proportion, de fructifier, ce qui n'est pas si évident aujourd'hui. Elles fournissent du travail à 5 500 salariés sur un total local de 10 000 actifs. C'est dire qu'il existe d'autres solutions que les « frontaliers ».

VU DE BALE. Patrons suisses...

(Suite de la page 21.)

Pour l'heure, voilà qui est simple. On ne sort pas de la statistique.

On s'y maintient encore en parlant de la section d'apprentissage de Ciba-Geigy qui reçoit, bien sûr, les frontaliers comme les autres.

Actuellement, il y a 14 Alsaciens sur 400 apprentis, dit M. Heizer. La formation dure trois années. Elle se termine avec la délivrance d'un diplôme suisse fédéral. Les apprentis sont payés comme s'ils travaillaient.

Les diplômés ne sont pas imprais. « En général, ils restent chez nous », sourit. « Ou bien, ils vont à côté... »

A côté, ce peut être Sandoz, par exemple, sur l'autre rive du fleuve. On ne leur en voudra pas. L'autre côté, c'est toujours la Suisse. MM. Ehrman et Heizer ne tombent pas dans la ségrégation ? Ni en bien ni en mal.

Pour nous les Alsaciens, les Français ce ne sont pas des étrangers. Une ville comme Bâle est un centre. Bien sûr, et l'on s'en tient aux frontières, nos amis d'outre-mer, mais ils ont leur rôle à jouer. Il n'y a que des gens d'une même région, qu'ils soient français ou allemands ou suisses.

En somme, vous appréciez la nature alsacienne ? « Oui, un petit peu. Evidemment, nous voyons quelques différences. C'est normal. »

La notion d'entreprise reprend le dessus : « Chez nous, il n'y a pas de différence entre les gens. Suisses, Allemands, Alsaciens ; ils ont les mêmes droits, les mêmes devoirs. »

Est-il vrai que le frontalier sera le premier licencié s'il faut licencier ? Envoilà : « Nous n'avons pas à licencier. On engage encore mais pas comme il y a quatre ou cinq ans... »

DEPUIS 1904



En 1904, un forage destiné à rechercher de la houille ou du pétrole permit de découvrir, à Wittelsheim dans le Haut-Rhin, le gisement potassique d'Alsace par 627 m. de profondeur.

L'extraction débuta en 1910 et le gisement fut exploité jusqu'à la première guerre mondiale en partie par la société franco-allemande K.A.L. Sainz-Théâtre et en partie par des sociétés allemandes. Ces dernières ont été rachetées par l'Etat français en 1924 et devinrent Mines Domestiques de Potasse d'Alsace (M.D.P.A.).

En 1924, l'extraction, répartie sur une douzaine de puits, franchit le cap du million de tonnes.

En 1928, 3 500 000 tonnes ont été extraites et exportées par le port de Strasbourg.

En 1937, a été créé le groupe S.M.C. (Société Minière et Chimique) ; l'exploitation a été confiée à la S.C.P.A. (Société Commerciale des Potasses et de l'Azote).

LES M.D.P.A. EN QUELQUES CHIFFRES

Chiffre d'affaires hors taxes pour 1977 : 961 millions de francs.

Pour une production en chlorure de potassium environ 7 % de la production mondiale, le marché français en absorbe environ 75 %.

LES MINES DE POTASSE D'ALSACE

Un gisement - Des établissements industriels Une grande entreprise

Le gisement potassique qui s'étend dans la plaine d'Alsace au nord-ouest de Mulhouse, sur quelque 20 000 hectares, comprend deux couches distantes d'une vingtaine de mètres qui vont de 400 à 1 100 mètres de profondeur dans les parties exploitées ; la couche inférieure, la plus puissante, a de 250 à 3 mètres d'épaisseur, et la couche supérieure qui a une épaisseur de 1,20 à 2,10 mètres d'épaisseur.

La hauteur de 2,20 à 2,40 mètres, les chlorures de sodium, sel gemme (80 %) et des chlorures insolubles : arylates, etc. (14 %).

Au fond règnent des températures qui s'élevaient avec la profondeur : à 1 000 mètres, elles dépassent 50 °C.

Trois fosses assurent actuellement l'exploitation : Amélie, Marie-Louise et Théodore. Près de 300 kilomètres de galeries sont en service dans l'ensemble du bassin. Les trois quarts de ces voies sont utilisés pour le transport du personnel, du matériel et du matériel ; certaines d'entre elles sont équipées de bandes transportées pour l'évacuation du minerai.

La largeur des galeries varie de 3,50 à 4 mètres, la hauteur de 2,20 à 2,40 mètres.

1 UN AÉROPORT INTERNATIONAL (BALE/MULHOUSE) dont la piste portée à 3 900 mètres fin 1978 sera parfaitement adaptée aux conditions d'exploitation actuelle des gros-porteurs long-courriers ;

2 UN NOUVEAU AUTOROUTIER qui se construit aujourd'hui, et qui assurera, d'ici trois ans, les liaisons entre le réseau français (A 7 - Mulhouse - Rhin) et le réseau allemand (Hambourg - Francfort - Bâle) et le réseau suisse ;

3 UN ENSEMBLE PORTUAIRE d'ores et déjà axé sur le transit international, où les possibilités de stockage en entrepôts publics sous domane seront augmentées de 6 000 m² couverts en 1978 ;

4 UNE UNIVERSITÉ qui se développe en renforçant sa spécialisation dans les applications techniques et industrielles de la science et dans la recherche appliquée, en liaison avec l'économie française et étrangère ;

5 UNE VILLE ET UNE RÉGION qui bougent et qui offrent, en milieu urbain, en périphérie d'agglomération, au débouché des vallées vosgiennes et en bordure du Rhin et du Canal d'Alsace, des bureaux et des terrains disponibles, ainsi que des immeubles-relais (surfaces IS à 1 000 m²).

avec MULHOUSE jouez l'efficacité !

Ville de Mulhouse - Chambre de Commerce et d'Industrie de Mulhouse - Comité d'Action pour le Progrès Économique et Social du Haut-Rhin.

L'ingénierie

L'expérience acquise par les M.D.P.A. dans les diverses techniques d'exploitation et de traitement du minerai de potasse a conduit l'entreprise minière et chimique à créer au sein de sa direction des mines une direction des études et de l'ingénierie.

Le domaine d'activité de cette D.E.I. est très vaste. On peut le schématiser en trois activités principales : géologie, techniques minières, procédés de traitement.

Le département géologie, qui, au cours des années, a été amené à étudier des gisements de potasse très variés à travers le monde, possède une remarquable expérience dans ce domaine. Ses missions portent sur la conception et de la mise au point des machines et du matériel, de l'entretien de la formation du personnel.

Le département des procédés et traitements est chargé de la valorisation des minerais potassiques et autres produits minéraux, tels que : chlorure de sodium, chlorure de magnésium, etc. Ses prestations peuvent être schématisées en trois domaines : la maîtrise d'œuvre complète (conception, construction et mise en marche) ;

2) Une halleuse intégrée dans une taille d'exploitation équipée d'un soutènement marchant.

DE L'ALSACE Une province de

Au coeur de l'Europe des rivières.

LES PORTS FRANÇAIS DU RHIN SONT DES CENTRES COMMERCIAUX PRIVILEGES.

- transit
● groupage et dégroupage
● stockage et manutention
● vrac liquide et solide
● céréales
● marchandises générales
Ils offrent
● un outillage et des équipements modernes
● les services de professionnels dynamiques et qui ont du métier
● des dessertes régulières et rapides par eau et par terre vers toutes destinations continentales et maritimes



PORT AUTONOME DE STRASBOURG
25, rue de la Nuée-Bleue
67081 STRASBOURG CEDEX
Tél. (88) 32.49.15 - Télex 880 476 poronome strbg

Etablissement Public
PORT RHENAN DE
COLMAR/NEUF-BRISACH
2, rue Georges-Lasch - B.P. 81
68001 COLMAR CEDEX
Tél. (89) 41.03.00

Etablissement Public
PORTS RHENANS DE
MULHOUSE/OTTMARSHEIM,
Ile Napoléon et Huningue
Chambre de commerce et
d'industrie de Mulhouse
B.P. 1088 - 68051 Mulhouse Cedex
Tél. (89) 48.01.14

L'école menaçait le bilinguisme voudra-t-elle le sauver?

Pour nombre d'Alsaciens, le 26 avril 1978 restera marqué d'une pierre blanche. Qu'on imagine un professeur d'université rendant hommage en classe à la mémoire d'un inspecteur général de l'Instruction publique devant les représentants officiels de la République française et du ministère de l'Éducation nationale...
Il est vrai que le professeur d'université en question, agrégé d'allemand, dirige l'Institut de dialectologie alsacienne de l'université de Strasbourg-II, et que l'homme qu'on va enterrer n'est autre que Georges Holderlin, ancien instituteur, devenu lui aussi agrégé d'allemand puis inspecteur général, porteur d'une méthode d'apprentissage de l'allemand devenue aujourd'hui la loi dans l'enseignement primaire et secondaire en Alsace.
Mais, tout de même : dix ans après, en 1968, le bilinguisme n'est plus un terrain de lutte clandestin.
De la maternelle à l'université, l'alsacien redevient aujourd'hui une langue acceptée, parfois encouragée, alors même que sa pratique diminue rapidement dans la population qui s'urbanise.
Longtemps utilisée pour combattre le bilinguisme, l'école va-t-elle venir à son secours maintenant qu'il est menacé? Plusieurs indices permettent de croire.
« En classe, on se taisait », raconte Klein, trente-deux ans, professeur de comptabilité à Saverne (Bas-Rhin) et responsable d'un « groupe d'animation dialectale en milieu scolaire » est resté marqué par son passage à l'école primaire. Il se souvient qu'à la « salle d'asile » — l'ancêtre de la maternelle — religieuses laissent les enfants parler alsacien. Mais s'il est entre les mains de l'instituteur, « c'était fini ». A Huttentheim, en 1955, on pratiquait encore le « je » mais à décaler le matin à un élève une clé ou un morceau de bois — le « symbole » — à charge pour lui de transmettre à l'élève qui était pris en train de parler alsacien. En fin de journée, celui qui était trouvé détenant du symbole se voyait inscrit au tableau de déshonneur.
« Je n'arrivais pas à dire correctement « j'ai », se rappelle Klein. L'instituteur nous faisait honte à tous lorsque nous débutions sur une prononciation. C'était une honte. »
Professeur d'histoire des religions à la faculté de théologie protestante de Strasbourg, M. Ralph Stahly se souvient que lorsqu'il est entré en cinquième au lycée Kléber, en 1952, la maîtresse venait de Nice. « Le premier jour, je suis rentré à la maison en disant : « La maîtresse parle alsacien. » Et j'ai vite compris qu'il utilisait une autre langue que chez moi. »

Ceux d'après « 68 »

Une Alsacienne de la même génération explique que, à l'école primaire, à Strasbourg, « l'instituteur était toujours privilégié les francophones ». Il était entendu que « les gens bien parlent français ». La composition entre dialectes et francophones n'était pas égale. « Vers l'âge de douze ans, lorsque les francophones sont parties au lycée, je me suis mise à travailler. J'étais débarrassée de mes complexions. »
Est-ce à dire que les instituteurs faisaient régner en Alsace la « terreur » francophone? « Il faut se replacer dans le contexte », dit Théo Sieglar, secrétaire général de la section du Bas-Rhin du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-F.E.G.C.) et membre du bureau national. « En 1968, au plus fort de la réaction anti-allemande, un député M.R.P. a proposé d'introduire le bilinguisme à l'école. Pour nos instituteurs, c'était une véritable provocation. Et c'est de là que date mon engagement syndical. »
Tous n'étaient pas aveuglément répressifs, cependant. M. Emile Brini, instituteur — puis à la retraite, — à Schiltigheim, près de Saverne, avoue qu'il a toujours toléré l'alsacien dans sa classe. « Quand on n'a que des enfants du village, on ne peut pas empêcher ceux qui parlent dans la cour une langue qu'ils ne parlent pas chez eux. » Même en classe, et bien avant que l'apprentissage de l'allemand soit officiellement reconnu dans l'enseignement primaire, M. Brini utilisait l'allemand pour les cours de français, expliquant par exemple la différence entre « est » et « a » et « sind », mieux différenciés.

ser son point de vue à la centrale : « Affirmer que l'allemand est notre langue régionale provoque chez de nombreux Français un haut-le-cœur patriotique, y compris au sein même de notre syndicat », lit-on dans une motion de la commission « langues et cultures opprimées ». M. Michel Gruner, instituteur à Dossenheim-sur-Zinsel, près de Saverne, et conseiller municipal (socialiste) de Steinbourg, estime avec le S.C.E.N. qu'il faut « rendre la parole au peuple », c'est-à-dire lui permettre de s'exprimer dans sa langue maternelle. Pour lui, méthode « structure-globale » prônée par l'inspecteur Holderlin pour l'apprentissage de l'allemand doit être écartée à l'apprentissage du français. « Pas de Victor Hugo ni de Lamartine dans la phase orale », dans la période du « bain linguistique ». Ne pas aborder la lecture avant l'âge de sept ans, avant que l'enfant soit devenu suffisamment bilingue.
Bien sûr, le double bain linguistique a ses inconvénients. Les enfants dialectophones ont tendance à calquer la syntaxe allemande sur le vocabulaire français. Il n'est pas rare d'entendre dire : « J'ai reçu mon anniversaire » ou « J'attends sur l'autobus » ou « J'ai papa sa sœur », à la suite d'interférences linguistiques aisément repérables. « Cela n'est pas grave », poursuit Michel Gruner. « Mieux vaut une correction différée, à l'aide d'exercices choisis, qu'une correction immédiate et brutale qui interdirait en fait à l'élève de s'exprimer. »

Jacobinisme affiché

Ce n'est évidemment pas l'avis des responsables du S.N.I. qui, derrière M. Théo Sieglar, se montrent extrêmement réservés — pour ne pas dire plus — à l'égard du bilinguisme à l'école (que certains n'hésitent pas à qualifier de « prussisme »). Le S.N.I. se rétracte derrière une enquête qu'il vient de mener dans le département du Bas-Rhin (1) et qui n'a obtenu que cent deux réponses à ses trois mille neuf cents questionnaires sur l'usage de l'allemand. « C'est la preuve que le bilinguisme n'est pas le problème numéro un des collègues », conclut le secrétaire général en commentant les résultats d'après sa propre enquête. 80 % des instituteurs sont favorables à l'introduction d'une langue vivante avant l'entrée en sixième. En fait, ce qui gêne les responsables locaux du S.N.I., marqués comme ailleurs par le

Dialectophones elandestins

« Quand on demande à des parents si leur enfant est dialectophone, ils répondent toujours : « il parle français », ajoute M. Taguel. Ainsi est-il difficile de mesurer l'extension réelle du dialecte dans les établissements secondaires. Au collège Kléber — il est vrai l'un des plus « bourgeois » et donc l'un des plus francophones de Strasbourg — on ne compte guère plus de 10 % de dialectophones déclarés, c'est-à-dire ayant opté pour l'allemand première langue selon la méthode Holderlin (en allemand deuxième langue, dialectes et francophones sont mélangés). « En réalité, précise le principal, beaucoup de dialectophones préfèrent rester « elandestins » ou choisissent simplement d'autres langues que l'allemand, qu'ils estiment posséder suffisamment. »
Curieusement, c'est à l'université que l'alsacien refait surface. Alors que partout il était « de parler français », c'est aujourd'hui l'inverse. Les revendications régionalistes « post-soixante-huitardes », auxquelles se sont joints les luttes contre les centrales nucléaires, ont fini par convaincre les dialectophones que leur identité alsacienne était plus un atout qu'un handicap. Même les Alsaciens « assimilés » s'y sont mis.
Certains étudiants qui ont eu l'expérience de la « France de l'intérieur » sur un cours de leur spécialité se rappellent avoir été

ROGER GANS.

(1) Bulletin du S.N.I.-F.E.G.C. du Bas-Rhin, mai-juin 1978.

L'Europe à trois

(Suite de la page 19.)

Le développement de l'Alsace, peut-être le plus intéressant, est celui qui représente un atout pour l'économie française dans le contexte européen, ne peut se faire sans l'appui de capitaux étrangers. Quels qu'ils soient estime le Dr Briner, et les Bâlois, intéressés d'avoir en face d'eux un partenaire fort, sont notamment prêts à participer plus encore qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici, au développement de ce partenaire français, le Haut-Rhin.

Par l'intermédiaire de la « conférence tripartite » la Regio s'est déjà bien située à son développement. La commission tripartite a mis en place un plan national par Paris, Bonn et Berné en 1975 lui donne des perspectives nouvelles. Cette commission n'a cependant qu'un rôle d'orientation, de conseil. Son objectif est en effet de porter devant les instances qui sont à même de résoudre les problèmes régionaux définis par la « Conférence tripartite » et de leur donner ainsi une résonance nationale. Le rôle de la commission est d'appuyer, de coordonner, d'informer, non de discuter et de décider.

Où en est la Regio aujourd'hui? Après sept ans d'existence juridique, il reste plus de problèmes à résoudre qu'il n'y a de problèmes résolus. Des problèmes dont la solution dans la majorité des cas ne revient pas à ceux qui les soulevaient. Pourtant l'idée de la coopération suprafrontalière fait son chemin et l'une des plus éloquentes réalisations à son actif est l'incorporation au département de Bâle-Mulhouse, au développement duquel les trois grandes métropoles de la Regio trouvent un intérêt égal. C'est aussi la création de l'association pour le développement de la région frontalière Bâle-Mulhouse, dont le groupe d'appui suisse, par le biais de dons recueillis auprès d'entreprises suisses employant des frontaliers haut-rhinois, retourne aux communes haut-rhinoises de substantielles subventions.

Le nucléaire (celles réacteurs déjà construits en construction ou en projet dans la Regio, en y incluant le Rhin supérieur) constituera à l'avenir un test capital du fait transfrontalier de ce secteur. La population passe elle la démontre maintes reprises déjà — et de plus en plus les élus quand ce ne sont pas les autorités des trois régions, sont convaincus que les plans et les mesures concrètes incombant aux trois pays au vu des risques (radio-activité et surcharge écologique) doivent être coordonnés de façon que la situation ne soit pas plus grave pour la Regio et les trois territoires qui la composent que s'il s'agissait d'un seul et unique espace national.

La Regio, rêve ou réalité au cœur de l'Europe? Seul l'avenir pourra apporter une réponse à cette question. Des Alsaciens, des Bâlois et des Bâlois déclarés se sont en tout cas donné pour tâche de faire en somme que le rêve devienne un jour réalité.

BERNARD LEDERER.

CONTRATS A L'UNIVERSITÉ Les millions de la formation continue

L'UNIVERSITÉ de Haute-Alsace à Mulhouse, qui compte mille neuf cent trente-cinq étudiants et est présidée par M. Jean-Baptiste Ommet, est celle où les contrats de recherche, 3 millions et demi de francs, (moitié avec des organismes publics, D.G.R.S.T., C.N.R.S., C.E.A.) multipliés avec des entreprises, contribuent le plus au budget total, 11 millions et demi de francs. Les subventions du ministère des universités ne sont que de 1 million et demi de francs, le gros morceau — 6 millions et demi de francs. L'université L.ouis - Pasteur (Strasbourg-I) regroupe treize mille étudiants, dont près de la moitié en sciences médicales, et est présidée par M. Pierre Karli. C'est celle qui collecte le plus de contrats de recherche en Alsace : 14 millions de francs en 1976 (en légère baisse liée à la conjoncture économique par rapport aux années précédentes). Sur ce total, 10 millions proviennent d'organismes publics et étaient souvent en plusieurs années, et 4 millions sont conclus avec des entreprises privées. D'importantes activités de laboratoires d'examen médicaux portent l'ensemble des ressources propres à 67 millions de francs, les subventions de l'Etat n'entrant que pour 2 millions dans le budget global de 94 millions de francs.
Les disciplines enseignées à l'université des sciences humaines (Strasbourg-II), qui compte six mille sept cents étudiants et est présidée par M. Etienne Trocmé, ne le désignent pas particulièrement pour conclure des contrats de recherche. Ses responsables ont cependant l'intention de développer ce type de contrats. Cette année, le ministère de l'équipement en a signé trois pour 165 000 F. En revanche, la formation continue a apporté 4 millions de francs à l'université, qui s'ajoute à 9 millions de subventions de l'Etat.
C'est également la nature des disciplines enseignées qui limite les contrats de recherche de l'université des sciences juridiques, politiques, sociales et de technologie (Strasbourg-III), qui compte cinq mille quatre cents étudiants et est présidée par M. Jean-Marc Blachoff. Ces contrats n'ont porté que sur 49 000 F en 1977. La formation continue a la encore davantage contribué, avec 1 million et demi de francs, au budget total de 12 millions de francs.

MICHEL SIDHOM.

GLOIRE DU BASKET L'Alsace de Bagnole et ses paniers percés

Contraint de...
Jean-Baptiste Ommet...
M. Etienne Trocmé...
M. Pierre Karli...
M. Jean-Marc Blachoff...
MICHEL SIDHOM.

Handwritten text in a box at the bottom of the page.

Une province derrière son ballon rond

DAVANTAGE qu'eux deux ont vécu, les licenciés de la région sont par les organismes officiels, l'opinion publique alsacienne s'intéresse en priorité au comportement des footballeurs professionnels du Racing-Club de Strasbourg (R.C.S.). La saison qui s'achève vient d'être marquée par la réconciliation entre l'Alsace et son équipe. Volontiers vouée aux géométries vaines deux ans quand elle rejoignait sans gloire la seconde division nationale, cette équipe vient de drainer en une saison environ cinq cent mille spectateurs dans le vaste stade de la Meinau. Une moyenne de vingt-trois mille spectateurs par match, dont la fidélité a été prouvée par cette surprenante troisième place obtenue par le club strasbourgeois l'année même de son retour au sein de l'élite.

mais contribuer. Après un sommet de plusieurs années, le club des supporters vient ainsi de se réveiller. Puisant sa force de persuasion dans l'histoire de la région, il s'est baptisé « Hansi Club » en hommage au caricaturiste colmarien dont l'œuvre de contestation vis-à-vis de l'occupant fut un peu celle de tous les Alsaciens. Aujourd'hui, la mission de Hansi est de réveiller le fervent populaire, de cristalliser l'unité de la région derrière l'« son » Racing.

consensus qu'il suscite auprès de l'ensemble des dirigeants des clubs amateurs de la région. La plupart d'entre eux ont implicitement accepté de diriger leurs meilleurs espoirs vers le centre de formation du Racing. L'osmose entre deux mondes qui habituellement s'opposent — professionnels et amateurs — est en bonne partie réalisée.

peenne. C'est le dessein de toute une région et de celui qui fut, onze années durant, « son » ministre.

GLOIRE DU BASKET

L'Alsace de Bagnolet et ses paniers percés

LE 22 avril dernier, l'Alsace de Bagnolet jouait à domicile et perdait (101-111) son ultime match de championnat de basket. Accueilli dans l'indifférence générale, ce résultat ne changeait rien au sort des baignolettiers parisiens depuis longtemps condamnés à la rélegation. Comme le Racing, système et bon dernier, était dans le même cas, comme Asnières et le Stade Français pleuraient leurs espoirs d'accès au défilé de la région parloenne, malgré ses 1423 pratiquants, l'histoire d'une licence fédérale, ne sera pas représentée la saison prochaine en national I.

de joueurs étrangers, américaine dans leur immense majorité.

Les dirigeants du club de la banlieue est — dont le nom est lourd de l'histoire et qui fut champion de France en 1961-1962 et 1963 — tentent, bon gré mal gré, de sauver les apparences, en invoquant une fixation aux curieuses « classes » presque le sign de leur club, réapparaît plus. Pour qui se souvient que le « patro », fondé en 1906 par l'abbé Rouan, alors que l'Alsace était occupée par l'Allemagne, a écrit quelques-unes des plus belles pages de l'histoire du basket français, il est difficile d'admettre sa disparition pour de « sordides ennus d'argent ».

Successivement joueur International, entraîneur et directeur sportif de Bagnolet, Maxime Dorigo décédait déjà, en mai 1971, alors que son équipe venait de terminer honorablement en sixième place du classement : « Le basket de l'élite est devenu une affaire d'argent ». Bagnolet a été trois fois champion de France, mais étant donné le tournure prise par les événements, le crâne fort qu'il ne le soit plus jamais.

En fait, la lente agonie débuta quand la fédération française de basket-ball (F.F.B.B.), désireuse de relancer son sport, donna le feu vert à l'arrivée en nombre

Déçu de voir leurs basket-teurs incapables de continuer à jouer les premiers rôles, les dirigeants mirent le doigt dans l'engrenage en accueillant quelques mois plus tard l'Américain Guiding. Mais Bagnolet, société omniscip, n'eut ni les structures ni la vocation nécessaires pour s'adapter aux exigences du basket actuel.

Contraint de se saborder

En dépit de ces déboires financiers, l'Alsace possédait en Tolène, une firme hollandaise de peinture, le plus généreux sponsor de national I. Pourrait à côté des 300 000 F offerts en échange de publicité sur les maillots, Bagnolet ne pouvait espérer équilibrer son budget qu'avec les 35 000 F alloués à titre exceptionnel par la municipalité communiste et les recettes à domicile. Or les prévisions basées sur une moyenne de 15 000 F par match se sont avérées beaucoup trop optimistes. Devant la désaffection de son public, Bagnolet a tout essayé et même joué au stade Pierre de Coubertin, à Masy-Palaiseau et à Saint-Ouen, sans en retirer la bénéfice espéré. Parfois, contre Denain et Jouff, par exemple, le recette couvrait à peine le forfait fédéral fixé à 3 900 F.

renoncera à sa place — on pensait alors à Berck, lui aussi en difficulté financière — le premier des relégués — en l'occurrence Bagnolet — serait « repêché ».

Confrontés aux problèmes du sport parisien, qui veut que désormais seuls les très grands événements déplacent le public, abandonné à son sort par la fédération et par la municipalité, qui estime qu'une collectivité locale ne doit pas supporter toutes les erreurs, l'Alsace de Bagnolet ne pouvait survivre. Sur ce plan, la position de Mme Jacqueline Chomaveil, députée-maire, rejoint exactement celle adoptée par la municipalité de Saint-Ouen devant la situation critique de la section de football professionnel du Red Star.

Ce savant calcul n'a pas donné le résultat escompté. Contrairement à toute attente le 5 juin, les dirigeants berckois annonçaient qu'ils avaient trouvé les fonds nécessaires à une nouvelle aventure. Le Stade Français, même allié à l'Alsace, devra donc gagner sa place parmi l'élite sur le terrain. Pour y parvenir, il bénéficiera de l'appui négligeable des cinq joueurs issus de Bagnolet : Laurent Dorigo, Longueville, Bérié, Ricard et Cazalon. Mais il faut se rendre à l'évidence, le vieux chant patriotique, l'Alsace ne périra pas, célébré dans toutes les salles de basket, ne restera plus.

Contraint de se saborder, Bagnolet s'est tourné vers le Stade Français, désireux de construire une grande équipe et vivement intéressé par la subvention de Tolène, trois fois supérieure à celle de Radfols, l'habituel sponsor. En outre, s'offrait à lui la possibilité, au moment des tractations, d'accéder à la division nationale I grâce à une subtilité du règlement qui stipule qu'en cas où un club

Pour trahir les excès des clubs, souvent encouragés par des municipalités concurrentes, comme Antibes, Monaco et Nice, la Fédération de basket-ball (F.F.B.B.) a décidé de n'autoriser pour la saison prochaine qu'un joueur étranger par équipe. L'expérience est intéressante, mais elle ne sera concluante que si l'influence dans les salles n'est subit pas le contre-coup. Dans cette optique, l'exemple du Palais des sports de Saint-Ouen, qui à une semaine d'intervalle a présenté deux spectacles de qualité, mérite d'être médité : le 23 mai, la venue des Harlem Globe Trotters attirait 7 500 spectateurs payants qui lâchaient dans les caisses 80 000 francs. Le 30, ils n'étaient plus que 675 fidèles (18 000 francs de recettes) à encourager l'équipe de France de basket, qui recevait la Hollande pour le compte de la Coupe des nations.

JEAN-MARIE SAFRA.

CRAYON LIBRE

Les petits souliers



Dessin de Roland FEUCHERT.

CONTRE-CULTURE

Mulhouse-sur-jeunes

« **L**a culture à Mulhouse, ça vole au ras des marguerites. Pas d'initiatives, rien. Tous les leviers sont tenus par les vieux. » Mulhouse-fennui, Mulhouse-la-triste, Mulhouse-béton... vieille rengaine!

textée sur la musique, des poèmes et de la B.D. (bande dessinée). Le premier numéro vient de sortir à 1 000 exemplaires. Déjà, « Marie-le-punk », lycéenne, et « Jojo-le-babacool », stagiaire Barre, ont réagi pour le n° 2 d'Ozono une interview de Paganini, critique musical punk.

Si la vitrine du sport d'élite est dans l'ensemble chichement approvisionnée l'activité en profondeur est assez intense. Sur les deux cent vingt mille licenciés alsaciens, la seule ligue de football en revendique quarante-cinq mille à elle seule. La plupart des communes possédant un terrain de football, la plaine d'Alsace apparaît comme un gigantesque pâturage tavelé de champs de jeu. Les autres disciplines bénéficient de leur côté du sérieux effort d'équipement entrepris depuis quelques années.

Ozono, certes, est peu de chose à l'échelle de la jeunesse mulhousienne. C'est en tout cas l'occasion pour son équipe de se retrouver ensemble.

« L'impression d'être dans une ville sinistre, c'est ce qui ressort superficiellement, explique Didier Debril, trentennaire. En fait, il faut entrer dans la ville et bien la connaître. C'est très chouette. Ce qui se passe ici n'apparaît pas toujours au grand jour. » Ainsi, vendredi 5 mai, sans battage publicitaire, Vol de nuit, un groupe de Strasbourg, a joué au Caveau du théâtre, dans le centre-ville, un excellent jazz. Fermé depuis deux ans, le Caveau présentera désormais un spectacle ou un groupe musical toutes les semaines. Ce n'est là qu'une tentative parmi d'autres.

Il reste, cependant, un point noir. Noël Becker et Bill Devillers s'apprêtent, en effet, à fermer définitivement la librairie Mécopero. La Mémoire future, haut lieu des réunions du Klap (1). On évalue grossièrement le déficit à 30 000 F. Pour cette librairie « différente », c'est l'histoire. Ceul, bien sûr, de l'importation du gauchisme parisien, tel quel, en province. Ceul, aussi, d'un projet ambitieux, un peu « mégalomane ».

LAURENT GRELSAMER.

(1) Le Klapetter est un journal de contre-information régionale.

Mais la polémique tourne court. Usant de son influence au conseil municipal, mais aussi de son poids de président du conseil général du Bas-Rhin ainsi que de son autorité d'ancien président du conseil régional, M. André Bord contribua au rétablissement de l'Alsace au sein de la fédération nationale. L'œuvre du Rhin et la philharmonique émergeaient déjà tourdement du budget de la ville. Le Racing également, mais dans des proportions largement moindres. Certains n'hésitent pas à voir dans ce déséquilibre une pénalisation des activités du corps par rapport à celle de l'esprit.

Amateurs moins aimés

S'il est confronté aux difficultés traditionnelles du sport français, le mouvement sportif alsacien jouit néanmoins d'un certain crédit auprès des organismes officiels de la région. L'antenne alsacienne du C.N.O.S.P.F., le Comité régional olympique et sportif d'Alsace (C.R.O.S.A.), a entrepris depuis quatre ans un sérieux effort de sensibilisation. Ce n'est pas un hasard si son président siège au bureau du comité économique et social d'Alsace.

des parcours de santé, des pistes de ski de fond, etc.), les idées passent néanmoins difficilement. Au conseil régional, qui tient le sport pour l'une de ses priorités, les préoccupations politiciennes des élus — bas-rhinols d'un côté et haut-rhinols de l'autre — empêchent depuis deux ans la création d'un centre sportif régional. Le consensus créé autour des professionnels du Racing-Club de Strasbourg est plus difficile à réaliser au niveau amateur.

JEAN-CLAUDE PHILIPP.



BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL

UNE VOCATION REGIONALE
UNE PRESENCE NATIONALE
UNE EXPERIENCE INTERNATIONALE

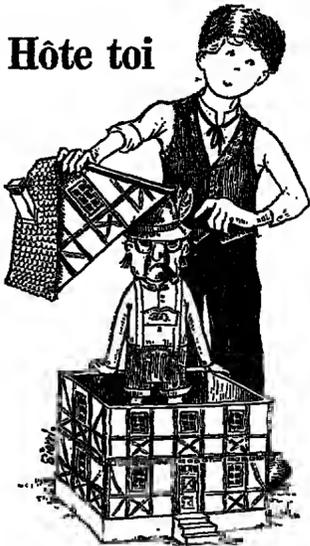
AU SERVICE DES SOCIETAIRES DES 1080 CMDP DE L'EST
AU SERVICE DES ENTREPRISES ET DES COLLECTIVITES

AGENCES A :

- BELFORT (90005) 7, rue de la République B.P. 185 Tél. (84) 21.67.45
- SARREBOURG (57403) 2, rue Napoléon 1er B.P. 163 Tél. (87) 03.23.02
- BESANCON (25002) 4, rue de la Préfecture B.P. 1083 Tél. (81) 82.20.56
- SARREGUEMINES (57205) 13, rue Emile Huber B.P. 99 Tél. (87) 98.42.65
- COLMAR (68002) 9, place de Laitre-De-Cassigny B.P. 88 Tél. (89) 41.34.27
- SAVERNE (67700) 8, rue de la Gare B.P. 73 Tél. (88) 91.29.89
- HAGUENAU (67501) 2, rue des Soeurs B.P. 150 Tél. (88) 93.09.14
- SELESTAT (67600) 45, avenue du Président Poincaré B.P. 152 Tél. (88) 92.03.81
- MULHOUSE (68051) 2, rue Louis Pasteur B.P. 1040 Tél. (89) 45.27.20
- STRASBOURG (67000) 25, rue du Vieux-Marché-Aux-Vins Tél. (88) 32.28.10

Auc. Compt.

CRAYON LIBRE



Dessin de Pierrr.

Hôte toi

Pour réussir votre projet industriel: un financement sur mesure

La Sade, Société de Développement Régional d'Alsace met à votre disposition les moyens de votre développement... financement de structure de votre entreprise... prêts à long terme (15 ans) à taux bonifié par l'Etat...



Société de Développement Régional d'Alsace, 4, allée de la Robertsau, 67084 Strasbourg Cedex, (88) 61 25 23

La Sade est le partenaire privilégié du développement et du financement des entreprises

RÉVOLUTION GOURMANDE

Pour en finir avec les chefs à principes

L'ALSACE se lancera-t-elle dans les plats nouveaux? Ou plus exactement et plus intelligemment dans des plats traditionnels débarrassés de la lourde empreinte des chefs abusifs? J'olme fait la cuisine alsacienne, parce qu'elle est « la nature des choses », issue de cette province dont Doppelmeyer disait déjà qu'elle était « la cove à vin, la grange à bié, le garde-manger des pays environnants ».

chefs où prestations à la sauvette de gargotes touristiques. Et créer — c'est-à-dire retrouver, ainsi qu'il se doit — c'est mitonner sur les aires anciens du régionalisme gourmand des plats tentateurs, subtils et gourmands. L'Alsace a son « trois étoiles », C'est « l'Auberge de l'Il », à Illhaeusern (tél. 71-83-23). Dans la rue... de Collonges, et l'on voit aussitôt le clin d'œil à Bocuse, omi et complice des frères Hoerberlin, Paul en cuisine et Jean-Pierre en salle. Dans le genre (trois étoiles), c'est, chacun le reconnaît, la cuisine la plus régulière et l'équation qualité-prix la mieux respectée. Seulement, ne vous attendez pas à trouver ici l'ombre de l'ombre de la cuisine alsacienne et un ami connaisseur avouait que le savoir du loup confit était meilleure que celle du fole gras. Un canble l'il n'importe, et le gîteau de grenouilles, comme le potage aux mêmes sauteuses, outrefais autochtones, nous lie quelque peu au terroir. La cave nous y orrate. Longuement.

donc, on connaît « la Maison des têtes » (19, rue des Têtes, tél. 41-21-10), classée jusqu'en sa carte, hélas! « Schillingier » (16, rue Stanislas, tél. 41-43-17), dont la soupe aux grenouilles et le sandre fce poisson ersatz nouvellement répondeu et venu d'Europe centrale, avec sa chair trop blanche et ses yeux clairs) eux

nouillettes, sant, avec le fole gras, les raisons de son étale au Michelin comme son décor Louis XVI est celle de son coq rouge au Kléber. Pour moi, je leur préfère le simple « Fer Rouge » (52, Grande-Rue, tél. 41-37-24), remorqué par le Kléber qui en fait sa promotion de l'année.

Improviser dans la légèreté

Dans le Haut-Rhin et le même Kléber, on peut signaler, en promotions, « Kuentz Bix », à Wittersdorf (1, rue d'Altkirch, tél. 40-95-01); le « Chambard », à Kaysersberg 19, rue De Gaulle, tél. 47-10-17) où tout en restant fidèle aux produits du pays, M. Irmann improvise dans la légèreté l'ouronne au Kléber et étale au Michelin cette année; « le Vieux Paris », à Mulhouse 142, avenue R-Schumann, tél. 45-42-70), etc.

lagnes, au confluent des deux Fecht, est un centre de promenades et d'excursions, aussi parce qu'elle est le centre de fabrication de ce fromage admirable lorsqu'il est « fermier » et dégusté avec des pommes de terre vaporeuses chaudes (et non du cumin comme on le fait en France!). A Munster donc, ou plus exactement à Luttenbach (2 kilomètres S.-O. par O. 10), notez le « Chêne Voltaire » (tél. 77-31-74), isolé à la lisière de la forêt, de bonne cuisine honnête.

LA REYNIERE

SÉLESTAT « L'HUMANISTE »

Dans la bibliothèque d'un disciple d'Erasmus

SÉLESTAT, sous-préfecture d'une quinzaine de milliers d'habitants, située à l'ombre du Haut-Koenigsbourg, au centre géographique de l'Alsace, possède sa bibliothèque municipale comme des centaines de sous-préfectures à travers la France. Elle est installée au premier étage de la halle au bié, massive construction sans style du milieu du dix-neuvième siècle.

1547 de sa collection de livres une des plus importantes de l'époque pour un particulier, à sa ville natale. Grâce aux 781 volumes conservés et qui comprennent quelque 1150 œuvres différentes, on connaît avec exactitude les goûts intellectuels des humanistes rhénans du XVI^e siècle qui savaient aller grâce au véhicule de la culture latine et sensibilités française et germanique. Classiques latins et grecs bien sûr, mais de l'Église, ouvrages de théologie, somme scolastique, traités contemporains comme ceux de l'encyclopédique Plé de la Mirandole, œuvres plénières « légères » comme ces recueils de poésie vétilleuse versifiés en latin.

C'est une des plus anciennes institutions publiques du genre au monde puisque sa création remonte à 1452. Connue sous le nom de bibliothèque humaniste de Sélestat, elle compte dans son fonds le plus ancien des manuscrits et incunables ayant appartenu à l'école latine de la ville fondée en 1441. Tout au début du seizième siècle, son école latine rassemblée, venue de tous les pays d'Europe, quelque neuf cent à mille élèves qui constituaient près du quart de sa population. La bibliothèque municipale dont s'occupe avec beaucoup de vigilance le maire de Sélestat, M. Maurice Kubler, par ailleurs historien régional et érudit, comprend d'autre part, trésor unique, la bibliothèque personnelle quasi complète du plus grand humaniste alsacien Beatus Rhenanus, qui fit don en

Beatus Rhenanus (patronyme latinisé de Rhinover, c'est-à-dire originaire de Rhinau, village des bords du Rhin dans la région), né fils d'un boucher alsacien en 1485. Il fréquente l'école latine, création parolais et municipale. Puis il s'en va étudier pendant quatre ans en Sorbonne, où il suit les cours de Lettres-d'Étapes. Pendant deux ans, chez l'imprimeur Horst Esselme, il travaille avec des humanistes parisiens, puis s'exerce pendant une quinzaine d'années chez l'imprimeur Froben à Bâle, où il se lie d'amitié avec Erasmus de Rotterdam, l'auteur de « l'Eloge de la folie » qui lui confiera l'édition d'une grande partie de ses œuvres.

Un écolier du XV^e siècle

Les exemplaires de service dus à ces éditeurs viennent s'ajouter au fil des années aux quelques deux cents volumes qu'il a déjà réunis grâce à sa fortune personnelle pendant sa jeunesse. Des échanges de livres enrichissent et diversifient ce bibliothèque, qui s'augmente également de cadeaux d'autres éditeurs et d'humanistes des deux côtés du Rhin.

de l'Amérique. Elle offre également un panorama complet des débuts de l'imprimerie alsacienne avec ses cinq cent trente incunables représentant les écoles de Strasbourg, Haguenau et ville elle-même. Mele elle garde précieusement plusieurs ouvrages d'un de ses fils, Jean Mentel, le rival de Gutenberg qui fut le premier, contrairement à bien des idées reçues, à imprimer le Bible en langue populaire dès 1470, presque un siècle avant Luther.

En 1760, alertée par l'intendant d'Alsace, la Bibliothèque royale en réquisitionne une quarantaine de volumes parmi les plus précieux et les plus intéressants. Après ce tribut au centralisme, le « Rhenane » trouve sa place définitive à la halle au bié en 1888.

Dans l'espace restreint de la halle au bié, c'est aussi toute l'histoire du livre qui revit à travers sept siècles et des centaines d'exemplaires de manuscrits. Depuis le tectonnaire mérovingien du septième siècle, manuscrit le plus ancien conservé en Alsace, depuis les capitulaires de Charlemagne et les annales de Fulda (neuvième siècle), depuis le livre des miracles de Sainte-Foy (onzième siècle) provenant de l'abbaye de Conques, fondatrice du prieuré de Sainte-Foy, la merveilleuse Bible de la Sorbonne du treizième siècle, témoin de la perfection atteinte dans l'art du manuscrit au temps de Saint Louis.

La seconde place inédite, un livre plutôt qu'un cahier, contient mot à mot le cours de philosophie professé en Sorbonne en 1505 par Loève-d'Élapes. En plus de cette prestigieuse collection, la bibliothèque de Sélestat rassemble quelque deux mille imprimés du seizième siècle, parmi eux « la cosmographie de Saint-Diè » (1507) qui contient « l'acte de naissance »

Mais le plus étonnant d'entre eux reste sans doute cette copie d'un auteur mystique calligraphie et illustrée de vingt-cinq miniatures par un maître cordonnier de Sélestat qui maniait sa plume avec autant d'adresse que son étène, sans doute en l'an de grâce 1440.

JEAN-CLAUDE HAHN.

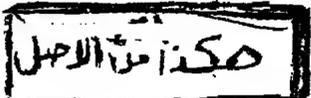
A Strasbourg, l'Europe vous écoute.

27.178, Palais de la Musique et des Congrès: Bicentenaire de la venue de Mozart à Strasbourg; concert Jessie Norman et Alfred Brendel. Il est retransmis par toutes les radios européennes. Peut-être le concert du siècle. 15.4.78. Le Wacken: Lancement de la Renault 18. 700 voitures partent à la conquête du Marché Commun. juin 1978, dans toute la ville: 40e Festival International de Musique. Au programme: Isaac Stern, Percussions de Strasbourg, Chœur et Orchestre de radio-diffusion de Berlin-Est, Orchestre national d'Espagne etc... octobre 1978, Le Wacken, dans le Hall Rhénus: Championnats du monde de gymnastique.

Chaque jour, à Strasbourg, se déroulent des concerts, des rencontres culturelles ou sportives, des congrès d'ordre scientifique, économique ou politique qui concernent des millions d'Européens. Que vous vouliez faire confirmer votre talent, imposer vos travaux, défendre vos idées ou étendre votre marché, vous viendrez, un jour ou l'autre, à Strasbourg. Venez. Ici, l'Europe vous écoute.



Strasbourg: la ville de France la plus proche de l'Europe



Vertical sidebar containing various advertisements including 'Le dossier médical', 'MAIS OÙ...', 'PARIS ANGELES', 'BANGKOK', 'EGYPTE', and 'ANGLÈTERRE'.

سكنا من الالعمل

Le Monde des loisirs et du tourisme

PLAGES PROPRES : REVUE DE DÉTAIL AVANT L'ÉTÉ

Le dossier médical au péril des polémiques

« **A**LLER à la mer, c'est se refaire une santé. » On prête à cet égard à l'eau salée, autant qu'à l'air du large, des vertus bénéfiques qui font le succès de la thalassothérapie et des cures héliosolaires. La pollution des plages et des zones portuaires renforce à ce titre la notion familière d'un pouvoir purificateur de la mer, puisqu'on sait bien quelle quantité d'immondices et de déchets y sont déversés chaque jour sans provoquer de dommage apparent sur la santé des millions de baigneurs de l'été.



(Dessin de PLANTU)

près impossible d'établir le moindre lien de causalité entre l'apparition de maladies et les bains de mer dans les eaux polluées. L'inconsistance de ces résultats s'explique en particulier par la difficulté d'un recueil précis de données, dans un milieu aussi peu stable que celui des estivants. Par exemple, tous les médecins des stations balnéaires connaissent l'afflux d'arthrites, d'infections du nez, de la gorge et des oreilles, et de maladies de la peau pendant les vacances d'été. Mais il faut tenir compte, pour établir un lien éventuel avec la baignade, des multiples facteurs annexes qui constituent les régimes alimentaires déséquilibrés et inhabituels, l'approvisionnement sou-

HYÈRES A L'AVANT-GARDE

La rumeur couvrait le bruit de la mer : on n'irait plus à l'Almanarre, la route du sel était comblée par l'offensive de la pollution et du mistral régnant. En 1972, au vu des analyses biologiques de l'eau de mer, la plage de l'Almanarre (golfe de Giens) était interdite. La municipalité de Hyères, et d'ailleurs, fit une publicité de bon aloi autour de sa propre — si l'on peut dire — pollution. Le paysage aléant — blanc des sables et végétation à la saumure — la plage abandonnée près des aires d'enclavement désertique dans la surpopulation méditerranéenne. Depuis, outre une prolongation de l'émission de rejets de nouveaux bassins d'épuration ont été adjoints à l'usine d'épuration des eaux créée dès 1968. C'en est fini de la « pollution primaire ».

ouvert au mistral, l'isthme risquant d'être coupé, emportant avec lui route et plage, refaisant de Giens une île. Aujourd'hui, un « butoir souple » protège le tombolo contre les coups de mer. Constitué par une estacade en bois reposant sur un ballast, cet obstacle brise la vague sans entraver l'affoulement que provoque une digue en dur. C'est une première étape.

Un programme plus ambitieux veut s'en prendre à la « pollution secondaire », celle qui affecte les fonds et détruit en particulier l'hercier du golfe de Giens, étouffé à la fois par les effluents et le mouvement des sables. Des études allant de la couratologie à la botanique — un certain type de végétation contribue à la survie du tombolo — ont conduit à la nécessité de deux opérations principales :

- Rénovation et aménagement de l'usine d'épuration des eaux pour la rendre capable de recevoir et de traiter l'ensemble des effluents du golfe, Carquestranne compris ;
- Création d'un émissaire traversant la presqu'île de Giens et rejetant les eaux traitées vers la haute mer, à 50 mètres de profondeur.

Pour une entreprise de cette envergure, les deux communes de Hyères et Carquestranne se sont associées en un syndicat, mais le financement requiert une contribution du département, de la région et de l'Etat. Une concertation est, d'autre part, en cours avec les associations locales, pêcheurs et écologistes en particulier.

Au vrai, une telle approche globale était la seule qui permette de ne pas opposer de simples palliatifs aux différents aspects de la pollution. Au-delà des rejets traités, il s'agit du maintien de la vie sous-marine, des fonds et du biotope, agresseés aussi bien par l'homme que par la nature elle-même. On sait, en Méditerranée, toute l'importance des herbiers de posidonies. Outre qu'ils conditionnent l'existence de la faune, ils stabilisent les fonds et constituent le meilleur rempart pour la protection des plages. Dans le cas présent, les faire renaitre, c'est sauvegarder et revivifier l'ensemble du golfe.

Il se trouve que, à Giens précisément, Georges Cooper, marin-pêcheur et fondateur des « Jardiniers de la mer », poursuivait, elles poussées, à assigner dans le livre d'or du jardinier un scientifique juque-là sceptique. Dans un golfe renouvelé — et que brasse le mistral — elles ne pousseront que mieux.

Dr J.-F. LACRONIQUE.
(Lire la suite page 29.)

UN PEU LOIN, UN PEU CHÈRE

Mais où est donc l'Australie ?

L'Australie ? Le moins connu et surtout le moins visité des continents. Loin de tout : à vingt-quatre heures de vol de l'Europe, à seize heures en moyenne de la côte ouest des Etats-Unis. En une phrase les Australiens résumant et expliquant, leur isolement : « La tyrannie des distances. » On peut y ajouter que c'est la tyrannie du coût des transports, la tyrannie du temps, la tyrannie de l'époque, qui veut que l'intérêt aille aux endroits à la mode, ceux dont on parle.

continent, de ne former qu'une seule nation. Toutes les frontières australiennes ont les pieds dans l'eau. L'océan Indien, la mer de Tasmant, le détroit de Corail. Par la force des choses, l'Australie est repliée sur elle-même, souvent aussi peu concernée par le reste du monde que le reste du monde l'est d'elle. Seules les générations « avancées » — celles qui ont cinquante ans ou beaucoup plus — ont vraiment vu et connu du pays. C'est le vent de l'histoire qui l'a voulu, avec ses

deux guerres mondiales. Elles se sont battues partout, toujours du bon côté et aucun pays, en pourcentage, n'a subi autant de pertes. Pour des combats qui se déroulaient le plus souvent à l'autre extrémité de la terre. En Afrique, en Europe, mais aussi, il est vrai, à leurs portes marines, dans le Pacifique. Tobrouk, les tranchées des Flandres, El Alamein, Verdun, les ballonnets et les stukas viennent, pêle-mêle dans les souvenirs des Australiens, moitié Tommies, moitié poètes...

porté par le Marché commun, par cette « Europe verte » qui a trop bien réussi au goût des Australiens. Faute d'avoir pu conserver ses débouchés traditionnels — viande, laine, céréales, produits laitiers — l'Australie a commencé sa conversion, rendue moins difficile, il est vrai, par la richesse du sous-sol. On y trouve de tout ou presque, même du pétrole — 65 % des besoins — même de l'uranium, à concurrence de 20 % des réserves occidentales connues à ce jour. Avec l'uranium, l'opinion publique a d'ailleurs trouvé un sujet de discord. Faut-il en vendre ? A qui ? Pour quel usage ? Toute l'Australie, fœnicement pacifique, un peu isolationniste, apparaît dans cette querelle.

La situation géographique n'a naturellement pas favorisé le tourisme. Trop loin, trop cher. Fis, ceux qui pourraient, éventuellement, y aller, n'y pensent pas ! A tort, l'Australie n'a pas d'image de marque, pas d'attrait. A tout prendre, le gentil kangourou et le non moins attendrissant koala sont les meilleurs ambassadeurs de la nation. Pour les enfants au moins, ils sont l'Australie.

Et c'est vrai que l'Australie n'est pas seulement le plus lointain des pays. C'est aussi celui dont on parle le moins, sans doute parce qu'il est hors des sentiers battus. Le Sud-Est asiatique a sa clientèle, la Polynésie la sienne, l'Australie, plantée au milieu, au faux carrefour des routes, n'a rien. Par le sud-est, la ligne touristique s'arrête à Bangkok, Hongkong, Singapour, Bali. Pour se rendre à Tahiti ou passer de l'autre côté, par le pôle Nord, New-York et Los Angeles. Seul

Les multiples de 14

L'Australie d'aujourd'hui ne vit pas dans le souvenir inutile. L'un des ennemis d'hier, le Japon, est devenu l'un des principaux partenaires commerciaux. Toujours à cause des distances : Tokyo n'est qu'à 8 000 kilomètres. Presque la porte à côté ! Avec les échanges, l'oubli des rancunes est venu. Tout juste peut-on encore entendre ici et là, à la veille, ou dans un pub de Sydney, une petite phrase à propos des Japonais. Bien significative : « Garde ta poudre sèche. » Réflexion de fils de pionniers, le fusil à la main, toujours sur le qui-vive.

« Avec le chiffre 14 et ses multiples », dit-on, par boutade, à Melbourne ou à Sydney, le tour de l'Australie est vite fait : 140 000 aborigènes — les Indiens du cru — 14 millions de Blancs, 140 millions de moutons. Les aborigènes, depuis peu et grâce aux mesures prises par les gouvernements travaillistes, sont protégés. Mieux, ils sont assistés, soutenus, pensionnés de la nation des jours de naissance. Juste revanche, s'il n'y a jamais eu ici de régiments de cavalerie pour les exterminer, ni de génocide voulu, les tentations de les asservir n'ont pas manqué. Les velléités esclavagistes des fermiers blancs, avec le temps et surtout à cause des lois draconiennes, ont presque disparu. Le risque est désormais trop grand. Il ne reste que la grogne de ne plus disposer, corps et âme, d'une main-d'œuvre alphabétisée et bon marché.

Dans un tel pays, immense, au niveau de vie élevé, mais dont l'économie sans réelle industrie de transformation rappelle celle des pays sous-développés, tout est en contraste et, depuis peu, en mutation. Les liens préférentiels avec la Grande-Bretagne appartiennent au passé. Le coup de grâce a été

exécuté on trafic sur la Mélanésie, pour lequel Sydney n'est qu'une escale et rien de plus. Il ne sert pas à grand-chose que le ministère du tourisme émette le vœu que l'Australie devienne officiellement une étape sur la Mélanésie ou la Polynésie. Sydney est avant tout un « stop » forcé pour des voyageurs fourbus par vingt-quatre heures de vol.

Les long-courriers qui touchent l'Australie restent les plus chers du monde. Les facilités et avantages organisés qu'on trouve partout ailleurs — groupes, forfaits, charters — ne sont pour l'heure que des perspectives optimistes. Les compagnies aériennes qui font le plein avec les hommes d'affaires, l'immigration et le trafic normal veillent au grain : pas question de casser les prix et risquer de ruer la poule aux yeux d'or. Tant qu'il coïncidera moitié moins cher — avec le voyage et le séjour — d'aller à Singapour ou à Bali, l'Australie touristique ne sera qu'un projet. Pas question non plus, pour le moment, de réduire le temps de vol avec Concorde (1), un avion qui semblait pourtant construit pour l'Australie se regardant obstinément à la tyrannie des distances. Ce n'est pas rentable pour British Airways. Et Air France, curieusement malgré sa vocation, est totalement absente de cette région du globe.

FRANÇOIS JANIN.
(Lire la suite page 30.)

PARIS LOS ANGELES 2350F

Départ Paris A-R

LISBONNE	595 F
TUNIS	610 F
ATHENES	700 F
CASABLANCA	710 F
MONTREAL	1 485 F
NEW YORK	1 485 F
NAIROBI	1 950 F
MEXICO	2 650 F
DJAKARTA	3 550 F

Départ Amsterdam A-R

BANGKOK	1 750 F
---------	---------

Départ Zurich A-R

LIMA	2 480 F
------	---------

A vos V.A.R.A. VOLS A DATES FIXES

EGYPTE 2450F

Circuit 3 semaines du 7-7 au 28-7 du 11-8 au 1-9 du 1-9 au 22-9

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

BANGKOK 1.800 F

aller et retour

même en août

ANGLETERRE

OFFICE FRANÇAIS DE SEJOURS CULTURELS ET LINGUISTIQUES dirigé par des membres de l'enseignement

3 SEMAINES ETÉ 78 de la 6^e à la Terminale PARIS-PARIS T.T.C. 1.990 F

Encadrement - Assurance Voyage - Hébergement - Cours Exécutions - Activités sportives

ÉTUDES ET LOISIRS

7, rue Salote-Beuve, 75006 PARIS
Tél. : 094-19-68 - 548-62-68

terres d'aventure VOYAGES SPORTIFS

TREKKINGS

- PÉROU : La cordillère de HUAYHUASH
- MAROC : Le massif du TOUBKAL
- AFGHANISTAN : La vallée du PANJCHIR
- TCHÉCOSLOVAQUIE : Le parc des HAUTES TATRAS
- NÉPAL : TASHI - LAPSA, GANJALA PASS, ANNA PURNA - MANANG
- LADDAKH : ZANSKAR et MARKA VALLEY

EXPÉDITIONS RANDONNÉES

- ISLANDE : les VOLCANS
- U.S.A. : descente du COLORADO
- MALI : Le PAYS OOGON
- THAILANDE : RIVIÈRE KWAI ROUTE DE L'OPUM
- CORSE : Le G.R. 20
- Le Tigre NIGER EN PROQUE

CATALOGUE DÉTAILLÉ SUR DEMANDE A TERRES D'AVENTURE, 5 rue Saint-Victor, 75005 PARIS - 326.50.98 - 033.63.51

Voyages de 15 à 25 jours, de 1.080 F à 9.900 F

ALLIANCE EUROPEENNE DE L'AIR

KABUL 2.300 F

aller et retour

même en août

AMÉRIQUE LATINE

VOLS A DATES FIXES

BOGOTA	2 850 FA/R
CARACAS	2 990 FA/R
GUATEMALA	2 990 FA/R
LIMA	3 380 FA/R
MONTEVIDEO	3 980 FA/R

VOLS COMBINÉS

ALLER VERS LIMA - RETOUR DE BOGOTA ... 3 650 FA/R

ALLER VERS MERIDA - RETOUR DE BOGOTA ... 3 310 FA/R

NOUVEAU MONDE 329-40-40
8, rue Mabillon, 75006 PARIS

MAINE AVEC L'ANNA... à principes... L'HUMANISTE... la bibliothèque... sciple d'Erasm...

PLAGES PROPRES : REVUE

1970 : les associations de consommateurs donnent l'alerte

LES écologistes ne sont pas les premiers à avoir attiré l'attention de l'opinion et des pouvoirs publics sur la pollution des plages et des eaux littorales. D'ailleurs, lorsque le livre a été écrit, en 1970, l'écologie militante n'en était encore qu'à ses débuts. C'est une organisation de consommateurs — l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.) — et sa revue mensuelle, Que choisir ? qui ont, à l'origine, fait savoir que les bains de mer pouvaient être malsains parce que contaminés par des streptocoques et des coliformes.

En avril 1970, Que choisir ? pose le problème en publiant in extenso les analyses d'eau de mer du CERBOM (Centre d'étu-

des et de recherches de biologie et d'océanographie médicale) gardées secrètes par les autorités. Ce « scoop » détonne une petite tempête dans les administrations et chez les élus dont les plages étaient mises à l'encre. Le très officiel Institut national de la consommation (I.N.C.) se désolidarise d'une attitude selon lui « irresponsable », en désavouant l'U.F.C., qui lui rend aussitôt la pareille. En 1976 et en 1977, Que choisir ? récidive et confirme aux vacanciers que la mer dont ils rêvent est souvent sale, et, surtout, dangereuse pour la santé.

Pourquoi une organisation de consommateurs s'est-elle lancée dans une bataille qui n'a rien à voir, à première vue, avec la

prix du litre d'huile ou avec la solidité d'un appareil ménager ? M. François Lamy, directeur, rédacteur en chef de Que choisir ? estime que les consommateurs devaient s'occuper aussi de leur environnement. « Nous ne consommons pas seulement des savonnets et des aliments, remarque-t-il. L'air et l'eau de notre milieu engagent, eux aussi, mais à long terme, notre sécurité et notre santé. La publication du rapport du CERBOM sur la pollution des plages a concrétisé, en 1970, notre prise de conscience. Cette publication a marqué un tournant car, pour la première fois en France, une organisation étendait son action au-delà du consommateur de produits pour prendre en charge l'usage des services.

La suite des événements allait donner raison à l'U.F.C. Certes, à partir de 1970, les administrations se mettent sur la défensive et refusent de communiquer les résultats des analyses officielles des eaux territoriales. Que choisir ? décide donc de publier, dans son numéro de juillet-août 1976, ses propres analyses de soixante prélèvements d'eau de mer effectués sur trente plages. Devant les remous soulevés par ces révélations, le ministère de la santé est contraint de communiquer une partie des informations dont il dispose en permanence. Juillet-août 1977 : Que choisir ? publie les résultats des analyses de cent prélèvements réalisés sur quarante-six plages. Deux ministres, Mme Simone Veil et M. Michel d'Ornano, réunissent une conférence de presse au cours de laquelle ils soulignent la bonne santé globale des plages françaises et relativisent l'importance des zones polluées. Les préfets de département sont chargés de divulguer localement la liste noire des plages dangereuses afin de ne pas faire fuir le touriste.

La conscience de la mer

« La première bataille que nous ayons engagée est celle de l'information », souligne M. Lamy. Comment veut-on qu'un vacancier sache quelles sont les plages polluées dans une station où il vient d'arriver ? Il existe des dizaines de milliers d'analyses effectuées par une pléiade d'organismes officiels chargés de contrôler la qualité biologique des eaux de mer, mais ces résultats ne sont pas centralisés. La lacune est comblée : plus on disperse l'information, moins on fait de dupes. Par l'information, nous espérons étendre la conscience de la mer, des populations côtières jusqu'aux habitants de l'intérieur. C'est la seule solution pour obtenir les stations d'épuration qui vien-

dront à bout des coliformes et des streptocoques fécaux ainsi que la fermeture des plages qui ne correspondent pas aux normes sanitaires. » Après la lutte contre la pollution des plages, l'U.F.C. s'est lancée dans le boycottage des lessives phosphatées qui détruisent le milieu aquatique, dans la dénonciation de la légèreté des compagnies pétrolières et dans le boycottage de la Shell après la catastrophe de l'Amoco-Cadiz. On est loin des balnéades, mais c'est vrai, reconnaît le directeur de Que choisir ? Mais nous voulons, à partir du cas concret du bain de mer pollué, remonter jusqu'aux causes de la pollution et jusqu'au comportement des industriels. Pour être efficaces, nous devons tenir toute la chaîne. Nous devons nous soucier de l'immédiat et de l'individuel, mais aussi du long terme et du collectif. Quand nos lecteurs nous ont écrit qu'ils ne réagissent à la pollution et ils posent des questions aux syndicats d'initiative, ils ont entraînés favorablement le boycottage des lessives ou de la compagnie pétrolière. Les maires se sont plaints que les enquêteurs de la revue aient prélevé leurs échantillons d'eau de mer à la sortie des égouts. Les chefs d'entreprise leur ont fait grief de ne pas s'attacher à tous les aspects des nuisances industrielles. « Nous savons bien que ce n'est pas la faute de la compagnie Shell si l'Amoco-Cadiz s'est échoué à Portsaill. Nous n'ignorons pas que la pollution d'une plage est souvent très localisée », répond M. Lamy. Sous peine d'être inefficaces, nous devons éviter les complications et nous en tenir aux cas concrets et aux responsabilités immédiates. Nous souhaterions pourrions les pétroliers qui « déversent » illégalement 3 millions de tonnes de pétrole au large des côtes. Nous n'en avons pas les moyens. » Pour l'U.F.C., il y a toujours un responsable. Dans son numéro de juillet 1976, Que choisir ? relance le débat « plages polluées ». Les résultats des analyses officielles deviennent un peu plus accessibles au public, et la revue fera le point sur la lente disparition du secret officiel. Deux nouveaux révélateurs de pollution seront utilisés. Les fruits de mer récoltés sur les plages diront les cocktails suspects qu'ils filent. Le sable avouera la quantité de plomb qu'il renferme. Et, après l'eau, ce sera le tour de l'air. « Nous allons établir une carte de l'air pur en France. Dans les jardins publics, dans les rues, sur les plages, des mesures sont effectuées régulièrement. Elles restent secrètes. » Un nouveau combat.

ALAIN FAUJAS.

VENDEE : passable

LES plages vendéennes sont propres. En effet, l'état de pollution bactériologique de l'eau de mer analysée juste avant la saison place la Vendée en excellente position au plan national malgré les craintes que les premiers prélèvements effectués depuis l'été 1977 laissent entrevoir. L'aggravation constatée provenait davantage des vents dominants, différents des années précédentes, que d'un accroissement réel de la pollution. Si l'été 1978 est satisfaisant, la qualité de l'eau des côtes sera même très bonne. Un problème cependant continue d'inquiéter les responsables de la salubrité des plages : l'insuffisance de l'assainissement domestique, plu-

sieurs collecteurs d'eaux usées de diverses collectivités rejetant une charge importante de micro-organismes indésirables. Les zones sensibles seront comme l'an passé principalement « la Parée » de Brétignolles-sur-Mer. L'assainissement par lagunage n'étant pas encore au point ; le « fort Lanon » sur la côte est de l'île de Noirmoutier ou quantité d'habitations ne sont pas encore raccordées à la station d'épuration. En revanche, une nette amélioration est espérée à la « Pèle à Porteau » de Saint-Etienne-de-Riez, ainsi que pour la commune de Saint-Gilles-Croix-de-Vie qui borde l'océan.

HERVÉ LOUBOUTIN.

DU COTÉ DE LA CAMARGUE

Le « haricot de mer » en mauvaise santé

LES zoologues classent ce petit bivalve parmi les mollusques lamellibranches et l'affublent du nom savant de Donax trunculus. Sur les côtes de Provence, entre Sète et Marseille, on le surnomme « oliva » ou « haricot de mer », à cause de sa forme et de sa taille. Mais c'est sous le nom de telline que le petit coquillage a conquis sa célébrité, et les palais méridionaux, crus, cuits (et servis en salade) ou encore en soupe, avec de la tomate « mouillée » d'huile d'olive et du vin blanc, la telline révèle une délicatesse de goût qui n'a d'égale que la beauté de sa forme. Habitée des eaux saumâtres plus que vraiment salées, la telline avait trouvé un « terrain » de prédilection près de l'embouchure du Rhône, où l'absence de marée et la finesse des fonds sableux lui conviennent parfaitement. Le gisement « de tellines du Grau-du-Rod, sur la côte gardoise était l'un des plus importants de Méditerranée. Coquillage de consommation locale, la telline laissait vivre une quarantaine de familles de pêcheurs au Grau-du-Rod, mais le ramassage concernait — en tant qu'activité secondaire ou d'appoint — une cinquantaine de familles. Bon an, mal an, quelque 250 tonnes d'écroulants étaient ainsi et à bon prix.

paru depuis déjà des mois de l'état des échantillons. Durant le dernier trimestre 1977, la collecte n'avait pas dépassé 15 tonnes. En janvier 1978, elle est tombée à 700 kilos... Et pourtant, dès l'été dernier, les pouvoirs publics, afin d'endiguer la ramassage sauvage, préjudiciable aux pêcheurs professionnels, avaient mis sur pied une réglementation n'autorisant que les seuls inscrits maritimes à pratiquer le pêche aux tellines et fixant une taille minimum (25 millimètres) sur les gisements classés. En vain...

Les pêcheurs ont donc décidé d'obtenir une application scientifique au phénomène, en s'adressant aux spécialistes de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes (I.S.T.P.M.) de Sète. Prélèvements et analyses faits, on a reconnu qu'un bon tiers des tellines étaient contaminées par un micro-organisme (rickettsiella) affectant la région du foie du mollusque, tandis qu'étaient mises en évidence une pollution bactérienne d'origine locale des eaux baignant le gisement. Cependant, les services de l'Institut ne semblent pas alarmés outre mesure. Les pêcheurs, eux, sont moins résignés et mettent au compte du Rhône, qui, disent-ils, « déverse chaque jour en mer des tonnes et des tonnes de produits chimiques », toute la responsabilité de cette hécatombe. Une affaire à suivre.

JEAN CONTRUCCI.

VOYAGES CULTURELS DIRIGES PAR CONFÉRENCIERS L'EGYPTE DU 3 AU 16 JUILLET 1978 DU 7 AU 20 AOUT 1978 DU 2 AU 16 SEPTEMBRE 1978 LA GRECE DU 8 AU 23 JUILLET 1978 DU 12 AU 26 AOUT 1978 LA TURQUIE DU 28 JUILLET 1978 AU 11 AOUT 1978 ET DU 12 AU 26 AOUT 1978 RENSEIGNEMENTS - INSCRIPTIONS : CIVILISATIONS DU MONDE 78 RUE O. DE SERRES 75015 PARIS 828.40.00 poste 41.85

OPÉRATION SPÉCIALE 3 costumes (2 pièces) 1000 F 3 pantalons 300 F 3 chemises 120 F CLUB DX 131 TOUT LE PRÊT A PORTER MASCULIN ouvert tous les jours sauf dimanche de 10 h à 18 h 30 CLUB DX 131 131, rue du Fg S^t Honoré 75008 M^o S^t Philippe du Roule

RÉSIDENCES secondaires ou principales Campagne • Mer • Montagne

A VENDRE BOURBONNAIS FORÊT DE TRONCAIS Belle résidence de vacances Terrain 1 ha 50 à Piscine chauffée. Prix : 630.000 F S'adresser Cabinet ROBIN 28, avenue Mère-Dorroy, S.F. 50, 03104 MONTLUÇON - C.P. 70. Tél. : (10) 65-28-44.

ENTRE BORDEAUX-ROYAN Propriété secrète, rivière, canal. Ancien moulin rénové, 1 ha 50. AGENCE BIENES 33300 BLAYE. Tél. : (56) 42-15-53. ARCACHON Bord de mer. Appartement grand standing, juillet-août, 10 pièces, 2 salles de bains, piscine, J.-L. FEYREL - Tél. : (56) 82-33-29. Belle villa rée, 4 p. + dépend. tout conf. Mairie 1^{er} choix. Px 380.000 F. ETUDE ARAGO, 81, 83-85-87, 66200 SAINT-CYPRIEN Plage

SAINT-BRÉVIN-L'Océan Appartement immeuble bord de mer, 3 pièces principales excellent état. GENCE CASSIN 11, rue de Palmbeuf 44230 SAINT-BRÉVIN-LES-PINS Tél. : 27-20-15

UNE NOUVELLE FORMULE DE VACANCES Pour ceux qui ont assez des campings bondés — pour ceux qui n'aiment pas les vacances à l'hôtel — pour ceux qui refusent les soucis d'une résidence secondaire. Mais pour ceux qui cherchent à faire vivants de la montagne, les paysages verdoyants du Puy-de-France, le calme, la pêche à la truite... et l'hiver les stations de ski à proximité. Et enfin pour ceux qui ne veulent pas y investir une fortune, nous aménagons à Saint-Laurent-en-Puy-de-France une grande maison au milieu d'un parc, avec des studios de 40 à 45 m². Le projet comprend 20 studios tout confort qui seront vendus 2.500 F la m². Les travaux commenceront dès réception des 10 premiers souscripteurs. Prix immobiliers assurés. Renseignements et visites : DIDIERE PROMOTION 5, av. du Stand, 73400 ANNECY.

TALLOIRES (IAC D'ANNÉCY) Appartements tout confort dans villa rénovée, vue sur lac exceptionnel et impeccable avec jardins. Livraison JUILLET 78. Prix 4.300 à 5.000 F la m². DIDIERE PROMOTION 5, avenue du Stand, 73400 ANNECY.

16 km BEAUNE Vend ensemble immobilier 2 MAISONS XVII^e rénovées en pierre 2 belles granges, dépend. sur 2 ha 80, site unique. GENCE MATHIEU & P. CARRO BEAUNE. Tél. : (89) 22-17-33.

GENÈVE • Centre de Tourisme, de Congrès et d'Études

HOTEL INTERCONTINENTAL GENEVE L'Hôtel de prestige international international Tél. : 1941/22/346091

adler joailliers GENEVE 19, passage des Quinze et Galerie Centrale, 42, r. du Rhône Tél. 1941/22/21821 ATHENES ISTANBUL

CREDIT LYONNAIS GENEVE et ZURICH depuis 100 ans en Suisse Toutes opérations de commerce international

PREPARATION AU BACCALAUREAT FRANÇAIS BACCALAUREAT INTERNATIONAL (Excellents résultats aux examens) FONDATION DE L'ÉCOLE INTERNATIONALE DE GENEVE Internat et Externat mixtes Informations : Secrétaire aux admissions, c/o route de Chêne, 1208 GENEVE Tél. 1941/22/11 30

"Je ne veux pas bronzer idiot!" Vacances-Festival à Asilah - Maroc avec KEITH JARRETT, MYRIAM MAKEBA, LEO FERRE, GILLESPIE RAVISHANKAR et bien d'autres. Demandez le programme : 54, rue Etienne Marcel 75002 Paris. Tél. 508.09.64 ou 508.14.96. A partir de 1.195 F une semaine, Paris aller-retour, logement, spectacles, stétiés.

20 jours de rêve en Asie du Sud-est.

A partir du 1^{er} juillet, nous vous proposons un extraordinaire voyage : Paris - Delhi - Jaipur - Agra - Khajuraho - Bénarès - Kathmandou - Bangkok - Aynthaya - Paris. Pendant 20 jours vous allez connaître le dépensement total à travers l'univers fascinant de l'Asie du Sud-est. Le prix de ce voyage : 5.775 F.*

DU TOURISME DE DETAIL AVANT LA LE DOSSIER MEDICAL

HEUREUSE NOUS SOM ASSUREE

ALVADOS : 19 bai

سكنة من الالصل

صحة من الأول

DE DÉTAIL AVANT L'ÉTÉ

LE DOSSIER MÉDICAL

(Suite de la page 27.)

L'Autre est le Pr Jean Brisou, ancien professeur à la faculté de pharmacie de Poitiers et expert à l'Organisation mondiale de la santé. Ses travaux sur la pollution des plages et des fruits de mer l'ont souvent amené à prendre des positions spectaculaires, qui servent de référence à tous ceux qui s'inquiètent des conséquences de la pollution marine. Pour lui, le pouvoir « antibiotique » de l'eau de mer n'existe pas et de nombreux microbes pathogènes peuvent survivre pendant longtemps dans l'eau salée. Sa position, que partagent la plupart des groupes écologistes, repose sur la notion que le seul pouvoir de la mer est celui de dilution des effluents variés qui s'y déposent. Il dénonce de ce fait la politique actuellement poursuivie par le ministère de la santé et de la famille, dont les communiqués rassurants démolissent l'opinion.

D. J.-F. LACRONIQUE.

(1) La Mer assainie par Marie-José Lambert. Albin Michel, éditeur, 470 pages, prix : 49,50 F.

LES NORMES

Les normes européennes en vigueur, respectées par la France, établissent en classant en quatre catégories des eaux de baignade :

A. — Eaux de très bonne qualité : moins de 100 coliformes fécaux (Escherichia Coli et streptococcus) dans 100 litres de 20 mètres hebdomadaires ;

B. — Eaux de bonne qualité : moins de 2 000 bactéries dans 100 litres de prélèvements ;

C. — Eaux de qualité moyenne (plages momentanément polluées) : au plus de 2 000 bactéries dans au plus un tiers des échantillons ;

D. — Eaux de mauvaise qualité : plus de 2 000 bactéries dans plus d'un tiers des prélèvements.

LA BRETAGNE EN NOIR ET BLANC

Trois mois après la catastrophe, la situation est encore incertaine sur les 250 kilomètres de côtes qui ont été touchées entre le point du Conquet (Finistère) et Perros-Guirec (Côtes-du-Nord). Dans le Finistère, pour 70 %, les grandes grèves rocheuses étaient considérées comme sales ou douteuses au début juin. Dans les Côtes-du-Nord, cette proportion était de 30 %.

Répondreurs téléphoniques

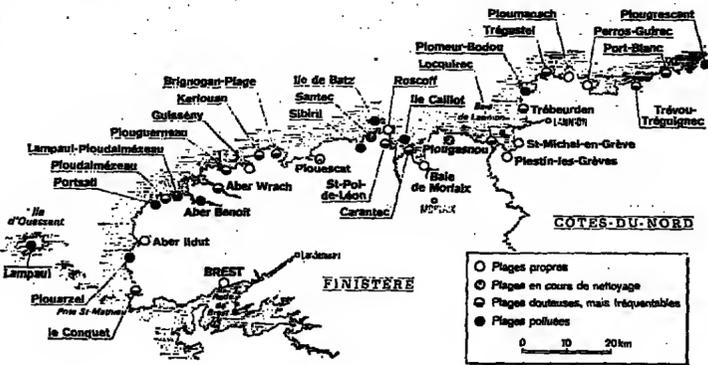
Aussi, les responsables du tourisme qui, au lendemain de la marée noire, affirment que « tous seraient nettoyés dans les deux mois » sont aujourd'hui plus circonspects. Le pari de la Bretagne propre ne sera probablement pas tenu dans sa totalité. Les responsables du comité du tourisme de Brest estiment qu'il aurait été préférable de faire la promotion de la Bretagne intérieure, généralement délaissée au profit des côtes.

« Il faut être honnête, ajoute, de son côté, Françoise Peron du comité du tourisme de Brest. Une saison touristique se prépare sur quatre ans. Si nous trompons notre clientèle nous risquons de la perdre pour toute cette durée. C'est pour cela que nous nous insérons dans un service « S.V.P. - Vacances Bretagne » (1) pour renseigner les touristes. Le comité contrôle toutes les plages du Finistère-Nord de la pointe Saint-Mathieu à Locquirec. Nous communiquons l'état des plages — propres, douteuses, déconseillées, interdites — et nous ne cachons pas la vérité. »

De leur côté, le syndicat d'initiative de Perros-Guirec et l'Office du tourisme des Côtes-du-Nord assurent un service « S.V.P. » (2) concernant l'état des plages touchées par la marée noire sur la côte de granit rose.

Les plages non touchées « payent » aussi

« Pour dresser cet état des plages, précise M. Younou, président de l'Office du tourisme des Côtes-du-Nord, nous nous sommes appuyés sur les municipalités concernées. Après avoir pris contact



Les victimes de l'Amoco-Cadiz

avec les mairies, nous nous rendons sur place pour vérifier, car certains, trop optimistes, ne veulent pas toujours avouer que leurs plages sont sales. »

Le problème est de savoir aujourd'hui ce qu'est une plage propre. Pour le promeneur, les résultats obtenus par les militaires et les bénévoles sont considérables. Car, à l'œil, une grande partie des côtes est propre, l'eau se retrouve sa limpidité et sa teinte habituelle. Mais, pour les militaires qui travaillent à long terme de journées au nettoyage des rochers, la situation est tout autre. Ils font remarquer que dans de nombreux cas, en creusant dans le sable à 30 ou 50 centimètres, on retrouve le pétrole. Aussi, pour parer à toute éventualité des tonnes de sable propre sont déversées sur les plages douteuses.

Au début du mois de juin, dans le Finistère-Nord, entre le Conquet et Locquirec, sur quarante grandes plages recensées, dix étaient en parfait état et praticables sans risque, quinze étaient douteuses et quinze étaient considérées comme sales. Certaines d'entre elles seront interdites en juillet et en août.

Dans les Côtes-du-Nord (côte de granit rose), 70 % des plages étaient propres en surface ou en cours de nettoyage. Dans les deux départements, les opérations se poursuivront jusqu'à la fin du mois de juin.

MARC AMBROISE-RENDU.

HEUREUSEMENT NOUS SOMMES ASSURÉS



* Dessin de PLANTU.

CALVADOS : 19 baignades en litige

L'AN dernier, deux plages du Calvados avaient été classées « eau de mauvaise qualité » nécessitant l'interdiction de se baigner et huit autres « eau momentanément de mauvaise qualité ». Depuis, d'importants travaux ont été réalisés et les principales agglomérations côtières seront entièrement équipées de stations d'épuration des eaux usées, même si, pour certaines d'entre elles, le nécessaire ne sera fait qu'en cours de saison. Mais ce ne sera pas encore suffisant puisque, selon une étude publiée en mars dernier par l'établissement public régional, dix-neuf communes (1) du littoral devront encore être interdites certaines parties de leurs plages à la baignade et au jeu.

Pourtant, des progrès très sensibles ont été apportés depuis l'an dernier : toutes les communes de Trouville à Villers-sur-Mer sont maintenant reliées à la station d'épuration de Touques ou vont l'être dans les prochains jours. Depuis août dernier, la station de Dives-Cabourg-Houlgate est à son tour entrée en action, mais là un certain nombre d'habitants ne sont pas encore reliés au tout-à-l'égout, ce qui est aussi le cas à Casteleaux où, en outre, la station d'épuration, comme à Luc-sur-Mer, est du mal à faire face à l'afflux de la population estivale. En revanche, à Grancamp, l'assainissement et la station d'épuration sont maintenant terminés.

Mais il reste quelques points noirs importants : Villerville, Vernières-sur-Mer, Graye-sur-Mer, Assnelles, Arronanches, Villerville, Saint-Laurent-Colleville, n'ont toujours pas leur station d'épuration et certaines d'entre elles l'attendent encore plusieurs années. Il s'agit en effet d'investissements très lourds pour de petites communes, même si l'agence de bassin en finance la moitié. Ainsi, Grancamp a dû investir 2,5 millions de francs en cinq ans sur un budget annuel d'un million, et les seuls frais de fonctionnement coûtent 550 000 F à Houlgate, sur un budget municipal de 6,5 millions.

Il ne faudrait pas croire, pourtant, que la mise en place d'installations d'assainissement sur la côte soit la solution miracle. D'abord, les stations d'épuration sont des instruments délicats, difficiles à régler — on l'a vu à Dives, à Cabourg, à Houlgate, — et, ensuite, les anciens réseaux de collecte ne séparent pas les eaux usées des

eaux de pluie, d'où un engorgement et une accentuation de la pollution en cas d'orage. Enfin, il existe encore des déversoirs « sauvages », se faisant directement en mer, lorsque le réseau d'assainissement n'est pas complet.

Tant que toutes les rivières n'auront pas été épurées, leurs estuaires continueront à être des points de fixation de la pollution. Or l'assainissement de la station d'épuration de Caen, qui devrait améliorer sensiblement la situation de l'Orne, n'entrera en service qu'en août. Restera aussi à contrôler plus sévèrement les rejets industriels, alors même que la politique dite des « objectifs de qualité » des bassins (finivale de la région (Le Monde du 7 janvier) n'en est encore qu'au stade des décisions.

Il reste que l'étude menée en commun par le Poitou-Charentes, les Pays de Loire, la Bretagne et la Haute-Normandie, a fait la preuve que cette dernière était largement en avance sur ses voisins. Aussi tous les maires affirment que la qualité des eaux de baignade sera pour cette saison « tout à fait correcte ». Tous également se disent bien décidés à rendre publiques les analyses opérées par le laboratoire d'hygiène départemental. Mais — jusqu'à preuve du contraire — elles restent un secret jalousement gardé.

THIERRY BRENIER.

le choix de vos vacances avec REPUBLIQUE TOURS en TUNISIE une terre, des hommes en juin et septembre profitez des meilleures conditions!

HOTEL CLUB SANGHO au cœur d'une palmeraie à Zarzis CLUB CALYPSO BEACH le charme enchanteur de Djerba FESTIVAL DE TABARKA Nous organisons Vous disposez en matière de CLUB EL KANTAOUI au cœur d'une forêt d'oliviers à Sousse

LE MONDE DES LOISIRS PROPRES : REVUE MÉDICALE : passable DE LA CAMARGUE ricot de mer mauvaise santé es et d'Études e st. ANAM

VALMONT
clinique médicale

OUVERTE TOUTE L'ANNÉE, 1823 - GLIONS-S.-MONTREUX (Suisse)
à 1 h. de Genève - Tél. 1941/21/613802 (8 lignes) - Téléc. 252277
900 m. d'altitude, face au lac Léman, climat doux, grand parc en
dehors de toute circulation routière publique, à proximité de Montreux.
Clinique de pathologie interne organisée pour les traitements des
affections nécessitant des soins médicaux réguliers, une diététique
individuelle, du repos et de la tranquillité. Centre de cardiologie.
Physiothérapie - Kinésithérapie - Electrothérapie - Hydrothérapie -
Electrocardiographie - Rayons X - Examens de laboratoire. Brochure
et tarif sur demande auprès de votre agence de voyages.

**TOUS SOINS PAR ÉQUIPE MÉDICALE RÉPUTÉE
DANS L'AMBIANCE D'UN HOTEL DE PREMIER ORDRE**

**En Bulgarie
la Mer Noire est bleue**



Plus touristique
de 50% dans les vacances
de charme de Balneari.

Au pays de la "Vallée des Roses", de charmantes maisonnettes blanches dont les balcons ouvrent sur la mer. Dans une baie rocheuse ourlée de plages sauvages et de criques, voile et ski nautique.

ROUSSALKA, un village animé pour découvrir la douce Bulgarie, ses côtes ensoleillées... et puis de nombreuses excursions.

Une semaine de séjour à partir de 730 F.

Renseignements:
Club Méditerranée.
Place de la Bourse
75083 PARIS CEDEX 02
Tél.: 266.62.52

Office National
du Tourisme Bulgare
45, avenue de l'Opéra
75002 PARIS
Tél.: 261.68.58

CULTURES GRECQUES

LES NOUVEAUX TRÉSORS DU MONT ATHOS

NID d'algues perché dans une étroite vallée, à 1 527 m. d'altitude, le monastère orthodoxe grec de Sainte-Catherine-du-Sinaï se montre imposant. Fondé en 530 par l'empereur byzantin Justinien, comme le plupart des monastères orthodoxes, et en premier lieu ceux du mont Athos, usé par les siècles, ne comptent plus qu'une vingtaine de moines, il se trouvait menacé de ne plus être qu'un morne témoin d'un prestigieux passé.

En mai 1975, une découverte devait lui donner un nouvel élan. Des moines, qui habitaient un mur de leur monastère-forteresse, découvrirent une grande cache contenant un trésor inestimable. Durant quatorze siècles, le monastère de Sainte-Catherine-du-Sinaï a résisté à bien des assauts et a dû fuir bien des convulsions: il a brûlé, en effet, plus de deux mille six cents icônes datant du cinquième au quinzième siècle, comptant parmi les plus anciennes et les plus rares, comme certaines pièces reliées en cuir. Des moines avaient donc imaginé cette cachette, dont l'existence lui devint peu oubliée. Elle contenait une bonne vingtaine de caisses pesant 180 kilos chacune, emplies de textes et de manuscrits qui, selon les paléographes, relèvent de l'une des plus grandes découvertes philologiques du siècle.

Peu ouverte sur le monde extérieur, mélanis — et pour cause, — les moines d'éloignement de voler leur tambour. Innombrables, en effet, furent les chercheurs étrangers qui pillèrent, avec d'autres — et récemment encore — leur monastère. Ils tenaient donc à protéger leur découverte, quitte à provoquer des crises de colère dans le monde entier. Le monastère de Sainte-Catherine-du-Sinaï se trouvant sous la protection de l'Etat grec, ce dernier chargea un premier groupe de spécialistes de se livrer à un inventaire. Après trois ans de travaux particulièrement délicats, les professeurs Politis et Panayotakis viennent de fournir quelques éléments qui soulignent l'importance de la découverte de manuscrits et de textes répertoriés datant de la période classique de la civilisation grecque et des premiers siècles du christianisme.

Et déjà, sorti de sa pieuse léthargie, le monastère de Sainte-Catherine-du-Sinaï voit ses moines se présenter beaucoup plus comme de fidèles conservateurs d'un prestigieux musée que comme ces « lous de Dieu », dont l'un des premiers igoumènes fut le grand mystique Jean - Klimakos — ; Jean de l'Échelle.

MARC MARCEAU.

MAIS OÙ EST DONC L'AUSTRALIE ?

(Suite de la page 27.)

Pour peu d'être placés en situation de bonne concurrence financière au plan du transport, l'expédition australienne veut cependant d'être accomplie. De Sydney à Darwin (3 500 kilom-

GARE AUX MARGINAUX

A la veille des vacances, le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs met le public en garde de façon pressante contre les entreprises ou organismes qui proposent des voyages ou des séjours sans être titulaire de la licence d'agent de voyages ou de l'agrément prévu par la réglementation en vigueur (loi du 11 juillet 1975, et décret du 28 mars 1977). Les agences de voyages et les associations agréées valent leurs activités d'une part couvertes par une assurance de responsabilité civile professionnelle, d'autre part garanties par une caution mise à la disposition du ministre chargé du tourisme. Ainsi le public est-il protégé contre une éventuelle déqualification de l'organisateur du voyage.

Les officines irrégulières, souvent de statut juridique mal défini, exercent leurs activités sans pouvoir justifier de telles garanties.

Le public peut aisément reconnaître les agences de voyage et les associations agréées car elles doivent être portées sur tous les documents qu'elles diffusent la mention de leur licence ou de leur agrément, suivie d'un numéro d'ordre.

* Les services du ministère de la jeunesse, des sports et des loisirs (tél.: 700-51-35) peuvent donner toutes précisions au public quant aux agences de voyages et associations agréées.

Paris-Varsovie en autocar. La Générale de transport et d'industrie (G.T.I.) et l'entreprise polonaise Pekas viennent d'inaugurer une ligne régulière d'autocar entre Paris et Varsovie via Arras, Lens, Épin-

CAR FERRIES

Sealink

AÉROGLISSEURS

Seaspeed

LE PLUS GRAND CHOIX POUR L'ANGLETERRE

CAR FERRIES SEALINK
La plus grande flotte sur la Manche, de Dunkerque à Cherbourg, 7 lignes au choix. Des navires confortables et de vastes garages pour les voitures, et bien sûr, des boutiques "hors taxes".

AÉROGLISSEURS SEASPEED
10 ans d'expérience en service régulier, été comme hiver. Prochainement, des aéroglisseurs géants de 400 places, 65 voitures et... toujours 100 à l'heure au ras des vagues, 1/2 heure de Boulogne (ou Calais) à Douvres.

Des tarifs avantageux.
Pour les excursions de 24 h, 60 h ou 5 jours et pour les caravanes.

Demandez la brochure 78 dans les gares et bureaux de tourisme SNCF, agences de voyages ou renouvelez le coupon.



Sealink Seaspeed
4, rue de Surène - Paris 75008

Nom _____
Adresse _____

FRANÇOIS JANIN.

* Parmi les tour-opérateurs français ayant franchi l'Australie à leur catalogue, il faut citer: Kypri, Flanès, Orientissimo, etc. (Dans les agences de voyages.)

AVANT DE PARTIR POUR L'AMÉRIQUE LATINE

choisissez d'être informé en consultant le seul tableau comparatif des 59 circuits organisés existant dans l'Amérique latine.

BOUSSOLE

CONSEIL EN VOYAGES
27, St-André-des-Arts - 75005 Paris
Tél.: 339-30-20 - 339-32-31
Lic. 1058

L'ÉTÉ À ZERMATT

Une saison particulièrement attrayante à Zermatt, le station sans auto. Les pittoresques sentiers et chemins invitent à la promenade par les champs alpestres fleuris et les toits de chalets. Ici, vous trouvez le calme et la sérénité. Les terrains de ski offrent d'admirables à leur sport favori sur le Plateau Rosa, le plus grand circuit de ski d'été des Alpes.

Rendez dans l'un des hôtels Seiler, dont la tradition hôtelière remonte à 125 ans. Piscine couverte, courts de tennis et place de jeux pour enfants sont à la disposition de nos hôtes. Prix réduits jusqu'au 30 juillet et dès le 25 août.

SEILER HOTELS
Mont Cervin/Seilerhorns
Tél.: 1941/28/56 11 21 - 1025 38 328.
Monte Rosa
Tél.: 1941/28/57 19 22 - 1025 38 375

TRANSALPINO OFFRE TOUJOURS MIEUX

JEUNES de moins de 26 ans

Voyagez en train. Régulier, sûr, rapide, mais **AUSSI LE MEILLEUR MARCHÉ** pour les jeunes, grâce au **NOUVEAU PROGRAMME TRANSALPINO**

et aux conditions exceptionnelles résultant des **5 MILLIONS DE JEUNES** ayant déjà voyagé avec un **BIGE TRANSALPINO**

VERS L'ÉTRANGER, le BIGE TRANSALPINO, réservé exclusivement par contrat à tous les jeunes (travailleurs, lycéens, scolaires, étudiants...) de moins de 26 ans. Bruxelles, Londres, Dublin, Amsterdam, Francfort/Main, Munich, Vienne, Berlin, Varsovie, Oslo, Copenhague, Stockholm, Helsinki, Budapest, Prague, Rome, Naples, Milan, Venise, Athènes, Belgrade, Sofia, Istanbul, Madrid, Barcelone, Tanger, Casablanca. Départ tous les jours pour de nombreuses destinations. Relations avec toutes les grandes villes. Voyages par trains désignés du service international régulier. **VOYAGES EN FRANCE.** Billets intérieurs réservés **AUX ETUDIANTS ET SCOLAIRES** jusqu'à 26 ans. Départ tous les jours pour de nombreuses destinations. Relations avec toutes les grandes villes. Voyages par trains désignés.

EN VENTE :

TRANSALPINO
14, rue La Fayette, 75009 Paris
M^e Chausée-d'Antin
Tél.: 770-82-08/83-41/78-63

TRANSALPINO
36 bis rue de Dunkerque
75010 Paris
M^e Gare-du-Nord
Tél.: 878-05-77

TRANSALPINO
2, rue R.-de-Luxarches
80000 Amiens
Tél.: 92-16-29

TRANSALPINO
61, rue du Président-Merriot
69002 Lyon
Tél.: 25-57-73

et dans de nombreux points de vente en Province. Liste complète des bureaux de vente et documentation sur demande aux adresses ci-dessus.

ARTISANS

Une Suédoise rue

Pour des vacances entre ciel et mer

COURCHEVE

ÉCOLE DE PIANO, M...
ÉTAGES DE TENNIS, M...
ÉTAGES DE YOGA, M...
ÉCOLE DE HOCKEY SUR...
SEMAINES BOTANIQUE...
ÉTAGES DE LANGUES E...
20 Juin - 10 Juin

Cette année le soleil et la mer sont dans vos prix.

"CAP BLEU"

RENNES
OFFICE DU TOURISME

سكنة من الأهل

صكنا من الاجل

LE MONDE DES LOISIRS
MONT ATHOS

ET DU TOURISME

Jeunesse
ARTISANS EN HERBE

● Animation-Jeunesse
Peinture sur tissu à Balaruc-les-Bains (Hérault) et à Mortain (Normandie), du 3 au 7 juillet et du 1^{er} au 5 août. Tissage à Balaruc et Mortain du 3 au 7 juillet. Sculpture sur bois, cuir, sellerie à Auxerre du 24 au 28 juillet. Poterie primitive à Albi-en-Provence du 1^{er} au 5 août. Prix : 425 F pour un stage de trente-cinq heures, comprenant l'enseignement et les fournitures. Possibilité d'hébergement sur place en camping ou à l'hôtel.
* 13, rue de Saclé, 75006 Paris. Tél. : 83-38-07, 32-81-74.

● Ateliers des Trois-Soleils
Peinture sur tissu, cuir, poterie, tissage, vannerie pour les jeunes de treize à seize ans à Saint-Martin-en-Haut (Rhône) du 2 au 15 et du 16 au 23 juillet. Prix : 1 015 F tout compris. Batik, poterie, gravure-sérigraphie, reliure, tissage, vannerie, menuiserie, bijouterie-émaux, photo à Saint-Germain-au-Mont-d'Or et Rivière (Rhône) du 10 juillet au 4 août. Prix : 820 F pour une semaine.
* 75, rue Eugène-Pons, 69004 Lyon. Tél. : (78) 28-24-30.

● Chaponneux
Peinture, dessin, écritures, sculpture sur bois, tissage et poterie en Corrèze. Prix : 820 F pour dix jours, comprenant l'hébergement (dortoirs ou cam-

ping), cours et fournitures. Vie communautaire, participation à la préparation du petit déjeuner et de dîner; partage des frais à la fin du séjour. En juin (6-15, 18-27), juillet, août (1^{er}-10, 11-20, 21-30), septembre (1^{er}-10, 20-29) et octobre (1^{er}-10). Prix réduit (450 F) en juin et octobre.
* La balastère, 19310 Aven. Tél. : (55) 25-15-88

● L'Atelier
Artisans en Ardèche. Tissage (du 5 juin au 23 octobre), impression sur tissu (13-17 juin, du 17 juillet au 12 août, 11-16 septembre), poterie (du 3 juillet au 26 août), reliure (12-17 juin, 2-8 juillet, 14-19 août, 4-9 septembre, 16-21 octobre), travail du cuir (13-24 juin, 3-4 juillet, 10-15 juillet, 23 août-2 septembre, 4-9 et 25-30 septembre, 23-28 octobre). Bijoux (5-10 juin, 26 juin-1^{er} juillet, 10-15 juillet, 7-12 août, 4-9 et 18-23 septembre, 9-14 octobre), émaux (5-10 juin, 26 juillet, 14-19 août, 4-9 et 18-23 septembre, 9-14 octobre), couture (5-3 juillet, 28 août-2 septembre). Artisanat le matin, découverte de la région l'après-midi. Prix : 210 F pour six jours (hébergement et nourriture non compris). En pension complète : de 550 à 770 F.
* 07320 Saint-Agrève. Tél. : (75) 30-15-32.

● Fédération nlle des anberges de jeunesse (F.U.A.J.J.)
Poterie à Saint-Baslemy-de-Belle-Garde (Dordogne), du 3 au 30 juillet et à Cepoy (Loiret) du 4 juin au 10 septembre. Prix : de 500 à 650 F pour une semaine. Tissage à Lannion et à Falmpol (Côtes-du-Nord) et à Poitiers (Vienne), de juillet à septembre. Prix : de 440 à 520 F pour une semaine. Sculpture sur bois à Saint-Pierre-de-Maillé (Vienne) du 2 au 30 juillet, et à Saint-Guen (Côtes-du-Nord) du 3 au 13 juillet et du 4 au 14 septembre. Prix : de 620 à 700 F pour une semaine. Emaux à Pray-de-Lys (Haute-Savoie) du 1^{er} juillet au 27 août. Prix : 550 F pour une semaine. Initiation à l'expression picturale à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), du 2 au 14 juillet et du 16 au 28 juillet. Prix : 915 F.
* 6, rue Meunier, 75118 Paris. Tél. : 261-84-02.

● Maryvonne Durand
Peinture sur tissu (du 17 au 22 juillet et du 7 au 11 août), marionnettes (du 7 au 11 août) et graphisme (du 21 au 25 août) Pont-l'Abbé. Prix : de 300 à 450 F, comprenant les fournitures et les cours. Logement en supplément (dortoir, hôtel ou camping).
* La Régère - en - Chantaloup, 35150. Tél. : (95) 44-05-44.

jsf
VOLS SPECIAUX
PARIS CARACAS
A.R. 2.800 F

NEW YORK 1.530 F
MONTREAL 1.695 F
SAN FRANCISCO 2.590 F
MEXICO 2.650 F
RIO 3.400 F

CIRCUITS

USA 23 J.
PAPDOSE PIST 2.980 F
MEXIQUE 14 J. 2.250 F
CANADA 20 J.
Circuit Ecologique 3.190 F
VENEZUELA 23 J. 4.330 F
PEROU-BOLIVIE 22 J. 7.690 F

jsf c'est aussi l'Europe, l'Afrique et l'Asie.

Demandez dès aujourd'hui notre brochure ETE 78 à

jeunes sans frontières

7 Rue de la Banque 75002 PARIS
Métro Bourne - 261.33.21
LILLE 42, Rue de Paris, 54.09.02
ORLÈANS, Centre Commercial Lantier, 5
Ferry les Andros, 06.49.43
STRASBOURG 10, rue de Lyon, 32.30.54

LOUEZ UN VOILIER
en Méditerranée
De 7 m. à 16 m.
Avec ou sans skipper

VANAM
Av. des Mézanges, 93300 TOULON.
Tél. : (94) 22-92-35 et 68-32-02.

BOGOTA 2.980 F
RIO 4.290 F

Validité de 1 à 6 mois
Prix nets et définitifs
ALLER-RETOUR

EL CONDOR
(N. A. 885)
28, rue Delambre, 75014 PARIS
322-38-26 et 42.

C.R.O.U.S. VOYAGES
25, rue L. Dumont (M. République),
75005 Paris. Tél. : 328-12-42.

● FLORENCE : séjour culturel avec excursions :
10 jrs : 750 F ; 12 jrs : 900 F.
départs les 17, 27/7 et 6, 20/8.

● CHAMONIX :
84 jours d'une semaine : 500 F.
du lun. 3/7 au dim. 27/8.

Changez Découvrez

GRECE 1750 F
SAHARA 2750 F
CAP NORD 1650 F
MEXICO 1650 F
TURQUIE 1670 F

USA 23 J. 2650 F
MEXIQUE 14 J. 2250 F
PEROU 2575 F

WEEK ENDS « CLUB »
LONDRES 170 F
AMSTERDAM 90 F

Mini séjours
PRAGUE 490 F
VENISE 420 F
LONDRES 400 F

INTERNATIONAL ADVENTURE
33 b rue Bézout - 75014 PARIS
Tél. : 331.50.11

Brocante

Une Suédoise rue de Grenelle

OUVERTE depuis deux ans, la boutique Haga propose une sélection d'objets insolites et de cadeaux. Ce secteur de la capitale compte un très grand nombre de commerces d'antiquités et de brocantes. Beaucoup proposent un choix de marchandises plus important que Haga; mais, ici, nous avons noté un goût certain pour l'objet de qualité. Le propriétaire, Suédois d'origine, Birgitta Sayn-Witzgenstein, a vécu longtemps à New-York où elle exerçait le métier de décoratrice.

Sans être hors de la norme, les prix sont légèrement plus élevés qu'ailleurs, mais n'est-ce pas le cas dans tout le quartier voisin du boulevard Saint-Germain ? A noter, importées d'Amérique du Sud et d'Asie, des vanneries, paniers en tous genres (80 à 160 F) très pratiques pour les rangements, mais relevant plus de l'artisanat que de la brocante. A part cela, tout est, ou presque, est ancien. Nous avons notamment remarqué une très belle collection de loupes à man-

ches en ivoire et argent (400 à 1 000 F); une belle série de boîtes pour garnitures de toilette (350 à 650 F); des bougeoirs en bois tourné de toutes tailles (350 à 1 000 F la paire); des boîtes en argent, quelques coffrets pouvant servir à ranger la couture, les cigares ou les bijoux (750 à 2 000 F); de beaux couverts de service (à cornichons, à viande, etc., 350 à 400 F); des coupe-papier en ivoire (300 à 1 000 F).

Il est évident que, comparés à ceux d'André, par exemple, (le Monde du 6 mai), ces prix sont sensiblement plus élevés. La clientèle est ici très différente, sans doute plus fantasiste, moins fidèle et compte un nombre plus important de touristes. Pour les collectionneurs, quelques belles statuettes d'antiques (500 à 1 000 F) et, notamment, une terre cuite représentant un bouledogue à 3 200 F; une série de coffrets en piquants de porc-épic (300 à 1 500 F), quelques gobelins à l'effigie de George VI et d'Elizabeth, environ 300 F, beaucoup de cannes de 400 à 1 000 F.

Nous avons remarqué aussi des meubles en bambou : porte-parapluies (675 F), vitrine (2 300 F), tables (2 000 à 2 000 F), petit bureau à l'antique, 2 800 F. Les dessus de lit en patchwork venus d'Ouire-Atlantique sont de belle qualité. Ils varient de 1 000 F à 1 500 F. A noter aussi plusieurs statues, quelques gravures et la très belle pièce qui occupe la vitrine : un paravent à quatre panneaux de cuir peint où figurent d'une scène nautique, 15 000 F. Pour les petits budgets, Birgitta Sayn-Witzgenstein propose une série de bijoux à bas

prix : bracelets en ivoire à partir de 45 F.

Il est un peu dommage que cette boutique où l'on voit des objets de belle qualité cède à la facilité commerciale de l'antiquaire. Haga gagnerait sans doute à supprimer certains articles, assez peu nombreux d'ailleurs, afin de mieux mettre en valeur les objets anciens. La présentation « en vrac » est un peu regrettable. On aimerait plus de chaleur et d'harmonie dans le décor, puis pas de tel ceux d'une marchandise vendue « dans son jus ».

Enfin, les prix d'une série d'articles nous ont causé quelque surprise : les boîtes métalliques cylindriques de cigarettes anglaises, type emballage colonial, recouvertes par les artisans d'Afrique noire d'un tissage de lanières de cuir, qui ont, certes, acquis une patine antique, valent ici 500 F. Ce qui, même sur la rive gauche, nous paraît fort exagéré !

ELVIRE VALOIS
* HAGA : 22, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tous les jours, sauf dimanche, de 12 h 30 à 13 heures et de 14 heures à 19 heures.

Pour des vacances entre ciel et mer



Quittez votre calanque surpeuplée. Fuyez les clubs-vacances traditionnels. Entre ciel et mer découvrez les îles grecques et les îles italiennes. Les ports pittoresques, leurs criques désertes, sont les escalas de notre flottille de grands et beaux voiliers. Soirées, grillades, farniente, planche à voile, ski nautique...

Cette année le soleil et la mer sont dans vos prix*

* Pour tous renseignements et réservations : 1960 F + 2000 F.

"CAPLEU"
57, av. Gambetta,
83400 Hyères
049033000 bis 202527

brochure gratuite

Prenez des vacances d'été en montagne dans une station prestigieuse des Alpes françaises : Les Arcs en Savoie. Loxes pour 5, 6 ou 9 personnes. Renseignements : SOGIM, avenue du Saclé, 15700 Bourg-Saint-Maurice (FRANCE). Tél. : (75) 87-66-87.

faites nous confiance
l'Amérique
est notre terre.
VENEZUELA 2.850 F
MEXICO 2.650 F
PEROU 2.575 F

UNICAM VOYAGES

COURCHEVEL ÉTÉ 1978

ÉCOLE DE PIANO, Jean Micault, Marc André, 10 juil.-27 août
STAGES DE TENNIS, Marc Feuillet, 2 juillet-1^{er} septembre
STAGES DE YOGA, Paul Friederich, 17-29 juillet 1978
ÉCOLE DE HOCKEY SUR GLACE, Alex Andjelic, 7-27 août
SEMAINES BOTANQUES, M. Gapiilout, 3 juillet-25 août
STAGES DE LANGUES ÉTRANGÈRES EN LABORATOIRES
25 juin - 16 septembre

Equitation, tennis, patinage, alpinisme, tir à l'arc, ballon-batai, promenades aériennes, pêche...

RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS :
OFFICE DU TOURISME - 73120 COURCHEVEL 1850
Tél (79) 08-00-29

A FONTENAY/BOIS (94) du 1^{er} Juin au 1^{er} Juillet

AUCHAN

Casser les prix, c'est notre métier.

Canon... Minolta... Olympus... Nikon... Sankyo... Kodak... Polaroid... Konica... Fujica... Pentax... Praktica...

	
NIKON FM boît. chromé nu 1.545,00 F	CANON AE1 1,8/50 + sac 1.799,00 F
	
CANON 514 XLS + sac 2.095,00 F	PENTAX ME 1,7/50..... 1.675,00 F
POLAROID 1000 instantané .. 177,95 F	Caméra CANON 514 XL muette + sac 1.595,00 F
Flash électronique 159,00 F	Super 8 KODACHROME type A muet 30,47 F
Reflex PRAKTIKA LTL 3 1,8/50 845,00 F	Torche ciné "luxe" .. 65,00 F

Ces appareils sont garantis un an, pièces et main-d'œuvre.

FONTENAY/BOIS
AVENUE DU MAL. JOFFRE - TEL 876.47.95
RER: VAL de FONTENAY

IK MARGINAUX

TOUJOURS
ins de 26 ans

سكينة للاعمال

RADIO-TÉLÉVISION

Érotisme dévastateur

Marcel Blumel a beau dire, une Lulu sans aucun caractère, une Lulu mûre, égarée, coquette... c'est Danièle Labrun le jeudi sur TF 1...

Une sélection pour le week-end

Le pain, le vin, la justice. Une émeute paysanne au XIXe siècle dans l'Inde, un procès : l'émision de Pierre Desgrupes...

VENDREDI 9 JUIN

CHAÎNE I : TF 1 18 h. 55. L'île aux enfants; 19 h. 40. Eh bien... raconte; 20 h. Journal. 20 h. 30. Au théâtre ce soir: Boudin sauvé...

CHAÎNE III : FR 3 18 h. 35. Pour les jeunes; 19 h. 5. Émission régionale; 19 h. 40. Tribune libre; l'Académie mondiale pour la paix...

UNE ÉMISSION SUR LES VOCATIONS SUR FR 3

Des prêtres, pour quoi faire?

Au nom de l'Église de Paris, fembauche! Ce slogan provocateur lancé sur les ondes de TF 1 le 23 mars dernier par le cardinal Marty...

TRIBUNES ET DÉBATS

SAMEDI 10 JUIN M. Miché Déon, nouveau membre de l'Académie française, est le rédacteur en chef du journal instauré de R.T.L. à 13 h.

Station socialiste et émetteur communiste

TOUS LES SAMEDIS OU LE TEMPS D'UNE FÊTE? « Radio-Massipal », c'est le nom d'une nouvelle station locale qui émet dans la région de Massy (Essonne) sur 89,5 mégahertz...

« Enfoi dans la masse humaine »

Pour les représentants des deux tendances extrêmes, les choses sont claires. D'un côté, les séminaristes d'Évry, qui pensent que l'Église est en crise...

SAMEDI 10 JUIN

CHAÎNE I : TF 1 12 h. 10. Émission régionale; 12 h. 30. D'abord ce que tu m'as dit; 12 h. 45. Jeunes Prêtres; 13 h. 35. Le monde de l'accordéon...

SAMEDI 10 JUIN

(en différé); 0 h. 10. Coupe du monde de football Argentine-Italie (en direct). CHAÎNE III : FR 3 18 h. 35. Pour les jeunes; 19 h. 5. Émission régionale; 19 h. 40. Samedi entre nous; 20 h. Les Jeux...

DIMANCHE 11 JUIN

CHAÎNE I : TF 1 8 h. 10. Sport; 9 h. 30. Les 24 Heures du Mans; 9 h. 30. Émission philosophique et religieuse; 10 h. Présence oratoire; 10 h. 30. Le jour du Seigneur...

DIMANCHE 11 JUIN

20 h. 5. Histoires de France, d'A. Conte et J.-L. Dejean; La duchesse errante, réal. J.-Ch. Dudrumet. 20 h. 30. Émission d'art; Chaval de J.-D. Verhaeghe...



NOUVEAU: LE GOLFA EMPORTEUR TOUT DE SUITE.

Volkswagen Golf. L'intelligence automobile.

Vertical text on the left margin, including 'SAUVAGE' and 'PICCOLI'.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	81,52

ANNONCES CLASSEES

	Le m/m cot.	T.C.
ANNONCES ENCADRES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

Banque Européenne d'Investissement

La Banque Européenne d'Investissement, une institution de droit public autonome au sein de la Communauté Economique Européenne, recherche pour son siège à Luxembourg,

Un Assistant de Conseiller Technique

agé d'environ 30/35 ans.

Fonctions: Assister le Conseiller Technique dans l'instruction et le contrôle de projets d'infrastructure économique, notamment de ceux concernant la production et les transports d'électricité, et étués dans les Pays associés à la Communauté Européenne.

Formation: Ingénieur Civil ou Electro-mécanicien de formation universitaire ou équivalente.

Diplômé ou bonne expérience en économie appliquée.

Expérience: Une expérience confirmée dans la préparation ou l'évaluation technique et économique de projets de secteur électrique acquis soit dans un établissement public soit dans un bureau d'ingénieurs-conseils. Des connaissances et une certaine expérience dans un ou plusieurs autres secteurs d'infrastructure économique.

Langues: Très bonne connaissance du français et de l'anglais et si possible connaissance d'une troisième langue de la Communauté.

Rémunération intéressante en fonction des qualifications et de l'expérience.

Les intéressés, possédant la nationalité d'un des Pays Membres du Marché Commun, sont priés d'écrire, en joignant à leur lettre un curriculum vitae complet et précis et une photographie, à la

Banque Européenne d'Investissement
Service du Personnel
Boîte Postale 2005
Luxembourg

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



offres d'emploi

Francis BOUYGUES

tient à informer personnellement qu'il s'attache au lancement d'une nouvelle filiale « MAISON BOUYGUES » Société de construction de maisons individuelles sur catalogue et qu'il souhaite rencontrer et recruter les personnes qui ont des idées et des réalisations.

Directeur des Régions

dont il désire faire un collaborateur très proche.

Ce dirigeant de formation très supérieure, professionnel de la maison individuelle et véritable promoteur des politiques de la Société, est responsable de l'élaboration et de la réalisation d'objectifs très ambitieux. Il coordonne l'activité des services fonctionnels techniques et commerciaux, assure la liaison entre le Siège et les responsables régionaux, et participe à la création des quinze Directions Régionales.

Les candidatures seront traitées très confidentiellement par un collaborateur direct de Francis BOUYGUES - Lucien GIRAUD Vice-Président BOUYGUES S.A. - 331, avenue du Général de Gaulle 92142 CLAMART. Si vous le souhaitez, vous pouvez également écrire directement au secrétariat particulier de Francis BOUYGUES Madame SIMON - BOUYGUES S.A. 331, avenue du Général de Gaulle 92142 CLAMART.

LA TOUR D'ARGENT

15, quai de la Tourneville (19^e arr.)
recl. SOMMELIER confirmé, minimum 30 ans. - S'adresser administration tous les jours, partir de midi, sauf lundi.

BANQUE 8^e arr^o

recherche URGENT employé ou employée déq. O.M. connels, bien opération avec l'étranger, crédit documentaire, transfert et rétrocomptement. DISCRETION ASSURÉE. Env. C.V. prêt, à n° 1 de 116 M. RUE PESSIERE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Recherches

PRÉPARATEUR DE TRAVAIL

Débutant, connaissances J.C.L. - C.S. - I.S.M. 364/776 formation assurée. Envoyer C.V. et prétentions à : C.E.D.I.J., 5, rue Carnot, 78000 VERSAILLES.

Rech. DIRECTEUR

COLONIE VACANCES

juillet. Téléphone 1 677-48-85.

Banque internationale se cherche en emploi stable

UN AIDE

STATISTICIEN

service économique, niveau licence maths, notions informatiques. Téléphonez 26 16 42.

Rijksuniversiteit Utrecht

PAYS-BAS

L'institut des lettres françaises cherche

UN (MAITRE) ASSISTANT

(homme ou femme)

chargé de l'enseignement de la « Civilisation française » (= étude à orientation socio-historique des réalités françaises). Le candidat devra justifier d'une formation à dominante socio-historique ou niveau de la Maîtrise ou de l'Agrégation. Il doit posséder une bonne expérience pédagogique, de préférence dans l'enseignement aux étrangers, pouvoir opérer des méthodes didactiques modernes, être au courant de la situation socio-économique et culturelle des Pays-Bas et être disposé à acquiescer, s'il ne les possède pas, des connaissances suffisantes de la langue néerlandaise. Ensemble avec son collègue déjà sur place, l'assistant entretiendra des contacts avec les autres sections (littérature, linguistique, médiévale, linguistique appliquée) de l'Institut en vue d'assurer l'intégration de sa discipline dans l'ensemble des études françaises. Il programmera, avec son collègue, l'enseignement de sa discipline, qu'en outre il devra aider à définir et à développer en collaboration avec des instances homologues aux Pays-Bas et à l'étranger ainsi qu'avec d'autres disciplines universitaires.

La nomination à titre temporaire, avec la perspective d'une éventuelle titularisation, se fera selon les normes en vigueur pour la fonction publique néerlandaise. Les candidats pourront éventuellement faire la demande pour un poste partiel.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae, doivent être adressées, dans un délai de 15 jours, au professeur J. Plessen, Institut des lettres françaises, Drift 15, Utrecht, Pays-Bas. Des informations complémentaires seront envoyées sur demande.

emplois régionaux

LES ÉTABLISSEMENTS NEU

IMPORTANTE SOCIÉTÉ METROPOLE NORD FABRIQUANT DU MATERIEL D'EQUIPEMENT HAUTEMENT QUALIFIÉ

recherchant

INGÉNIEURS DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES

Débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience industrielle

pour postes TECHNICO-COMMERCIAUX

Adr. candidatures manuscrites, avec C.V. détaillé à Ets NEU, mac postal 2028, F 59013 Lille Cedex.

CENTRE D'ESSAIS DES LANDES

ETABLISSEMENT DU MINISTERE DE LA DEFENSE

recherche

INGÉNIEUR

Pour occuper poste CHEF D'EQUIPE de MAINTENANCE sur MATERIELS INFORMATIQUES.

Formation assurée.

Adr. curr. vitae manuscrit, photo et présent. au CENTRE D'ESSAIS DES LANDES, Service Personnel, 46115 BISCARROSSE AIR.

responsable recrutement, gestion administrative du personnel, sécurité, formation sécurité. Lien son avec partenaires sociaux (comité entreprises, délégués personnels).

Ce poste conviendrait à candidat dynamique, pouvant justifier expérience gestion du personnel dans entreprises industrielles (métallurgie de préfer.).

Logement facilité.

Adr. C.V. détaillé et présent. sous n° 37.893 B. BLEU, 17, rue Lebel, 91 - VINCENNES.

IMPTE SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS

recherche pour chantier

AMÉRIQUE DU SUD

JEUNE INGÉNIEUR

E.T.P. - Ayant au minimum 3 ans d'expérience gros chantiers entreprises générale à l'étranger. Disponible immédiatement.

Espagnol et anglais indispensables.

Envoyer C.V. et prétentions sous le numéro 87.572, Coctesse Publ. 20, av. Opéra, 75001 Paris qui tr.

ENTREPRISE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

recherche

DIRECTEUR DE ZONE GÉOGRAPHIQUE au MOYEN-ORIENT

Activités principales de la Société dans la zone :

- travaux sous corps d'état électriques : Secteurs industriels et tertiaire ;
- construction électrique (tableaux, pupitres, etc.) ;
- négoce matériel divers.

Pratique courante de la langue anglaise indispensable.

Expérience de poste similaire au MOYEN-ORIENT. 5 ans minimum.

Adr. C.V. et prétentions à A.I.C., 83 bis n° 1533, 22, rue des Martyrs, 75009 PARIS, qui transmettra.

les annonces classées du **Monde** sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 h. à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h. au 296-15-01

Nous préconisons les lecteurs répondant aux annonces domiciliées à de vouloir bien indiquer leur adresse et de préciser l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENTS AÉRONAUTIQUES

recherche

POUR SON DÉPARTEMENT AVIATION CIVILE

JEUNES INGÉNIEURS AUTOMATIENS

ENSAE, ESE, ENSERG ou équivalent.

Intéressés par l'application des TECHNIQUES NUMÉRIQUES aux systèmes de PILOTAGE AUTOMATISÉS DES AVIONS dans les phases de Conception Développement et Intégration.

Lieu de travail : VILLACOUBLAY.

Adresser curriculum vitae et photo à : 78140 VELEZY-VILLACOUBLAY.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS 12^e

recherche pour son service ETUDES

INGÉNIEURS-ÉLECTRONICIENS

pour conception et développement

DES ÉQUIPEMENTS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS INDUSTRIELLES

Expérience 2 à 3 ans de logiciel (micro-calculateurs ou langage de programmation numérique digital). Plusieurs postes à pourvoir immédiatement.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions annuelles sous référence IND. A.O.I.P. B.P. 301, 75024 PARIS CEDEX 13.

demandes d'emploi

RESPONSABLE PROJET INFORMATIQUE

Autodidacte 3 ans exp. référ. rect. POSTE CONFIANCE A RESPONSABILITÉS croissantes dynamisme, caractère. FRANCE ou ÉTRANGER. Ecrire à CHALMARIER, 76, Champs-Élysées, 75008 Paris.

INGÉNIEUR DE SOCIÉTÉ (très bons résultats, 20 millions C.A.), 40 ans formation de base électrique, grande expérience opérationnelle, actuellement à l'étranger, cherche poste dans pays arabes. Ecrire à A. DIXON, 70, rue de Valenciennes, 75012 Paris.

CHIEF DE PERSONNEL

32 ans, 8 a. d'exp. dans P.M.E. recherche poste responsabilité dans la location d'équipements région CENTRE-AUVERGNE. Adres. prétention à n° de 500, COCHIN, 91.

20, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}. Une femme 30 ans, 6 ans référ. CHAUFFEUR DE TAXI, cherche emploi CHAUFFEUR DE DIRECTEUR. Téléphone: 257-71-19.

Anc. Centre armée aérienne quadricycle. Sétourné Asie, Afrique, connaît nombreux continents. Étud. div. prospect. Ecr. n° 2730 « le Monde » Pub. S. r. des Italiens - 75002 Paris-2^e.

J. H. 30 ans - doct. anal. - titl. anal. - n. 10 a. exp. encadré et coord. 2. Animation socio-culturelle. 3. Théâtre, cinéma, musique div. de groupe, exp. 10 ans. Rech. situation en rapport.

Rech. situation en rapport. Ecr. n° 6280 M. Régie-Presso, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e.

Direct. gestion, dipl. Or C.V.L. format. économie, exp. et réf. autorité confirm. com. part. gestion et animat. ch. poste ou sans essai, ou même, enlève. mais. familiale, centre accueil personnes jeunes, 501 adhés. Téléphone: 1 687 7878.

Fonctionnaire, cadre cat. A, 22 a., rech. empl. surveillant ou gestionnaire, dans, ou expos. rureau. Faire offre. Ecr. n° 2142 « le Monde » Pub. S. r. des Italiens - 75002 Paris-2^e.

J. F. Française - 34 ans poste attaché de direction ou secrétaire de direction en Arabie Saoudite, Bahrein, Emirats ou Koweït.

BTS secrétaire, GEUG erede, anglais, autres d'orientand. Mariée - 2 enfants. Ecr. n° 1 002 707 M. Régie-Presso, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e.

J.M. 23 a., dynam., 500, 000 O.M. le 31-8. niv. BTS technico-coll. rech. emploi 971-71-91

Fabricant - Petites fournitures de bureaux

Leader sur son Marché

reclute

UN CHEF du SERVICE COMMERCIAL

Pour contrôle :

- du traitement des commandes ;
- du service clientèle ;
- du magasin de détail ;
- des expéditions.

La responsabilité engloba 30 personnes. L'expérience acquise sera déterminante dans le choix du candidat.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous n° 37.182 à ELETZ Publicité, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

THOMSON-CSF

AGENTS TECHNIQUES ÉLECTRONICIENS

Niveau B.T.S.

Pour maintenances équipements avioniques.

Ecrire avec C.V. détaillé + photo à SERVICE DU PERSONNEL, 27, rue Pierre-Valette, 92240 MALAKOFF.

représentation offres

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE

recherche

V.R.P. Cartes multiples

SUSCEPTIBLE :

- de promouvoir
- d'animer
- de gérer

un secteur dans le domaine de la pharmacie d'officine.

Nous sommes un laborat. ayant une forte image de marque dans sa spécialité, à expansion rapide.

Réponse sous le numéro 1.400. A SOPIC, B.P. 31, 67001 STRASBOURG.

secrétaires

IMPORTANTE SOCIÉTÉ Nord-Ouest de Paris, limite Cligny, Levallois, Asnières, recherche

SECRÉTAIRE

niveau B.T.S., débutante. Avantages sociaux. Envoy. C.V. et présent. n° 28.403 B. BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

Si internationale, 15^e, propose emplois stables

UNE STÉNOGRAPHE BILINGUE ANGLAIS

UNE STÉNOGRAPHE FRANÇAIS

URGENT. Tél. 265-16-82.

automobiles

5 à 7 C.V.

Vendu 86 TL, année 1976, 23.000 km. Argus à débiter. Téléphone: 403-34-78.

104 1976

Bienché, 43.000 Kilomètres. Visible Vélizy-Villac. Tél. 946-52-64, de 20 h. à 22 h.

12 à 16 C.V.

VAUBAN AUTOMOBILES Concessionnaire Peugeot

vd 604, 1976, collaborateur usine, injection et carburateur, moins 7.000 km. M. Orfins, 973-25-07.

divers

604 SL 76-77

604 TL 78

Reprise crédit bail, 35, avenue Gallieni, 94 - JOINVILLE - 88-30-30.

BMW 520 - 525 - 528

Auto-Paris, tél. 332-96-85, 63, rue Oudinot, Paris-19^e.

A vendre MINI-CAR FIAT (1900 T), très bon état, env. 1977, 19.000 km. - Téléphone: 638-41-18.

Spécial cadres crédit 100 % sur occasions garanties. Téléphone: 638-47-66.

VOLVO

TOUS MODELES DISPONIBLES

QUEST AUTOS

70, boulevard MACCARTHY, CHATELAIN

656-37-37

Immobilier

appartements vente

Paris 8^e arr^o

Paris 16^e arr^o

Paris 17^e arr^o

Paris 18^e arr^o

Paris 20^e arr^o

Paris 21^e arr^o

Paris 22^e arr^o

Paris 23^e arr^o

Paris 24^e arr^o

Paris 25^e arr^o

Paris 26^e arr^o

Paris 27^e arr^o

Paris 28^e arr^o

Paris 29^e arr^o

Paris 30^e arr^o

Paris 31^e arr^o

Paris 32^e arr^o

Paris 33^e arr^o

Paris 34^e arr^o

Paris 35^e arr^o

Paris 36^e arr^o

Paris 37^e arr^o

Paris 38^e arr^o

Paris 39^e arr^o

Paris 40^e arr^o

Paris 41^e arr^o

Paris 42^e arr^o

Paris 43^e arr^o

Paris 44^e arr^o

Paris 45^e arr^o

Paris 46^e arr^o

Paris 47^e arr^o

Paris 48^e arr^o

Paris 49^e arr^o

Paris 50^e arr^o

Paris 51^e arr^o

Paris 52^e arr^o

Paris 53^e arr^o

Paris 54^e arr^o

Paris 55^e arr^o

Paris 56^e arr^o

Paris 57^e arr^o

Paris 58^e arr^o

Paris 59^e arr^o

Paris 60^e arr^o

Paris 61^e arr^o

Paris 62^e arr^o

Paris 63^e arr^o

Paris 64^e arr^o

Paris 65^e arr^o

Paris 66^e arr^o

Paris 67^e arr^o

Paris 68^e arr^o

Paris 69^e arr^o

Paris 70^e arr^o

Paris 71^e arr^o

Paris 72^e arr^o

Paris 73^e arr^o

Paris 74^e arr^o

Paris 75^e arr^o

Paris 76^e arr^o

Paris 77^e arr^o

Paris 78^e arr^o

Paris 79^e arr^o

Paris 80^e arr^o

Paris 81^e arr^o

Paris 82^e arr^o

Paris 83^e arr^o

Paris 84^e arr^o

Paris 85^e arr^o

Paris 86^e arr^o

Paris 87^e arr^o

Paris 88^e arr^o

Paris 89^e arr^o

Paris 90^e arr^o

Paris 91^e arr^o

Paris 92^e arr^o

Paris 93^e arr^o

Paris 94^e arr^o

Paris 95^e arr^o

Paris 96^e arr^o

Paris 97^e arr^o

Paris 98^e arr^o

Paris 99^e arr^o

Paris 100^e arr^o

صحة في العالم

هكذا من الاموال

Le Monde

économie

LA SITUATION SOCIALE

Les revendications portent d'abord sur les salaires

(Suite de la première page.)

M. Lionel Stoléru annonce de nouvelles hausses de loyer dans les foyers pour immigrés.

À Limoges, le congrès de la fédération générale des fonctionnaires F.O. s'est achevé le 8 juin par une motion qui marque un net durcissement.

Avant même que des métallos de Fims, de Cléon ou de Boulogne-Billancourt ne se mettent en grève, on recensait des dizaines de milliers de salariés engagés dans des actions allant du débrayage spontané à l'occupation des usines.

La volonté de s'opposer aux licenciements avait provoqué, fin avril, un certain réveil de l'action syndicale, dont les manifestations les plus marquantes eurent lieu en mai.

prévus vers le 20 juin pour l'indemnisation complémentaire du chômage (avec, en perspective, la réduction de certaines prestations) et le 23 juin pour l'ajustement.

En général, les employeurs parviennent à faire respecter l'orientation gouvernementale d'un simple maintien du pouvoir d'achat.

avec la création d'un emploi aux voitures. Dans une trentaine d'autres conflits, après des débrayages limités, mais répétés pendant quelque temps.

Multiplication Dans la région parisienne, Goulet-Turpin (alimentation) donne deux jours de congés supplémentaires; chez Colnet (construction), les salaires ont augmenté de 3% et la prime de nuit marquée.

Des suppressions d'emplois sont à l'origine de la grève minoritaire qui paralyse l'aciérie de Pompey

De notre correspondant

Nancy. — La grève des cent soixante ouvriers des hauts fourneaux de l'aciérie de Pompey va-t-elle paralyser complètement les activités de ce complexe sidérurgique de près de quatre mille personnes (Le Monde du 9 juin)?

Les conséquences ne se faisaient pas attendre; atteinte à la base même de sa production, l'usine a pu tourner jusqu'à présent sur ses réserves d'acier.

Considérant que cette situation ne peut se prolonger, la direction a décidé d'arrêter deux hauts fourneaux, le troisième étant maintenu en activité réduite pour des raisons de service.

En tenant compte de la mise en chômage de l'ensemble de la production prévue à l'horizon 1980, elle restera, avec 530 000 tonnes d'acier spéciaux, au-dessus de ses capacités.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: Cotes du jour, 1er mois, 2e mois, 3e mois, 6 mois, 12 mois. Rows include \$ E-U, £ S.W., etc.

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: P.M., 2h, 3h, 4h, 5h, 6h, 7h, 8h, 9h, 10h, 11h, 12h. Rows include P.M., 2h, 3h, 4h, 5h, 6h, 7h, 8h, 9h, 10h, 11h, 12h.

Nous donnons ci-dessous les cotes pratiquées sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de séance par une grande banque de la place.

Real estate advertisement for 153 Rue de l'Université, Paris 7e. Includes contact info for SEROL and GEFIC.

REPRISE DU TRAVAIL A BERLIET-VEISSIEUX

Les deux cent cinquante salariés de l'usine Berliet de Veissieux (Rhône), qui étaient en grève depuis le 20 mai, ont repris le travail vendredi matin 9 juin.

En mai, deux cent mille salariés environ étaient engagés dans quelques-uns des conflits revendicatifs, allant du bref débrayage à la grève illimitée sur le tas.

Le plus grand de ces offensives syndicales fut celle de la C.F.D.T. dans cent onze, F.O. dans vingt-deux.

AU FORUM DE «L'EXPANSION» Un débat social très classique

Le patronat veut négocier, veut réinventer des formules d'avantages sociaux, mais il faut abandonner un peu le sensationnel au profit du sérieux.

Le débat social. M. Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., a expliqué le nouveau rôle des organisations professionnelles au milieu de la durée du travail, de salaires et d'indemnités du chômage.



Colt ou comment faire d'une revendication un investissement

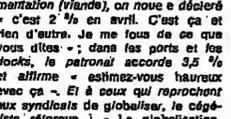
Le plus paisible de vos employés se révèle parfois un revendicateur: il suffit que la chaleur de vos locaux lui devienne insupportable et il sent bien que son attention se relâche, que la qualité de son travail baisse.

En créant dans vos locaux une atmosphère agréable, vous constaterez aussitôt que la productivité remonte, les accidents se font rares, l'absentéisme recule, la bonne humeur réapparaît sur les visages.

VENTILATION COLT: on travaille mieux quand on a de l'air

Le plus paisible de vos employés se révèle parfois un revendicateur: il suffit que la chaleur de vos locaux lui devienne insupportable et il sent bien que son attention se relâche, que la qualité de son travail baisse.

En créant dans vos locaux une atmosphère agréable, vous constaterez aussitôt que la productivité remonte, les accidents se font rares, l'absentéisme recule, la bonne humeur réapparaît sur les visages.



VENTILATION COLT: on travaille mieux quand on a de l'air

Le plus paisible de vos employés se révèle parfois un revendicateur: il suffit que la chaleur de vos locaux lui devienne insupportable et il sent bien que son attention se relâche, que la qualité de son travail baisse.

Vertical sidebar with various advertisements including 'chalets', 'RESIDENCE STAMM', 'MEGÈVE', 'LS', 'INDUSTRIAL', 'TADES (Gand)', 'UNIVERS PARIS', 'TERRES', 'TADES (Gand)', 'UNIVERS PARIS', 'TERRES', 'TADES (Gand)'.

ÉCONOMIE

Le patronat en quête d'avenir

(Suite de la première page.)

Ce que le patronat officiel appelle sa « base » a plusieurs visages, dont les intérêts sont opposés sur bien des points. C'est de commun en particulier entre les grandes entreprises et les petites ou moyennes ? Leurs patrons ne se connaissent pas ou si peu qu'on leur demande comment ils pourraient se comprendre. Les grands témoins du libéralisme parisien sont d'anciens hauts fonctionnaires de l'administration

passés dans le privé, des fonctionnaires patronaux qui ne gèrent pas d'entreprises (ou seulement en apparence), des gestionnaires professionnels qui n'engagent que leur carrière dans l'aventure de l'entreprise. Plus bas ou en province, on y engage aussi sa fortune personnelle et la quasi-totalité de ses revenus. Les neuf dixièmes des sièges sociaux des grandes firmes se trouvent à Paris, mais la majorité des petites et moyennes entreprises françaises vivent en province.

Deux stratégies se dessinent en fait, en fonction des températures et des possibilités des entreprises.

La première est celle du recroquevillement, baptisé « rationalisation ». Elle se traduit généralement par une réduction des frais, des suppressions d'emplois, avec une variante « optimiste » qui consiste à « remplacer les hommes par des machines en procédant à des investissements technologiques ». C'est en gros la stratégie du chef d'entreprise à mi-parcours de la vie, dirigeant une société pas trop grande, et qui a envie de vivre un peu plus calmement, en diminuant les causes des atermoiements (commerciaux notamment) dont il est l'objet.

Une autre option est celle du développement international. C'est celle des hommes « qui en veulent » dans les entreprises de moyenne taille, et de ceux qui ne peuvent pas faire autrement dans les grandes entreprises. La plupart ont fini par constater qu'il est plus facile de faire des bénéfices en Allemagne où il n'y a pas de contrôle des prix, de s'installer aux États-Unis où l'on fait à peu près ce qu'on veut, de vendre sur les marchés publics du Proche-Orient où les positions des « gros » sont aussi protégées qu'à Paris, etc. Un phénomène nouveau se développe ainsi, celui des entreprises de moyenne taille qui sautent directement de l'échelon régional à l'échelon international, sans passer par l'intermédiaire national. Une enquête menée auprès de quelques érudits de l'École des hautes études commerciales de Joux-en-Val, a permis de ceux qui ont en tête de créer une entreprise largent d'abord et avant tout vers l'étranger.

M. François Dalle (président de l'OREAL), proné lui, non pas la petite entreprise, mais la nécessité d'adapter la grande aux nouveautés de la technique décentralisée et aux exigences humaines d'autonomie. M. Dalle, qui n'a jamais été réellement intégré dans le patronat, même s'il s'y produit régulièrement, finit par faire des théories bien admises dans l'organisation « de masse » et en proposant ce qu'il appelle le « Taylorisme à l'envers ». Pour lui, comme pour M.M. Yvon Gattaz et Octave Gelinier, « small is beautiful ». La grande entreprise doit être transformée en une fédération de petites unités, notamment grâce aux possibilités de l'informatique répartie. Il suffit, selon lui, d'imaginer en matière d'information dans l'entreprise l'équivalent d'un système énergétique qui, au lieu d'être approvisionné par de grosses centrales comme celle de l'É.D.F., serait alimenté et volonté par une multitude de petites unités situées à proximité des postes de travail et reliées pour pouvoir harmoniser leurs activités. Cela redonnerait à l'ac-

tivité périphérique toute son initiative et son autonomie, estime M. Dalle. Cette remise en cause du management classique va très loin : elle est peut-être la solution du problème de l'opposition des grandes et des moyennes entreprises et du blocage progressif des mastodontes pour cause de paralysie boulimique. Ce n'est pas la petite entreprise qui doit grandir, c'est la grande qui doit rester petite à certains égards.

Autre vision d'avenir, celle de M. Lucien Pfeiffer qui s'échine depuis des années à promouvoir l'idée d'une société de partenaires dans laquelle les « facteurs de production » (capital et travail notamment) jouent d'un statut égalitaire ; c'est une sorte de contribution patronale à la réflexion autour du thème de l'autogestion. Les difficultés financières qu'a connues M. Pfeiffer (soigneusement orchestrées par les banques de la place) n'ont pas facilité le développement de son courant de réflexion ; mais M. Dalle réussit suffisamment bien dans ses affaires pour que ses idées théoriques soient prises au sérieux.

Inflexions dans le comportement des affaires...

Ce décalage n'est pas nouveau, mais prend dans le contexte économique et politique actuel une acuité particulière, qui n'échappe pas aux responsables du C.N.P.F. L'Institut de l'entreprise, qu'ils considèrent comme leur centre de réflexion, s'apprête à examiner un « rapport de printemps » dans lequel les oppositions enregistrées au cours d'une enquête systématique sont analysées en détail. Il y apparaît notamment que les petites et moyennes entreprises s'estiment cruellement défavorisées pour faire face à ce qu'un petit patron interrogé appelle le « haïss administratif » ; que leurs relations avec les pouvoirs publics, notamment l'accès aux marchés de l'État, sont trop souvent réduites à cause des grandes firmes qui entretiennent par tous les moyens des positions dominantes ; que la politique d'industrialisation des dernières années, centrée presque exclusivement sur de grandes concentrations de « pôles de développement », les a laissées pour compte ; qu'elles reprochent aux organisations professionnelles patronales de se préoccuper essentiellement des « gros ».

Le personnage du petit chef d'entreprise créateur et bâtisseur d'empire est, de fait, mal connu, bien que déterminant. Il est en général utopiste, souvent idéologue, contestataire tout en réclamant l'obéissance, caractériel tout en prétendant à la sociabilité. Il est tout, sauf serin, et faiblement adapté. Un Jean Maniet qui révolutionna le monde du petit équipement ménager, un Marcel Fourrier qui imposa la vente de produits alimentaires en grandes surfaces, un Antoine Riboud qui fit sortir B.S.N. de son cadre lyonnais, ont été avant tout des contestataires de l'ordre établi. Ne faut-il pas d'ailleurs être un peu fou pour s'engager encore aujourd'hui dans de pareilles aventures ?

Les réactions de cette « élite de base » se traduisent d'abord par une stratégie d'entreprise volontairement distante des orientations déclarées d'intention. Ce qu'en privé, M. Paul Appell, président d'Entreprise et Progrès, appelle un « manque d'adéquation entre le discours libéral et le comportement quotidien ». Le chef d'entreprise n'est pas motivé pour ce qu'on veut lui faire faire, mais pour autre chose.

Le rôle stabilisateur du C.N.P.F.

Reste que la machine patronale, qui excelle maintenant à récupérer les idées et les hommes, réclame pourtant à l'intérieur. Ainsi affirme le rôle stabilisateur du C.N.P.F., qui n'échappe pas aux formations qui menacent les fonctionnaires (patronaux aussi bien que publics). A l'intérieur même de l'organisation patronale, la plupart des expériences tentées depuis une décennie — y compris par M. François Ceyrac — pour insuffler un sang neuf, ont déçu. On y retrouve, bon gré mal gré, les têtes qui s'y trouvaient déjà plus ou moins en 1967, quand M. Paul Huvellin se croiyait encore un président tranquille.

Les « hommes forts » y restent ceux des grandes entreprises et des grandes fédérations professionnelles. Depuis que le renouvellement des fonctions de l'actuel président du C.N.P.F., est intervenu pour trois ans, soigneusement orchestré par M. Ambrès Roux, il y a toutes les chances pour que la même équipe détiennne encore le pouvoir sans accident et suivant des modalités changeantes — pour près d'une dizaine d'années encore.

Si les hommes nouveaux pressentés par M. François Ceyrac à son arrivée à la tête de l'association suprême du patronat se sont tous cassés les dents, c'est celui de l'entreprise, écrit M. Jean Chénévier dans la lettre du mois de mai de l'Institut de l'entreprise, « en a raison du C.N.P.F. Ce « parti » est encore loin de pouvoir présenter en toute clarté ses options, sans doute parce que le monde patronal est, comme l'administration, une hydre à mille têtes, qui ne prétend pas toutes vouloir aller dans le sens de l'histoire. Mais, comme le dit un mot de Gaston Berger, qu'aime à citer M. Jacques de-Serbie ont réussi à rester

... et dans l'attitude civique

Dans leur vie civique on assiste également à un changement du comportement des chefs d'entreprise. Ils ressentent de plus en plus le besoin d'agir eux-mêmes (sans se contenter de dialoguer par C.N.P.F. interposé), celui de faire et de le faire savoir. Deux cas illustrent cette tendance. Du côté des grandes entreprises, l'opération lancée par Pechiney-Ogine-Kuhlmann pour justifier son accroissement mondial, non seulement en développant les arguments techniques dans des documents publiés à ses frais et abondamment diffusés, mais aussi en mettant son réseau commercial international à la disposition des petites et moyennes entreprises, sous-traitantes ou non. De plus en plus la grande entreprise joue elle-même le jeu de la bonne citoyenneté en refusant de s'associer avec d'autres, de peur d'apparaître comme un groupe de pression et pour ne pas avoir à supporter les inconvénients éventuels de la mauvaise image des autres (c'est à l'échelon national la traduction du même phénomène qui se développe à l'échelle internationale où les grandes firmes multinationales sont très réticentes à se grouper en associations de défense, comme il en a été envisagé plusieurs à Bruxelles ou ailleurs).

A côté de ces individualistes isolés on trouve aussi des indépendants, groupés, notamment autour de M.M. Yvon Gattaz et Octave Gelinier dans l'ETHIC, Association des entreprises à taille humaine. Sans aucune présentation officielle, l'ETHIC va plus loin que la traditionnelle Confédération générale des P.M.E. et elle a réussi à se développer plus sagement que l'UNICER, créée il y a deux ans dans l'entente avec la traditionnelle Confédération générale des P.M.E. et elle a réussi à se développer plus sagement que l'UNICER, créée il y a deux ans dans l'entente avec la traditionnelle Confédération générale des P.M.E. et elle a réussi à se développer plus sagement que l'UNICER, créée il y a deux ans dans l'entente avec la traditionnelle Confédération générale des P.M.E.

Et les hommes nouveaux pressentés par M. François Ceyrac à son arrivée à la tête de l'association suprême du patronat se sont tous cassés les dents, c'est celui de l'entreprise, écrit M. Jean Chénévier dans la lettre du mois de mai de l'Institut de l'entreprise, « en a raison du C.N.P.F. Ce « parti » est encore loin de pouvoir présenter en toute clarté ses options, sans doute parce que le monde patronal est, comme l'administration, une hydre à mille têtes, qui ne prétend pas toutes vouloir aller dans le sens de l'histoire. Mais, comme le dit un mot de Gaston Berger, qu'aime à citer M. Jacques de-Serbie ont réussi à rester

venez vivre votre 3^{ème} âge à CANNES

Résidence-Club Abadie

Loin du bruit, dans un parc avec piscine et cependant à 15 minutes de la Croisette, vous pourrez vivre indépendant - chez vous - tout en bénéficiant de l'animation et de tous les services hôteliers et médicaux sur place.

Venez voir vivre la **RÉSIDENCE-CLUB ABADIE**, av. Michel Jourdan, Route de Pégomas, C.D. 9 CANNES.

Notre service d'accueil peut même venir vous attendre où vous le souhaitez, et vous conduire à la résidence.

Téléphonez-nous : **Raymonde Damion (93) 47.37.17** ou **Kathy Fischer, Cabinet Indexa (93) 85.59.01.**

LE SEUL PARIS-TÉHÉRAN A LA MÊME HEURE TOUS LES JOURS: 16H15.

Reservation auprès de votre agence de voyages ou chez Iran Air au 225.99.06+

* A partir du 4 septembre, décollant à 16h15 tous les jours sauf le mardi.

TRÉCA EPEDA SIMMONS
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

CAPELOU
Seule adresse de vente : 37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS XI^e Métro Parmentier TEL 557.46.35

PARIS-LONDRES. OFFREZ-VOUS UNE CROISIÈRE AVEC LE TRAIN.

5 bateaux par jour pour traverser confortablement la Manche.

Sous réserve de modifications.

SNCF
REDECouvrez LE TRAIN.

BOURSE DE PARIS - 8 J

INDICATEUR	PREMIER COURS	DEUXIÈME COURS	DIFFÉRENT
Indice Cote	1000	1000	0
Indice 1000	1000	1000	0
Indice 2000	1000	1000	0
Indice 3000	1000	1000	0
Indice 4000	1000	1000	0
Indice 5000	1000	1000	0
Indice 6000	1000	1000	0
Indice 7000	1000	1000	0
Indice 8000	1000	1000	0
Indice 9000	1000	1000	0
Indice 10000	1000	1000	0

LES MARCHÉS

PARIS LONDRE

Tableaux de bourse et de marchés financiers.

PARIS-LONDRES. OFFREZ-VOUS UNE CROISIÈRE AVEC LE TRAIN.

5 bateaux par jour pour traverser confortablement la Manche.

Sous réserve de modifications.

SNCF
REDECouvrez LE TRAIN.

مكتبة الأمل

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 8 JUIN

Repli

Le climat a été empreint d'une certaine morosité ce jeudi à la Bourse de Paris, où les professionnels qui s'attendaient à une poursuite du mouvement de hausse ont été déçus.

Formis les établissements de crédit où le nombre des hausses a nettement dominé. Le Financier de Paris domine le ton avec un progrès de plus de 2 %, tous les compartiments ont dû payer un tribut, parfois lourd, à la baisse.

Sur le marché de l'or, le lingot est resté à peu près stable à 27 275 F, l'idem pour le napoléon 25 F contre 25 780 F.

LONDRES

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices.

NEW-YORK

Actif et irrégulier. Le marché a été marqué, une fois de plus, par une volatilité à Wall Street et 40 millions d'actions ont changé de mains.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

GRUPPO TOTAL. Le bénéfice net consolidé du groupe pour 1977 s'établit à 250 millions de francs.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various indices like CAC 40, DAX, etc.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices.

BOURSE DE PARIS - 8 JUIN - COMPTANT

Large table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices.

MARCHÉ A TERME

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various futures prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various futures prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various futures prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various futures prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various futures prices.

COTÉ DES CHANGES

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists exchange rates.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists gold prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices.

VALEURS

Table with columns: Valeurs, Cours précéd., Dernier cours. Lists various stock prices.

Vertical advertisements on the left margin including 'VENIR', 'TRES EPEL SIMON', 'PELOU', 'HERA', 'IRAN AIR', 'eaux par jour', 'VCF'.

Handwritten text in a box at the top center: 'سكوتاتون'

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDÉES — CULTURE : « Le bel habit vert », par Gabriel Metzkeff.
- 3. ÉTRANGER — Les travaux de la « grande commission » mixte de coopération franco-tunisienne.
- 4. ASIE
- 4-5. EUROPE — ITALIE : les deux référendums du 11 juin déconcertent les électeurs.
- 6-7. PROCHE-ORIENT — POINT DE VUE : « L'O.M.S. et Israël », par A. Lwoff.
- 7. AMÉRIQUES
- 8. L'ARGENTINE A L'NEBRE-DE LA COUPE DU MONDE
- 9-14. POLITIQUE — Le conflit entre l'État et la Ville de Paris. — Le centriste démocrate de Léonine à Staline (II), par Philippe Robrieux.
- 15. EDUCATION — Le palmarès du Concours général.
- 15. RELIGION
- 16. JUSTICE
- 17. INSTITUT — L'Académie française, élection de Michel Déon et Edgar Faure.
- 18-19. SPORTS — AU MANS : les Vingt-Quatre Heures de Porsche et de Renault. — En cas de victoire, la Régie ne reviendra pas au Mans », affirme M. Bernard Hanon.
- 21 à 26. UNE SEMAINE AVEC L'ALSACE

LE MONDE DES LOISIRS ET DU TOURISME
Pages 27 à 33
— Plages propres : Revue de détail avant l'été.
— Un peu loin, un peu chère : Mais où est-ce l'été idéal ?
— Plaisirs de la table : Bons hors de Nice.
— Jeunesse : Brocante ; Philatélie ; Jeux ; Hippisme.

34 à 36. ARTS ET SPECTACLES
41 à 44. ÉCONOMIE

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (37)
Annuaire cinéma (38 à 40) ; Aujourd'hui (19) ; Carnet (20) ; Journal officiel (19) ; Loto (18) ; Météorologie (19) ; Mosaïque (18) ; Sports (40).

A Paris
UN POLICIER EST TUÉ EN POURSUIVANT UNE VOITURE

Un brigadier d'une compagnie motocycliste de la préfecture de police de Paris, M. Michel Dapelay, âgé de trente-deux ans, marié et père de deux enfants, a été tué dans la nuit du 8 au 9 juin, alors qu'il avait pris en chasse, en compagnie de deux de ses collègues, une voiture qui avait forcé un barrage. Le policier a été heurté au cours de la poursuite par un taxi et projeté sur la chaussée à l'angle du carrefour de l'Odéon et du boulevard Saint-Germain. Le policier est décédé ce vendredi matin à l'hôpital Cochin.

Le numéro du « Monde » daté 9 juin 1978 a été tiré à 566 921 exemplaires.

NOUVEAUX TISSUS "COUTURE" PRINTEMPS-ÉTÉ 1978

- Impressions soies exclusives.
- Laines coordonnées originales.
- Cotons suisses imprimés.
- Tissus exotiques, bonneterie.
- Jersey "after mode" imprimés.
- Cartes, panneaux et bases.
- Cotons anglais depuis 12,95 F.
- Toiles écru, badistes, crépons.
- Orpèdes brodés, dentelles.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

AU COURS DE SA VISITE A CALVI

Le chef de l'État a serré la main du colonel Erulin et rendu hommage à la Légion

Calvi. — On l'attendait à Bastia à la tête de ses troupes, il était à Calvi, seul, sur la terre-plein du port, discutant de temps à autre avec un gendarme, à l'écart des élus de la Balagne. Le colonel Philippe Erulin, commandant le 2^e régiment étranger parachutiste (2^e REP) est venu saluer le président de la République, au pied de la citadelle génoise, aujourd'hui en partie occupée par les képis bleus.

Accueilli à 9 h 15 par les vivats des écoliers, auxquels on avait donné congé pour venir agiter leurs drapeaux de papier malles de la sous-préfecture, le chef de l'État, toujours accompagné d'un officier de la Haute-Corse, a été présenté aux conseillers municipaux de Calvi, puis aux maires des communes de la Balagne. A l'extrémité de la rampe, quelques 10 mètres plus loin, le colonel Erulin attendait, les mains dans le dos, devant une horde de photographes et de caméramans, sûrs de tenir le visage de la journée. Le président approchait. Après un léger mouvement d'étonnement, il serrait la main du « patron » du 2^e REP qui lui était présenté par le préfet de la Haute-Corse.

Selon l'entourage du chef de l'État, la présence du colonel Erulin n'était pas prévue au protocole. M. Giscard d'Estaing lui-même n'en aurait été avisé qu'à sa descente de l'hélicoptère, trop tard pour modifier l'ordonnement de la cérémonie. Les collaborateurs du président, visiblement un peu gênés, affirmaient que le colonel avait été invité à titre de personnalité locale par le maire de Calvi, M. Xavier Colonna (proche du M.R.G.). Ce dernier, néanmoins, démentit et affirme qu'il ne s'attendait pas à la présence du colonel.

Dans son discours prononcé devant quelques centaines de

De notre envoyé spécial

Calvi, sous les façades jaunies des vieilles maisons du bord de mer, M. Giscard d'Estaing a, en tout cas, évité de faire expressément référence au colonel, se contentant de mentionner son régiment, qui a contribué à la vie de la cité et à son nomination. « Je voudrais à ce sujet le chef de l'État, lui adresser le message qui me paraît le mieux adapté à ses qualités de courage, présent dans l'action, en lui disant ici à Calvi : mission accomplie. »

Mini-crise au conseil municipal

L'événement en tout cas, provoque déjà de sérieux remous pour ne pas dire une mini-crise au sein du conseil municipal très « composite » de Calvi (quatre communistes, trois socialistes, un M.R.G. et des personnalités indépendantes). En effet, le maire, des premiers mots de son discours vient à mentionner le chef de l'État, à jugé bon de souligner avec insistance une présence que d'autres estimaient contestable. « Je tiens, a déclaré M. Colonna, à rendre un hommage particulier au 2^e REP, qui, sous les ordres du colonel Erulin, a parfaitement rempli la mission humanitaire que nous lui avons confiée au Zaïre. » L'hommage n'a pas été, en d'en doute, goûté par l'ensemble des conseillers municipaux, qui ont été très mécontents de voir accomplir un tel geste. M. Colonna a écrit seul, envoyé son discours à l'Élysée sans en référer à ses adjoints et sans leur en soumettre le texte.

Communistes et socialistes appréhendent, ce vendredi matin 9 juin, à rédiger et publier un communiqué commun pour se

déolidariser des déclarations du maire.

Pour eux, l'intégration « héroïque » du 2^e REP à la vie calvaise reste à démontrer. Mais plus encore, l'intervention française au Zaïre et surtout le passé du colonel Erulin ne leur semblent pas mériter pareil éloge.

André militaire lui-même et 16 d'amitié au patron du 2^e REP, M. Colonna paraît avoir agi par « esprit de corps ». « On ne cite pas, argue-t-il, un régiment sans mentionner celui qui le commande. N'y voyez pas « malice », façon de dire : il y a bien malles qui, à coup sûr, va troubler l'atmosphère de la municipalité. »

DOMINIQUE POUCHIN.

« S'entraînent le jeudi soir à Ajaccio avec les quatre députés R.P.R. de la Corse, M. Giscard d'Estaing a évoqué les propos tenus la jour même par M. Jacques Chirac lors de sa conférence de presse. Selon ces parlementaires, il a déclaré : « Je suis peiné, car cela est excessif. »

« La préfecture de la Haute-Corse a confirmé l'embuscade, le jeudi matin 9 juin, par un ou plusieurs tireurs près de Ghisonaccia à un escadron de gendarmerie et au cours de laquelle un gendarme a été grièvement blessé. « Cette étonnante action des gens de l'ombre démontre, si l'en était encore besoin, en dépit des protestations hypocrites d'opinions qui prétendent sauvegarder les libertés, celle aussi d'assassiner. — le bien-fondé des récentes interpellations », précise un communiqué de la préfecture.

(Lire nos autres informations page 8.)

AUX NÉGOCIATIONS DE VIENNE

Importante concession soviétique sur la réduction des forces en Europe

De notre correspondant en Europe centrale

Vienna. — Pour la première fois depuis bien longtemps, un pas important vers un éventuel accord a été franchi dans les négociations sur la réduction des forces en Europe, qui se déroulent depuis cinq ans dans la capitale autrichienne. Au cours de la cent soixante-douzième séance des pourparlers, le 8 juin, le délégué soviétique a déclaré que les pays de l'Est se ralliaient à l'idée défendue par les Occidentaux et selon laquelle l'un des objectifs de la négociation devrait être de fixer un plafond commun de sept cent mille hommes pour les forces terrestres de l'Otan et du pacte de Varsovie. Il s'agit là d'une concession de taille, par elle-même, mais surtout parce qu'elle consiste à accepter l'un des principes de base qui guident depuis le début des discussions l'attitude des Occidentaux.

Reste maintenant à déterminer notamment la procédure qui permettra d'arriver à ce niveau commun des forces. A ce sujet, les Soviétiques ont fait une autre concession aux Russes occidentaux : ils admettent désormais d'appliquer le principe d'une réduction des forces en pourcentage au cours d'une première phase, laquelle affectera uniquement les troupes de l'U.R.S.S. et des États-Unis stationnées dans la zone concernée par la négociation.

Jusqu'à maintenant, Moscou défendait l'idée d'une réduction numérique égale des forces en se fondant sur le fait qu'il existerait déjà, selon les données du pacte de Varsovie, une situation de quasi-équilibre des forces terrestres entre les deux blocs : huit cent cinquante mille hommes pour l'Est et sept cent quatre-vingt mille pour l'Occident. Ce point de vue reste contesté par les Occidentaux : ceux-ci font état d'une supériorité numérique de

Après l'évacuation de l'usine de C...
SYNDICATS DE LA REGIE
ANNONCEMENT
UN BOURGEMESTRE
DU CONFLIT
LIBRE PAGE 11

Le régionalisme en Europe
Tens entre P
La Chine dénonce

L'ÉLECTION SÉNATORIALE PARTIELLE DE LA HAUTE-LOIRE

La majorité se présente divisée

De notre correspondant

Le Puy. — A la suite du succès remporté dès le premier tour des élections législatives de mars dernier dans la deuxième circonscription (Brioude-Le Puy-Nord-Ouest) par l'Union des sénateurs qui compte la Haute-Loire, M. Jean Proriot, P.R., les six cent soixante-quatorze grands électeurs de ce département sont appelés à choisir entre cinq postulants, dimanche 11 juin, son successeur au Palais du Luxembourg.

Premier à annoncer sa candidature, M. Adrien Gouteyron, directeur des collèges, conseiller d'éducation, conseiller général du canton de Vorey et conseiller municipal de Rosières, qui se présente avec l'étiquette « majorité présidentielle » est membre du R.P.R. Toutefois, lors des dernières élections législatives, il avait émis quelques réserves sur le parachutage d'un candidat gaulliste, M. Millerand, contre M. Jacques Barrot, C.D.S., actuel ministre du commerce et de l'artisanat, alors que, au niveau départemental, les formations de la majorité étaient précédemment mises d'accord sur le principe de candidature également favorable à la majorité présidentielle, M. Jean Salque, de tendance centriste, maire de Sainte-Sigolène, membre du conseil régional d'Auvergne,

Breguet

LA VALEUR D'UNE MAISON C'EST AUSSI SON TERRAIN.

Au fil des années, les maisons construites par Breguet sont devenues le symbole de la qualité dans la construction et du raffinement dans le confort. C'est la première garantie de votre investissement.

Mais la valeur d'une maison est aussi une question de plus-value dépendant aussi de son terrain. C'est pourquoi Breguet applique des critères de sélection très sévères pour choisir ses terrains : proximité immédiate de Paris, transports en commun R.E.R. et S.N.C.F. très fréquentés, voies rapides routières ou autoroutières, présence d'équipements publics complets (commerces, écoles, postes).

BREGUET CONSTRUIT VOTRE MAISON SUR DES TERRAINS DE 500 A 2000 M² TOUT PRES DE PARIS. VEZ LES VOIR.

Domaine de Bouffémont, à Bouffémont (95870). A 21 km de Paris. En bordure de la forêt de Montmorency. Maisons de 121 à 156 m². Terrains 500 à 800 m². Tél. 98.135.58.

Domaine de Montmagnan, à St-Witz (95470). A 25 km de Paris. En bordure de bois, 5 km de la forêt d'Envergnonville. Maisons de 135 à 278 m². Terrains 700 à 1200 m². Tél. 47.156.55.

Domaine du Mont Chatelet, à Chelles (77500). A 20 km de Paris. En bordure de bois. Maisons de 121 à 277 m². Terrains 600 à 900 m². Tél. 020.14.00.

Domaine de Bois la Croix, à Pontault-Combault (77400). A 18 km de Paris. Aux bords d'un parc de 18 ha. Prix du terrain. 5 types de maisons de 98 à 155 m². Terrains 500 à 800 m². Tél. 028.64.63.

Domaine de Pommole, à la Courbeville (95900). A 15 km de Paris. Dans une campagne boisée. 4 types de maisons de 134 à 278 m². Terrains 600 à 900 m². Tél. 933.71.30.

Domaine de l'Érillon, à Villiers-en-Villette (94440). A 18 km de Paris. Dans un village en bordure de bois. A 300 m du centre-ville. Maisons de 134 à 278 m². Terrains 600 à 900 m². Tél. 598.10.62.

Domaine des Tappelles, à Bailleul-lès-Lille (59100). A 21 km de Paris. En bordure d'un bois historique et protégé. 4 types de maisons de 134 à 278 m². Terrains 600 à 1000 m². Tél. 908.89.22.

SITUATION CONFUSE CHEZ RENAULT

La C.G.T. envisage de nouvelles formes d'action

Alors qu'à Cléon, l'usine Renault est toujours occupée par environ cent cinquante grévistes selon la direction, beaucoup plus selon la C.G.T., l'importance des actions revendicatives dans les autres établissements de la Régie donnent l'impression de deux situations complètement contradictoires : « arrêt total » à Sandouville, selon la C.G.T., « production perturbée », selon la direction ; grève suivie majoritairement à l'atelier des presses de Douai et débrayages limités dans les autres locaux de cette usine, indique-t-on à la Régie, alors que la C.G.T. annonce que la chaîne de R 5 est complètement bloquée.

A Flins, les ouvriers des presses soutiennent la grève et les syndicats ont appelé les autres salariés à un débrayage de deux heures, au lieu de trois heures la veille ; la C.G.T.

Un piano droit pour 6950 F.
(ou à crédit : 1450 F + 21 mensualités de 317 F TTC)

harm, venez visiter ses 5 étages d'exposition entièrement rénovés offrant le plus grand choix de marques de Paris.

Location-Vente-Achat-Réparations Accord-Transport

hamm

Pianos Orques Instruments de musique.
125-130 r. de Rennes, 75006 Paris - Tél. 544 38-66.
Paris - Très près Montparnasse.

A B C D E F G

Le régionalisme en Europe
Tens entre P
La Chine dénonce

Le régionalisme en Europe
Tens entre P
La Chine dénonce

PIC MIO

TOUTE L'HIS

En Espagne
LE DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE
INTERMETTRE EN ŒUVRE
UNE RÉFORME LIBÉRALE.

(Lire page 8.)

مكتبة الادب